



VILLE DE MOUANS-SARTOUX

COMPTE-RENDU

Date de la convocation :
10/12/2019

Date d'affichage :
18/12/2019

Nombre de membres

Afférents au conseil municipal : 33

En exercice : 33

Le 16/12/2019

A 18 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Mouans-Sartoux régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans un lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Pierre ASCHIERI, Maire, le quorum étant atteint.

Etaient présents :

ASCHIERI Pierre, BLOSSIER Catherine, BROIHANNE Laurent, BUFFART Liliane, CHALIER Christophe, CHARRIER Patricia, DJEGHERIF Dalila, DUFLOT Eric, FIORUCCI Josyane, GOURDON Marie-Louise, HENRY André, LE BLAY Daniel, LLEDO Françoise, MARTELLO Christophe, PAULIN Daniel, PEROLE Gilles, RAIBAUDI Roland, REQUISTON Christiane, REY Claudette, ROUVIER Christian, SERGENTI Dominique, SERPIN Michel, VALLETTE Georges

Pouvoirs de :

TRAMI Pierre à PEROLE Gilles, FRECHE Annie à REQUISTON Christiane, BASSO Christiane à CHARRIER Patricia, ASCHIERI André à DUFLOT Eric, BREGANTE Anaïs à CHALIER Christophe

Absents :

DE CANSON Sophie, PELLISSIER Denise, PLASSAT Gabriel, RAIBON Elsa, TROUCHAUD Marie-Jeanne

Observations :

Liliane BUFFART, Annie FRECHE, Marie-Louise GOURDON, Christiane REQUISTON, Pierre ASCHIERI, Gilles PEROLE, Roland RAIBAUDI, Christian ROUVIER et Pierre TRAMI ne prennent pas part au vote des questions 1.00 ; 2.00 et 3.00 Pierre ASCHIERI ne prend pas part au vote des questions 5.00 et 6.00 ; Marie-Louise GOURDON et Gilles PEROLE ne prennent pas part au vote de la question 13.00. Laurent BROIHANNE donne pouvoir à Daniel LE BLAY à partir de la question 14.00. André HENRY est arrivé à la question 5.00. Josyane FIORUCCI ne prend pas part au vote de la question 15.00

Secrétaire de séance : Liliane BUFFART

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures 18

Le compte-rendu du conseil du vendredi 22 novembre 2019 est adopté à l'unanimité.

Objet : EAU ET ASSAINISSEMENT - REGLEMENTS DE SERVICE - REACTUALISATION - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP) AVEC LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE (SEML) EAUX DE MOUANS - AVENANT N°3

L'article L2224 - 12 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le règlement de service régit les relations entre les différents acteurs du service de l'eau potable et de l'assainissement, dans le respect des dispositions réglementaires.

C'est un document administratif, faisant partie intégrante du contrat d'abonnement.

Le contrat de délégation des services publics (DSP) de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif, attribué à la SEML Eaux de Mouans, stipule dans son article 17, que les règlements de service fixent les conditions de fourniture de l'eau et les prestations annexes, de raccordement à l'assainissement collectif, de réalisation et de financement des branchements, le régime des conventions de déversement ordinaires et spéciales ainsi que l'ensemble des relations entre le concessionnaire et les usagers.

Ces règlements sont définis d'un commun accord entre la commune et le concessionnaire. Ils peuvent être modifiés dans les mêmes conditions. Ils doivent être soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et validés par le conseil municipal.

Les règlements actuels, joints dans l'annexe 3 du contrat de DSP, doivent être réactualisés afin de s'adapter aux modalités administratives et techniques d'exploitation des services concédés et aux conditions d'accueil de la clientèle.

C'est l'objet de l'avenant n°3.

Les règlements réactualisés ont été présentés à la CCSPL qui a rendu son avis lors de sa séance du 16/12/2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter les règlements modifiés des services de l'eau, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif de Mouans-Sartoux, joints à la présente délibération

- d'adopter l'avenant n°3 au contrat de DSP avec la SEML Eaux de Mouans, ci-annexé, et d'autoriser le 1er Adjoint, M.Laurent Broihanne, à le signer.

ADOpte A LA MAJORITE MOINS TROIS ABSTENTIONS : BREGANTE Anais, CHALIER Christophe, LLEDO Françoise

Objet : EAU ET ASSAINISSEMENT - CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICE ENTRE LA SEML EAUX DE MOUANS ET LA COMMUNE DE MOUANS-SARTOUX

Par délibération en date du 3 septembre 2019, la Commune a décidé d'attribuer la gestion de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif à la Société d'Economie Mixte Eaux de Mouans sous la forme d'une délégation de services publics.

Cette délégation a été acté par un contrat de concession signé le 6 septembre 2019 pour une durée de 20 ans.

Dans ce cadre, les collectivités ont la possibilité de passer avec leur délégataire des conventions permettant d'assurer certaines prestations nécessaires dans des domaines spécifiques.

La SEML Eaux de Mouans ayant démarré récemment son activité et n'ayant pas encore les ressources nécessaires pour assurer certaines prestations, telles que l'assistance technique et logistique, l'entretien des véhicules, le nettoyage de locaux, la maintenance informatique, divers frais généraux, ..., la Commune propose de lui apporter ses compétences et ses moyens, ces activités pouvant être assurées par les services municipaux dans le cadre d'un contrat de prestation de service.

Par conséquent, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'APPROUVER la convention de prestation de service ci-annexée.
- d'AUTORISER Monsieur Laurent BROIHANNE, 1er Adjoint, à signer la présente convention.

ADOpte A LA MAJORITE MOINS TROIS ABSTENTIONS : BREGANTE Anais, CHALIER Christophe, LLEDO Françoise

Objet : EAU ET ASSAINISSEMENT - ACQUISITION DES BIENS MATERIELS ET MOBILIERS APPARTENANT A LA COMMUNE PAR LA SEML EAUX DE MOUANS

Par délibération en date du 3 septembre 2019, la Commune a décidé d'attribuer la gestion de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif à la Société d'Economie Mixte Eaux de Mouans sous la forme d'une délégation de services publics.

La mise en application de cette délégation a été formalisée par un contrat de concession signé le 6 septembre 2019 entre les deux parties.

Ce contrat comprenait l'acquisition de biens matériels et mobiliers appartenant à la Commune par la SEML.

Cette démarche, très encadrée, a nécessité une saisine du Tribunal de Commerce de Cannes afin de désigner un commissaire aux apports chargé d'apprécier et d'évaluer la valeur des biens.

Ce travail étant terminé, le Commissaire aux apports a établi un rapport qu'il convient de valider en Conseil Municipal afin de pouvoir engager les démarches nécessaires.

Ce rapport a été validé à l'unanimité par le Conseil d'Administration de la SEML Eaux de Mouans lors de sa séance du 6 décembre 2019.

Dans le même temps, les biens non cédés à la SEML Eaux de Mouans, dont la liste est détaillée en annexe, font l'objet d'une intégration dans le patrimoine Communal.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- de se PRONONCER sur le rapport du commissaire aux apports ci-annexé.
- d'ACTER la cession des biens matériels et mobiliers pour un montant de 369 824 €.
- de DIRE que les biens non cédés à la SEML Eaux de Mouans apparaissant dans la liste ci-annexée sont intégrés dans le patrimoine de la Commune
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à engager les démarches nécessaires à la conclusion de cette cession.

ADOpte A LA MAJORITE MOINS TROIS ABSTENTIONS : BREGANTE Anais, CHALIER Christophe, LLEDO Françoise

Objet : SORTIE DE L'ACTIF DES BIENS DE FAIBLE VALEUR

Par délibération en date du 18 octobre 2019, la Commune prononçait la dissolution de principe des budgets annexes de l'eau potable et de l'Assainissement.

Considérant la délibération relative à la reprise des biens matériels et mobiliers appartenant à la Commune par la SEML Eaux de Mouans dans laquelle il est précisé que les biens non cédés à la SEML sont intégrés dans le patrimoine communal.

Considérant la possibilité pour la Commune d'éviter des procédures complexes de réintégration dans le patrimoine communal pour des biens inférieurs à 1 000 €, appelés biens de faible valeur.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'AUTORISER la sortie de l'actif des biens de faible valeur dont le détail est ci-annexé.

ADOpte A LA MAJORITE MOINS TROIS ABSTENTIONS : BREGANTE Anais, CHALIER Christophe, LLEDO Françoise

Objet : ADOPTION COMPTE ADMINISTRATIF - BUDGET EAU - EXERCICE 2019

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les règlements de la comptabilité publique ;

Vu l'instruction codificatrice M49 ;

Considérant que le Compte administratif du budget de l'Eau pour l'exercice 2019 a été arrêté au 30 septembre 2019

Considérant que le compte administratif se présente en concordance avec le compte de gestion de Monsieur le Trésorier de Grasse, receveur de la collectivité

Considérant que le Conseil Municipal doit se prononcer avant le 31 décembre 2019 compte tenu de l'arrêt de l'activité au 30 septembre 2019 et du transfert de compétence, sur l'exécution de la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Maire.

Considérant que pour ce faire, Monsieur le Maire a quitté la séance.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'ARRETER les dépenses et les recettes de la section d'investissement et les charges et produits de la section de fonctionnement de la manière suivante :

	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés	13 425,94			482 101,63
Opérations de l'exercice	186 434,77	746 443,93	1 165 449,66	998 516,38
Totaux cumulés	199 860,71	746 443,93	1 165 449,66	1 480 618,01
Résultat net		546 583,22		315 168,35

ADOpte A LA MAJORITE MOINS TROIS ABSTENTIONS : BREGANTE Anais, CHALIER Christophe, LLEDO Françoise

Objet : ADOPTION COMPTE ADMINISTRATIF - BUDGET ASSAINISSEMENT - EXERCICE 2019

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les règlements de la comptabilité publique ;

Vu l'instruction codificatrice M49 ;

Considérant que le Compte administratif du budget de l'Assainissement pour l'exercice 2019 a été arrêté au 30 septembre 2019

Considérant que le compte administratif se présente en concordance avec le compte de gestion de Monsieur le Trésorier de Grasse, receveur de la collectivité

Considérant que le Conseil Municipal doit se prononcer avant le 31 décembre 2019 compte tenu de l'arrêt de l'activité au 30 septembre 2019 et du transfert de compétence, sur l'exécution de la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Maire.

Considérant que pour ce faire, Monsieur le Maire a quitté la séance.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'ARRÊTER les dépenses et les recettes de la section d'investissement et les charges et produits de la section de fonctionnement de la manière suivante :

	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultats reportés		445 134,19		146 511,42
Opérations de l'exercice	155 122,40	290 611,64	893 763,22	794 243,54
Totaux cumulés	155 122,40	735 745,83	893 763,22	940 754,96
Résultat net		580 623,43		46 991,74

ADOpte A LA MAJORITE MOINS TROIS ABSTENTIONS : BREGANTE Anais, CHALIER Christophe, LLEDO Françoise

Objet : ADOPTION COMPTE DE GESTION - BUDGET EAU - EXERCICE 2019

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

Considérant que le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'exécution de la tenue des comptes du Trésorier Principal, pour l'année 2019.

Considérant la concordance du Compte de Gestion retraçant la comptabilité patrimoniale tenue par le Trésorier Principal avec le Compte Administratif retraçant la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Maire.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'ADOPTER le Compte de Gestion du budget Eau pour l'exercice 2019.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Objet : ADOPTION COMPTE DE GESTION - BUDGET ASSAINISSEMENT - EXERCICE 2019

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

Considérant que le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'exécution de la tenue des comptes du Trésorier Principal, pour l'année 2019.

Considérant la concordance du Compte de Gestion retraçant la comptabilité patrimoniale tenue par le Trésorier Principal avec le Compte Administratif retraçant la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Maire.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'ADOPTER le Compte de Gestion du budget Assainissement pour l'exercice 2019.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Objet : BUDGET ANNEXE EAU POTABLE - DISSOLUTION DÉFINITIVE ET REPRISE DES RÉSULTATS DE CLÔTURE AU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Par délibération R63-126 du 18/10/2019 le Conseil Municipal s'est prononcé sur la dissolution de principe au 30 septembre 2019 du budget annexe de l'EAU POTABLE.

A ce jour, les comptes définitifs sont clos et nous pouvons présenter un compte administratif et un compte de gestion pour ce budget arrêté au 30 septembre 2019.

Par conséquent il est demandé au Conseil Municipal :

- d'APPROUVER la dissolution du budget annexe de l'EAU POTABLE.
- de PORTER en recette au compte 001 du budget de la Commune l'excédent d'investissement du budget annexe de l'EAU POTABLE pour un montant de 546 583,22 €.
- de PORTER en recette au compte 002 du budget de la Commune l'excédent de fonctionnement du budget annexe de l'EAU POTABLE d'un montant de 315 168,35 €.
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions utiles et à SIGNER tous les actes et documents inhérents à l'exécution de la présente délibération.

ADOpte A LA MAJORITE MOINS TROIS ABSTENTIONS : BREGANTE Anais, CHALIER Christophe, LLEDO Françoise

Objet : BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - DISSOLUTION DÉFINITIVE ET REPRISE DES RÉSULTATS DE CLÔTURE AU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Par délibération R63-127 du 18/10/2019 le Conseil Municipal s'est prononcé sur la dissolution de principe au 30 septembre 2019 du budget annexe de l'ASSAINISSEMENT.

A ce jour les comptes définitifs sont clos et nous pouvons présenter un compte administratif et un compte de gestion pour ce budget arrêté au 30 septembre 2019.

Par conséquent il est demandé au Conseil Municipal :

- d'APPROUVER la dissolution du budget annexe de l'ASSAINISSEMENT.
- de PORTER en recette au compte 001 du budget de la Commune l'excédent d'investissement du budget annexe de l'ASSAINISSEMENT pour un montant de 580 623,43 €.
- de PORTER en recette au compte 002 du budget de la Commune l'excédent de fonctionnement du budget annexe de l'ASSAINISSEMENT pour un montant de 46 991,74 €.
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions utiles et à SIGNER tous les actes et documents inhérents à l'exécution de la présente délibération.

ADOpte A LA MAJORITE MOINS TROIS ABSTENTIONS : BREGANTE Anais, CHALIER Christophe, LLEDO Françoise

Objet : BUDGET COMMUNE 2019 - DÉCISION MODIFICATIVE BUDGÉTAIRE N°4

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que suite au vote des comptes administratifs des budgets Eau et Assainissement il convient d'inscrire les résultats de l'exercice au budget principal 2019, ainsi que quelques mouvements budgétaires.

Il est proposé au Conseil Municipal les mouvements budgétaires suivants dans le budget Commune 2019 :

INVESTISSEMENT DEPENSES A AFFECTER AUX COMPTES		INVESTISSEMENT RECETTES CREDITS NOUVEAUX	
Chapitre 23 - Cpte 2313 Constructions Chapitre 21- Cpte 2184 Mobilier	+ 1 107 206.65 € + 20 000.00 €	Chapitre 001 - Cpte 001 Résultat d'investissement reporté	+ 1 127 206.65 €
Chapitre 23 - Cpte 2315 Installations matériels, outillage	+ 218 306.00 €	Chapitre 024 - Cpte 024 Produits des cessions de immobilisation	+ 218 306.00 €
TOTAL	+ 1 345 512.65 €	TOTAL	+ 1 345 512.65 €
FONCTIONNEMENT DEPENSES A AFFECTER AUX COMPTES		FONCTIONNEMENT RECETTES CREDITS NOUVEAUX	
Chapitre 022 - Cpte 022 Dépenses imprévues	+ 362 160.99 €	Chapitre 002 - Cpte 002 Résultat de fonctionnement reporté	+ 362 160.99 €
TOTAL	+ 362 160.99 €	TOTAL	+ 362 160.99 €
FONCTIONNEMENT RECETTES CREDITS DISPONIBLES		FONCTIONNEMENT RECETTES A AFFECTER AUX COMPTES	
Chapitre 77 Compte 775 Produits des cessions d'immobilisations	- 1 000.00 €	Chapitre 70 Cpte 70878 Par d'autres redevables	+ 1 000.00 €
TOTAL	- 1 000.00 €	TOTAL	+ 1 000.00 €

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ MOINS TROIS ABSTENTIONS : BREGANTE Anais, CHALIER Christophe, LLEDO Françoise

Objet : AUTORISATION DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2020
COMMUNE

Conformément à l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales,

Il est demandé au Conseil Municipal, avant le vote du budget primitif 2020 d'AUTORISER Monsieur le Maire à engager, liquider ou mandater dans la limite du quart des crédits inscrits à la section d'investissement des budgets de l'exercice 2019 Commune.

Investissement dépenses Commune :	Voté 2019 (BP + DM) hors RAR 2018	Plafond à ne pas dépasser (arrondi)
Chapitre 20 "immobilisations incorporelles"	54 992,99 €	13 748.00 €
Cpte 2031 Frais d'études	32 000.00 €	8 000.00 €
Cpte 2033 Frais d'insertion	4 000.00 €	1 000.00 €
Cpte 2051 Concessions et droits assimilés	18 992.99 €	4 748.00 €
Chapitre 204 "subv. équipement versées"	902 000,00 €	225 500.00 €
Cpte 2041512 Bâtiments et installations	900 000.00 €	225 000.00 €
Cpte 20422 Bâtiments et installations	2 000.00 €	500.00 €
Chapitre 21 "immobilisations corporelles"	336 368,00 €	84 092.00 €
Cpte 2111 Terrains nus	2000.00 €	500.00 €
Cpte 2112 Terrains de voirie	22 500.00 €	5 625.00 €
Cpte 2115 Terrains bâtis	1 000.00 €	250.00 €
Cpte 2152 Installations de voirie	29 473.00 €	7 368.25 €
Cpte 21568 Autre matériel et outil d'incendie défense civile	5 000.00 €	1 250.00 €
Cpte 21571 Matériel roulant	1 240.00 €	310.00 €
Cpte 21578 Autre matériel et outillage de voirie	22 900.00 €	5 725.00 €
Cpte 2158 Autres installations, matériel et outillage tech.	61 982.16 €	15 495.54 €
Cpte 2182 Matériel de transport	53 864.84 €	13 466.21 €
Cpte 2183 Matériel de bureau et informatique	32 594.00 €	8 148.50 €
Cpte 2184 Mobilier	44 617.00 €	11 154.25 €
Cpte 2188 Autres immobilisations corporelles	59 197.00 €	14 799.25 €
Chapitre 23 "immobilisations en cours"	4 259 830,23 €	1 064 957.00 €
Cpte 2313 Constructions	2 737 106.65 €	684 276.00 €
Cpte 2315 Installations, matériel et outillages tech.	1 522 723.58 €	380 681.00 €
Chapitre 45 "opération pour compte de tiers"	8 666 870,00 €	2 166 717.00 €
Cpte 45811 Parking du Château	8 666 870.00 €	2 166 717.00 €

ADOPTE A L'UNANIMITE

Objet : AVANCES DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS et AU CCAS - EXERCICE 2020 - BUDGET COMMUNE

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur le versement d'avances de subventions consenties sur le budget communal de l'exercice 2020, au profit des associations et établissement public ayant des besoins financiers dès le mois de janvier afin de faire face à leurs frais de fonctionnement.

Ces avances seront imputées et financées de la façon suivante :

AVANCE DE SUBVENTION		FINANCEMENT	
CCAS Cpte 657362 Fct 520	500 000 €	CONTRIBUTIONS DIRECTES Cpte 73111 Fct 01	635 000 €
SCMS Football Cpte 6574 Fct 40	20 000 €		
Mouans Accueil Informations Cpte 6574 Fct 40	20 000 €		
Tennis Club Cpte 6574 Fct 40	5 000 €		
CECA Cpte 6574 Fct 33	50 000 €		
Espace de l'Art Concret Cpte 6574 Fct 312	40 000 €		
TOTAL	635 000 €		

Cette décision sera reprise au Budget Primitif 2020 de la Commune.

ADOpte A L'UNANIMITE

Objet : MAISON D'EDUCATION A L'ALIMENTATION DURABLE (MEAD)- COMITE DE PILOTAGE-
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HEBERGEMENT, DE RESTAURATION ET DE TRANSPORT DES PARTENAIRES

Considérant les subventions accordées par les différents financeurs afin d'assurer le développement de la Maison d'Education à l'Alimentation Durable (MEAD) de la commune de Mouans-Sartoux,

Considérant que la MEAD est un service municipal et ne revêt pas un caractère associatif,

Considérant que l'affectation d'une partie de ces subventions est destinée à couvrir les frais de venue (transport, restauration et hébergement) des partenaires de la MEAD,

Considérant la nécessité pour la MEAD d'être en capacité de justifier de l'affectation du montant de la subvention auprès de ses financeurs,

Considérant les règles de la comptabilité publique et notamment le décret 2007-23 du 5/01/2007, le décret 2001-654 du 19/07/2001, ainsi que le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'AUTORISER Monsieur le Maire à procéder, sur présentation des pièces justificatives, au remboursement des frais d'hébergement, de transport et de restauration des partenaires de la MEAD figurant sur la liste ci-dessous dans le cadre des subventions accordées par les financeurs pour ce type de dépenses.

Il est précisé que le remboursement des dépenses sus-visées se fera aux frais réels et que cette autorisation est limitée dans le temps et prendra fin au 31 décembre 2020. Les conditions de remboursement sont précisées dans le document annexe.

• Pour les membres du Comité de Pilotage de la MEAD :

- Claire Lamine (INRA)
- Martina Tuscano (INRA)
- François Collart Dutilleul (LASCAUX)
- Fabrice Riem (LASCAUX - Université de Pau)
- Pierre Leray (Montpellier Supagro)
- Adel Ourabah (consultant indépendant)
- Denis Lairon (INSERM)
- Lise Pujos (Ecocert)
- Clément Cheissoux (Fondation Daniel et Nina Carasso)

ADOpte A LA MAJORITE 25 VOIX POUR ; 3 VOIX CONTRE : Anais BREGANTE, Christophe CHALIER, Françoise LLEDO ;

Objet : AVIS SUR LE PROJET ARRÊTÉ DU SCOT'OUEST DES ALPES MARITIMES

Par délibération datée du 13 septembre 2019 le Comité syndical du SCOT'Ouest a tiré le bilan de concertation menée tout au long de l'élaboration du projet de SCOT, puis par une autre délibération du même jour, a arrêté le projet de SCOT. En application de l'article L.143-20 du Code de l'urbanisme, le commune doit émettre un avis sur le projet de SCOT arrêté, dans un délai de 3 mois à compter de sa transmission. Passé ce délai, l'avis de la commune est considéré comme favorable.

Le projet de SCOT est composé du rapport de présentation, du projet d'aménagement et de développement durable (PADD), du document d'orientations et d'objectifs (DOO).

Ce schéma d'aménagement est établi pour la période 2019-2040 et concerne un territoire composé de 28 communes et les 261 419 habitants qui y résident en 2018.

Le projet de SCOT s'articule autour de quatre grandes orientations :

- Habitat : en apportant une réponse concrète au problème du logement ; en donnant les moyens d'améliorer le parcours résidentiel et en maîtrisant l'étalement urbain.
- Déplacements : en abordant l'ensemble des modes de déplacements, transports collectifs, trafic routier et modes doux; en répondant aux enjeux liés aux déplacements Est-Ouest et Nord-Sud des véhicules ; en développant les transports en commun à l'échelle du ScoT'Ouest et des territoires voisins ; en optimisant l'arrivée de la ligne nouvelle.
- Développement économique : en permettant le développement des pôles d'activités spécifiques à chaque territoire ; en adaptant l'offre commerciale à la demande réelle ; en préservant les entrées de ville ; en privilégiant l'animation des centres-villes ; en valorisant l'activité agricole et forestière tout en assurant une démarche globale ; en accompagnant un développement touristique adapté à chaque territoire.
- Environnement : en assurant la cohérence des démarches environnementales du territoire ; en préservant la qualité du cadre de vie en maîtrisant le développement ; en garantissant une gestion équilibrée des ressources, des rejets et des nuisances ; en prenant en compte la gestion des risques dans l'aménagement du territoire et la protection environnementale et notamment les risques d'inondations et incendies ; en prenant en compte la lutte contre le changement climatique.

Le projet de SCOT fixe pour objectif de conforter la trame urbaine existante et les centralités afin de garantir le maintien de services à la population et la production d'une offre de logements de qualité et diversifiée. Tenant compte des contraintes écologiques, environnementales, patrimoniales et réglementaires, sur l'ensemble du territoire du SCOT, le taux annuel moyen de croissance démographique, fixé à 0.27%, nécessite une production globale de 20 750 logements sur la période soit une production annuelle moyenne d'environ 1000 logements dont 900 en résidences principales.

En rapportant sur Mouans-Sartoux les prévisions du SCOT arrêtées pour l'espace "moyen-pays" habité par près de 100 000 habitants, la population mouansoise pourrait être de l'ordre de 10 700 habitants en 2040 (+0,3%/an), et le nombre de logements à créer sur 20 ans serait de l'ordre de +850 à 900 logements en résidences principales.

Le rythme de mise en oeuvre du SCOT prévoit que, à compter de 2023, les PLH devront "*s'assurer de l'adéquation de leur programmation avec les objectifs de réalisation de logements inscrits au SCOT*".

La prise en compte des contraintes environnementales et la nécessité d'optimiser le foncier bâti se traduisent également dans le projet de SCOT par la volonté de limiter la consommation des espaces naturels en privilégiant notamment le renouvellement urbain à l'extension urbaine.

Les conditions d'accueil des populations nouvelles se conçoivent en cohérence avec la nécessité de conforter le commerce de proximité, facteur déterminant pour limiter les déplacements et pour maintenir la vitalité des centres villes.

Le SCOT est l'occasion d'apporter des réponses adaptées aux besoins et aux dysfonctionnements de mobilité en développant notamment : le "*maillage dense de transport en commun*", les "*mobilités alternatives et décarbonées*", "*l'offre intermodale de déplacements*". La mise en oeuvre prioritaire de tels objectifs pourraient avoir des effets bénéfiques sur l'environnement soit en confirmant l'intérêt de la liaison PCG-La Paoute comme facteur d'apaisement des circulations en centre ville, soit en conduisant à réinterroger l'intérêt et la faisabilité de la liaison Mouans-Sartoux-Pégomas via les Gorges de La Mourachonne.

Concernant la situation de l'aérodrome de Cannes Mandelieu, le SCOT prévoit que « les documents d'urbanisme locaux » devront prendre en compte les « préventions environnementales indispensables à son intégration dans un environnement urbain dense », « conserver les spécificités réglementaires des aires techniques », et « permettre la valorisation et la densification des zones urbanisées sises au sein du périmètre de l'aéroport ».

Toutes dispositions qui tendraient à préserver les capacités de développement de l'activité aéroportuaire au détriment de la tranquillité des habitants de l'aire survolée. Nous continuons de penser à la nécessité de :

. définir les limites de l'activité de cette infrastructure de services privés aériens pour le type d'aéronef autorisé et le volume du trafic, et donc

. adapter l'évolution du trafic aérien généré par l'aéroport de Cannes-Mandelieu pour tenir compte de l'urbanisation en sa périphérie survolée et améliorer la qualité de vie des populations de l'aire concernée.

Le projet de SCOT entend préserver les richesses écologiques du territoire en restaurant et renforçant la trame verte et bleue et entend promouvoir un usage respectueux et durable des ressources, le "canal de la Siagne" étant l'un des sites emblématiques qui mérite d'être mis en valeur pour les paysages qu'il met en valeur, pour le patrimoine qu'il représente, et pour la ressource naturelle qu'il achemine au travers des onze communes traversées.

Tout en veillant à valoriser les identités paysagères du territoire, le projet de SCOT entend préserver durablement l'agriculture en développant les activités agricoles et en confortant le rôle économique de l'agriculture sur le territoire. A cet effet, le SCOT considère l'intérêt de prévoir des "hameaux agricoles" dès lors qu'ils apparaissent nécessaires pour soutenir l'installation de nouvelles unités agricoles, participer ainsi à la relocalisation de l'agriculture, et contribuer ainsi à la souveraineté alimentaire sur les territoires concernés.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.143-20, L.101-2, R.141-2 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mai 2007 délimitant le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de l'ouest des Alpes-Maritimes,

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juin 2008 créant le Syndicat mixte en charge d'élaborer, d'approuver, de suivre et de réviser le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ouest des Alpes-Maritimes,

Vu la délibération n°2008-19 du Comité syndical en date du 24 novembre 2008 prescrivant l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale et définissant les objectifs et modalités de concertation,

Vu les arrêtés préfectoraux des 23 avril 2013 et 27 mai 2013 portant création des Communautés d'Agglomération du Pays de Lérins et du Pays de Grasse,

Vu la délibération n°2016-18 du Comité syndical en date du 14 octobre 2016 reprenant l'élaboration du schéma de

Cohérence Territoriale et déterminant les objectifs et modalités de concertation,

Vu la délibération n°2018-15 du Comité syndical en date du 11 octobre 2018 prenant acte du débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du Schéma de Cohérence Territoriale,

Vu la délibération du 13 septembre 2019, tirant le bilan de la concertation relative à l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale,

Vu le projet de ScoT'Ouest des Alpes Maritimes,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Le Maire et en avoir délibéré,

Il est proposé au conseil municipal d'émettre un avis favorable au projet de SCoT'Ouest arrêté, excepté l'orientation 4A3 relative à la présence de l'aéroport de Cannes Mandelieu pour laquelle un avis défavorable est exprimé.

La présente délibération sera transmise au président du SCOT'Ouest Alpes-Maritimes et sera versée au dossier de l'enquête publique afférente à la procédure d'approbation.

ADOpte A LA MAJORITE : 23 VOIX POUR ET 4 VOIX CONTRE : Anais BREGANTE, Christophe CHALIER, Françoise LLEDO et Christian ROUVIER

Objet : DONATION ALBERS HONEGGER - RAVALEMENT DE FACADES - DEMANDE DE DECLARATION PREALABLE

Le Musée situé dans le parc du Château a été construit en 2004 pour accueillir la Donation Albers Honegger.

Ce bâtiment entouré d'arbres subit un environnement humide, et de ce fait les façades sont défraîchies et envahies par des mousses.

Le projet consiste au ravalement des façades avec une lasure de couleur identique à l'existant, suivant les instructions de l'Architecte des Bâtiments de France.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents afférents à la déclaration préalable.

ADOpte A LA MAJORITE : 25 VOIX POUR, 3 VOIX CONTRE : Anais BREGANTE, Christophe CHALIER, Françoise LLEDO

Objet : CHATEAU DE MOUANS-SARTOUX - REMPLACEMENT DES VOLETS BOIS - DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

La commune est propriétaire du Château de Mouans-Sartoux, bâtiment du XVIème siècle classé monument historique.

L'Espace de l'Art Concret utilise ce bâtiment pour ses bureaux administratifs et les expositions temporaires.

Aujourd'hui, les volets sont très dégradés et n'assurent plus la sécurité anti-intrusion du bâtiment.

De ce fait, pour des questions d'assurance, il est nécessaire de les remplacer.

Pour cela, il est obligatoire de déposer un permis de construire.

Il est donc demandé au conseil municipal :

- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents afférents au dépôt du permis de construire.

ADOpte A L'UNANIMITE

Objet : INTEMPERIES DU 22 AU 24 NOVEMBRE 2019 ET DU 01 au 02 DECEMBRE 2019 - DOTATION DE SOLIDARITE NATIONALE ET DEMANDE DE SUBVENTIONS

Monsieur le Maire rappelle les inondations qui ont touché la commune le week-end du 22 au 24 novembre ainsi que le 1er décembre.

Ces fortes pluies, d'une intensité exceptionnelle, qui sont tombées sur le département des Alpes-Maritimes ont occasionné de nombreux dégâts.

L'état de catastrophe naturelle a été reconnu sur la commune pour les intempéries survenus le week-end du 22 au 24 novembre (Ref : INTE1934128A du 28 novembre 2019).

Une demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle a été déposée auprès de la préfecture pour le week-end du 1er et 2 décembre.

De ce fait, la dotation de solidarité peut être demandée au titre des dégâts occasionnés sur les biens publics suivants :

- Réparation des voiries communales pour un montant estimatif de : 9 257 € HT
- Travaux urgents de restauration de capacité d'écoulement des cours d'eau pour un montant estimatif de : 1 066 € HT
- Reconstruction du pont de la Mourachonne pour un montant estimatif de : 116 000 € HT

Le montant global s'élève à : 126 323 € HT

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'AUTORISER Monsieur le Maire à demander les subventions les plus élevées possibles auprès, de l'Etat au titre de la dotation de solidarité nationale aux collectivités touchées par des événements climatiques, de la Région et du Département.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Objet : DEROGATION AU REPOS DOMINICAL 2020 – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et suivants,

Vu le code du travail, et notamment ses articles L 3132-26, L 3132-27 et R 3132-21,

Vu la consultation pour avis, en date du 08 novembre 2019, de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Vu la consultation pour avis, en date du 15 novembre 2019, des organisations représentatives d'employeurs et de salariés

Considérant que dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante par le Maire,

Cette liste peut être modifiée par arrêté municipal, au cours de l'année au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

Conformément à l'article L3132-6 du code du travail modifié récemment par la loi Macron et l'article R 3132-21 du même code, l'arrêté municipal accordant une telle dérogation au repos dominical doit être pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées,

Considérant que la dérogation municipale ne peut être accordée qu'à des établissements commerciaux où des marchandises sont vendues au détail au public,

Considérant que Monsieur le Maire de la Commune de Mouans-Sartoux a été saisi d'une demande de dérogation à la règle du repos dominical émanant d'une enseigne mouansoise,

Ces dérogations doivent néanmoins être accordées pour la totalité des commerces de détail de la commune exerçant la même activité que le demandeur même si la demande est individuelle afin de contenir le risque d'une multiplication incontrôlée des ouvertures dominicales obtenues sur le fondement des dispositions de l'article L. 3132-26

En contrepartie, les salariés concernés bénéficient de compensations financières et de repos prévus à minima par le code du travail.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'EMETTRE un AVIS FAVORABLE à la dérogation au repos dominical pour les salariés des commerces de détail de livres en magasin spécialisé, au titre de l'année 2020, pour les quatre dimanches suivants :

- 29 novembre 2020

- 06 décembre 2020

- 13 décembre 2020

- 20 décembre 2020

- d'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier.
- de PRECISER que les dates seront définies par un arrêté du Maire,

ADOpte A L'UNANIMITE

Objet : QUESTIONS DIVERSES**QUESTIONS ECRITES DU GROUPE DE L'OPPOSITION REPRESENTE PAR MONSIEUR CHALIER****Question 1 :**

Lors du précédent conseil municipal en réponse à notre interrogation sur un éventuel allongement du délai de réalisation du parc de stationnement multimodal du Château vous avez indiqué que l'équipe de Maîtrise d'œuvre travaillait à l'élaboration d'un planning recalé qui serait diffusé sous peu.

Or, près d'un mois s'est écoulé depuis...

Êtes-vous aujourd'hui en mesure d'apporter des réponses concrètes, d'une part, quant à la date de livraison de l'ouvrage, et d'autre part, au sujet des informations qui circulent concernant l'existence d'une demande de prise en compte de surcoûts qu'aurait sollicitée le groupement d'entreprises en charge du gros-œuvre ?

Réponse à la question 1 :

Comme indiqué lors du précédent conseil municipal, la maîtrise d'oeuvre a bien notifié le planning des travaux du parking du château aux entreprises. Celui-ci tient compte à présent des aléas de l'année 2019, particulièrement des intempéries subies. Il fixe la réception définitive de l'ouvrage au 3 août de l'année qui vient et une ouverture au public dès le 5 août. D'autre part, l'enveloppe financière du programme est inchangée et conforme aux marchés attribués et signés par les entreprises.

Question 2 :

Le 4 décembre dernier, les grandes lignes du projet 1001 Vies Habitat porté par le Logis familial concernant le réaménagement du site de l'ancien centre d'apprentissage dit du Vieux-Chateau ont été dévoilées aux élus de la commission Urbanisme.

Plus de 6.000M2 de planchers, 15 mètres de hauteur, une surface imperméabilisée deux voire trois fois supérieure à l'existant, et environ 2 ans de travaux qui débiteront juste quelques mois après les prochaines élections municipales...

Alors que la délivrance du permis de construire au pétitionnaire n'est plus qu'une histoire de jours, la concertation avec les citoyens que nous réclamons depuis des mois n'aura pas eu lieu. Encore et toujours, les Mouansois vont se retrouver mis devant le fait accompli une fois que tout sera décidé.

Mal conçu ou inadapté, ce projet peut dénaturer de façon irréversible notre centre-ville.

C'est pourquoi nous vous demandons de lancer une consultation auprès des habitants pendant trois mois afin de recueillir leur avis et de suspendre l'instruction du dossier jusque là.

Réponse à la question 2 :

Le projet présenté lors de la commission d'urbanisme du 4 décembre est l'aboutissement d'un travail engagé depuis plus de 6 années. Son programme est connu de tous et a été débattu en séance du conseil municipal lorsque la délibération autorisant la signature d'une promesse de vente à l'organisme 1001 vies Habitat a été approuvée. C'était au mois de décembre 2018, il y a donc un an.

Tout au long des années 2016, 2017, 2018 et 2019, ce programme a été présenté et débattu lors des assemblées de quartier qui réunissent régulièrement les Mouansoises et les Mouansois. Il a été présenté et débattu avec les utilisateurs du City stade pour convenir des caractères de cet équipement qui sera réaménagé sur l'emplacement des anciens appartements de fonction des instituteurs de l'école Aimé Legall. L'aménagement du futur City stade a également fait l'objet

d'une concertation avec les parents d'élèves et les enseignants de l'Ecole pour lesquels il sera réservé durant le temps scolaire. Des rencontres régulières ont lieu avec les représentants des médecins intéressés.

Ce programme, il est bon de le rappeler, consiste à réaliser :

- Des locaux municipaux pour les services qui accueillent du public et dont l'accessibilité est problématique : Police Municipale, Enfance-Education-Jeunesse, Sports-Vie associative, Espace Activités-Emploi, et une salle culturelle. Ce qui représente un ensemble de services publics de 1400 m².
- 51 logements prioritairement destinés aux séniors qui représentent environ 2200 m²
- Un pôle médical sous la forme d'une maison de santé qui regroupera médecins généralistes et spécialistes, professions paramédicales, laboratoire d'analyses, etc. Ce pôle médical sera en capacité de recevoir pour les petites urgences 24h/24 et 7j/7. Dans un bâtiment dédié d'une superficie de 1800 m².

Voilà décrite une réalisation au service de la population, en centre ville, accessible. 108 places de stationnement en sous-sol complète le programme.

La surface de la parcelle concernée est aujourd'hui totalement imperméabilisée puisqu'il s'agit du terrain qui abrite l'ancien centre d'apprentissage, le city stade et le skate parc. Il n'y a donc pas d'imperméabilisation supplémentaire. Bien au contraire, des rétentions aménagées amélioreront encore la situation du site qui ne souffre pas d'inondabilité comme on a pu le constater lors des intempéries de novembre et décembre.

Enfin, la hauteur du programme qui est au maximum de 15 mètres et seulement au niveau des parties concernées par les logements qui prennent place au-dessus des services publics, est conforme au PLU. Elle se situe à une altimétrie inférieure à celle du village et 3 mètres en dessous du cinéma tel qu'il existe aujourd'hui.

De son côté, comme porteur de l'opération, 1001 vies Habitat fera une présentation publique de son projet d'aménagement et sera à l'écoute des remarques et observations.

Question 3

"Le 30 octobre dernier vous présentiez à la presse le nouveau système de lecture de plaques d'immatriculations couplé à la vidéoprotection qu'utilise la police municipale comme outil de verbalisation.

Or une délibération de la CNIL du 12 mai 2014 confortée par une décision du Conseil d'État deux ans plus tard s'oppose à la mise en œuvre d'un tel dispositif (cas de la commune de Gujan-Mestras).

Êtes-vous en mesure de produire et joindre au procès-verbal de cette séance du Conseil municipal l'ensemble des autorisations préalables nécessaires et d'affirmer avec certitude que son utilisation ne comporte aucune fragilité juridique ?"

Réponse à la question 3 :

Le Code de la Sécurité Intérieure en son article L233-1 décrit le cadre d'utilisation du LAPI (Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculations) par les forces de l'ordre (Police Nationale et Gendarmerie).

La Commune de Mouans-Sartoux n'utilise pas ce système puisque effectivement il est pour l'instant non autorisé pour les polices municipales.

Par contre nous utilisons un système de Vidéoprotection Intelligente qui a été validé par le référent sûreté de la Gendarmerie Nationale et la Commission Départementale de Vidéoprotection.

Lors du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance le 27 Juin 2019, une présentation des outils a été faite auprès des membres de la séance plénière.

Ce système est conforme à la CNIL puis qu'aucune base de données n'est créée. Il ne peut pas se connecter aux différentes bases de données utilisées dans le cadre d'un LAPI (Système d'immatriculations des Véhicules).

Il permet de donner l'information sur la vitesse et le type de gabarit d'un véhicule circulant sur la portion de voie en VPI pour effectuer des statistiques anonymisées.

Pour information d'autres communes utilisent notre système pour vidéo-verbaliser des infractions au code de la route. (Gap, Montpellier, Nîmes, la Préfecture de Police de Paris, la liste n'est pas exhaustive).

Ainsi donc, c'est dans un cadre légal tout à fait respecté que cette action est conduite par notre police municipale.

Pour information, il y a eu 229 verbalisations pour des poids lourds traversant le village.

Département des Alpes Maritimes (06)



COMMUNE DE MOUANS-SARTOUX

**CONCESSION DE SERVICE SOUS FORME DE
DELEGATION DE SERVICE PUBLIC EN VUE DE LA
GESTION DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE,
DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF**

**AVENANT N°3 AU CONTRAT
PROJET**

**SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE
«EAUX DE MOUANS»**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La **commune de MOUANS SARTOUX**, représentée par Monsieur Laurent BROIHANNE, Premier Adjoint, agissant en cette qualité et autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 03/09/2019, et dénommée ci-après "**la Collectivité**"

D'UNE PART,

ET

EAUX DE MOUANS, désignée dans ce qui suit par "**le Concessionnaire**", société d'économie mixte locale à forme anonyme au capital de 40 000 Euros, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés de Cannes sous le numéro de SIREN 849 707 773, ayant son siège à l'adresse « C'est une maison bleue, 7 place du Général De Gaulle, 06 370 Mouans Sartoux » et représentée par Monsieur Pierre ASCHIERI, Président Directeur Général

D'AUTRE PART,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

EXPOSE PREALABLE :

Par contrat signé le 06/09/2019 et visé en Préfecture des Alpes Maritimes le 10/09/2019 la commune de Mouans Sartoux a confié à la Société d'Economie Mixte Locale Eaux de Mouans, l'exploitation par concession de ses services publics d'eau potable, d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif pour une durée de 20 ans à compter du 01/10/2019.

Par délibération du conseil municipal en date du 18 octobre 2019 et visé en Préfecture des Alpes-Maritimes le même jour, ce contrat a fait l'objet d'un avenant n°1 ayant pour objet d'apporter des précisions sur des modalités relatives aux dépenses et recettes des budgets annexes eau et assainissement antérieures au 1^{er} octobre 2019, à la mise à disposition du personnel de la Commune et à la mise à disposition des biens mobiliers et matériels appartenant à la Commune.

Par délibération du conseil municipal en date du 22 novembre 2019 et visé en Préfecture des Alpes-Maritimes le 25 novembre 2019, ce contrat a fait l'objet d'un avenant n°2, visé en Préfecture le 28 novembre 2019, ayant pour objet d'apporter des adaptations au contrat afin de tenir compte des mises à jour du tableau des agents communaux affectés aux services Eau et Assainissement, ainsi que sur les modalités de prise en charge des emprunts en cours, liés aux actifs remis à la SEML.

Ce présent avenant n°3 a pour objet de réactualiser les règlements de service et les horaires d'accueil de la clientèle

Il est rappelé que le présent avenant n°3 ne modifie pas substantiellement les éléments du contrat et ne modifie pas la rémunération du Concessionnaire.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – REACTUALISATION DES REGLEMENTS DE SERVICE

En application de l'article 17 du contrat et afin de tenir compte des changements intervenus dans les modalités administratives et techniques de l'exploitation des services concédés, les règlements des services de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif sont réactualisés.

L'annexe 03 du contrat est abrogée et remplacée par les règlements de service annexés au présent avenant.

ARTICLE 2 – ACCUEIL DE LA CLIENTELE

L'article 19.1 du contrat intitulé « Accueil clientèle » est abrogé et remplacé par :

19.1 Accueil clientèle

Un service d'accueil de la clientèle est organisé par le Concessionnaire selon les modalités suivantes :

Accueil téléphonique

au **04.92.92.47.12** du lundi au vendredi de **08h30 à 12h30** et de **13h30 à 17h**;

au **06.73.86.43.35** pour les urgences uniquement.

En dehors des horaires indiqués ci-dessus, les appels sont dirigés vers un répondeur qui donne la marche à suivre et en cas d'urgence donne le numéro du service d'astreinte. Le Concessionnaire assure à ce titre une permanence de service 7 jours sur 7, et 24h sur 24.

Accueil physique

Des bureaux d'accueil clientèle sont à la disposition des usagers au niveau du centre-ville de la commune de Mouans- Sartoux au **3^{ème} étage de la mairie-annexe, 6 Rue Pasteur.**

Ils sont ouverts au public aux horaires suivants : du lundi au vendredi de **08h30 à 12h30** et de **13h30 à 16h00.**

ARTICLE 3 – VALIDITE DES CLAUSES ANTERIEURES

Toutes les clauses du contrat, non modifiées par les présentes, demeurent intégralement applicables.

Fait à Mouans-Sartoux, le

Pour la Collectivité,
Laurent BROIHANNE,
1^{er} Adjoint,

À Mouans-Sartoux, le

Pour le Concessionnaire,
Pierre ASCHIERI,
PDG,

EAUX DE MOUANS

Société d'Économie Mixte Locale

Siren 849 707 773

7 Place du Général de Gaulle

06370 MOUANS-SARTOUX

Tél : 04.92.92.47.12

Mail : accueil@eaux-de-mouans.fr



EAUX DE MOUANS RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU COMMUNE DE MOUANS-SARTOUX

2019

L'ESSENTIEL EN 5 POINTS

VOTRE CONTRAT : Le présent règlement du service de l'Eau, ainsi que les conditions particulières font partie de votre contrat d'abonnement. Vous pouvez souscrire et résilier votre contrat par internet, ou courrier. Vous devez retourner à l'exploitant du service le contrat d'abonnement complété et signé par courrier ou remplir le formulaire disponible sur internet.. À défaut, les documents pourront être adressés par mail sur simple demande.

LES TARIFS : Les prix du service (abonnement et m³ d'eau) sont fixés par la collectivité. Les taxes et redevances sont déterminées par la loi ou les organismes publics auxquels elles sont destinées.

VOTRE FACTURE : Le Service de l'Assainissement est facturé généralement en même temps que le Service de l'Eau. La facture est établie sur la base des m³ d'eau potable consommée et peut comprendre un abonnement. La collectivité peut décider de regrouper ou séparer la facturation des deux services.

LA SÉCURITÉ SANITAIRE : Les conditions et modalités de votre raccordement, la conception et l'exécution de vos installations privées, ainsi que le déversement de substances dans le réseau de collecte, sont strictement réglementés. Vous ne devez, en aucun cas, porter atteinte à la salubrité publique ni à l'environnement : des sanctions sont rattachées au respect de ces obligations.

I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La Commune de Mouans-Sartoux a confié l'exploitation du service public de l'eau à la SEML Eaux de Mouans, ci-après dénommée l'Exploitant ou Eaux de Mouans ou EDM.

ART.1 OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles sont soumis les usagers de l'eau du réseau de distribution de la Commune de Mouans-Sartoux.

Il s'applique à tous les abonnés d'« EAUX DE MOUANS », qui s'engagent à consommer l'eau de manière sobre et respectueuse de l'environnement.

ART. 2 OBLIGATIONS ET DROITS DES EAUX DE MOUANS

Eaux de Mouans (EDM) est tenue de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues par les articles 4 et 7 ci-après, après avoir vérifié que le réseau existant peut satisfaire les besoins exprimés par le demandeur.Elle est responsable du bon fonctionnement du service.

Les installations de captage, de traitement, de transport, de stockage, de distribution, de branchement, compteurs compris, sont établies par EDM de manière à permettre leur fonctionnement correct dans des conditions normales d'utilisation. EDM en est propriétaire. Elle a droit d'accès permanent à ses installations, même situées en propriété privée.

EDM gère, exploite, entretient, répare et rénove toutes ses installations. Elle est seule autorisée à y faire effectuer toute action, réparation ou transformation.

Eaux de Mouans est tenue, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service. Elle est tenue de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier dont les résultats officiels sont affichés en mairie et vous sont communiqués au moins une fois par an avec votre facture. EDM garantit une distribution sous une pression minimale de 1 bar au niveau du compteur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 31 à 33 du présent règlement.

L'Exploitant est tenu d'informer la collectivité et l'Agence Régionale de Santé (ARS) de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers, soit directement, soit indirectement, par les différentes utilisations qui peuvent en être faites (bains, arrosages, etc ...).

ART.3 OBLIGATIONS ET DROITS DES ABONNES

Les abonnés sont tenus de payer les fournitures d'eau ainsi que les autres prestations assurées par EDM et mises à leur charge par le présent règlement. Ils sont tenus de se conformer à toutes les dispositions de ce règlement. Les autres droits des abonnés sont précisés aux chapitres II, III et IV du présent Règlement.

ART. 4 MODALITÉS DE FOURNITURE D'EAU

Tout propriétaire ou usager d'un terrain ou d'un local désireux d'être alimenté en eau doit souscrire auprès de EDM une demande de contrat d'abonnement.

Les modalités d'abonnement sont décrites à l'article 7 du présent règlement.

La fourniture de l'eau se fait uniquement au moyen d'un branchement muni d'un compteur. Ce compteur dessert la totalité des besoins en eau potable pour 1 logement individuel ou 1 activité individuelle.

EDM aura le droit de désigner la conduite publique où se fera le branchement d'un immeuble, d'un particulier, ou la conduite d'alimentation générale d'une voie privée.

ART. 5 DÉFINITION DU BRANCHEMENT

Le branchement est établi suivant les prescriptions définies par EDM, notamment pour permettre les interventions de contrôle et d'entretien en tous temps. Il comprend, depuis la canalisation publique, en suivant le trajet le plus court possible :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique ;
- le robinet d'arrêt sous bouche à clé ;
- la canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé ;
- le robinet d'arrêt avant compteur ;
- la niche abritant le compteur ;
- le compteur ;
- le dispositif anti-retour
- les diverses pièces de liaison assurant la continuité hydraulique de l'ensemble jusqu'au compteur.

Cet ensemble est un ouvrage public appartenant à la commune, à l'exception du dispositif anti-retour, de la niche abritant le compteur, et des colonnes montantes des constructions collectives. On entend par colonnes montantes, la partie du branchement située entre la paroi extérieure du mur de l'immeuble et le robinet avant compteur.

Toute intervention sur la partie publique du branchement est strictement interdite, et exclusivement réservée à Eaux de Mouans.

ART. 6 CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

Un branchement sera établi pour chaque immeuble de manière à ce que le compteur reste accessible en tous temps aux agents de EDM depuis la voie publique ou depuis une voie privée ouverte à la libre circulation. Toutefois, sur décision de EDM, dans le cas d'un immeuble collectif, il pourra être établi :

- soit un branchement unique équipé de plusieurs compteurs individuels. Chaque

compteur ne desservira qu'un logement individuel ou une activité individuelle.

- soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un ou plusieurs compteurs individuels. Chaque compteur ne desservira qu'un logement individuel ou une activité individuelle.

EDM fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé précis du branchement, son diamètre, le matériau à employer, le calibre et l'emplacement du compteur. Le branchement doit être perpendiculaire à la canalisation publique.

Si pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par EDM, celle-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses, d'installation et d'entretien en résultant.

EDM demeure toutefois libre de refuser ces modifications si elles ne lui paraissent pas compatibles avec l'exécution du service public, les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux de modification de branchement demandés par l'abonné sont exécutés à ses frais par EDM I, dans les mêmes conditions que l'établissement d'un nouveau branchement. Toutefois, l'aménagement de la niche et le terrassement peuvent être réalisés par l'abonné, sous réserve qu'il se conforme aux directives de EDM. EDM présente à l'abonné un devis détaillé des travaux à réaliser et des frais correspondants.

De même, les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements, à l'exclusion de la cabine du compteur et du dispositif anti-retour, sont exécutés par EDM ou sous sa direction technique par une entreprise ou un organisme agréé par elle.

La partie publique du branchement comprend :

- pour les habitations individuelles : la canalisation d'amenée jusque et y compris le compteur ;
- pour les immeubles d'habitation collective ; la canalisation d'amenée jusqu'à l'extérieur du pied droit du bâtiment, ainsi que les compteurs et robinets avant compteur.

EDM en est propriétaire et prend à sa charge les dommages et réparations pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement, à l'exception de réparations résultant d'une faute prouvée de l'abonné, ou de modifications du branchement effectuées à sa demande (déplacement compteur, ...).

La partie privée du branchement commence :

- pour les habitations individuelles : après le compteur ;
- pour les immeubles d'habitation collective : au-delà du pied droit extérieur du bâtiment, à l'exclusion du compteur et du robinet avant compteur.

La garde et la surveillance de la partie privée du branchement sont à la charge de l'abonné, ce qui engage entièrement sa responsabilité. Pour réparer cette partie, l'abonné peut faire appel au plombier de son choix, à l'exception des travaux réalisés par EDM dans le cadre d'un programme pluriannuel de travaux à caractère général. Dans ce cas, EDM intervient pendant la durée de la garantie pièces et main d'œuvre (2 ans suivant la date du courrier de notification de l'achèvement des travaux).

Le parcours du branchement à l'intérieur de la propriété doit être libre de toute construction ou plantation d'arbres afin que EDM ou l'entreprise agréée par elle et par la Commune, puisse effectuer sans difficulté toute intervention sur le branchement. EDM ne réalise pas les remises en état éventuelles de dallages, pelouses ou plantations consécutives à ses interventions où à celles de l'entreprise agréée par elle et par la Commune, à l'intérieur des propriétés.

L'entretien de la niche abritant le compteur, et du dispositif anti-retour, sont à la charge de l'abonné avec toutes les conséquences que cette notion comporte en matière de responsabilité.

L'entretien de la partie du branchement qui est à la charge de EDM ne comprend pas :

- les frais de déplacement ou de modification de branchement effectués à la demande de l'abonné, ou nécessaires à la mise en conformité des installations,
- les frais de réparation résultant d'une faute prouvée de l'abonné (compteur brisé, gelé, etc...). Ces frais sont à la charge de l'abonné,
- les frais d'entretien et de renouvellement du dispositif anti-retour, ainsi que de ses joints d'étanchéité.

Les réseaux de distribution d'eau potable destinés à alimenter, à partir du réseau public, un lotissement ou une opération groupée de construction, sont mis en place dans les conditions suivantes :

- a) les canalisations placées sous les espaces communs du lotissement ou du groupe de constructions, notamment sous la voirie, sont mises en place sous la maîtrise d'ouvrage de EDM et financées par le constructeur ou le lotisseur ;
- b) les conduites et autres installations reliant les canalisations mentionnées en a) aux installations intérieures des futurs abonnés, sont considérées comme des branchements. Toutes les dispositions du présent règlement concernant les branchements leur sont applicables.

EDM peut refuser la fourniture de l'eau lorsque le réseau d'un lotissement ou d'une opération groupée de constructions n'a pas été réalisé conformément aux règles de l'art et aux dispositions du présent article.

II – ABONNEMENTS

Art. 7

DEMANDES DE CONTRAT D'ABONNEMENT

L'abonnement peut être accordé à tout usager d'un terrain ou d'un local qui en fait la demande. A ces fins, il doit produire :

- l'attestation notariale de propriété ou le bail de location établi à son nom (à défaut, un

titre justifiant de l'occupation légale des lieux pour lesquels il demande l'alimentation en eau),

- un relevé d'identité bancaire,
- un formulaire K BIS datant de moins de 3 mois si l'usager est une société,
- une copie de pièce d'identité du signataire du contrat, et le cas échéant, de son mandataire,
- déclaration écrite des besoins en eau exprimés par le demandeur. À défaut, le calibre du compteur sera de 15 mm.

L'usager signe un contrat d'abonnement et devient par ce fait l'abonné.

Sont transmis à l'abonné :

- un exemplaire de son contrat d'abonnement
- un exemplaire du règlement du service de l'eau et du service d'assainissement concerné (collectif ou non collectif)
- une fiche descriptive des tarifs en vigueur et du mode de calcul de la redevance
- les explications relatives à ces tarifs et à leur mode de fixation.

L'abonné endosse l'ensemble des responsabilités lui incombant et prévues par le présent règlement. Il se porte garant du règlement des sommes dues au titre de l'alimentation en eau du terrain ou du local desservi. EDM ne peut être mise en cause dans les différends entre propriétaire(s) et locataire(s) ou occupant(s). Seul l'abonné reste l'interlocuteur de EDM et peut, le cas échéant, faire l'objet de poursuites.

S'il s'agit d'un branchement conforme et existant, EDM est tenue de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la signature du contrat par les 2 parties. S'il faut réaliser un branchement neuf ou la mise aux normes d'un branchement existant, le délai nécessaire sera porté à la connaissance du demandeur lors de la signature de sa demande.

Après en avoir informé le demandeur, EDM peut surseoir à accorder un branchement ou limiter le débit et la pression du branchement si la charge et la structure du réseau desservant l'immeuble sont insuffisantes pour satisfaire les besoins exprimés.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, EDM peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme (conformité, arrêté d'alignement...) et avec la réglementation sanitaire.

Aucun branchement ne sera réalisé sur les conduites réservées à l'alimentation des différents réservoirs du réseau.

L'abonnement ordinaire (domestique) est refusé dans le cas où le branchement neuf nécessaire pour fournir l'eau serait utilisé pour l'alimentation d'une construction non autorisée ou agréée (article L.111-6 du Code de l'Urbanisme).

Si l'implantation de la construction, ou le débit nécessaire à satisfaire les besoins déclarés, nécessite la réalisation d'un renforcement, d'une extension de la canalisation publique ou des aménagements techniques internes, le futur usager peut être sollicité conformément à la loi, notamment financièrement.

L'abonné prendra à sa charge les frais de branchement.

En cas de difficultés particulières d'ordre technique ou autre, EDM est fondée à ne pas accorder l'abonnement ordinaire (domestique).

Art. 8

RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES ABONNEMENTS ORDINAIRES

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une période "hiver" de 8 mois (du 01/10 de l'année n-1 au 31/05 de l'année n) et une période "été" de 4 mois (du 01/06 au 30/09 de l'année n). Ils se renouvellent par période et par tacite reconduction.

La souscription d'un contrat d'abonnement en cours de période entraîne le paiement :

- 1° - de la "partie fixe" de la redevance d'eau au prorata du nombre de jours séparant la date de pose de compteur ou de relevé d'index, de la date de relevé de l'ensemble des compteurs des abonnés ;
- 2° - de la "partie variable" de la redevance calculée sur la base du volume d'eau enregistré au compteur à compter de la date de pose de compteur ou de relevé d'index ;
- 3° - des taxes et redevances légalement instituées.

La résiliation d'un contrat d'abonnement en cours de période entraîne le paiement :

- 1° - de la "partie fixe" de la redevance au prorata du nombre de jours séparant la date du dernier relevé de l'ensemble des compteurs des abonnés, de la date de dépose du compteur ou du relevé d'index clôturant l'abonnement ;
- 2° - de la "partie variable" de la redevance calculée sur la base du volume d'eau enregistré au compteur au cours de cette même période ;
- 3° - des taxes et redevances légalement instituées.

Lors de la souscription de son abonnement, un exemplaire du tarif de l'eau en vigueur sera remis à l'abonné.

Les modifications de tarif peuvent être portées à la connaissance de chaque abonné s'il en fait la demande.

En outre, tout abonné peut consulter les délibérations fixant les tarifs ainsi que son contrat s'il y a lieu au siège de EDM

Art. 9

RÉSILIATIONS – MUTATIONS – SUCCESSIONS – REDRESSEMENTS OU LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

1°- Résiliation :

L'abonné peut résilier son abonnement à tout moment en avertissant EDM par fax ou courriel et par lettre recommandée avec accusé de réception, ou en se présentant à son siège. La demande de résiliation doit comporter une copie de la pièce d'identité de

l'abonné, sa nouvelle adresse administrative, un relevé du compteur effectué au contradictoire à la date du départ. A défaut de cet avertissement, l'abonnement se poursuit et se renouvelle de plein droit par tacite reconduction. A défaut d'accord entre les parties, la résiliation d'un abonnement entraîne la fermeture du branchement, la dépose du compteur et le relevé d'index par EDM. Ce dernier servira de base au calcul de la facture pour solde de tout compte.

2° - Mutation :

La vente d'une propriété desservie par un branchement d'eau en cours de période, entraîne des obligations à la fois pour le vendeur et pour l'acquéreur :

Obligations du vendeur (ancien abonné) :

Il doit informer EDM, dès la signature de l'acte notarial, de la vente de sa propriété et demander la résiliation de son contrat d'abonnement. La résiliation interviendra conformément au 1er alinéa de l'article 9.

Le vendeur reste responsable des consommations enregistrées à son compteur tant que le relevé de résiliation d'abonnement n'a pas été réalisé. A défaut d'accord entre l'ancien et le nouveau propriétaire, le relevé d'index sera exécuté par EDM dans un délai de dix jours ouvrés après réception de la demande de résiliation.

Obligations de l'acquéreur (nouvel abonné) :

Dès la signature de l'acte d'achat, l'acquéreur doit souscrire un contrat d'abonnement en justifiant de sa qualité de nouveau propriétaire.

Il devient le titulaire du branchement sans autre frais, si le branchement est conforme, que ceux, le cas échéant, de réouverture du branchement. En aucun cas, le nouvel abonné ne pourra être tenu pour responsable des sommes dues par le précédent abonné.

3° - Succession :

En cas de décès de l'abonné, l'abonnement se poursuit, sauf demande de résiliation ou de changement d'abonnement de la part des héritiers ou des ayants droit. Ceux-ci sont subrogés dans les droits et obligations de l'abonné envers EDM. La reprise du contrat d'abonnement peut être faite par le propriétaire du bien si le défunt était locataire.

4° - Redressement judiciaire :

La notification du redressement judiciaire d'un abonné entraîne le relevé du compteur d'eau, puis l'envoi au mandataire d'une facture d'arrêté de compte, correspondant à la consommation estimée jusqu'à la date du jugement. Durant la période de redressement, la consommation d'eau donne lieu à l'émission de factures à l'abonné, dans le cadre de son abonnement.

5° - Faillite ou liquidation judiciaire :

Sauf demande particulière de l'administrateur judiciaire reçue sous huit jours ouvrables après la notification de la faillite ou liquidation judiciaire d'un abonné, EDM pourra procéder à la résiliation de l'abonnement à la date du jugement d'ouverture et s'autorisera à fermer sans délai le branchement. Une facture d'arrêté de compte sera émise. Le branchement pourra être attribué à un autre abonné.

ART. 10

ABONNEMENTS ORDINAIRES - FACTURATION

Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs définis par délibération du Conseil Municipal. Ces tarifs comprennent :

1. Une «partie fixe» calculée en fonction du diamètre du compteur qui couvre les charges fixes du service, les frais d'entretien du branchement et la location du compteur ;
2. Une redevance correspondant au nombre de mètres cubes enregistrés au compteur («partie variable») ;
3. Toutes les taxes et redevances légalement instituées.

ART. 11

ABONNEMENTS SPÉCIAUX

EDM peut consentir à certaines catégories d'abonnés, dans la mesure où les installations le permettent et dans le cadre de conventions particulières, un tarif différent de celui défini à l'article précédent. Dans ce cas, elle sera tenue de faire bénéficier des mêmes conditions les usagers placés dans une situation identique à l'égard du service.

Les abonnements spéciaux sont uniquement destinés à satisfaire les besoins en eau relatifs à l'activité ou à la situation ayant justifié leur demande. Les besoins domestiques doivent être satisfaits au moyen d'un compteur individuel avec abonnement ordinaire.

Les usagers bénéficiant d'un abonnement spécial sont tenus de mettre à disposition de EDM les documents justificatifs de leur situation, et ce à tout moment. L'absence de réponse à une demande écrite de justification dans un délai d'1 mois calendaire à compter de la date du courrier entraîne la résiliation d'office de l'abonnement spécial.

Abonnements temporaires :

Des abonnements temporaires peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

EDM peut subordonner la réalisation des branchements provisoires pour abonnement temporaire au versement d'un dépôt de garantie à fixer dans chaque cas.

Au cas où, en raison du caractère temporaire des besoins en eau, l'aménagement d'un branchement spécial ne semblerait pas justifié, un particulier peut, après demande à EDM, être autorisé à prélever l'eau des bouches de lavage et d'incendie par l'intermédiaire d'une prise spéciale, qui est installée et plombée par EDM.

Les conditions de fourniture de l'eau conformément au présent article donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale entraînant une tarification particulière.

Abonnements particuliers pour lutte contre l'incendie :

EDM peut consentir, si elle juge la chose compatible avec le bon fonctionnement de la distribution, des abonnements pour lutter contre l'incendie, à condition que les demandeurs souscrivent ou aient déjà souscrit un abonnement ordinaire.

La résiliation de l'abonnement est faite d'office en cas de cessation ou de non-paiement des redevances relatives à l'abonnement ordinaire.

Les abonnements pour lutter contre l'incendie donnent lieu à des conventions spéciales qui en règlent les conditions techniques et financières. Ces conventions définissent les modalités de fourniture d'eau et les responsabilités respectives des parties.

Elles précisent notamment les modalités et la périodicité selon lesquelles le bon état de marche des installations, y compris le débit et la pression prévus par l'abonnement, sera vérifié par l'abonné à ses frais.

L'abonné renonce à rechercher EDM en responsabilité pour quelque cause que ce soit, en cas de fonctionnement insuffisant de ses propres installations et notamment de ses prises d'incendie. Il lui appartient d'en vérifier, aussi souvent que nécessaire, le bon état de marche, y compris le débit et la pression de l'eau.

ART. 12

FOURNITURE D'EAU – CAS PARTICULIERS

Si les circonstances l'y obligent, EDM se réserve le droit de fixer par délibération du Conseil Municipal une limite maximale aux quantités d'eau fournies aux abonnés tant ordinaires que spéciaux, ainsi que d'interdire temporairement certains usages de l'eau, ou d'imposer la construction d'un réservoir ou la mise en place de sur-presseurs à la charge de l'abonné.

III – BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTÉRIEURES

ART. 13

MISE EN SERVICE DES BRANCHEMENTS ET COMPTEURS

Les compteurs sont posés et entretenus en bon état de fonctionnement par EDM.

Le compteur doit être placé en propriété privée et aussi près que possible des limites du domaine public ou d'une voie ouverte à la libre circulation, de façon à être accessible en tous temps aux agents de EDM.

Si la distance séparant le domaine public des premiers bâtiments de l'abonné est jugée trop longue par EDM, le compteur doit être posé dans une niche en bordure du domaine public aligné.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit rester accessible, afin que EDM puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur le tronçon de la conduite.

Le type et le calibre du compteur sont fixés par EDM, compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesures.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas ou plus aux besoins qu'il avait annoncés, l'une des parties peut proposer à l'autre la signature d'un avenant à la demande d'abonnement portant remplacement du compteur par un matériel adapté aux nouveaux besoins de l'abonné. L'opération s'effectue aux frais de l'abonné et entraîne une modification tarifaire.

L'abonné doit signaler sans retard à EDM tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement et du compteur.

L'abonné doit vérifier régulièrement que son compteur n'enregistre aucune consommation, toutes installations fermées, afin de détecter les éventuelles fuites, la consommation excessive lui incombant (se reporter à l'article 23).

ART. 14

INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNÉ – FONCTIONNEMENT – RÈGLES GÉNÉRALES

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations situées après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais. EDM est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution. L'abonné est seul responsable de tous les dommages causés aux installations de EDM ou aux tiers tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins.

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coups de bélièr, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture du branchement. En particulier, les robinets de puisage doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter les coups de bélièr. A défaut, EDM peut imposer un dispositif « antibélièr ».

Conformément au Règlement Sanitaire Départemental, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles de permettre, du fait de leur conception ou de leur réalisation, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux nocives ou non potables, ou toutes autres substances non désirables. A cet effet, l'abonné est tenu d'installer un dispositif anti-retour bénéficiant de la marque NF antipollution, dont les caractéristiques techniques lui sont données par EDM, en fonction du niveau de risque de pollution par retour d'eau dans le réseau public. Ce dispositif est installé à l'aval immédiat du compteur ; son installation, sa surveillance et son entretien sont à la charge de l'abonné.

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des

répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental, EDM, l'Agence Régionale de Santé (ARS) ou tout organisme mandaté par la collectivité peuvent, en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification.

En cas d'urgence ou de risque pour la santé publique, ils peuvent intervenir d'office. L'abonné autorise expressément EDM ou tout organisme mandaté par la Commune à vérifier, à toute époque, les installations intérieures en ce qui concerne les actions nuisibles qu'elles pourraient avoir sur la distribution publique ou leur conformité au regard du Règlement Sanitaire Départemental.

ART. 15 INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNÉ – CAS PARTICULIERS

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique doit le déclarer par écrit à EDM. Toute communication entre les canalisations et la distribution intérieure après compteur est formellement interdite, et entraînerait la fermeture immédiate du branchement par EDM, jusqu'à la suppression des connexions illicites.

Le dispositif anti-pollution obligatoire mentionné à l'article 15 sera adapté au niveau de risque de contamination pour le réseau d'eau potable.

Pour des raisons de sécurité, l'utilisation des canalisations de distribution publique enterrées pour constituer des prises de terre, et l'utilisation des canalisations intérieures d'eau pour la mise à la terre des appareils électriques sont interdites dans les constructions réalisées après le 2 février 2006.

Dans les immeubles construits avant le 2 février 2006 ne comportant pas de canalisations de terre, et s'il n'est pas possible d'installer une telle canalisation, il peut être admis d'utiliser les conduites intérieures d'eau, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la conduite d'eau intérieure doit être reliée à une prise de terre réalisée dans le sol sous-jacent à l'immeuble ;
- la continuité électrique de cette canalisation doit être assurée sur son cheminement ;
- un manchon isolant de 2 mètres de longueur doit être inséré à l'aval du compteur d'eau et en amont de la partie de la conduite reliée à la terre. Lorsque cette longueur ne peut être réalisée, le manchon isolant est complété par un dispositif permettant d'éviter le contact simultané entre le corps humain et les parties de canalisation séparées par ledit manchon isolant ;
- la canalisation intérieure doit faire l'objet d'un repérage particulier : une plaque apparente est placée près du compteur d'eau, signalant que la canalisation est utilisée comme conducteur.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

ART. 15 BIS INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNÉ – CONTRÔLE DES DISPOSITIFS DE PRÉLÈVEMENT D'EAU : PUIITS, FORAGES, INSTALLATIONS DE RÉCUPÉRATION D'EAU DE PLUIE

Conformément aux articles L2224-9, L2224-12 et R2224-22-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrôle des dispositifs de prélèvement d'eau tels que les puits, forages et installations de récupération d'eau de pluie vise à protéger :

- Le réseau public d'alimentation en eau potable,
- L'installation privée d'eau potable,
- Le milieu naturel souterrain et notamment les aquifères particulièrement sensibles aux pollutions issues des eaux de surface.

Tout dispositif de prélèvement d'eau, puits ou forage, réalisé à des fins d'usage domestique (prélèvement maximal de 1000m³/an), doit faire l'objet d'une déclaration auprès du maire de la commune, au plus tard un mois avant le début des travaux (formulaire CERFA N°13837*01 disponible auprès de EDM). Les dispositifs de prélèvement existants doivent également être déclarés. Dans un délai d'un mois après l'achèvement de l'ouvrage, le déclarant complète sa déclaration en indiquant la date de fin des travaux. Le maire accuse réception de ces informations au plus tard un mois après la date de réception.

Obligations de contrôle :

L'existence d'un dispositif de prélèvement nécessite un contrôle par les agents de EDM, seuls autorisés à le réaliser et nommément désignés. Ce contrôle porte notamment sur les points suivants :

- 1° un examen des parties apparentes du dispositif de prélèvement de l'eau, du puits ou du forage, notamment des systèmes de protection et de comptage ;
- 2° le constat des usages privés de l'eau effectués ou possibles à partir de cet ouvrage ;
- 3° la vérification de l'absence de connexion du réseau de distribution de l'eau provenant d'une autre ressource avec le réseau public de distribution d'eau potable.

A l'issue du contrôle, un rapport de visite est établi et remis à l'abonné. S'il apparaît qu'un risque de pollution du réseau public de distribution d'eau potable est rendu possible par l'installation contrôlée, ce rapport expose la nature des risques constatés et fixe les mesures à prendre par l'abonné et le délai de réalisation. Dans ce cas, le rapport est également adressé au maire de la commune. A l'expiration du délai fixé par le rapport, EDM effectue une nouvelle visite. Si les mesures prescrites n'ont pas été mises en œuvre, elle procède, après une mise en demeure restée sans effet, à la fermeture du branchement d'eau potable.

Par ailleurs, conformément à l'article 15 du présent règlement, en cas de constat d'une pollution ou d'un risque de contamination du réseau public d'eau potable, EDM peut procéder à la fermeture immédiate du branchement d'eau potable de la propriété.

La prestation de contrôle est à la charge de l'abonné. Son tarif est défini par délibération du conseil municipal et porté à la connaissance de l'abonné avant le contrôle.

Présomption d'utilisation d'une ressource alternative en eau :

En cas de forte présomption d'utilisation d'une ressource alternative en eau susceptible de contaminer le réseau public d'eau potable, ou d'un risque de pollution, les agents de EDM peuvent effectuer un contrôle. Cette présomption repose notamment sur un des constats suivants :

- contamination du réseau public pouvant provenir de l'utilisation alternative de ressources en eau (eau de pluie, puits, forage) ;
- consommation enregistrée au compteur "anormalement basse" par rapport à la consommation habituelle, ne se justifiant pas par un changement d'abonné ou par une période d'inoccupation.

Si l'existence d'une autre ressource en eau est avérée, le coût du contrôle est mis à la charge de l'abonné. Dans le cas contraire, il est à la charge de EDM.

Usage de l'eau ne provenant pas du réseau d'alimentation en eau potable :

Conformément au TITRE I article 2 du règlement sanitaire départemental des Alpes Maritimes (RSD), toute eau ne provenant pas du réseau public d'eau potable est *a priori* considérée comme eau non potable. De plus, conformément à l'article 15 du présent règlement, toute connexion entre le réseau public d'eau potable et un réseau d'eau de qualité différente est formellement interdite. Les réseaux doivent en outre être clairement différenciés et identifiés par des plaques signalétiques.

En l'absence d'une distribution publique d'eau potable, et bien que cela soit fortement déconseillé, l'usage de l'eau des puits ou forages n'est autorisé, pour l'alimentation humaine, que si elle est potable et si toutes les précautions sont prises pour la mettre à l'abri de toutes les contaminations. Les utilisateurs seront notamment tenus de faire procéder, au moins une fois par an, et à leurs frais à une analyse de contrôle de cette eau par un laboratoire agréé. Les mesures particulières de protection du captage sont énumérées TITRE I article 10 du RSD.

Usage de l'eau de pluie :

L'ensemble des mesures concernant les dispositifs de prélèvements d'eau des puits et forages s'applique à l'utilisation d'eau de pluie. Les conditions de stockage de ces eaux sont détaillées TITRE I article 12 du RSD, et par l'arrêté du 21/08/2008.

Accès à la propriété privée :

Les agents de EDM peuvent accéder aux propriétés privées pour procéder au contrôle des installations intérieures de distribution d'eau potable, du dispositif de comptage et des ouvrages de prélèvement, puits et forages (article L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales). L'accès et la visite des lieux sont limités aux seules nécessités du contrôle.

L'abonné est informé de la date du contrôle au plus tard sept jours ouvrés avant son exécution. Le droit d'entrée dans les propriétés privées donne aux agents chargés du contrôle le droit de constater l'état des ouvrages et des installations privatives de distribution d'eau issue de puits, de forages et de la récupération d'eau de pluie. En cas de refus du contrôle par le propriétaire, les agents chargés du contrôle ne sont pas habilités à pénétrer de force dans une propriété. Ils relèvent l'impossibilité dans laquelle ils ont été mis d'effectuer leur contrôle, à charge pour les services judiciaires de constater ou de faire constater l'infraction. Si l'abonné fait obstacle au contrôle en interdisant tout accès à sa propriété, EDM peut saisir le juge judiciaire, en référé en cas d'urgence, pour qu'il enjoigne sous astreinte au propriétaire de laisser les agents chargés du contrôle mener à bien leur mission. S'il apparaît en outre que ce refus porte atteinte à la salubrité des habitations ou de la voie publique, EDM saisira les services communaux et étatiques compétents afin qu'ils usent des pouvoirs qui leur sont reconnus par les lois et les règlements.

ART. 16 INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE L'ABONNÉ - INTERDICTIONS

Il est formellement interdit à l'abonné :

- 1° - D'user de l'eau autrement que pour son usage personnel, et notamment d'en céder ou d'en mettre à disposition d'un tiers, sauf en cas de location temporaire, ou en cas d'incendie ;
- 2° - De pratiquer tout piquage ou orifice d'écoulement sur les canalisations avant compteur ;
- 3° - De modifier la disposition du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou scellés, ou d'en empêcher l'accès aux agents de EDM ;
- 4° - De faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture et l'ouverture des robinets d'arrêts ou des robinets de purge.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement, sans préjudice des poursuites que EDM pourrait exercer contre lui, l'abonné étant financièrement et pénalement responsable.

Toutefois, la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de quinze jours calendaires notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

ART. 17

MANŒUVRES DES ROBINETS SOUS BOUCHE A CLÉ ET DÉMONTAGE DES BRANCHEMENTS

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée à EDM et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement, se borner à fermer le robinet du compteur. En cas de fuite sur son branchement, l'abonné doit prévenir immédiatement EDM qui interviendra aussitôt et donnera éventuellement à l'abonné les instructions nécessaires.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par EDM et aux frais du demandeur.

ART. 18

RELEVÉS – FONCTIONNEMENT – ENTRETIEN

Toutes facilités doivent être accordées à EDM pour les relevés du compteur.

L'abonné doit donc veiller à ce que le compteur soit accessible aux agents de EDM notamment pendant les périodes de relevé.

Si, à l'époque d'un relevé, ils ne peuvent accéder au compteur, ils laissent sur place à l'abonné soit un avis de second passage, soit une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée à EDM dans un délai maximal de huit jours calendaires.

Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu, ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente et, à défaut, par référence à la consommation moyenne constatée dans cette période pour les usagers de caractéristiques similaires dans le périmètre de la Commune. La facturation de la consommation sera régularisée à l'occasion du relevé suivant.

En cas d'impossibilité d'accéder au compteur lors du relevé pour la période suivante, EDM met en demeure l'abonné, par lettre recommandée avec accusé de réception, et fixe un rendez-vous afin de procéder à la lecture du compteur dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la lettre par l'abonné.

Si l'abonné ne donne pas suite au rendez-vous fixé, ou si l'accès au compteur est impossible au moment dudit rendez-vous, EDM peut fermer le branchement jusqu'au paiement des sommes dues par l'abonné après relevé du compteur.

Lorsque l'index d'un compteur n'a pu être relevé lors de deux passages consécutifs, EDM peut mettre à la charge de l'abonné le coût des démarches et des déplacements supplémentaires rendus nécessaires pour effectuer le relevé. Ce coût est fixé à 50 fois le prix du mètre cube T1 été.

Les index des compteurs sont relevés 2 fois par an, entre le 1er et le 15 juin d'une part, entre le 1er et le 15 octobre d'autre part.

Ils déterminent 2 périodes saisonnières, à savoir :

- la période "été" : du 1er juin au 30 septembre (4 mois) ;
- la période "hiver" : du 1er octobre au 31 mai de l'année suivante (8 mois).

Le nombre de jours de chaque période est déterminé exactement d'après les dates du relevé de chaque compteur. Les index permettent de calculer la consommation réelle (redevance au m³) qui sera facturée à l'usager, à l'issue de chaque période, conformément aux dispositions de l'article 10.

Toutefois, un relevé intermédiaire peut être effectué lors du changement d'abonné en cours de période. Ce relevé permettra de répartir la consommation réelle entre l'ancien et le nouvel abonné.

En cas de défectuosité du compteur, EDM pourra le remplacer d'office par un compteur mieux approprié. En cas d'arrêt du compteur, la consommation comprise entre la date du relevé précédent et la date de remplacement du compteur défectueux sera calculée sur la moyenne de la consommation journalière de la dernière année au cours de laquelle une consommation aura été régulièrement constatée, sans que ce régime puisse s'étendre sur plus de trois ans. Si l'on est encore dans la première année de l'abonnement, la consommation sera évaluée contradictoirement.

Dans le cas où l'abonné refuse de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, EDM supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de la redevance d'abonnement jusqu'à la fin de la période en cours.

L'abonné doit prendre toutes les précautions utiles pour garantir son branchement contre le gel, les incendies, les retours d'eau, les chocs et accidents divers.

Tout remplacement et toute réparation du compteur, dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté, ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur, sont effectués par EDM, aux frais exclusifs de l'abonné, auquel incombe le soin de prendre les mesures nécessaires pour éviter tout accident.

Le bris de scellé du compteur indique a priori un acte de malveillance, entraînant des poursuites sévères. EDM sera en droit d'estimer la consommation d'eau à facturer durant la période concernée.

ART. 19

COMPTEURS - VÉRIFICATIONS

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur. Le contrôle est effectué par EDM en présence de l'abonné sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la

dépose du compteur en vue de son étalonnage. La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné. Dans le cas contraire, les frais de vérification sont supportés par EDM. De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter de la date du précédent relevé.

EDM a le droit de procéder, à tout moment et à ses frais, à la vérification des indications des compteurs des abonnés.

IV – PAIEMENTS – TARIFS – RECOUVREMENTS - CONTENTIEUX

ART. 20

REDEVANCES, PARTICIPATIONS, TARIFS

Les redevances, participations et tarifs sont fixés et modifiés par délibération du Conseil Municipal dans le respect de la réglementation en vigueur. Ils sont éventuellement majorés des taxes et redevances légalement instituées (TVA, ...).

Ces tarifs sont modifiés chaque fois qu'une évolution des coûts ou la nécessité de constituer des provisions en vue d'investissements importants impose un ajustement pour assurer l'équilibre des recettes et des dépenses.

Sont également répercutés sur l'usager, les frais réels résultant notamment :

- de la réalisation ou de la modification d'un branchement individuel ;
- du remplacement du compteur, notamment pour satisfaire de nouveaux besoins ;
- de la fermeture du branchement à la suite d'une infraction commise par l'abonné ou d'un défaut de paiement ;
- de la réouverture du branchement à la suite d'une fermeture pour l'une des causes susmentionnées ;
- de la fermeture et réouverture du branchement temporairement inutilisé ;
- de l'usage de prises d'eau visées à l'article 16 ;
- d'une demande de relevé intermédiaire ;

Sont dus par l'usager, le cas échéant, les frais ou participations réclamés par le gestionnaire de la voirie ou autres intervenants.

Recouvrement des sommes dues : le recouvrement des sommes dues est effectué comme en matière de contributions directes en application des articles L252 A du Livre des Procédures Fiscales et R2342-4 du CGCT.

Voies et recours : L'usager peut former un recours gracieux, non suspensif de paiement, devant le Maire de la Commune de Mouans-Sartoux. Voir article 23 – Réclamation – Médiation.

ART. 21

PAIEMENT DES PRESTATIONS AUTRES QUE LA FOURNITURE D'EAU

Le montant des prestations autres que les fournitures d'eau, assurées par EDM, est dû dès la réalisation de ces prestations. Il est payable sur présentation de factures établies par EDM, pour la réalisation de prestations ou travaux objets d'une demande expresse du consommateur, conformément aux articles L111-1 et suivants du Code de la consommation.

ART. 22

PAIEMENT DU BRANCHEMENT ET DU COMPTEUR

Toute installation de branchement donne lieu au paiement, par le demandeur, du coût du branchement.

Les compteurs ne font pas partie intégrante du réseau. Ils sont fournis en location par EDM et posés aux frais des abonnés sur la base du bordereau de prix de EDM

Le recouvrement des éventuelles factures restées impayées sera exécuté conformément à l'article 24.

ART. 23

PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU

La «partie fixe», les redevances compteur, les consommations, les redevances et les taxes sont payables par période et à terme échu.

Sauf dispositions contraires, le paiement de chaque facture doit être effectué avant la date limite et selon les modalités indiquées sur la facture.

EDM est autorisée à facturer des acomptes calculés, soit sur la base de consommations d'eau estimées, soit sur la base de la part fixe.

Demande d'aide :

EDM peut signer une convention annuelle avec le Conseil Général des Alpes Maritimes qui permet aux familles en difficultés financières de bénéficier d'une aide dans le cadre du Fonds de Solidarité Logement (FSL). Dans ce cas, l'abonné doit contacter le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), le Conseil Général ou EDM, qui lui indiqueront la marche à suivre pour constituer un dossier de demande d'aide.

Seul le Trésorier principal, situé 294 avenue de l'Hubac 06250 MOUGINS, est habilité à accorder des délais de paiement sur présentation de justificatifs.

Réclamation :

Toute réclamation doit être adressée par écrit à EDM dans le délai de droit commun prescrit par le Code civil (article 2224). EDM est tenue de fournir une réponse écrite motivée à chacune de ces réclamations, dans le délai maximum de 15 jours à compter de sa réception, sauf si la réclamation nécessite des investigations particulières.

Écrêtement :

Les usagers occupant un local d'habitation au sens de l'article R111-1 du Code de la construction et de l'habitation peuvent se voir accorder un écrêtement de leur facture conformément aux articles L2224-12-4, R2224-19-2 et R.2224-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et au décret n°2012-1078 du 24/09/2012.

Si EDM relève au compteur une consommation excédant le double de la consommation de référence, elle en informe l'abonné par écrit, au plus tard lors de l'émission de la facture de consommation. La consommation de référence est la consommation moyenne constatée à période identique sur les 3 dernières années. A défaut d'historique de consommation pour l'abonné concerné, la comparaison est faite avec les consommations de l'abonné précédent. A défaut d'abonné précédent, la comparaison est faite avec les consommations constatées dans le secteur pour des habitations de taille similaire.

Sont éligibles à l'écrêtement de la facture les abonnements consentis pour un local d'habitation, dès lors qu'une fuite est constatée sur les canalisations privatives situées en aval du compteur, à l'exclusion des appareils ménagers, équipements sanitaires et de chauffage.

Dans un délai maximal d'1 mois calendaire suivant la réception du courrier d'information, l'abonné peut adresser une demande écrite d'écrêtement de sa facture de consommation. Cette demande est obligatoirement accompagnée d'une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant la localisation de la fuite et sa date de réparation.

Seules les demandes complètes et éligibles seront étudiées, et pourront donner lieu au remboursement partiel de la facture correspondant à :

- la part excédant le double de la consommation de référence pour l'eau potable ;
- la part excédant la consommation de référence pour l'assainissement collectif.

EDM se réserve le droit de procéder à tout contrôle nécessaire à prouver l'éligibilité de la demande. En cas d'opposition au contrôle, ou en cas de résultat négatif, la demande est rejetée.

Les abonnés entrant dans le champ d'éligibilité à l'écrêtement, et n'ayant pas été informés de l'élévation anormale de leur consommation, bénéficient de l'écrêtement de leur facture suivant le principe énoncé ci-dessus.

Dégrèvement :

Les dégrèvements relatifs aux fuites d'eau ne sont pris en compte que si l'abonné n'est pas éligible à l'écrêtement de sa facture, et si la consommation incriminée est au moins 2 fois supérieure à la consommation de référence. Ils ne concernent que les fuites invisibles et inaudibles, reconnues comme étant liées à la vétusté des canalisations ou organes sous pression du réseau public, à l'exclusion des réseaux de chauffage, de forage, de récupération d'eau de pluie, d'arrosage automatique et de système de recyclage ou de filtration des piscines. Sont également exclus du dispositif les cas d'accident causés par un tiers, ou dès lors que la responsabilité d'un tiers doit être recherchée par l'abonné, ou encore en cas de responsabilité avérée de l'utilisateur.

L'abonné adresse un courrier de demande avec un maximum de précision permettant d'éviter le contrôle contradictoire sur place, et indiquant notamment les mesures prises pour éviter d'aggraver la perte d'eau inutile durant la période qui sépare la date du courrier adressé par EDM de celle de la réparation. Il joint à ce courrier :

- une attestation ou la copie de la facture de réparation d'un professionnel. A défaut, un ticket de caisse de l'achat des pièces nécessaires à la réparation ;
- les copies des factures d'eau des 3 années antérieures ;
- une preuve recevable de la date de réparation ;
- une photographie avant réparation montrant la fuite dans son environnement ;
- une photographie avec un cadrage identique, datée, après réparation.

EDM se réserve le droit de procéder à tout contrôle nécessaire à prouver l'éligibilité de la demande. En cas d'opposition au contrôle à première demande, ou en cas de résultat négatif, la demande est rejetée.

L'abonné sera tenu de faire exécuter les réparations dans les 2 mois calendaires suivant la réception du courrier d'information, ou au plus tard, de la facture de consommation. Il est tenu de prendre toutes les mesures utiles afin de ne pas aggraver la situation (fermeture de son alimentation générale après chaque utilisation, etc...).

Tout dossier complet répondant aux critères de dégrèvement ouvre droit à un abattement de 30% de la consommation engendrée par la fuite, constatée lors du relevé, dans la limite d'un dégrèvement par abonné et par an. La consommation engendrée par la fuite est calculée en soustrayant la consommation de référence à la consommation relevée au compteur.

Médiation :

En application de l'article L133-4 du Code de la consommation et du Décret n° 2015-1382, dès lors qu'un consommateur n'obtient pas de réponse satisfaisante à sa demande écrite à EDM ou à défaut de réponse, dans un délai de 2 mois, il peut adresser une réclamation au Médiateur de l'Eau, via <http://www.mediation-eau.fr>, ou directement à « MEDIATION DE L'EAU – BP 40 463 – 75366 PARIS CEDEX 08. Les frais de médiation sont à la charge exclusive de EDM.

ART. 24

DEFAUT DE PAIEMENT

Si les sommes dues par un abonné ne sont pas payées dans le délai fixé à l'article 23, EDM adresse à l'abonné une mise en demeure aux fins de :

- a) réduction ou suspension de la fourniture d'eau jusqu'à paiement des sommes dues ;
- b) recouvrement des sommes dues par tous moyens de droit commun ;
- c) poursuites judiciaires.

Le recouvrement des factures de consommation impayées sera effectué conformément au décret n°2008-780 du 13/08/2008.

En cas de carence de l'abonné, EDM est en droit de résilier l'abonnement et d'exercer toute poursuite qu'elle juge utile.

ART. 25

FRAIS

Les frais suivants sont inclus dans les tarifs de fourniture de l'eau et des autres prestations assurées par EDM : frais de facturation, y compris l'envoi des factures aux abonnés, frais de réponse aux réclamations, frais de remboursements éventuels. Aucune des opérations précitées ne peut donner lieu à l'établissement de décomptes mis à la charge des abonnés. EDM peut facturer aux abonnés les frais supplémentaires, y compris d'avocat, supportés pour le contentieux des sommes restant dues.

Dans le cas défini au a) de l'article 24 du présent règlement, les frais de fermeture et de réouverture du branchement consécutifs au non-paiement des redevances sont à la charge de l'abonné. Ils sont fixés pour chaque opération à 60 fois le prix du m3 T1 été.

Les frais supplémentaires engendrés par la procédure de mise en demeure du paiement avec avis de coupure ou de réduction de la fourniture d'eau sont fixés à 40 fois le prix du mètre cube T1 été.

ART. 26

REMBOURSEMENTS

Les abonnés peuvent demander le remboursement des trop payés. Un tel remboursement ne pourra toutefois intervenir que conformément aux dispositions de l'article 1235 du Code Civil. Les demandes de remboursement doivent être adressées à EDM dans un délai de quatre ans à compter de la date du paiement. Passé ce délai, toutes les sommes versées par les abonnés à EDM lui sont définitivement acquises.

En application de l'article 1380 du Code Civil, le remboursement de trop payés n'ouvre pas droit à des intérêts ou à des indemnités.

Lorsque la demande de remboursement est justifiée, EDM verse la somme correspondante à l'abonné dans un délai compatible avec la mise en œuvre des procédures de comptabilité publique.

ART. 27

FRAIS DE RÉOUVERTURE DU BRANCHEMENT

Les opérations d'ouverture de branchement lors de la création d'abonnement sont facturées suivant le bordereau de prix de EDM en vigueur au moment de la mise en service.

ART. 28

PAIEMENT DES PRESTATIONS ET FOURNITURE D'EAU RELATIFS AUX ABBONNEMENTS TEMPORAIRES

Les frais de pose et d'entretien des canalisations et de compteur, pour les abonnements temporaires font l'objet de conventions spéciales avec EDM et sont à la charge de l'abonné. La fourniture de l'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par lesdites conventions ou, à défaut, par application de celles fixées à l'article 23.

ART. 29

REMBOURSEMENT D'EXTENSIONS ET AUTRES FRAIS EN CAS DE CESSATION D'ABBONNEMENT

Lorsque pour desservir un abonné qui en a fait la demande écrite, ont été établies des installations (canalisations, branchements...), cet abonné s'il résilie son abonnement, doit s'acquitter de la totalité du montant des travaux, sans qu'aucune indemnité ne puisse être demandée à EDM.

ART. 30

RÉGIME DES EXTENSIONS RÉALISÉES SUR L'INITIATIVE DES PARTICULIERS

Lorsque EDM réalise des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui verser, à l'achèvement des travaux, une participation au coût des travaux définis comme suit.

Dans le cas où les engagements de remboursement des dépenses sont faits conjointement par plusieurs riverains, EDM détermine la répartition des dépenses entre ces riverains en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux. A défaut d'accord spécial, la participation totale des riverains dans la dépense de premiers établissements est partagée entre eux de manière égale.

V - INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

ART. 31

INTERRUPTION RÉSULTANT DE CAS DE FORCE MAJEURE ET DE TRAVAUX

EDM ne peut être tenue pour responsable d'une perturbation de la fourniture (quantité, qualité, pression, présence d'air, rupture imprévisible d'une canalisation, coupure d'électricité...) due à un cas de force majeure.

EDM avertit les abonnés 48 heures à l'avance lorsqu'elle procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles nécessitant un arrêt d'eau.

En cas d'interruption de la distribution excédant 48 heures consécutives, la « partie fixe » est réduite au prorata du temps de non-utilisation, sans préjudice des actions en justice que l'utilisateur pourrait intenter pour obtenir réparation des dommages causés par cette interruption. Dans tous les cas, EDM est tenue de mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour réduire la durée de la coupure d'eau à son minimum.

ART. 32

RESTRICTIONS DE L'UTILISATION DE L'EAU ET MODIFICATION DES CARACTÉRISTIQUES DE DISTRIBUTION

En cas de force majeure, notamment de manque d'eau ou de pollution de la ressource, EDM a, à tout moment, le droit d'apporter des limitations à la consommation d'eau en fonction des possibilités de distribution ou de la restriction des conditions de son utilisation à l'alimentation humaine ou aux besoins sanitaires.

Dans l'intérêt général, EDM se réserve le droit de procéder à la modification du réseau de distribution et de la pression de service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent être modifiées, sous réserve qu'aucune interruption du service ne soit enregistrée par l'abonné.

ART. 33

CAS DU SERVICE DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à « gueule bée ». Il ne peut en aucun cas, pour essayer d'augmenter ce débit, aspirer mécaniquement l'eau du réseau.

Lorsqu'un essai des appareils d'incendie de l'abonné est prévu, EDM doit être avertie huit jours à l'avance de façon à pouvoir y assister éventuellement et, le cas échéant, y inviter le service de protection contre l'incendie.

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouche à clé, des bouches et poteaux d'incendie incombe à la seule EDM et aux seuls services de protection contre l'incendie.

Si des conduites intérieures ont dû être mises à la disposition des services d'incendie, la quantité d'eau employée pour l'extinction du feu ne sera pas facturée à l'abonné. L'excédent de consommation résultant de l'incendie sera évalué par comparaison avec la consommation de la même période de l'année précédente.

VI – INFRACTIONS ET POURSUITES

ART. 34

INFRACTIONS ET POURSUITES

Les infractions au présent Règlement sont constatées, soit par les agents de la RME, soit par le représentant légal de la Commune.

Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents. Indépendamment du droit que détient la RME de réduire ou suspendre les fournitures d'eau, et de résilier d'office l'abonnement, les infractions au présent règlement sont, en tant que de besoin, constatées par les agents du service et peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents, en particulier dans les cas suivants :

- consommation sans abonnement
- utilisation d'eau potable sur la voie publique ou sur poteau d'incendie, sans compteur ni autorisation
- piquage sur le réseau sans compteur de la RME
- compteur démonté et / ou reposé à l'envers
- impossibilité d'accéder au compteur pour les préposés du service de l'eau
- bris du scellé, cache ou plombage

- installations non conformes ou défaut de mise en conformité
- manœuvre ou tentative de manœuvre de robinets de prise ou de robinets vannes situés en amont du compteur
- manœuvre de bouche à clé
- suppression du dispositif anti-retour
- mise en œuvre d'un dispositif de by-pass entre le réseau d'eau potable de la RME et une autre ressource.

ART. 35

MESURES DE SAUVEGARDE

En cas de non respect des dispositions du présent règlement, ou en cas d'atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi est mise à la charge de l'abonné. La RME pourra mettre en demeure l'abonné, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser tout trouble dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les troubles sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé, après constat d'un agent, sur décision du représentant de la Commune.

ART. 36

FRAIS D'INTERVENTION

Si des désordres dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ouvrages publics d'eau, les dépenses de tous ordres occasionnées à EDM seront à la charge du responsable de l'installation. Les sommes réclamées aux contrevenants comprendront :

- le montant des opérations de recherche du responsable
- les frais nécessités par la remise en état des ouvrages
- le montant des consommations d'eau perdue.

Ces sommes sont déterminées en fonction du temps passé, du personnel engagé et du matériel déplacé.

VII - DISPOSITIONS D'APPLICATION

ART. 37

DATES D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur à dater du 23 juin 2014, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait. Il s'applique aux abonnements en cours et à venir. Il sera adressé aux abonnés actuels et remis à chaque nouvel abonné à l'occasion du dépôt d'une demande de raccordement ou d'abonnement contre récépissé. Il sera également adressé à tout abonné sur simple demande formulée auprès de EDM. Tout cas particulier non prévu au règlement sera soumis à EDM pour décision.

ART. 38

MODIFICATIONS DU REGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le Conseil Municipal et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées à la connaissance des abonnés. Elles sont réputées acceptées par paiement de la première facture suivant la fourniture de l'information.

ART. 39

CLAUSES D'EXÉCUTION

Le Maire, les Agents de EDM habilités à cet effet, et le Receveur de la Collectivité en tant que de besoins sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal de la Commune de Mouans-Sartoux dans sa séance **16/12/2019**

Renseignements :
SEML EAUX DE MOUANS
C'est une maison bleue
7 Place du Général de Gaulle
06370 MOUANS-SARTOUX
mail : accueil@eaux-de-mouans.fr
tel. : 04 92 92 47 12
fax : 04 92 92 01 81

NAF n°3600Z
SIRET n° 849 707 773 00016

Astreinte en cas d'urgence uniquement : 06 73 86 43 35

EAUX DE MOUANS

Société d'Économie Mixte Locale

Siren 849 707 773

7 Place du Général de Gaulle

06370 MOUANS-SARTOUX

Tél : 04.92.92.47.12

Mail : accueil@eaux-de-mouans.fr



EAUX DE MOUANS RÈGLEMENT DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF COMMUNE DE MOUANS-SARTOUX

2019

L'ESSENTIEL EN 4 POINTS

VOTRE CONTRAT : Votre contrat de déversement est constitué du présent règlement de service de l'Assainissement et de vos conditions particulières. Vous pouvez souscrire et résilier votre contrat par internet, téléphone ou courrier. ~~Le règlement de votre première facture confirme votre acceptation des conditions particulières de votre contrat et vaut accusé de réception du présent règlement.~~

LES TARIFS : Les prix du service (abonnement et m³ d'assainissement) sont fixés par la collectivité. Les taxes et redevances sont déterminées par la loi ou les organismes publics auxquels elles sont destinées.

VOTRE FACTURE : Le Service de l'Assainissement est facturé généralement en même temps que le Service de l'Eau. La facture est établie sur la base des m³ d'eau potable consommée et peut comprendre un abonnement. La collectivité peut décider de regrouper ou séparer la facturation des deux services.

LA SÉCURITÉ SANITAIRE : Les conditions et modalités de votre raccordement, la conception et l'exécution de vos installations privées, ainsi que le déversement de substances dans le réseau de collecte, sont strictement réglementés. Vous ne devez, en aucun cas, porter atteinte à la salubrité publique ni à l'environnement : des sanctions sont rattachées au respect de ces obligations.

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La Commune de Mouans-Sartoux a confié l'exploitation du service public d'assainissement collectif à la SEML Eaux de Mouans, ci-après dénommée l'Exploitant ou Eaux de Mouans ou EDM.

ART.-1 CHAMP D'APPLICATION ET CONDITIONS RÉGLEMENTAIRES

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans le réseau d'assainissement de la Commune de Mouans-Sartoux, afin que soient protégés la sécurité, l'hygiène publique et l'environnement.

Il s'applique à tous les abonnés de Eaux de Mouans (EDM).

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur.

ART.-2 CATÉGORIES D'EAUX ADMISES AU DÉVERSEMENT

L'assainissement des eaux pluviales est exclu du présent règlement.

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du service d'assainissement sur la nature du système desservant sa propriété.

Lorsque les eaux pluviales sont collectées au sein de la propriété, l'immeuble est équipé de deux branchements distincts dits séparatifs :

- un branchement pour les Eaux usées ;
- un branchement pour les Eaux pluviales et Eaux claires.

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux usées :

- les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 6 du présent règlement ;
- les eaux industrielles, définies par l'article 17 du présent règlement ou par conventions spéciales de déversement passées entre la Commune et les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux à l'occasion des demandes de branchement au

réseau public.

Conformément à l'article L1331-10 du Code de la santé publique, tout déversement dans les égouts publics d'eaux usées autres que domestiques, ou assimilées domestiques, doit être préalablement autorisé par la Commune propriétaire des ouvrages. L'autorisation peut être délivrée par arrêté municipal ou résulter de la conformité de l'effluent avec les prescriptions de l'article 17 du présent règlement.

ART.-3 DÉFINITION DU BRANCHEMENT

Le raccordement est le fait de relier les installations privées d'évacuation des eaux usées d'un immeuble au réseau public d'assainissement. Le branchement est l'ensemble des installations qui permettent ce raccordement. Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un regard situé sur la canalisation publique, permettant le raccordement au réseau public ;
- une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé, ramifiée ou non ;
- un dispositif empêchant le reflux d'eaux usées, lorsque les regards du branchement sont installés à un niveau tel que la mise en charge du réseau peut provoquer des débordements ;
- un ouvrage comprenant un dispositif siphoné agréé par EDM établi au droit de chaque immeuble.

Le branchement comprend les conduites et installations desservant une seule unité foncière. La partie publique commence au regard collectant au minimum les effluents de deux unités foncières. On entend par unité foncière une villa, une indivision, un lotissement, une copropriété, une activité.

Concernant les lotissements, indivisions et copropriétés, sauf mention précisée dans une convention passée avec la municipalité, le réseau collectant les eaux usées du lotissement est privatif.

ART.-4 MODALITÉS GÉNÉRALES D'ÉTABLISSEMENT DU BRANCHEMENT

EDM fixera le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder. Un branchement ne pourra en tout état de cause recueillir que les eaux usées d'une seule unité foncière. En cas de partage d'une propriété composée de plusieurs immeubles précédemment raccordés par un seul branchement, chaque immeuble devra être pourvu d'un siphon disconnecteur individuel. Les eaux usées seront acheminées dans un regard de collecte raccordé sur le réseau public d'assainissement. Les documents notariés de cession de parties de la propriété devront mentionner les conditions dans lesquelles les copropriétaires du branchement assurent l'entretien, la surveillance et le renouvellement de leurs installations communes et/ou privatives.

EDM fixe le tracé, le diamètre, la pente minimale de la canalisation ainsi que l'emplacement de tout autre dispositif, notamment de prétraitement, au vu de la demande de branchement ou de la demande d'attestation de desserte du terrain.

Si pour des raisons de convenance personnelle, le propriétaire de la construction à raccorder demande des modifications aux dispositions arrêtées par EDM, celle-ci peut lui donner satisfaction, sous réserve que ces modifications lui paraissent compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

ART.-5 DÉVERSEMENTS INTERDITS

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser :

- le contenu des fosses fixes, l'effluent des fosses septiques ou issu d'une installation d'assainissement individuel, y compris le lessivage des bacs à graisse par introduction d'eau d'une température supérieure à 30°C
- le contenu des cuves mobiles
- les eaux pluviales
- les eaux de vidange des bassins de natation publics
- les eaux de piscine ou de bassin privé
- tous les effluents autres que les eaux ménagères (éviers, lavabos, douches, baignoires, appareils ménagers...) et les eaux vannes (eaux de WC)
- les vapeurs ou liquides susceptibles de porter l'eau des égouts à une température supérieure à 30°, notamment en amont des bacs à graisse
- les déchets solides y compris après broyage
- les huiles, graisses, hydrocarbures et leurs dérivés
- les cyanures, sulfures, composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés
- les substances susceptibles de colorer anormalement l'eau acheminée
- les effluents dont le pH n'est pas compris entre 5,5 et 8,5
- les jus d'origine agricole, rejets issus de l'élevage d'animaux (en particulier lisiers, purins, autres)

- les eaux en provenance des pompes à chaleur

- les effluents radioactifs
- le contenu des cuves de stockage d'eau usées industrielles soumises à autorisation de déversement, sans vérification après analyse du respect des normes de rejet définies par convention ;

Et en général :

- toute substance capable d'entraîner la destruction de la vie bactérienne de la station d'épuration ou de la vie aquatique sous toutes ses formes, à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les cours d'eau,
- toute matière solide, liquide ou gazeuse, notamment les substances énumérées à l'arrêté du 8 juillet 2010 (liste des substances dont le rejet doit être éliminé), trouvées en quantités telles qu'elles sont susceptibles d'être dangereuses pour le personnel d'exploitation et d'entretien des installations d'assainissement, et susceptibles de nuire au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et de la station d'épuration.

Le lavage des outils de maçonnerie, de mécanique ou de peinture est à proscrire rigoureusement.

Les rejets émanant de toute activité professionnelle exercée à l'intérieur des maisons d'habitation et dont la qualité est différente de celle des effluents domestiques doivent faire l'objet, en application des dispositions de l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique, de mesures spéciales de traitement ; de plus, un dispositif doit permettre le prélèvement d'échantillons destinés à s'assurer des caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux usées évacuées au réseau d'assainissement.

EDM peut être amenée à effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, un prélèvement de contrôle, pour le bon fonctionnement du réseau. Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans ce règlement, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager. Tout propriétaire tenu de se raccorder au réseau d'assainissement et s'alimentant en eau totalement ou partiellement à une source autre qu'un service public, doit en faire la déclaration au service de l'assainissement.

CHAPITRE II - LES EAUX USÉES DOMESTIQUES

ART- 6

DÉFINITION DES EAUX USÉES DOMESTIQUES

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette corporelle...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

Sauf prescription particulière de EDM, les eaux de lavage de filtre de piscine doivent être collectées par le branchement d'assainissement collectif de la propriété.

ART.-7

OBLIGATION DE RACCORDEMENT

Comme le prescrit l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique, tous les immeubles qui ont accès aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de l'égout et ce dans les conditions fixées à l'article 11. Toutefois, le représentant de la Commune peut, conformément à l'arrêté ministériel du 28.02.1986 délivrer des dérogations pour les immeubles difficilement raccordables.

Un ensemble situé en contrebas d'un collecteur public qui le dessert est considéré comme raccordable et le dispositif de relevage des eaux usées nécessaire est à la charge du propriétaire de l'immeuble.

Au terme du délai de raccordement fixé ci-dessus, conformément aux prescriptions de l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau, et qui est susceptible d'être majorée dans une proportion à définir par le Conseil Municipal et limitée à 100%. Sa propriété est alors définie comme raccordable.

ART- 8

DEMANDE DE BRANCHEMENT - CONVENTION DE DÉVERSEMENT ORDINAIRE

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande signée par le propriétaire ou son

mandataire et adressée à EDM .

Elle entraîne l'acceptation des dispositifs du présent règlement ; elle est établie en deux exemplaires dont l'un est conservé par EDM et l'autre remis à l'usager. L'acceptation par EDM crée la convention de déversement entre les parties.

Afin de permettre l'instruction de la demande de branchement et d'autorisation de déversement, celle-ci doit être accompagnée des pièces suivantes à transmettre au moins un mois avant la date prévue pour le démarrage des travaux :

- un plan de situation de l'immeuble (échelle 1/1000)
- un plan de masse (échelle 1/500) comportant la situation de l'égout et du branchement projeté.

EDM pourra si elle le juge nécessaire demander des pièces complémentaires (profils en long, autorisation de passage de canalisation publique en terrain privé...).

L'ensemble des travaux est réalisé à la charge du demandeur conformément aux dispositions des articles 11 et 38 ci-après.

ART.- 9

MODALITÉS PARTICULIÈRES DE RÉALISATION DES BRANCHEMENTS

Conformément à l'article 1331-2 du Code de la Santé Publique, la Commune exécutera ou pourra faire exécuter d'office les branchements de tous les immeubles riverains, partie comprise sous le domaine public lors de la construction d'un nouveau réseau d'eaux usées.

La Commune se fera rembourser auprès des propriétaires les dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie du branchement située sous le domaine public, dans les conditions définies par l'assemblée délibérante.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service de l'égout, la partie du branchement située sous le domaine public peut être réalisée à la demande du propriétaire par EDM ou par une entreprise spécialisée dans la construction de Voiries et Réseaux Divers agréée par la Commune.

ART.-10

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS

Les branchements seront réalisés selon les prescriptions des règlements en vigueur et de EDM, à savoir :

- Raccordement au réseau public :
 - soit sur un regard public existant si celui-ci est conforme aux normes (cunette, solidité du tampon...);
 - soit sur un regard privé existant, avec l'autorisation de déversement du propriétaire de ce regard ;
 - soit par la création d'un regard :
 - o rond de diamètre Ø 800 mm
 - o de diamètre Ø 1000 mm si la profondeur du regard dépasse 1,50 m.

Le raccordement au réseau public d'assainissement par culotte de raccordement, piquage direct ou tout autre dispositif non visitable est interdit.

- Canalisation étanche de branchement, étant dans la mesure du possible :
 - rectiligne ;
 - d'une pente minimale de 3% ;
 - réalisée en PVC conforme aux normes françaises et de série SN8 ;
 - d'un diamètre nominal de 160 mm (125 mm si le réseau de collecte est de diamètre 125 mm) ;

Les canalisations comportent obligatoirement des joints en caoutchouc et ne doivent pas être collées afin de permettre une dilatation convenable.

Sur zone circulaire, lorsque la couverture de la canalisation a une épaisseur inférieure à 60 cm, la pose d'une "grave ciment" est indispensable après remblaiement.

Lorsque la canalisation doit affleurer ou rester apparente à la surface du sol, elle doit être réalisée en fonte d'assainissement conforme aux normes françaises.

- Regards de visite de dimensions 40 x 40 cm minimum avec tampon en fonte, positionnés à chaque changement de direction et inclinaison de la canalisation, et dès que la longueur de la canalisation est supérieure à 40 m. La cunette sera constituée de la moitié inférieure de la canalisation découpée, surmontée de joues inclinées à 45° et parfaitement lissées au ciment hydrofuge. Le passage au travers des parois du regard se fera par interposition de colliers dits « accès de regard sablés » de même diamètre que la canalisation, avec joint en caoutchouc permettant la dilatation (inutile si le regard est en polyéthylène pré-moulé).
- Siphon disconnecteur monobloc, logé dans un regard 40 x 40 cm minimum avec tampon fonte, situé en pied de façade. Le siphon est équipé d'une planchette de disconnexion pourvue d'un bouchon d'évacuation. L'installation de tabouret siphonoïde n'est pas autorisée.
- Clapet anti-retour, lorsque les regards du branchement sont installés à un niveau tel que la mise en charge du réseau peut provoquer des débordements sur le branchement ou dans les installations intérieures. Le clapet est logé dans un regard 40 x 40 cm minimum avec tampon fonte, situé sur le domaine privé et en aval du siphon.

La réalisation d'un raccordement via une station de relevage doit faire l'objet d'une demande de dérogation auprès de EDM.

ART.-11

PAIEMENT DES FRAIS D'ÉTABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS

Toute installation d'un branchement donne lieu au paiement, par le demandeur, du coût du branchement au vu d'un décompte établi par une entreprise agréée par EDM, qualifiée pour la construction de Voiries et Réseaux Divers. Les travaux sont réalisés

sous contrôle de EDM, par une entreprise telle que décrite ci-dessus.

Lorsque les travaux sont exécutés par EDM, ils sont soumis à l'acceptation d'un devis établi par elle en fonction du bordereau des prix. Le montant de la facture est exigible dès la mise à disposition des ouvrages.

La Commune pourra, si elle le juge utile, faire procéder à une réfection définitive de la voirie communale après la réalisation des travaux de branchement en remplacement de la réfection provisoire. Les frais correspondants seront répercutés sur le demandeur. Ce dernier pourra être assujéti à la participation prévue à l'article 15.

ART-11 BIS RÉGIME DES EXTENSIONS RÉALISÉES SUR DEMANDE DES PARTICULIERS

Des modalités particulières de prise en charge des travaux d'extension des réseaux d'assainissement sont définies dans le code de l'Urbanisme. Le particulier veillera à solliciter EDM pour connaître le montant de ses participations. L'extension sera réalisée dans les conditions prévues à l'article 4 du présent règlement.

ART-12 SURVEILLANCE, ENTRETIEN, RÉPARATIONS, RENOUVELLEMENT DE LA PARTIE PUBLIQUE DES RÉSEAUX

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement total ou partiel de la partie publique des réseaux sont à la charge de EDM, y compris la remise en état des lieux consécutive à ces interventions, dans la limite d'un remblai, d'un compactage des fouilles et de la reprise du revêtement dans les règles de l'art. EDM en est propriétaire quel que soit le mode de financement du premier établissement. Le déplacement ou la modification des branchements sur demande de l'utilisateur sont réalisés aux frais du demandeur.

Il incombe à l'utilisateur de prévenir immédiatement EDM, propriétaire du réseau, de toute obstruction, de toute fuite ou de toute anomalie de fonctionnement qu'il constaterait sur son branchement.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du service pour entretien ou réparation peuvent être mises à la charge du responsable de ces dégâts.

EDM est en droit d'exécuter d'office, après information préalable de l'utilisateur sauf cas d'urgence, et aux frais de l'utilisateur s'il y a lieu, tous les travaux dont elle serait amenée à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité et à la salubrité publiques sans préjudice des sanctions prévues à l'article 46 du présent règlement.

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement total ou partiel du branchement sont pris en charge par le propriétaire conformément aux dispositions de l'article 38.

ART.-13 CESSATION, MUTATION OU TRANSFERT DE LA CONVENTION DE DÉVERSEMENT ORDINAIRE

Le raccordement à l'égout public étant obligatoire pour les eaux usées, la cessation de la convention ne peut résulter que du changement de destination ou de la démolition de l'immeuble ou, enfin, de la transformation du déversement ordinaire en déversement spécial.

En cas de changement d'utilisateur pour quelque cause que ce soit, le nouvel utilisateur est substitué à l'ancien sans frais.

L'ancien utilisateur ou, dans le cas de décès, ses héritiers ou ayant droits, restent responsables vis-à-vis de EDM de toutes les sommes dues en vertu de la convention initiale.

La convention n'est pas en principe transférable d'un immeuble à un autre. Elle peut cependant être transférée entre un ancien immeuble démolit et le nouvel immeuble construit, si ce dernier a le même caractère, se trouve sur la même parcelle et sous réserve que le nouvel immeuble ne nécessite pas de modification du branchement particulier.

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraînera la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolition ou de construire. La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée sous contrôle de EDM.

ART.-14 REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

En application du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967 et des textes d'application, l'utilisateur domestique raccordé à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement. Ne peuvent en être exonérés que les volumes d'eau utilisés à des fins d'arrosage dès lors qu'ils sont prélevés sur un branchement d'eau réservé à cet effet et ne pouvant être utilisés à des fins domestiques. La redevance d'assainissement est perçue à terme échu des périodes désignées par l'abonnement en eau potable, soit une période "hiver" de 8 mois (du 01/10 de l'année n-1 au 31/05 de l'année n) et une période "été" de 4 mois (du 01/06 au 30/09 de l'année n). Le recouvrement se fait conjointement à la redevance d'eau potable.

La redevance assainissement comprend :

- une partie fixe relative aux charges fixes du service qui ne comprend pas l'entretien du branchement, ce dernier restant à la charge exclusive de l'utilisateur,

- une partie variable assise sur le volume d'eau enregistré au compteur et prélevé à l'usage du service sur le réseau public de distribution d'eau potable, ou sur toute autre source.

Lorsque l'utilisateur s'alimente totalement ou partiellement en eau à une source autre qu'un service public de distribution, le nombre de mètres cubes d'eau, servant de base à la redevance, est déterminé par un dispositif de comptage posé et entretenu aux frais de l'utilisateur.

Dès lors que la propriété est réputée raccordable, une somme équivalente à la redevance d'assainissement est exigible dans les conditions de l'article 7 du présent règlement.

Les points de prélèvement d'eau privés doivent faire l'objet d'une déclaration en Mairie,

Lorsque l'utilisateur est un exploitant agricole ou une entreprise industrielle, commerciale ou artisanale, la redevance suit les prescriptions des articles 23, 24 et 24bis du présent règlement.

Les usagers du service public d'assainissement collectif bénéficiant, au titre de leur abonnement au service de l'eau, d'un écretement ou d'un dégrèvement sur leur facture de consommation tel que prévu à l'article 23 du règlement du service de l'eau, se verront rembourser la part de leur redevance d'assainissement collectif correspondant à l'excédent du volume d'eau de référence consommé sur la période de leur facture. Ce volume de référence est calculé sur la base des consommations enregistrées sur les 3 dernières années à période équivalente (décret n°2012-1078 du 24/09/2012).

ART.-15 PARTICIPATION FINANCIERE A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Conformément à l'article L 1331-7 du Code de la Santé Publique et à la délibération municipale du 18/07/2012, les propriétaires des immeubles se raccordant au réseau public d'assainissement collectif sont astreints à verser une Participation pour l'Assainissement Collectif. Cette participation est exigible à la date du raccordement effectif de l'immeuble, de l'extension ou de la partie réaménagée, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

CHAPITRE III - LES EAUX INDUSTRIELLES

ART.-16 DÉFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES

Sont classés dans les eaux industrielles, tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Leurs natures, quantitative et qualitative, sont précisées à l'article 17 du présent règlement et dans certains cas, dans les conventions spéciales de déversement passées entre EDM et l'établissement désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public. Pour les installations classées pour la protection de l'environnement, les rejets doivent être conformes aux dispositions réglementaires en vigueur correspondant à leur régime.

Conformément à l'article L1331-7-1 du Code de la Santé Publique, le propriétaire d'un immeuble ou d'un établissement dont les eaux usées résultent d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique en application de l'article L.213-10-2 du Code de l'Environnement a droit, à sa demande, au raccordement au réseau public de collecte dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation. Les conditions de raccordement sont celles qui s'appliquent aux eaux industrielles, décrites au présent chapitre.

ART.-17 CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE DÉVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES

Le raccordement des établissements déversant des eaux industrielles au réseau public n'est pas obligatoire (article L 1331-10 du code de la santé publique). Toutefois ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public dans la mesure où ces déversements respectent les dispositions de l'article 5 et sont compatibles avec les conditions d'admissibilité suivantes :

Paramètre	Valeur maximale ou intervalle des valeurs d'admission	Flux journalier maximal
Débit	-	≤ 20 m ³
pH	Entre 5,5 et 8,5	Entre 5,5 et 8,5
Température	30°C	30°C
MES totales	250 mg/l	5 kg/jour
DBO ₅	250 mg/l	5 kg/jour
DCO	500 mg/l	10 kg/jour
Hydrocarbures solubles	5 mg/l	0,1 kg/jour
Hydrocarbures totaux	20 mg/l	0,4 kg/jour
Azote Kjeldhal (NTK)	70 mg/l	1,4 kg/jour
Phosphore total (PT)	10 mg/l	0,2 kg/jour
Cuivre	0,114 mg/l	2,3 g/jour
Plomb	0,086 mg/l	173 mg/jour
Zinc	0,250 mg/l	5 g/jour

En cas de dépassement d'une ou plusieurs de ces valeurs, la possibilité de rejet au réseau d'assainissement est évaluée par EDM et fait l'objet, en cas d'acceptation, d'une convention spéciale de déversement, dont les conditions seront reprises au sein d'un arrêté municipal d'autorisation de déversement. Dans le cas des installations classées pour la protection de l'environnement, les conditions imposées par la convention spéciale

de déversement prévalent dès lors qu'elles sont plus contraignantes que la réglementation spécifique à ces installations.

Tout rejet non conventionné, dont au moins une caractéristique dépasse les valeurs mentionnées au tableau ci-dessus, est strictement interdit. De même, tout rejet faisant l'objet d'un arrêté et d'une convention spéciale, dont au moins une caractéristique dépasse les valeurs mentionnées dans ces documents, est strictement interdit. Le non-respect de ces dispositions expose le responsable du rejet à des poursuites devant les tribunaux compétents. EDM pourra facturer au contrevenant le coût de traitement supplémentaire (CTS) engendré par l'excédent de rejet déversé et procéder à l'obturation immédiate du branchement mis en cause.

Des dispositions complémentaires (imposition de pré-traitement *in situ*, imposition de plages horaires de déversement) pourront être prises en fonction de la nature et des caractéristiques des effluents, et seront précisées dans une convention spéciale de déversement. Les équipements de pré-traitement devront recevoir l'agrément de EDM et pourront consister, entre autre, en séparateurs à graisses et à fécules et déboueurs pour les restaurants, cantines et charcuteries, en séparateurs d'hydrocarbures et déboueurs pour les garages, stations services et certaines aires de stationnement.

L'ensemble des surfaces imperméabilisées devant être collectées et raccordées au réseau public d'assainissement collectif doivent être protégées par tous moyens contre la collecte des eaux de pluie, et à minima :

- être couvertes,
- faire l'objet d'une collecte et d'un rejet distincts des eaux de pluies.

ART.-18 AUTORISATION ET DEMANDE DE CONVENTION SPÉCIALE DE DÉVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES

Tout rejet au réseau doit être autorisé (article 1331-10 du Code de la Santé Publique). Cette demande d'autorisation doit être faite par écrit à EDM, par l'établissement demandeur. L'autorisation de rejet est délivrée après signature de la convention spéciale de déversement et délivrance du certificat de conformité.

Les demandes de convention spéciale de raccordement des établissements déversant des eaux industrielles se font par lettre recommandée précisant la nature de l'activité, les flux de pollution prévisibles (en moyenne journalière et en pointe horaire) et les équipements de pré-traitement envisagés (attestation de classement à joindre). L'autorisation de rejet et la convention spéciale de déversement peuvent faire l'objet d'une demande conjointe.

Toute modification de l'activité industrielle sera signalée à EDM et pourra faire l'objet d'une nouvelle demande de raccordement.

ART.-19 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS INDUSTRIELS

Les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront, s'ils en sont requis par EDM, être pourvus d'au moins deux branchements distincts :

- un branchement " eaux domestiques ",
- un branchement " eaux industrielles ",
- et le cas échéant d'un branchement " eaux pluviales ".

Chacun de ces branchements, devra être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et mesures, placé à la limite du domaine public, pour le rendre accessible aux agents de EDM à toute heure.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de celui de l'établissement industriel peut, à l'initiative de EDM, être placé sur le branchement des eaux industrielles et doit rester accessible à tout moment aux agents d'EDM. Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies au chapitre II.

ART.-20 CESSATION, MUTATION ET TRANSFERT DES CONVENTIONS SPÉCIALES

La cessation d'une convention de déversement spéciale ne peut résulter que d'un changement de destination de l'immeuble raccordé, de la cessation ou de la modification des activités qui y étaient pratiquées, ou de la transformation du déversement spécial en déversement ordinaire. En cas de changement d'usager pour quelque cause que ce soit, le nouvel usager est substitué sans frais à l'ancien. L'ancien usager ou ses ayants-droits restent redevables vis-à-vis de la Commune de toutes sommes dues en vertu de la convention initiale jusqu'à la date de substitution par le nouvel usager.

La convention n'est en principe transférable ni d'un immeuble à un autre ni par division de l'immeuble. Elle peut cependant être transférée entre un immeuble ancien démolit et un nouvel immeuble construit si ce dernier a le même caractère, et sous réserve que le nouvel immeuble ne nécessite pas de modification du branchement particulier. Toute modification dans l'activité doit être signalée à EDM conformément à l'article 18.

ART.- 21 PRÉLÈVEMENTS ET CONTRÔLES DES EAUX INDUSTRIELLES

Les cuves d'eaux usées industrielles sont soumises à analyses à la charge de l'auteur du rejet, au titre de l'autosurveillance. Le rejet de ces eaux usées au réseau public d'assainissement collectif n'est autorisé que si les résultats des analyses sont conformes aux valeurs limites imposées par l'arrêté d'autorisation de déversement et la convention spéciale.

Indépendamment des contrôles mis à la charge de l'industriel aux termes de la convention de déversement, des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par EDM dans les regards de visite, afin de vérifier si les eaux industrielles

déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention spéciale de déversement établie.

Les analyses seront faites par tout laboratoire agréé par EDM. Les frais d'analyses seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si leur résultat démontre que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 46 du présent règlement.

ART.- 22 OBLIGATION D'ENTREtenir LES INSTALLATIONS DE PRÉ-TRAITEMENT

Les installations de pré-traitement prévues par les conventions devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement. Les usagers doivent pouvoir justifier à EDM du bon état d'entretien de ces installations. En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles et graisses, à fécules, et les déboueurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire. L'usager, en tout état de cause, demeure seul responsable de ses installations.

ART.- 23 REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

En application du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967, les établissements déversant des eaux industrielles dans un réseau public d'évacuation des eaux sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement, sauf dans les cas particuliers visés à l'article 24 bis ci-après.

ART.- 24 PARTICIPATIONS FINANCIÈRES POUR BRANCHEMENT A L'ÉGOUT

Elles sont déterminées suivant les modalités établies aux articles 9, 11 et 15 du présent règlement.

ART.- 24 BIS PARTICIPATIONS FINANCIÈRES SPÉCIALES

Si les rejets d'eaux industrielles entraînent pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique. Celles-ci seront définies par la convention spéciale de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

CHAPITRE IV - LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

ART.-25 DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

Les installations sanitaires intérieures désignent les ouvrages de collecte des eaux usées situés à l'intérieur de l'immeuble, en opposition au branchement qui désigne les installations situées à l'extérieur de l'immeuble.

Les dispositions du Règlement Sanitaire Départemental sont applicables et notamment les articles 42 à 47 inclus (Règlement Sanitaire Départemental – Septembre 2003 – DDASS des Alpes Maritimes – Santé Environnement), qui concernent :

- l'évacuation des eaux usées (article 42),
- l'occlusion des orifices de vidange des postes d'eau (article 43),
- la protection contre le reflux des eaux usées (article 44)
- les cabinets d'aisance et salles d'eau (article 45 et 46)
- les dispositifs de désagrégation et d'évacuation des matières fécales (article 47).

ART.-26 RACCORDEMENT ENTRE DOMAINE PUBLIC ET DOMAINE PRIVE

Les raccordements effectués entre les canalisations publiques et celles posées à l'intérieur des propriétés sont à la charge exclusive des propriétaires. Les canalisations et les ouvrages de raccordement doivent assurer une parfaite étanchéité.

ART.-27 SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES, CABINETS D'AISSANCE

Conformément à l'article L 1331-5 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance, le service d'assainissement pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques de l'usager, conformément à l'article L 1331-6 du Code de la Santé Publique.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

ART.-27 BIS ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'assainissement non collectif se définit comme un système effectuant la collecte, le pré-traitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des

immeubles non raccordés et non raccordables au réseau public d'assainissement collectif.

L'assainissement non collectif fait l'objet d'un règlement distinct consultable à EDM .

ART-28

INDÉPENDANCE DES RÉSEAUX INTÉRIEURS D'EAU POTABLE ET D'EAUX USÉES

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

ART.-29

ÉTANCHÉITÉ DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX

Conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental, pour éviter le reflux des eaux usées d'égout public dans les caves, sous-sol et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau fixé ci-dessus. De même, tous les orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation, doivent être obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Lorsque ces appareils sont installés à un niveau tel que leur orifice d'évacuation se trouve situé en dessous de ce niveau critique, toutes dispositions doivent être prises pour s'opposer à tout reflux d'eaux usées provenant de l'égout en cas de mise en charge de celui-ci. Par ailleurs, au cas où les locaux situés en contrebas de la voie publique sont aménagés en pièces d'habitations ou servent pour du stockage, l'évacuation des eaux devra se faire par l'intermédiaire d'une station de relevage, accordée sur dérogation expresse de EDM.

Les frais d'installation, d'entretien, de réparations et de renouvellement sont à la charge totale du propriétaire.

ART.-30

POSE DE SIPHONS

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur. Le raccordement de plusieurs appareils ou immeubles à un même siphon est interdit. Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

ART.-31

TOILETTES

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

Art.-32

COLONNES DE CHUTES D'EAUX USÉES

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental relatives à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air. Les colonnes de chute doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales. Au pied de chaque colonne de chute, une pièce de visite facilement accessible doit être installée.

ART.-33

JONCTION DE DEUX CONDUITES

La jonction de deux conduites est à réaliser, sauf dérogation, sous un angle compris entre 45 et 67°30.

La pose d'une pièce d'embranchement double n'est tolérée qu'à condition de desservir un seul logement. Pour les chutes de WC, l'embranchement double est interdit dans tous les cas.

ART.-34

DIAMÈTRES DES COLONNES DE CHUTE ET CONDUITES

Pour les immeubles d'habitation mono-familles, le diamètre intérieur minimum des tuyaux est de 125 mm.

Pour les autres immeubles, d'habitation ou à usage industriel, les sections seront calculées suivant les volumes d'eaux à évacuer et, le cas échéant, les pentes disponibles, ceci selon les indications de EDM .

ART- 35

CONDUITES SOUTERRAINES

Les conduites d'évacuation sont posées autant que possible suivant le trajet le plus court vers l'égout public en évitant les changements de pente et de direction. Dans ce dernier

cas, et pour les conduites de longueur supérieure à 30 m, des regards de révision intermédiaires sont à mettre en place. A l'extérieur des bâtiments, les conduites doivent être posées de manière à les préserver du gel et doivent fournir une résistance à l'écrasement de classe SN8. A l'intérieur des bâtiments, les conduites doivent être éprouvées anti-feu. Les conduites placées dans le sol doivent être recouvertes soit d'une couche de terre d'au moins 30 cm d'épaisseur, soit d'une dalle de protection d'au moins 10 cm d'épaisseur.

ART- 35 BIS

PENTE DES CONDUITES

Pour les conduites de diamètre inférieur ou égal à 150 mm, la pente doit être, sauf impossibilité technique, égale ou supérieure à 1,5 cm par mètre (1,5 %). Dans tous les cas, les principes définis à l'article 36 doivent être respectés.

ART- 36

LAVAGE DES VÉHICULES

Le lavage et le nettoyage des véhicules sont interdits sur la voie publique. Si le nombre des voitures pouvant être garées dépasse 20, le propriétaire devra aménager une aire de lavage couverte avec débourbeur et séparateur d'hydrocarbures, conformément aux prescriptions de EDM. Tout lavage de voiture est interdit ailleurs que sur cette aire de lavage.

Les aires de lavage de véhicule sont considérées comme des installations émettant des eaux usées de type industriel. Leur raccordement au réseau public d'assainissement est soumis aux dispositions du chapitre III du présent règlement.

ART- 37

INSTALLATION, ENTRETIEN, RÉPARATIONS ET RENOUELEMENT DES INSTALLATIONS INTÉRIEURES

L'installation, l'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

ART.-38

MISE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS INTERIEURES

Pour les installations intérieures neuves des immeubles à habitation collective, EDM vérifie, avant tout raccordement au réseau public, qu'elles remplissent bien les conditions requises. Afin de permettre ce contrôle, EDM doit être avisée au moins deux jours ouvrables avant le commencement des travaux.

CHAPITRE V - CONTRÔLE DES RÉSEAUX PRIVES

ART.-39

DISPOSITIONS GÉNÉRALES POUR LES RÉSEAUX PRIVES

Les articles 1 à 39 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux usées.

En outre, les conventions spéciales de déversement visées à l'article 17 préciseront certaines dispositions particulières.

Les prescriptions techniques d'établissement des réseaux sont définies par le maître d'œuvre et EDM.

ART.-40

CONDITIONS DE RACCORDEMENT AU RESEAU PUBLIC

Lorsque EDM est saisie par un aménageur d'une demande en vue du raccordement d'une zone d'habitation ou à vocation d'activité aux installations publiques d'assainissement, les travaux inclus nécessaires par cette opération seront contrôlés par EDM pendant les phases de conception et de réalisation. L'aménageur devra intégrer dans son projet les prescriptions techniques demandées, notamment en matière de station de pompage.

ART-41

CONTRÔLE DES RÉSEAUX PRIVÉS

Conformément à l'article L1331-4 du Code de la Santé Publique, EDM contrôle la conformité d'exécution des réseaux privés ainsi que celle des branchements définis dans le présent règlement. Le contrôle de conformité porte notamment sur la séparation des eaux usées et pluviales, ainsi que sur les dispositifs de pré-traitement éventuellement requis.

Le propriétaire est avisé 5 jours ouvrés avant la date du contrôle. Il doit être présent ou représenté lors de sa réalisation. En cas de refus du contrôle par le propriétaire ou son représentant, les agents du service constatent l'impossibilité dans laquelle ils ont été mis de réaliser le contrôle. En cas de danger avéré pour la santé publique ou de risque avéré de pollution de l'environnement, une copie du constat est également remise à l'autorité détentrice du pouvoir de police correspondant.

A la suite du contrôle un rapport est établi et adressé au propriétaire ; en cas de non conformité, il fixe les mesures à prendre et leur délai de réalisation. Il appartient au propriétaire d'informer EDM dès que les travaux de mise en conformité ont été réalisés, afin de procéder à une contre-visite.

Si les opérations de mise en conformité ne sont pas réalisées dans le délai fixé, ou si le propriétaire fait obstacle à la réalisation du contrôle, il s'expose aux pénalités financières

prévues par l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique.

Faute par l'aménageur ou l'assemblée des co-propriétaires de respecter les obligations énoncées ci-dessus, la Commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais des intéressés, aux travaux indispensables.

CHAPITRE VI – TARIFS, RECOUVREMENTS, CONTENTIEUX

ART.-42

REDEVANCES, PARTICIPATIONS, TARIFS

Les redevances, participations et tarifs sont fixés et modifiés par délibération du Conseil Municipal dans le respect de la réglementation en vigueur. Ils sont éventuellement majorés des taxes (TVA, ...) et redevances légalement instituées.

ART-43

RECOUVREMENT DES SOMMES DUES

Le recouvrement des sommes dues est effectué comme en matière de contributions directes en application des articles I252 A du Livre des Procédures Fiscales et R2342-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ART-44

VOIES ET RECOURS

L'usager peut former un recours gracieux, non suspensif de paiement, devant le Maire de la commune de Mouans-Sartoux. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut rejet de la requête.

L'usager peut, dans le cadre de la réglementation en vigueur, saisir la juridiction compétente.

Médiation :

En application de l'article L133-4 du Code de la consommation et du Décret n° 2015-1382, dès lors qu'un consommateur n'obtient pas de réponse satisfaisante à sa demande écrite à Eaux de Mouans ou à défaut de réponse, dans un délai de 2 mois, il peut adresser une réclamation au Médiateur de l'Eau, via <http://www.mediation-eau.fr>, ou directement à « MEDIATION DE L'EAU – BP 40 463 – 75366 PARIS CEDEX 08

Les frais de médiation sont à la charge exclusive de Eaux de Mouans.

CHAPITRE VII – INFRACTIONS

ART.-45

INFRACTIONS ET POURSUITES

Des agents de EDM sont chargés de veiller à l'exécution du présent règlement. Ils sont habilités à faire tous les prélèvements et à dresser les procès verbaux nécessaires à l'exécution de leur tâche.

Conformément à l'article L1331-4 du Code de la santé publique, EDM dispose d'un pouvoir de contrôle des équipements de raccordement au réseau d'assainissement. L'article L1331-11 du Code de la santé publique confère aux agents de EDM, chargés de l'assainissement un droit d'accès aux propriétés privées.

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par les agents de l EDM, soit par le représentant légal de la Commune.

Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

En cas de non respect de la mise en demeure, en application de l'article L1331-6 du Code de la santé publique, EDM peut procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux

travaux indispensables pour assurer la mise en conformité. Tant que l'administré ne s'est pas conformé à ses obligations en matière de raccordement, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance assainissement.

ART.- 46

MESURES DE SAUVEGARDE

En cas de non-respect des conditions définies dans le présent règlement et dans les conventions de déversement passées entre EDM et des établissements industriels, troublant, soit l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des réseaux, stations de relevage ou station d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, la réparation des dégâts éventuels et du préjudice subi est mise à la charge du signataire de la convention. La Commune ou EDM pourra mettre en demeure l'usager, par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obtenu, après constat d'un agent de EDM, sur décision du représentant de la Commune.

ART- 47

FRAIS D'INTERVENTION

Si des désordres dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ouvrages publics d'assainissement, les dépenses de tous ordres, subies par le service à cette occasion seront à la charge des personnes qui sont à l'origine de ces dégâts.

Les sommes réclamées aux contrevenants comprendront notamment :

- les opérations de recherche du responsable,
- les frais nécessités par la remise en état des ouvrages.
- les préjudices subis par le propriétaire du réseau ou tout autre tiers à cette occasion.

Elles seront déterminées en fonction du temps passé, du personnel engagé et du matériel déplacé.

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS D'APPLICATION

ART-48

DATE D'APPLICATION

Le présent règlement est mis en vigueur à dater de son adoption par la Commune, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ART-49

MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Commune et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement.

ART-50

DÉSIGNATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT

En vertu de la délibération du Conseil Municipal, EDM de la commune de Mouans-Sartoux (EDM) prend la qualité de service d'Assainissement pour l'exécution du présent règlement.

ART- 51

CLAUSES D'EXÉCUTION

Le Maire, les agents assermentés de EDM, habilités à cet effet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal dans sa séance du 16/12/2019

Renseignements
SEML EAUX DE MOUANS
C'est une maison bleue
7 Place du Général de Gaulle
06370 MOUANS-SARTOUX
mail : accueil@eaux-de-mouans.fr
tel. : 04 92 92 47 12
fax : 04 92 92 01 81
NAF n°3600Z
SIRET n° 849 707 773 00016

Astreinte en cas d'urgence uniquement : 06 73 86 43 35

EAUX DE MOUANS

Société d'Économie Mixte Locale

Siren 849 707 773

7 Place du Général de Gaulle

06370 MOUANS-SARTOUX

Tél : 04.92.92.47.12

Mail : accueil@eaux-de-mouans.fr



EAUX DE MOUANS RÈGLEMENT DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF COMMUNE DE MOUANS-SARTOUX

2019

I - DISPOSITION GÉNÉRALES

La Commune de Mouans-Sartoux a confié l'exploitation du service public d'assainissement non collectif à la SEML Eaux de Mouans, ci-après dénommée l'Exploitant ou Eaux de Mouans ou EDM.

ART. 1 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Par assainissement non collectif, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration et l'infiltration des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés à un réseau public d'assainissement.

ART. 2 OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités auxquelles sont soumises les installations d'assainissement non collectif.

ART. 3 DÉFINITION DES EAUX USÉES DOMESTIQUES

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine et douche) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

L'ensemble des installations doit être correctement dimensionné, afin que les produits désinfectants couramment utilisés et l'usage de médicaments, quels qu'ils soient, ne nuisent pas à son bon fonctionnement.

ART. 4 SÉPARATION DES EAUX

L'assainissement non collectif doit traiter toutes les eaux usées domestiques telles que définies à l'article 3 du présent règlement.

Pour en permettre le bon fonctionnement, l'évacuation des eaux pluviales ne doit, en aucun cas, être dirigée vers l'installation d'assainissement.

ART. 5 DÉFINITION D'UNE INSTALLATION

Une installation d'assainissement non collectif comporte :

- Les canalisations de collecte des eaux ménagères (cuisine, salle de bain) et des eaux vannes (W.C.) ;
- Le bac à graisse si nécessaire ;
- La fosse septique toutes eaux ;
- Les ouvrages de transfert : canalisations, regards de visites, poste de relèvement des eaux (le cas échéant) ;
- La ventilation de l'installation (ventilation primaire des installations sanitaires, ventilation secondaire pour extraction des gaz accumulés dans les installations de pré-traitement) ;
- Le système de traitement et de dispersion des effluents, fonction de la nature du terrain récepteur (tranchées ou lits d'épandage souterrain, lit filtrant, terre...) . Cependant, sauf avis contraire de EDM, le lit d'épandage en sol reconstitué est obligatoire dans les zones d'assainissement non collectif définies par délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2001.

ART. 6 OBLIGATION DU TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Le traitement des eaux usées des habitations non raccordées à un réseau public de collecte est obligatoire (Article L. 1331-1 du Code de la Santé Publique). L'utilisation d'une fosse septique n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées. Le rejet direct des

eaux en sortie de fosse septique est interdit.

En cas de construction d'un réseau public de collecte des eaux usées, les immeubles qui y ont accès doivent obligatoirement y être raccordés dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de l'égout, conformément à l'Article L.1331-1 du Code de la Santé Publique.

ART. 7 PROCÉDURE PRÉALABLE À L'ÉTABLISSEMENT D'UN ASSAINISSEMENT AUTONOME

Pour tout projet de construction, d'extension d'une construction existante, ou de réhabilitation d'un système d'assainissement non collectif existant, le propriétaire est tenu de s'informer du zonage de l'assainissement auprès de : accueil@eaux-de-mouans.fr

Si le projet se situe dans une zone d'assainissement non collectif, il doit informer EDM de ses intentions et lui présenter son projet pour contrôle et, le cas échéant, mise en conformité.

L'exécution des travaux est soumise à un avis favorable de EDM sur le projet proposé. Dans le cas d'une demande de permis de construire comprenant la création, la modification ou la réhabilitation d'un système d'assainissement non collectif, le dossier de demande doit comporter une attestation de conformité du projet d'installation, conformément à l'article R431-16 du Code de l'Urbanisme.

L'exécution du système d'assainissement est subordonnée au respect :

- du Code de la Santé Publique,
- du règlement Sanitaire Départemental,
- des prescriptions techniques fixées par l'arrêté du 07/09/2009 modifié par l'arrêté du 07/03/2012, du DTU 64-1,
- et du présent règlement de service d'assainissement non collectif pris en application.

Le non respect de ces règles par le propriétaire engage totalement sa responsabilité.

ART. 8 CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT D'UNE INSTALLATION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Sauf convention particulière, les frais d'établissement d'un assainissement autonome sont à la charge du propriétaire de la construction dont les eaux usées sont issues. Les réparations et le renouvellement des ouvrages sont à la charge du propriétaire.

II - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES DISPOSITIFS

ART. 9 MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT

Les modalités générales d'établissement de l'assainissement non collectif sont celles définies au DTU 64-1 et dans l'arrêté du 07/09/2009 modifié par l'arrêté du 07/03/2012 qui précisent les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Dans tous les cas, le système éventuellement proposé par les particuliers devra recevoir l'agrément de EDM. Une étude particulière d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif pourra être demandée au propriétaire.

Une installation d'assainissement non collectif est conçue pour collecter, traiter et éliminer les eaux usées domestiques d'un logement individuel.

.../...

ART. 10 DÉVERSEMENTS INTERDITS

Il est interdit de déverser, directement dans le milieu naturel et dans tout système d'évacuation :

- L'effluent de sortie des fosses septiques et fosses toutes eaux ;
- Les produits de vidange des fosses ;
- Les ordures ménagères ;
- Les huiles usagées (vidanges moteurs ou huiles alimentaires) ;
- Les hydrocarbures ;
- Les acides, cyanures, sulfures et produits radioactifs, et plus généralement toute substance, tout corps solide ou non, pouvant polluer le milieu naturel ou nuire au bon fonctionnement des réseaux d'écoulement et ouvrages d'évacuation (bassins de rétention...).

ART. 11 CONCEPTION, IMPLANTATION

Les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques de nuisance, de contamination ou de pollution des eaux. Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où ils sont implantés.

Le lieu d'implantation tient compte des caractéristiques du terrain, de la pente et de l'emplacement de l'immeuble.

Conformément à l'arrêté du 07/09/2009 modifié par l'arrêté du 07/03/2012, les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau pour la consommation humaine. L'implantation de systèmes d'assainissement non collectif dans les périmètres de protection des sources captées pour la consommation humaine est interdite.

ART. 12 OBJECTIF DE REJET

Les eaux domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur et ce qui suit :

- Assurer la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol ;
- Assurer la protection des nappes d'eaux souterraines.

Sont interdits les rejets d'effluents, même traités, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle.

Les rejets en sous-sol par puits d'infiltration sont soumis conformément à l'arrêté du 07/09/2009 modifié par l'arrêté du 07/03/2012 à autorisation préalable.

ART. 13 ENTRETIEN

Les dispositifs d'assainissement non collectif sont entretenus régulièrement de manière à assurer :

- le bon état des installations et des ouvrages
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse toutes eaux et du bac à graisse, le cas échéant.

Conformément à l'article 15 de l'arrêté du 07/09/2009 modifié par l'arrêté du 07/03/2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, les installations et ouvrages doivent être régulièrement entretenus.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

La vidange et l'élimination des matières de vidange (fosse septique et bac à graisses) doivent être effectuées conformément aux dispositions réglementaires, par une personne agréée par le Préfet.

ART. 14 TRAITEMENT

Les systèmes mis en œuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comporter :

- un bac à graisse situé à moins de 2 mètres de l'habitation, si la fosse toutes eaux ne peut être implantée à moins de 10 mètres de l'habitation ;
- un dispositif biologique de prétraitement (fosse toutes eaux, installation d'épuration biologique à boues activées ou à cultures fixées, ...).
- des dispositifs assurant l'épuration et l'évacuation par le sol tels qu'autorisés par l'arrêté du 07/09/2009 modifié par l'arrêté du 07/03/2012, ou ayant reçu l'agrément du Ministère en charge de l'écologie.

Tout revêtement imperméable (bitume, béton, plastique) ainsi que les cultures, stockages ou circulation de véhicules sont proscrits sur la zone de traitement.

ART. 15 VENTILATION DE LA FOSSE TOUTES EAUX

La ventilation de la fosse septique toutes eaux est indispensable pour éviter les nuisances. Elle consiste en une entrée d'air et une sortie d'air avec extracteur situées au-dessus des locaux habités.

ART. 16 MODALITÉS PARTICULIÈRES D'IMPLANTATION (SERVITUDES PRIVÉES ET PUBLIQUES)

Dans le cas d'une habitation ancienne ne disposant pas du terrain suffisant à l'établissement d'un assainissement autonome, celui-ci pourra faire l'objet d'un accord privé amiable entre voisins pour le passage d'une canalisation ou toute autre installation, dans le cadre d'une servitude de droit privé, sous réserve que les règles de salubrité soient respectées et que les ouvrages réalisés répondent aux prescriptions du présent règlement.

Le passage d'une canalisation privée d'eaux usées traversant le domaine public est subordonné après avis de EDM, à l'accord de Monsieur le Maire et/ou des Services de l'Équipement.

ART. 17 SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES ET CABINETS D'AISANCE

Conformément à l'Article L.1331-5 du Code de la Santé Publique, en cas de raccordement à un réseau collectif, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

En cas de défaillance, EDM pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et aux risques de l'usager, conformément à l'article 1331-6 du Code de la Santé Publique.

Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses septiques, mis hors service ou rendus inutiles pour quelque cause que ce soit sont vidangés et curés. Ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation.

ART. 18 ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

Les systèmes d'assainissement non collectif ne sont pas autorisés pour les rejets industriels.

III - INSTALLATIONS SANITAIRES INTÉRIEURES

ART. 19 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les articles du Règlement Sanitaire Départemental sont applicables, notamment les articles 42 à 47 (Règlement Sanitaire Départemental – Septembre 2003 – DDASS des Alpes Maritimes – Santé Environnement).

ART. 20 INDÉPENDANCE DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'EAUX USÉES

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; sont de même interdits tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

ART. 21 ÉTANCHÉITÉ DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX

Conformément aux dispositifs du Règlement Sanitaire Départemental, pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales dans les caves, sous-sols et cours, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondant au niveau du terrain.

De même tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui du terrain doivent être obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales.

Les frais d'installations, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

ART. 22 POSE DE SIPHONS

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de la fosse et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons doivent être conformes aux règlements en vigueur et aux normes adoptées.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

ART. 23 TOILETTES

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

ART. 24**COLONNES DE CHUTES D'EAUX USÉES**

Toutes les colonnes de chute d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, doivent être posées verticalement, et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chute doivent être totalement indépendantes des canalisations d'eaux pluviales.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental et au DTU 64-1 relatives à la ventilation lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air.

ART. 25**BROYEURS D'ÉVIERS**

L'évacuation vers l'installation d'assainissement des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

ART. 26**DESCENTE DES GOUTTIÈRES**

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Dans le cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

ART. 27**ENTRETIEN, RÉPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS INTÉRIEURES**

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction.

ART. 28**MISE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS INTÉRIEURES**

Après accord du propriétaire, EDM pourra vérifier que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises.

Dans le cas où les défauts sont constatés par EDM, le propriétaire devra y remédier à ses frais.

IV - OBLIGATIONS DU SERVICE**ART. 29****NATURE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Le service d'assainissement non collectif est assuré par EAUX DE MOUANS, qui se réserve le droit de confier tout ou partie de l'exploitation du service à un prestataire ou un délégataire.

EDM procède au contrôle technique qui comprend :

- 1) La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des installations nouvelles ou réhabilitées. Cette dernière vérification doit être effectuée avant remblaiement.
- 2) La vérification périodique de leur bon fonctionnement et de leur entretien. Des contrôles occasionnels peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage.

ART. 30**MODALITÉS DU CONTRÔLE PÉRIODIQUE DE FONCTIONNEMENT**

Les contrôles périodiques seront effectués une fois tous les cinq ans.

La visite comprend :

- une enquête sommaire auprès des usagers : problèmes d'odeurs, dysfonctionnement de l'épandage, impact sur l'environnement, etc. ;
- un examen détaillé des ouvrages : bac dégraisseur, fosse, pré-filtre, ventilation, état des bétons, des regards... ; l'accumulation normale de boues dans la fosse sera contrôlée, et le niveau des boues pourra être mesuré ;
- la vérification de l'entretien du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ; un contrôle au colorant pourra être réalisé, dans le cas de suspicion de by-pass ;
- l'évaluation des éventuelles non-conformités au regard de l'arrêté du 27/04/2012 fixant les modalités de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

ART. 30 ;BIS**CONTRÔLE DE CONCEPTION ET D'EXÉCUTION**

Le contrôle de conception et d'exécution sera assuré par EDM dans le cadre :

- de tout projet d'installation neuve,
- de tout projet de réhabilitation d'installation existante,
- de tout projet d'extension d'une construction existante.

EDM fournit au propriétaire les informations réglementaires et conseils techniques nécessaires.

L'examen préalable de la conception se fera sur la base du dossier remis par le demandeur, et d'une visite afin de vérifier :

- l'adaptation du projet au type d'usage et au contexte sanitaire et environnemental ;
- la conformité du projet aux prescriptions techniques en vigueur.

Les observations issues de ces contrôles sont consignées dans un rapport remis au demandeur. Ce dernier est tenu de modifier son projet afin de remédier aux éventuelles anomalies rapportées.

Afin de garantir la bonne marche du service, le propriétaire est tenu d'avertir la commune et EDM de l'exécution des travaux afin d'en contrôler la conformité avant remblaiement.

La vérification de l'exécution des travaux consiste à :

- identifier, localiser et caractériser les ouvrages de l'installation
- tester leur accessibilité
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur.

Les observations issues de ces contrôles sont consignées dans un rapport remis au demandeur. Ce dernier est tenu de réaliser les éventuelles modifications nécessaires pour atteindre la conformité de ses installations. Il lui appartient de solliciter une contre-visite.

Un certificat de conformité est remis aux propriétaires lorsque l'installation est jugée conforme aux règles techniques en vigueur.

ART. 30 TER**ÉTUDES ET INVESTIGATIONS PÉDOLOGIQUES**

Afin d'assurer le contrôle de conception, EDM pourra réaliser ou faire réaliser, à la charge du demandeur, des études et investigations pédologiques (sondages à la tarière et tests de perméabilité, étude à la parcelle) :

- pour tout projet d'assainissement non collectif sur des terrains présentant des contraintes particulières (hétérogénéité des sols, pente, surface...) ;
- dans tous les cas où les renseignements disponibles sont insuffisants pour permettre le contrôle de conception et juger des possibilités d'assainissement non collectif.

Ces investigations ont pour objet d'apporter les renseignements techniques nécessaires en vue d'assurer le contrôle de conception et notamment de déterminer les possibilités réelles d'assainissement suivant la sensibilité de l'environnement et la capacité du sol à épurer.

Le dimensionnement des installations doit être adapté au flux de pollution à traiter ainsi qu'aux caractéristiques de la parcelle concernée. Il devra respecter les principes de l'article 5 de l'arrêté du 07/09/2009 modifié, et du DTU 64-1.

ART. 31**REDEVANCE, PARTICIPATIONS, TARIFS, RECOUVREMENT**

Les redevances, participations et tarifs sont fixés et modifiés par délibération du Conseil Municipal dans le respect de la réglementation en vigueur. Ils sont éventuellement majorés des taxes légalement instituées.

Le recouvrement des sommes dues est effectué comme en matière de contributions directes en application des articles L252 A du Livre des Procédures Fiscales et R2342-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La facturation des sommes dues par les usagers est faite au nom du titulaire de l'abonnement à l'eau, à défaut au nom du propriétaire de l'immeuble.

Toutefois, la part de la redevance d'assainissement non collectif qui porte sur le contrôle de conception et sur le contrôle d'exécution est facturée au propriétaire. Cette facture est émise à la délivrance du permis de construire. Dans le cas d'une réhabilitation, elle est émise à l'issue du contrôle d'exécution.

ART. 32**MODALITÉS DE L'ENTRETIEN**

L'entretien doit être effectué conformément à l'article 13 par une entreprise spécialisée agréée par le Préfet, choisie par le propriétaire.

ART. 33**CONTRÔLE DE L'ENTRETIEN**

La vérification de la réalisation périodique des vidanges de fosses et de dispositifs de dégraisage sera effectuée par EDM.

L'entrepreneur ou l'organisme qui réalise les vidanges est tenu de remettre à l'occupant ou au propriétaire, un document comportant au moins les indications suivantes :

- son nom ou sa raison sociale, et son adresse ;
- l'adresse de l'immeuble où est située l'installation dont la vidange a été réalisée ;
- le nom de l'occupant ou du propriétaire ;
- la date de la vidange ;
- les caractéristiques, la nature et la quantité des matières éliminées ;
- le lieu où les matières de vidanges sont transportées en vue de leur élimination.

Ce document devra être remis à EDM lors du contrôle.

L'élimination des matières de vidange sera effectuée conformément aux dispositions réglementaires.

ART. 34**ACCÈS AUX INSTALLATIONS PRIVÉES**

L'accès aux propriétés privées prévu par l'Article L. 1331-11 du Code de la Santé Publique doit être précédé d'avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai minimum de 7 jours ouvrés.

L'usager sera, par conséquent, informé personnellement du passage des agents habilités chargés du contrôle et éventuellement de l'entretien.

ART. 35**MODALITÉS DIVERSES**

Les observations réalisées lors de chaque contrôle seront consignées sur un rapport de visite dont une copie sera adressée au propriétaire pour les contrôles de conception et d'exécution, à l'occupant des lieux pour les contrôles de fonctionnement.

Le propriétaire et l'occupant sont tenus, chacun en ce qui les concerne, de se conformer aux recommandations et aux prescriptions de travaux et d'entretien dans les délais indiqués dans le rapport.

En cas de vente de la propriété, le rapport du contrôle périodique de fonctionnement et d'entretien doit être joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L271-4 et L271-5 du Code de la construction et de l'habitation. Conformément à l'article L1331-11-1 du Code de la santé publique, si le document est daté de plus de 3 ans au moment de la signature de l'acte, la réalisation d'un nouveau contrôle est nécessaire. Ce dernier est à la charge du vendeur.

ART. 36**RÉHABILITATION DES INSTALLATIONS**

Dès lors que l'inventaire et le diagnostic de l'ensemble des installations (premier contrôle de fonctionnement) sera réalisé sur l'ensemble du territoire, EDM pourra identifier les installations qui, présentant des problèmes de fonctionnement, peuvent entraîner des risques sur le plan sanitaire et/ou environnemental.

Tout projet de réhabilitation doit suivre la procédure préalable décrite à l'article 7, pour être soumis aux contrôles de conception et d'exécution décrits à l'article 30bis.

La réhabilitation de ces installations est à l'entière charge du propriétaire. Elle ne peut être réalisée par la Commune, conformément à la circulaire du 22 mai 1997, que dans le cadre de l'intérêt général ou d'urgence, notamment pour lutter contre la pollution ; la Commune peut se substituer au propriétaire pour la réalisation des travaux, qui restent à la charge de ce dernier.

ART. 37**MODALITÉS DE DEMANDE DE RÉHABILITATION**

Toutes les constructions situées sur le périmètre de la Commune peuvent faire l'objet d'une demande à EDM de réhabilitation de leur installation d'assainissement non collectif, sauf celles qui peuvent être raccordées ou sont susceptibles de l'être sur un réseau collectif.

V- OBLIGATIONS DE L'USAGER**ART. 38****FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION**

Le propriétaire et l'occupant sont tenus d'assurer le bon fonctionnement des installations d'assainissement, suivant les modalités de l'article 42.

ART. 39**ACCÈS À L'INSTALLATION**

Pour mener à bien leur mission, les représentants de EDM sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées conformément à l'Article L-1331-11 du Code de la Santé Publique.

En conséquence, l'utilisateur doit faciliter l'accès de son installation aux agents habilités de l'EDM.

Il doit être présent ou représenté lors de toute intervention des agents afin de signaler dans les 24 heures tout dommage visible causé par ceux-ci durant cette opération.

Pour des dommages révélés hors de ce délai et/ou apparaissant ultérieurement, un expert sera désigné afin de rechercher l'origine exacte des dommages et déterminer le responsable.

ART. 40**MODIFICATION DE L'OUVRAGE**

Le propriétaire s'oblige, tant pour lui-même que pour un locataire éventuel, à s'abstenir

de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages et notamment à n'entreprendre aucune opération de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager ces ouvrages.

Il lui est notamment interdit de construire, de planter ou de stocker sur les emprises du système d'assainissement non collectif.

Toute modification devra faire l'objet, au préalable, d'un accord écrit de EDM.

ART. 41**ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ DE L'USAGER**

L'utilisateur est responsable de tout dommage causé par négligence, maladresse, malveillance de sa part ou de celle d'un tiers.

Notamment il devra signaler au plus tôt toute anomalie de fonctionnement des installations d'assainissement autonomes.

La responsabilité civile de l'utilisateur devra être couverte en cas de possibles dommages dus aux odeurs, débordements, pollution...

ART. 42**RÉPARTITION DES OBLIGATIONS ENTRE PROPRIÉTAIRE ET LOCATAIRE**

Le propriétaire a l'obligation de remettre à son locataire le règlement du service d'assainissement non collectif afin que celui-ci connaisse l'étendue des obligations. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Seules la construction, l'éventuelle modification et la mise en conformité de l'installation sont à la charge du propriétaire ; le reste des obligations contenues dans le présent règlement étant dévolu à l'utilisateur.

VI - DISPOSITIONS D'APPLICATION**ART. 43****INFRACTIONS ET POURSUITES**

Les infractions au présent règlement sont constatées soit par un agent habilité de EDM, soit par le représentant légal de la commune.

ART. 44**VOIES ET RECOURS**

L'utilisateur peut former un recours gracieux, non suspensif de paiement, devant le Maire de Mouans-Sartoux. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut rejet de la requête. L'utilisateur peut dans le cadre de la réglementation en vigueur saisir la juridiction compétente.

ART. 45**DATE D'APPLICATION**

Le présent règlement est mis en vigueur à dater de son adoption par la Commune, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

ART. 46**MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Commune et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial.

Toutefois, ces modifications doivent être portées préalablement à la connaissance des usagers du service, pour leur être opposable (par exemple à l'occasion de l'expédition d'une facture).

ART. 47**CLAUSES D'EXÉCUTION**

Le représentant de la Commune, les agents de EDM habilités à cet effet et le Receveur de la Collectivité autant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil Municipal dans sa séance du 16/12/2019

Renseignements

SEML EAUX DE MOUANS

C'est une maison bleue

7 Place du Général de Gaulle

06370 MOUANS-SARTOUX

mail : accueil@eaux-de-mouans.fr

tel. : 04 92 92 47 12

fax : 04 92 92 01 81

NAF n°3600Z

SIRET n° 849 707 773 00016

Astreinte en cas d'urgence uniquement : 06 73 86 43 35



VILLE DE MOUANS-SARTOUX

CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE

Entre :

La **Commune de MOUANS-SARTOUX**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département des Alpes-Maritimes, ayant son siège en l'Hôtel de Ville de MOUANS-SARTOUX (06370), identifiée au SIREN sous le numéro 210 600 847, représentée par Monsieur BROIHANNE Laurent, 1^{er} adjoint, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2019, ci-après dénommée " la Commune ", d'une part,

Et

Eaux de MOUANS, société anonyme d'économie mixte locale, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Cannes sous le numéro unique d'identification 849 707 773, dont le siège social est 7 Place du Général de Gaulle « C'est une maison bleue » 06370 MOUANS-SARTOUX
Représentée par M. ASCHIERI Pierre, en qualité de Président du Conseil d'Administration de la société Eaux de Mouans, ci-après dénommée " la Société ", d'autre part,

Étant préalablement exposé que :

- La Commune, par un contrat de concession signé le 6 septembre 2019, a attribué la délégation de services publics pour la gestion de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif à la Société d'Economie Mixte Locale Eaux de Mouans.

- La SEML Eaux de Mouans a démarré récemment son activité et n'a pas encore les ressources nécessaires pour assurer certaines prestations, telles que l'entretien des véhicules, le nettoyage de locaux, la maintenance informatique, divers frais généraux, ... et que ces activités peuvent être assurées par les services de la Commune de Mouans-Sartoux dans le cadre d'un contrat de prestation de service.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Assistance technique et logistique

La Commune s'engage à apporter une assistance technique et logistique dans les domaines nécessitant une technicité spécialisée et une coordination technique sur certains travaux et prestations, notamment en ce qui concerne les bâtiments, la voirie et les marchés publics. Cette assistance sera assurée par les personnels en charge de ces domaines au sein des Services Techniques de la Commune, pour la société Eaux de Mouans.

Les interventions nécessitant d'être effectuées par tout prestataire extérieur seront gérées et prises en charge directement par la société Eaux de Mouans.

Le montant pour l'ensemble de ces prestations est consenti pour la somme annuelle forfaitaire de 21 507,11 € (vingt et un mille cinq cent sept Euros et onze centimes)*.

** Ce montant est calculé en prenant en compte le coût annuel du personnel des Services Techniques concerné par cette assistance (215 071,12 €) auquel est appliqué un coefficient d'intervention estimé à 10 % du temps total de travail de ces agents, consacré à la société Eaux de Mouans.*

Article 2 - Nettoyage des locaux mis à disposition de la société Eaux de Mouans

La Commune s'engage à procéder au nettoyage par le personnel de la Commune de certains locaux mis à disposition, selon les conditions et modalités définies ci-dessous :

a) Désignation des locaux à nettoyer :
- Bureaux de la station d'épuration
- Sanitaires de la station d'épuration

b) Fréquence de nettoyage
- 2 fois par semaine

c) Montant de la prestation :

L'ensemble du nettoyage des locaux énumérés ci-dessus est consenti pour la somme annuelle forfaitaire de 4 640,56 € (quatre mille six cent quarante Euros et cinquante six centimes)*.

** Ce montant est calculé sur la base de 208 heures de nettoyage annuelles, à raison de 2 fois par semaine, auquel est appliqué un taux horaire moyen de 20,82 €/heure, soit 4 330,56 € (quatre mille trois cent trente Euros et cinquante six centimes). S'ajoute les fournitures et produits d'entretien nécessaires au nettoyage des locaux pour un montant annuel forfaitaire de 310,00 € (trois cent dix Euros).*

La Commune fournira les produits d'entretien adaptés aux locaux à nettoyer

Article 3 : Prestations d'entretien des véhicules de la société Eaux de Mouans

La Commune s'engage à assurer l'entretien et le suivi des véhicules de la société Eaux de Mouans au sein de son garage municipal, uniquement pour les tâches pouvant être traitées en interne par le personnel de la Commune en charge du garage.

L'entretien nécessitant d'être effectué par tout prestataire extérieur sera géré et pris en charge directement par la société Eaux de Mouans.

a) Désignation des véhicules

111AXR06 – CITROEN BERLINGO	CZ046YJ – RENAULT KANGOO
482 BNS 06 – RENAULT CLIO	EH107NE – PEUGEOT PARTNER
347BMZ06 – CITROEN BERLINGO	DK150JX – RENAULT KANGOO
384BRL06 – NISSAN CABSTAR	DW020WA – RENAULT CAMION
742CCS06 – NISSAN CAMION GRUE	DW785FH – REMORQUE MOIROUD
913CDE06 – PIAGGIO CP5173	EZ874DZ – RENAULT KANGOO
CM749AH -PEUGEOT PARTNER	Mini pelle – KUBOTA
CL367QX – IVECO CAMION 12T	Mini pelle - KOMATSU
CZ042JY – RENAULT KANGOO	Mini chargeuse - CATERPILLAR

b) Montant de la prestation

L'ensemble de l'entretien et du suivi des véhicules est consenti pour la somme annuelle forfaitaire de 9 475,73 € (neuf mille quatre cent soixante quinze €uros et soixante treize centimes)*.

** Ce montant est calculé en prenant en compte le coût annuel du personnel du garage municipal (42 114,35 €) auquel est appliqué une proportion entre le parc de véhicules de la société Eaux de Mouans (18 véhicules) et la totalité du parc de véhicules géré par le garage municipal (80 véhicules) , soit un coefficient d'intervention de 22,50 %.*

Les fournitures et matériels nécessaires à l'entretien des véhicules par le personnel de la Commune seront à la charge exclusive de la société Eaux de Mouans.

Article 4 : Prestations informatiques

La Commune s'engage à assurer l'entretien des matériels informatiques et des logiciels, les interventions sur sites, la sécurité des réseaux informatiques, l'hébergement des données et l'entretien des serveurs, réalisés par le personnel du service informatique de la Commune, pour la société Eaux de Mouans.

L'entretien et les interventions nécessitant d'être effectués par tout prestataire extérieur seront gérés et pris en charge directement par la société Eaux de Mouans.

Le montant pour l'ensemble de ces prestations est consenti pour la somme annuelle forfaitaire de 19 029,82 € (dix neuf mille vingt neuf €uros et quatre vingt deux centimes)*.

** Ce montant est calculé en prenant en compte le coût annuel du personnel du service informatique (126 865,46 €) auquel est appliqué un coefficient d'intervention et d'entretien estimé à 15 % du temps total de travail du service, consacré à la société Eaux de Mouans.*

Article 5 : Frais généraux

- Les frais de distribution et d'affranchissement du courrier, mutualisés dans un souci d'économie avec ceux de la Commune, sont facturés sur la base d'un montant annuel forfaitaire de 14 712,17 € (quatorze mille sept cent douze €uros et dix sept centimes)*.

**Ce montant est calculé en prenant en compte le coût annuel du personnel des services de la direction générale des services en charge du traitement et de la distribution des courriers (113 611,69 €) auquel est appliqué un coefficient d'intervention estimé à 10 % du temps total de travail du service, consacré à la société Eaux de Mouans, soit un montant annuel forfaitaire de 11 361,17 € (onze mille trois cent soixante et un €uros et dix sept centimes).*

S'ajoute les dépenses d'affranchissement et d'entretien du matériel pour un montant annuel forfaitaire de 3 351,00 € (trois mille trois cent cinquante et un €uros).

- Les frais de télécommunications, mutualisés pour les lignes fixes avec l'autocom de la Commune, les lignes fixes spécialisées et les connections internet, ainsi que les lignes portables mutualisées avec la flotte de la Commune, auquel s'ajoute l'entretien des réseaux téléphoniques assuré par les services techniques de la Commune, sont facturés sur la base d'un montant annuel forfaitaire de 24 638,11 € (vingt quatre mille six cent trente huit €uros et onze centimes)*.

** Ce montant est calculé en prenant en compte les dépenses totales de téléphonie de la Commune au prorata des abonnements et consommations de la société Eaux de Mouans, soit un montant de 11 534 € (onze mille cinq cent trente quatre €uros).*

S'ajoute à ce montant le coût annuel du personnel des services techniques en charge de l'entretien des réseaux téléphoniques (131 041,13 €) auquel est appliqué un coefficient d'intervention et d'entretien estimé à 10 % du temps total de travail du service, consacré à la société Eaux de Mouans, soit un montant annuel forfaitaire de 13 104,11 € (treize mille cent quatre €uros et onze centimes).

Article 6 : Prestation de communication

La Commune s'engage à apporter une aide à la réalisation de prestations en matière de communication. Cette assistance sera assurée par le personnel en charge de ce domaine au sein du Service Communication de la Commune, pour la société Eaux de Mouans.

Les interventions nécessitant d'être effectuées par tout prestataire extérieur seront gérées et prises en charge directement par la société Eaux de Mouans.

Le montant pour l'ensemble de ces prestations est consenti pour la somme annuelle forfaitaire de 3 825,77 € (trois mille huit cent vingt cinq €uros et soixante dix sept centimes)*.

** Ce montant est calculé en prenant en compte le coût annuel du personnel du service Communication concerné (38 257,69 €) auquel est appliqué un coefficient d'intervention estimé à 10 % du temps total de travail de ces agents, consacré à la société Eaux de Mouans.*

Article 7 - Recouvrement :

Les prestations et montants détaillés aux articles 1 à 6 feront l'objet d'un versement par douzième à l'échéance de chaque mois écoulé à la réception d'un titre de recette émis par la Commune, accompagné d'un mémoire récapitulatif des sommes facturées.

Article 8 - Durée de la convention

Cette convention est conclue à compter du 17 décembre 2019 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Elle prendra fin de plein droit lorsque les prestations détaillées ci-dessus deviendront sans objet. Elle pourra toutefois garder effet, autant que nécessaire, pour l'une ou l'autre des prestations isolément. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie sous réserve d'un préavis de trois mois.

Fait à Mouans -Sartoux, le 2019

Pour la Commune de Mouans-Sartoux
M.BROIHANNE Laurent
1^{er} adjoint au Maire

Pour la SEM Eaux de Mouans
M.ASCHIERI Pierre
Président Directeur général,

Roger MALDONADO

Expert-Comptable

Inscrit au tableau de l'Ordre – Région de Marseille

Commissaire aux comptes

Inscrit près de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence

Expert

près de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence

SOCIETE "EAUX DE MOUANS"

Siège social : 7 Place Général De Gaulle

06370 MOUANS SARTOUX

RCS CANNES 849 707 773

RAPPORT DU COMMISSAIRE

16, Rue Pastorelli – 06000 NICE

Tél. : 04 93 53.39.20 – Port. : 06 03 17 29 24 – r.maldonado@auditassocies.fr



Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Cannes en date du 22 octobre 2019. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur l'appréciation et l'évaluation de la valeur de biens que souhaitent acquérir la société « Eaux de Mouans » auprès d'un de ses actionnaires.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées, à apprécier et évaluer la valeur des biens.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Présentation et description de l'opération

Présentation des parties en présence

La société « Eaux de Mouans » représentée par M. Pierre ASCHIERI en qualité de Président directeur général.

La commune de Mouans Sartoux représentée par son maire M. Pierre ASCHIERI, actionnaire de la société « Eaux de Mouans ».

Description de l'opération

La société « Eaux de Mouans » souhaite acquérir auprès de son actionnaire principal la Commune de Mouans-Sartoux, les biens nécessaires à son activité, biens dont la liste est jointe en annexe.

Diligences et appréciation de la valeur des apports

Diligences mises en œuvre par la commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires conformément à la doctrine de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes applicables à cette mission.

En particulier, nous avons :

- Visité différents lieux de stockage des biens
- Contrôlé de la réalité des biens
- Recueilli et examiné les documents juridiques de propriété
- Recueilli les méthodes de valorisation des biens
- Etude de la pertinence des méthodes et critères retenus



- Testé l'application des méthodes
- Analysé les valeurs individuelles proposées
- Apprécié globalement la valeur des apports considérés dans leur ensemble
- Obtenue une lettre d'affirmation de la direction sur les éléments significatifs utilisés dans le cadre de notre mission

Appréciation de la méthode de valorisation des biens

Les biens ont été retenus

- pour les véhicules la côte Argus si elle existe, sinon, à leur valeur nette comptable si elle était supérieure à zéro, sinon à dix pour cent de la valeur d'achat,
- pour les autres biens à la valeur d'usage.

Les méthodes et critères retenus nous semblent pertinents au regard des biens vendus par l'actionnaire à la société « Eaux de Mouans ».

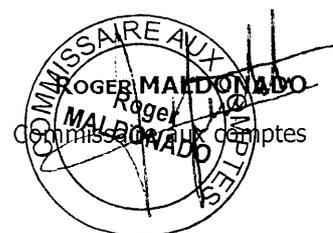
Appréciation de la valeur globale des biens cédés

La valeur globale des biens ressort ainsi à 369.824,23 euros.

Conclusion

Sur la base des travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur des biens cédés par un actionnaire à la société « Eaux de Mouans » retenue s'élevant à **369.824 euros**, n'est pas surévaluée.

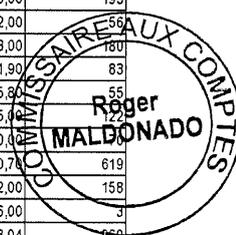
Fait à Nice, le 29 Novembre 2019





INVENTAIRE MOYENS MOBILIERS ET MATERIELS

N° D'INVENTAIRE	LIBELLE	NEED/ACQUISITI	DATE INVENTAIRE	VALEUR D'ACQUISITION	VALEUR DE REPRISE
Informatiques					
4902	PROGICIEL DE GESTION EAU/ASST	04/09/2006	30/09/2019	9 500,00	950
4895	LOGICIEL ACTARIS	31/10/2006	30/09/2019	480,00	48
5025	LOGICIEL AUTOCAD	18/09/2007	30/09/2019	4 350,00	435
080000022	LOGICIEL AUTOCAD	29/04/2008	30/09/2019	550,00	55
1500000182	PHOTOCOPIEUR	12/06/2015	30/09/2019	3 660,00	2 063
1500000330	1 TRACEUR CANON PF770	10/02/2015	30/09/2019	2 575,00	1 364
180000055	1 ORDINATEUR ALIENWARE 17R4	10/02/2018	30/09/2019	2 039,46	1 701
5050	1 ORDINATEUR DELL OPTIPLEX 740	09/07/2007	30/09/2019	695,00	70
080000039	1 ORDINATEUR DELL LATITUDE 5500	24/09/2008	30/09/2019	1 050,00	105
1500000186	1 ORDINATEUR DELL LATITUDE 3550	27/06/2015	30/09/2019	497,67	283
1300000360	1 ORDINATEUR DELL OPTIPLEX 3010	05/12/2013	30/09/2019	756,72	310
1400000264	1 ORDINATEUR DELL OPTIPLEX 3020	22/07/2014	30/09/2019	489,00	231
1600000371	1 ORDINATEUR DELL OPTIPLEX 3040	15/05/2016	30/09/2019	1 382,28	909
180000083	1 ORDINATEUR DELL OPTIPLEX 3050	12/08/2018	30/09/2019	1 366,00	1 227
TOTAL				29 411,13	9 750
Equipements					
4773	BETONNIERE BETONIX TYPE B190 ELECTRIQUE	05/08/2005	30/09/2019	520,00	52
4869	TOLES ACIER	28/02/2006	30/09/2019	780,00	78
4970B	PLAQUE VIBRANTE	27/03/2007	30/09/2019	1 236,90	124
5003	PILONNEUSE	02/08/2007	30/09/2019	1 981,70	198
080000025	MATERIEL DE CHLORATION	07/02/2008	30/09/2019	811,30	81
080000027	MODULES TYPE L1B35	19/03/2008	30/09/2019	35 887,00	3 589
080000026	VANNE	31/03/2008	30/09/2019	839,68	84
080000004	DEBIMETRE ELECTRONIQUE	21/07/2008	30/09/2019	831,90	83
080000003	POMPE LOWARA	06/08/2008	30/09/2019	1 923,43	192
080000028	MEMBRANE	06/08/2008	30/09/2019	808,66	81
080000029	POMPE	11/08/2008	30/09/2019	3 425,00	343
080000031	SCIE A SOL	05/09/2008	30/09/2019	1 900,00	190
080000030	CHLOROMETRE	10/09/2008	30/09/2019	2 187,00	219
080000032	PERFORATEUR BURINEUR	16/10/2008	30/09/2019	783,00	78
080000082	CAPTEUR CONVERTISSEUR	21/10/2008	30/09/2019	1 930,00	193
080000033	CAPTEUR	27/10/2008	30/09/2019	562,00	56
080000005	POMPE DOSEUSE	28/10/2008	30/09/2019	1 798,00	180
080000007	ELECTRONIQUE P/DEBIMETRE	18/11/2008	30/09/2019	831,90	83
080000006	LIGNE D'EAU COMPLETE AVEC ELECTROVANNE	25/11/2008	30/09/2019	545,80	55
080000034	ENREGISTREUR DE PRESSION	01/12/2008	30/09/2019	1 215,00	122
0900000150	1 DECOUPEUSE THERMIQUE CPS203	26/06/2009	30/09/2019	700,00	70
0900000392	ACHAT DEBIMETRE	30/10/2009	30/09/2019	6 190,78	619
0900000369	1 TURBIDIMETRE CP 5339	09/11/2009	30/09/2019	1 582,00	158
0900000477	GENERATEUR DE FUMEE P/STEP	26/11/2009	30/09/2019	2 066,00	207
1200000361	TONDEUSE NETTOYEUR ENROULEUR	26/11/2012	30/09/2019	3 138,04	314
1300000022	RAMPES ALU	05/02/2013	30/09/2019	650,00	212
1300000028	PHMETRE PORTABLE FICHE	15/02/2013	30/09/2019	735,80	242
1300000116	POSTE A SOUDER	23/05/2013	30/09/2019	1 187,50	422
1300000331	PRELEVEUR	22/11/2013	30/09/2019	3 676,20	1 493
1400000108	PRELEVEUR P/STEP	04/03/2014	30/09/2019	5 460,60	2 372
1400000273	MANCHON DEVERSOIR	02/09/2014	30/09/2019	574,50	279
1400000288	DEBIMETRE	16/09/2014	30/09/2019	1 803,00	881
1400000299	PRECALISATEUR DE FUITES	29/09/2014	30/09/2019	4 165,00	2 051
1400000413	DECOUPEUSE THERMIQUE	27/11/2014	30/09/2019	1 299,00	661
130000008	MATERIEL P/RES CLE DYNAMOTRIQ	27/11/2014	30/09/2019	625,40	318
1500000064	CAPTEUR DE SURVERSE STEP	26/03/2015	30/09/2019	3 188,60	1 728
1500000216	ORTOMATS RADIO ELINGUES (PRELOCALISATEURS)	31/07/2015	30/09/2019	2 400,00	1 385
1500000222	CORRELATEUR DKL	05/08/2015	30/09/2019	6 510,00	3 767
1500000249	DECOUPEUSE PILONNEUSE PERFO BURINEUR GRPE ELECTROGENE	18/08/2015	30/09/2019	7 540,00	4 390
1500000339	PERFORATEUR	30/09/2015	30/09/2019	703,00	418
1500000360	POMPE SECOURS FORAGES PINCHINADE	28/10/2015	30/09/2019	3 823,20	2 301
1500000471	OBTURATEUR DEVERSOIR	30/10/2015	30/09/2019	504,00	304
1600000328	SPECTROPHOTOMETE	10/08/2016	30/09/2019	3 775,70	2 574
1600000436	MATERIEL DE PROTECTION DE PONTAGE	17/10/2016	30/09/2019	625,00	438
1700000333	CHLOROMETRE	29/09/2017	30/09/2019	2 683,00	2 138
1700000363	POMPE DE GAVAGE SKID 1	31/10/2017	30/09/2019	1 950,00	1 571
1700000378	DETECTEUR DE FUITE ACOUSTIQUE	17/11/2017	30/09/2019	3 997,40	3 240
1700000426	DEBROUSSAILLEUSE	30/11/2017	30/09/2019	737,26	600
5532	NETTOYEUR HAUTE PRESSION STEP	30/09/2018	30/09/2019	3 689,94	3 316
TOTAL				136 779,11	44 991



Compteurs abonnés					
1800000113	COMPTEURS 2018	01/01/2018	30/09/2019	13 920,56	11 457
1800000167					
1800000274					
1800000306					
1800000337					
TOTAL				13 920,56	11 457

Véhicules + Autres matériels roulants					
970000020-02	hydrocreuse	30/04/1997	30/09/2019	6 097,96	610
020000013-02	111 AX R06 - citroen berlingo	01/01/2002	30/09/2019	7 649,33	765
030000025-02	Mini-pelle KUBOTA	11/12/2003	30/09/2019	30 200,00	3 020
050000058-02	482 BNS 06 - Renault CLIO	01/01/2005	30/09/2019	8 346,36	635
050000049-02	347 BMZ 06 - citroen berlingo	01/01/2005	30/09/2019	9 382,37	938
060000037-02	384 BRL 06 - CABSTAR NISSAN	10/05/2006	30/09/2019	26 158,56	2 616
080000011	743 CCS 06 - CAMION NISSAN	30/09/2008	30/09/2019	26 829,32	2 683
080000012	742 CCS 06 - CAMION NISSAN grue	30/09/2008	30/09/2019	36 060,24	3 606
090000002	913 CDE 06 - Piaggio CP 5173	12/01/2009	30/09/2019	21 412,94	2 141
090000045	Mini-chargeuse CATERPILLAR	13/11/2009	30/09/2019	28 400,00	2 840
1200000329	CM 749 AH - Peugeot PARTNER	22/11/2012	30/09/2019	14 136,45	4 308
1200000346	CL 367 QX - IVECO 12T	27/11/2012	30/09/2019	73 762,00	22 579
1300000318	CZ 042 JY - Renault Kangoo	09/10/2013	30/09/2019		
1300000318	CZ 046 JY - Renault Kangoo	09/10/2013	30/09/2019	24 773,60	9 758
1700000100	EH 107 NE - Peugeot PARTNER	22/11/2013	30/09/2019	13 605,03	5 606
1400000325	DK 150 JX - Renault Kangoo	25/09/2014	30/09/2019	12 478,90	6 132
1500000317	Mini -pelle KOMATSU	31/08/2015	30/09/2019	42 000,00	24 605
1500000350	DW 785 FH - Remorque MOIROUD	01/10/2015	30/09/2019	4 614,00	2 743
1600000103	DW 020 WA - CAMION RENAULT	26/10/2015	30/09/2019	34 176,00	20 553
1700000300	4 bennes à boue TAM	29/09/2017	30/09/2019	24 800,00	14 728
1800000196	EZ 874 DZ - Renault Kangoo	16/09/2018	30/09/2019	12 737,84	11 404
TOTAL				457 820,80	142 470

Mobilier de bureaux					
4298	MEUBLE CLASSEUR	31/01/2002	30/9/19	181,80	18
4330	FIXATION GRILLE, ETAGERES	07/06/2002	30/9/19	741,24	74
4356B	SIEGES, CAISSON	20/08/2002	30/9/19	951,02	95
4463	CAISSON MOBILE	12/09/2003	30/9/19	1 062,27	106
4469	ARMOIRE	16/10/2003	30/9/19	202,00	20
4543	ARMOIRE	04/05/2004	30/9/19	175,00	18
4554	ARMOIRE	07/06/2004	30/9/19	427,50	43
4550	ARMOIRE MONOBLOC	17/06/2004	30/9/19	591,00	59
4579	BUREAU, CAISSON MOBILE	19/08/2004	30/9/19	388,78	39
4655	SIEGES	24/05/2005	30/9/19	322,00	32
4661	ARMOIRES RAYONNAGE	28/06/2005	30/9/19	1 462,06	146
4669	CHAISES, TABLES...	28/06/2005	30/9/19	2 918,00	292
4948	MOBIER	23/11/2006	30/9/19	1 242,50	124
080000014	BUREAUX/CAISSONS..	15/02/2008	30/9/19	997,00	100
080000041	ARMOIRE VESTIAIRE	15/02/2008	30/9/19	1 533,00	153
0900000249	1 ARMOIRE	15/09/2009	30/9/19	907,22	91
1000000365	BUREAU ARMOIRE...	23/11/2010	30/9/19	5 912,50	603
1000000479	ETAGERES	03/12/2010	30/9/19	1 896,88	199
1100000482	MOBIER COMPLET	05/12/2011	30/9/19	2 276,79	471
1100000488	ARMOIRES	05/12/2011	30/9/19	801,00	166
1200000328	BANC DOUBLE	22/11/2012	30/9/19	729,40	222
1200000362	MOBIER BUREAU RME	03/12/2012	30/9/19	858,00	264
1200000363	MOBIER POUR STEP	03/12/2012	30/9/19	986,00	303
TOTAL				27 564,96	3 638

Produits de traitement					
	CHARBON ACTIF STATION FOUX	15/07/2015	30/9/19	3 633,80	529
	28 BIDONS DE 24KG CHLORITE DE SOUDE	31/12/2018	30/9/19	890,54	755
	ACHAT RECHARGE CHLORE 2 BOUTEILLES 49 KG	31/12/2018	30/9/19	442,34	375
	POLYMERE PDT TRAITEMENT	19/11/2018	30/9/19	3 675,00	3 032
TOTAL				8 641,68	4 692

Fournitures de petit équipement					
	ECRAN DELL	20/04/2018	30/9/19	192,68	164
	PINCE AMPEREMETRIQUE	05/02/2002	30/9/19	166,48	17
	TOURNEVIS, PROJECTEUR...	17/10/2002	30/9/19	303,67	30
	ATELIER RME FOURNITURES OUTILLAGE	05/12/2002	30/9/19	339,87	34
	FORETS	06/01/2003	30/9/19	102,48	10
	OUTILLAGE	14/01/2003	30/9/19	183,55	18
	DIVERSES FOURNITURES	08/07/2003	30/9/19	390,96	39
	FORETS	10/07/2003	30/9/19	104,87	10
	RACCORD P/MACHINE	22/07/2003	30/9/19	118,26	12

TRACEURS	29/07/2003	30/9/19	105,60	11
MANCHE,PIOCHE,BALAI	31/07/2003	30/9/19	132,27	13
BARRIERES...	28/08/2003	30/9/19	433,84	43
MAGNETOPHONE	28/08/2003	30/9/19	58,44	6
FOURNITURES P/RESEAUX	23/10/2003	30/9/19	522,49	52
TOURNEVIS,PINCES...	26/11/2003	30/9/19	202,94	20
BAGUE P/COMPTEURS	27/11/2003	30/9/19	426,00	43
SCIE...	27/11/2003	30/9/19	145,10	15
3MASII TRAVAUX DE PEINTURE	27/11/2003	30/9/19	164,03	16
OUTILLAGE	11/12/2003	30/9/19	34,92	3
OUTILLAGE	11/12/2003	30/9/19	112,28	11
MATERIEL	11/12/2003	30/9/19	119,57	12
STAT.EPURATION TOLE	16/12/2003	30/9/19	107,00	11
FOURNITURES ET OUTILLAGE ATELIER	16/12/2003	30/9/19	114,56	11
STATION EPURATION TEST/ PIPETTES...	08/01/2004	30/9/19	765,50	77
AIGUILLE/PELLE	05/02/2004	30/9/19	56,41	6
CROCHET ATTELAGE	05/02/2004	30/9/19	152,00	15
DIVERSES FOURNITURES POURBRANCHT.	24/02/2004	30/9/19	1 779,09	178
PINCES,TOURNEVIS	09/03/2004	30/9/19	69,84	7
ASPIRATEUR,CHAINES...	09/03/2004	30/9/19	250,41	25
DIVERS OUTILLAGES P/STEP	04/05/2004	30/9/19	2 833,49	283
MATERIEL P/STEP	27/05/2004	30/9/19	79,20	8
ACCESSOIRES+PLAQUE...	17/06/2004	30/9/19	249,24	25
PELLES,JERRICAN,SECATEUR	29/06/2004	30/9/19	563,66	56
SCE FOUX DISTRIBUTEUR	17/12/2004	30/9/19	324,00	32
MARCHE PIED P/STEP	20/01/2005	30/9/19	777,60	78
FOURNITURES	15/02/2005	30/9/19	88,80	9
OUTILLAGE STATION FOUX	10/03/2005	30/9/19	413,23	41
ATELIER RME	10/03/2005	30/9/19	239,05	24
TRONCONEUSE STIHL MS230	21/04/2005	30/9/19	321,00	32
CAPTEUR PRESSION	26/04/2005	30/9/19	280,00	28
PISTOLET TOURNANT	28/04/2005	30/9/19	138,85	14
CLE	24/05/2005	30/9/19	35,00	4
CHARGEUR COQUE...STEP	14/06/2005	30/9/19	945,00	95
TABOURET/REPOSE PIEDS...	28/06/2005	30/9/19	399,72	40
MEULEUSE PORTE MANTEAU	02/08/2005	30/9/19	91,97	9
CLE DE BARRAGE	05/08/2005	30/9/19	151,53	15
FOURNITURES DIVERS RESEAU	26/09/2005	30/9/19	358,20	36
KITS REPARATION POTEAU	10/02/2006	30/9/19	188,40	19
FOURNITURE AEP	09/03/2006	30/9/19	87,79	9
PISTOLET PEINTURE STEP	21/03/2006	30/9/19	37,54	4
E IOMEGA DISQUE DUR	27/03/2006	30/9/19	99,50	10
PISTOLET JET/REGLES/PELLEPISTOLET MULTIJET....	31/03/2006	30/9/19	442,88	44
SCIE SAUTEUSE,ENROULEUR..6	15/05/2006	30/9/19	262,83	26
CADENAS REGIE DES EAUX	12/06/2006	30/9/19	139,95	14
BINETTE/MANCHE...	22/06/2006	30/9/19	142,23	14
DETECTEUR METAUX...	11/07/2006	30/9/19	406,16	41
FOURNITURES ELECTRIQUES NVELLE STEP	11/07/2006	30/9/19	49,89	5
THERMOMETRE/CHRONO	11/07/2006	30/9/19	152,60	15
FOURNITURES ATELIER	13/09/2006	30/9/19	148,51	15
OUTILLAGE(MASSE PIOCHE...	13/09/2006	30/9/19	933,04	93
DISTRIBUTEURS ELECTRO VANNE STAT.FOUX	25/09/2006	30/9/19	92,60	9
EANEUX DE SIGNALISATION DE TRAVAUX	19/12/2006	30/9/19	1 673,70	167
DISQUES PINCES LANCES... P/STEP	19/12/2006	30/9/19	137,10	14
FOURNITURE AEP P/RESEAUX	26/12/2006	30/9/19	572,18	57
MARTEAUX/ELECTRODES...P/ STEP	26/12/2006	30/9/19	342,55	34
VISSEUSE/MALETTE PERCAGE P/STEP	26/12/2006	30/9/19	518,53	52
MICRO ONDE	28/12/2006	30/9/19	50,16	5
TUBE TELESCOPIQUE	15/06/2007	30/9/19	140,20	14
FLACONS	12/07/2007	30/9/19	61,00	6
TROUSSE/ DETECTEUR	29/05/2007	30/9/19	274,39	27
MICRO-ONDE ATELIER RME	02/08/2007	30/9/19	300,16	30
JERRICAN/PHARE...	02/08/2007	30/9/19	133,82	13
BROSSE/BOITIERELECTRIQUE...	27/11/2007	30/9/19	220,43	22
ASPIRATEUR/ MANCHES/LAMES/ETAU...	18/09/2007	30/9/19	675,16	68
ARMOIRES RIDEAU	27/12/2007	30/9/19	305,00	31
ARMOIRES...P/STAT.FOUX X	13/12/2007	30/9/19	238,04	24
LIM/CLES/PINCE	28/01/2008	30/9/19	216,74	22
EXTRACTEUR	15/02/2008	30/9/19	340,30	34
DISQUES/TRIANGLES/CONES	15/02/2008	30/9/19	992,25	99
TELEPHONE REPONDEUR	11/03/2008	30/9/19	54,26	5
ELECTROVANES P/STATION FOUX	11/03/2008	30/9/19	865,20	87
POUBELLE/DETECTEUR/FILTRES P/STATION FOUX EAU	29/04/2008	30/9/19	452,75	45
ISOLATEURS/PARAFONDRE POUR STATION FOUX EAU	29/04/2008	30/9/19	520,00	52
KIT BYPASS P/STATION FOUX	15/07/2008	30/9/19	290,00	29
KIT PILOTE	21/07/2008	30/9/19	423,18	42
DETECTEUR DE METAUX	16/10/2008	30/9/19	203,20	20
ADAPTEUR ALIMENTATION POUR MODEM	21/10/2008	30/9/19	8,39	1
DETECTEUR DE METAUX ET VALISE	16/10/2008	30/9/19	203,19	20

POCHETTE DE REPARATION NITRILLE P/ACTIONNEUR	16/10/2008	30/9/19	224,00	22
TENDEUR BOTTE A OUTILS PINCESTOURNEVIS MARTEAU....	20/11/2008	30/9/19	673,91	67
REGULATEUR DE NIVEAU	20/11/2008	30/9/19	208,35	21
MANCHON ELASTIQUE	20/11/2008	30/9/19	344,81	34
CONVERTISSEUR	27/10/2008	30/9/19	188,50	19
PINCE/MARTEAU/CHAINES	31/10/2008	30/9/19	79,18	8
EXTRACTEUR/MELANGEUR...	02/12/2008	30/9/19	462,30	46
KITS REPARATION ACTAIR	14/11/2008	30/9/19	580,00	58
DETECTEUR DE CHLORE	14/11/2008	30/9/19	50,00	5
BATTERIE	23/03/2009	30/9/19	34,59	3
BOITE A OUTILS	02/04/2009	30/9/19	64,42	6
ELECTROVANNE P/STATION FOUX	09/06/2009	30/9/19	233,78	23
ROBINET P/STATION FOUX	30/06/2009	30/9/19	237,76	24
KIT PILOTE VANNE PNEUMATIQUE FILTRE SABLE	14/08/2009	30/9/19	228,00	23
ROBINET FILTRES A SABLE STATION FOUX	14/08/2009	30/9/19	1 017,91	102
CADENAS	17/08/2009	30/9/19	213,64	21
PANNEAUX SIGNALISATION PROVISOIRE	07/12/2009	30/9/19	225,00	23
PANNEAUX SIGNALISATION TEMPORAIRE P/CHANTIERS	20/11/2009	30/9/19	1 069,20	107
LAVE LINGE P/STEP	24/09/2010	30/9/19	199,83	20
COUPE TUBE	12/10/2010	30/9/19	48,12	5
SICE CIRCULAIRE	14/12/2010	30/9/19	25,17	3
BOULONNEUSE A CHOCS	14/12/2010	30/9/19	479,00	48
PANNEAU -TRIANGLE P/CHANTIER	21/04/2011	30/9/19	486,38	49
LAMPES	21/04/2011	30/9/19	57,00	6
TAILLE HAIES	21/07/2011	30/9/19	321,91	32
CASQUE SANS FIL TELEPHONE	12/09/2011	30/9/19	302,50	30
ELECTRODE.....P/STEP	18/10/2011	30/9/19	44,26	4
OUTILLAGE AEP P/ATELIER RME	12/07/2011	30/9/19	480,00	48
PIC BRISE ROCHE	13/07/2011	30/9/19	138,10	14
CLE ATELIER RME	13/07/2011	30/9/19	26,00	3
JEU DE CLE PLATE	13/09/2011	30/9/19	247,62	25
TABLEAUX LIEGE CORBEILLES MIROIR PORTE SAVON...UNE PARTIE FONCTIONNEMENT ET INVEST	05/12/2011	30/9/19	409,14	41
SECATEUR	10/01/2012	30/9/19	25,08	3
HARNAIS	10/04/2012	30/9/19	101,50	10
OUTILLAGE P/STEP	14/08/2012	30/9/19	66,18	7
TABLIER CUIR DE DEBROUSSAIL- LEUSE	10/09/2012	30/9/19	34,43	3
CASQUE VISIERE METALLIQUE	03/12/2012	30/9/19	51,92	5
POMPE EVACUATION KARCKER	01/10/2012	30/9/19	43,40	4
1 PLASTIFIEUSE COSMIC 2 a3	08/07/2013	30/9/19	83,00	31
CLE TAOLCHE PERCEUSE MULTIMETRE....	17/01/2013	30/9/19	1 063,59	106
TENDEUR CHAINE	28/01/2013	30/9/19	510,00	51
CHARGEUR P/VISSEUSE DEVISSEUS	19/02/2013	30/9/19	63,72	6
ADAPTEUR USB STEP	19/02/2013	30/9/19	36,79	4
CUVE EAU SICE A SOL PARTIE FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT REF BD28 MDT 118	08/03/2013	30/9/19	104,00	10
SONDE PHMETRE PORTABLE	08/03/2013	30/9/19	192,00	19
MATERIEL COURONNE TREPAN	28/03/2013	30/9/19	224,35	22
OUTILLAGE STATION EPURATION	27/06/2013	30/9/19	375,00	38
CONDUITE FLEXIBLE ANTI ECLA- BOUSSURES STEP	08/10/2013	30/9/19	170,42	17
CREPINE P/PRELEVEUR STEP	08/10/2013	30/9/19	90,00	9
DETECTEUR DE METAUX	08/10/2013	30/9/19	270,00	27
BIDONS P/PRELEVEURS STEP	21/11/2013	30/9/19	94,00	9
HORS MARCHE FOURNIT P/BN	04/11/2013	30/9/19	948,40	95
PLASTIFIEUSE	15/11/2013	30/9/19	78,14	8
FOURNIT BN AEP	25/11/2013	30/9/19	217,60	22
PETIT OUTILLAGE	30/12/2013	30/9/19	308,39	31
491BAP BATTERIE BOOSTER	28/05/2014	30/9/19	123,47	12
REGULATEURS DE NIVEAU STEP	06/06/2014	30/9/19	262,50	26
4 ACHAT RAMPES P/REMORQUE	23/06/2014	30/9/19	311,00	31
CHARGEUR P/PRELEVEUR STEP	30/06/2014	30/9/19	75,04	8
DISQUE P/TRONCONNEUSE	17/06/2014	30/9/19	306,00	31
OUTILLAGE PR BRANCHT AEP	23/06/2014	30/9/19	169,07	17
MEULEUSE D ANGLE STEP	11/09/2014	30/9/19	81,68	8
ETAU MANCHE....	01/10/2014	30/9/19	269,89	27
TENAILE DECAMETRE....	14/08/2014	30/9/19	28,06	3
PETITS MATERIELS DETECTEURS ENREGISTRUER CORDONS...P/RES AUTOSURVEILLANCE RESERV.	02/12/2014	30/9/19	2 683,58	55
PINCE MULTIPLE	01/10/2014	30/9/19	15,68	2
OUTILLAGE P/BN AEP	13/10/2014	30/9/19	671,40	67
OUTILLAGES P/BRANCHEMENT AEP	13/10/2014	30/9/19	391,23	39
PERCEUSE SS FIL	02/12/2014	30/9/19	249,92	5
TOLE PR REMORQUE PARTIE EAU MDT 53-BD 22	13/02/2015	30/9/19	399,94	24
TOLE POUR CHANTIER UNE PARTIE EAU ET ASST	13/02/2015	30/9/19	199,97	12
ACHAT ODOMETRE TRAV REPAR BRANCHT AEP	07/05/2015	30/9/19	207,50	22
PIOCHE VANNE POIGNEE	15/07/2015	30/9/19	113,80	17
OUTILLAGE	02/07/2015	30/9/19	89,10	12
OUTILLAGE	09/07/2015	30/9/19	85,63	12
MANOMETRES	05/08/2015	30/9/19	209,24	33
OUTILLAGES P/RESEAUX	18/09/2015	30/9/19	211,05	38
TRACEUR COUTEAU PULVERISATEUR..	28/09/2015	30/9/19	71,46	13
OUTILLAGES STEP	15/12/2015	30/9/19	129,03	30

DISQUES P/DECOUPEUSE	25/11/2015	30/9/19	696,60	153
PANNEAUX SIGNALISATION CHANTIER	07/12/2015	30/9/19	503,23	114
CASIERS ATELIERS RME	26/01/2016	30/9/19	416,15	106
MEULE FORETS...	26/02/2016	30/9/19	33,36	9
TIRE TRESSE P/REPARATION GAVEUSE CENTRIF STEP	26/02/2016	30/9/19	50,26	14
HMARCHE FOURNIT BN AEP	10/02/2016	30/9/19	386,40	101
MATERIEL NIVEAU BOUES+SACS	01/03/2016	30/9/19	371,00	101
OUTILLAGES	26/02/2016	30/9/19	256,54	70
OUTILLAGE AEP REGULARISATION	26/02/2016	30/9/19	115,43	31
SOULEVEUR MAGNETIQUE	19/04/2016	30/9/19	151,00	45
OUTILLAGES	21/07/2016	30/9/19	134,30	47
OUTILLAGE STEP	21/10/2016	30/9/19	258,29	104
STATION EPURATION : DETECTEUR DE METAUX + LAME POUR SCIE	16/12/2016	30/9/19	465,00	202
DISQUES P/DECOUPEUSES RME	04/10/2016	30/9/19	1 576,00	621
OUTILLAGE P/BN AEP	21/10/2016	30/9/19	84,31	34
RACLETTES TAPIS...STEP	25/04/2017	30/9/19	41,73	21
DETECTEUR MONO GAZ	09/05/2017	30/9/19	425,00	219
CLE MIXTES	31/05/2017	30/9/19	118,20	62
OUTILLAGE	06/04/2017	30/9/19	304,18	151
PINCE A SERTIR	01/06/2017	30/9/19	143,63	76
TALOCHE JEU DE CLES PINCES METRE MANCHE PIOCHE...	31/05/2017	30/9/19	211,70	111
PINCES CLES EXTRACTEURS STEP+VEHICULE D ASTREINTE	22/09/2017	30/9/19	482,10	284
ODOMETRE	03/07/2017	30/9/19	198,94	108
PIOCHE MANCHE A BALAIS STEP	18/10/2017	30/9/19	84,45	51
FOURNITURES SIGNALISATION BALISAGE BN AEP	26/07/2017	30/9/19	1 125,20	628
OUTILLAGE	26/07/2017	30/9/19	24,20	13
CLE A CLIQUET	08/09/2017	30/9/19	217,14	126
HM OUTILLAGE DETECTEUR DE METAUX	22/09/2017	30/9/19	625,84	369
OUTILLAGE TRAVAUX BRANCHEMENTEAU POTABLE	23/11/2017	30/9/19	39,71	25
OUTILLAGE TRAVAUX BRANCHEMENTEAU POTABLE	23/11/2017	30/9/19	285,72	178
OUTILLAGE	15/01/2018	30/9/19	72,52	47
STATION EPURATION CLE DE MANOEUVRE ET EXTENSION RALLINGES RUBALISE	18/01/2018	30/9/19	568,00	372
OUTILLAGE	01/02/2018	30/9/19	456,94	303
OUTILLAGE STEP	14/02/2018	30/9/19	257,24	172
OUTILLAGE	19/02/2018	30/9/19	284,25	191
FOURNITURES OUTILLAGE P/BN AEP	20/03/2018	30/9/19	34,78	24
STETHOSCOPE STEP	20/03/2018	30/9/19	21,98	15
OUTILLAGE STEP	20/03/2018	30/9/19	44,12	30
IMPRIANTE BROTHER	29/03/2018	30/9/19	224,99	191
MANCHES BALAI OUTIL DE POSE PRO RACLOIR A MACADAM POUR TRAVAUX BRANCHEMENT AEP	22/05/2018	30/9/19	54,80	40
CARTE VIDEO CHARGEUR	24/05/2018	30/9/19	175,83	128
OUTILLAGE	24/05/2018	30/9/19	56,40	41
TABLIER CUIR VISIERES TREILLIS NYLON PROTECTIONS AUDI FIXE CASQUES	05/06/2018	30/9/19	180,44	132
CLES A PIPE	21/06/2018	30/9/19	11,42	8
ASPIRATEUR PLUS SACS POUR TRAVAUX EXPLOITATION STEP	19/07/2018	30/9/19	213,00	161
POMPE D EPEUVE RESEAU	07/08/2018	30/9/19	351,00	269
FOURNITURES OUTILLAGE PARTIE EAU MDT 365 BD 152-18	12/09/2018	30/9/19	57,94	46
BATTERIES STEP sofrel	19/09/2018	30/9/19	129,48	102
SCIE A SABRE	30/10/2018	30/9/19	149,17	121
PLUVIOMETRE SECATEUR SIEGE A GENOUX	30/11/2018	30/9/19	116,49	97
PINCES MULTIPRISE PARTIE EAU MDT 485	30/11/2018	30/9/19	89,06	74
PIOCHE BALAIS	25/09/2018	30/9/19	40,85	32
BROSSES TABLETTES COFFRET ALU -PARTIE CNE MDT 3188 BD 441-18	12/12/2018	30/9/19	158,88	133
DISQUE DUR EXTERNE	30/10/2018	30/9/19	224,17	182
CLE PINCES...	21/12/2018	30/9/19	307,28	259
TOTAL			85 352,62	12 451

Fournitures administratives				
ENCRIER CARTES ELASTIQUES RECHARGES STYLOS 4 COULEURS	18/01/2018	30/9/19	208,31	208
TUBES COLLE DOSSIERS SUSPENDUS RECHARGES STYLOS 4 COULEURS	18/01/2018	30/9/19	71,42	71
TAMPONS TRODAT	10/04/2018	30/9/19	47,17	47
CARTOUCHES TONER BROTHER	20/04/2018	30/9/19	239,97	240
STYLOS ENVELOPPES CLASSEURS POINTEUR LASER FEUILLES CALQUE FEUTRES BOTTES ARCHIVES	22/05/2018	30/9/19	269,11	269
PAPIER REPRO	24/05/2018	30/9/19	265,75	266
RAMETTES PAPIER A4 ET A3 80G	26/06/2018	30/9/19	385,25	385
PAPIER A4	28/08/2018	30/9/19	286,60	287
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	19/10/2018	30/9/19	397,73	398
TAMPON	19/10/2018	30/9/19	39,90	40
CARTOUCHES INFORMATIQUE	19/10/2018	30/9/19	265,41	265
RAMETTES PAPIER A4 80G	30/10/2018	30/9/19	227,70	228
RAMETTES PAPIER A4 BLANC	21/09/2018	30/9/19	177,10	177
TOTAL			2 881,42	2 881

Autres matières et fournitures consommables					
	JOINTS TORIQUES COUPELLES P/MEMBRANES BASSIN AERATION STEP	15/01/2018	30/9/19	1 066,00	1 066
	RACCORDS PNEUMATIQUE STATION FOUX	15/01/2018	30/9/19	179,80	180
	AMPOULES	18/01/2018	30/9/19	61,83	62
	PROTECTION METALLIQUE MANCHETTE VIS RONDELLES RESSORT MANCHETTES BANDE CAOUTCHOUC	18/01/2018	30/9/19	482,65	483
	PRESSOSTAT POUR TRAVAUX REPARATION COMPRESSEUR D'AIR STEP	01/02/2018	30/9/19	132,00	132
	REACTIFS ANALYSES AUTOSURVEILLANCE STEP	01/02/2018	30/9/19	533,77	534
	FOURNITURES ELECTRIQUES POUR TRAVAUX MAINTENANCE STEP	01/02/2018	30/9/19	265,37	265
	FOURNITURES RES ASST	01/02/2018	30/9/19	369,27	369
	CLIP FIXATION TUBE PVC	08/02/2018	30/9/19	284,97	285
	CONTENEURS GRAVATS	14/02/2018	30/9/19	63,20	63
	MANCHON P/HYDROCUREUSE STEP	14/02/2018	30/9/19	82,31	82
	COUDE MURAL P/STEP	19/02/2018	30/9/19	8,25	8
	SACS POUBELLES HOUSSES DECHETS STEP	01/03/2018	30/9/19	225,00	225
	REACTIFS /STATION FOUX	12/03/2018	30/9/19	1 232,28	1 232
	FOURNITURES ACCOUPLEMENT GAVEUSE	12/03/2018	30/9/19	365,35	365
	BURIN MOUSSE THERMIQUE EPONGENETTOYANT....	20/03/2018	30/9/19	367,33	367
	GANTS LATEX BOBINES GEL STEP	20/03/2018	30/9/19	359,93	360
	FOURNITURES ASTIC CHEVILLE..	20/03/2018	30/9/19	73,53	74
	ENROBE A FROID P/ TRVX BRCHMT AEP DIVERS	12/04/2018	30/9/19	852,12	852
	FOURN. ELECTRICITE STAT FOUX	12/04/2018	30/9/19	128,80	129
	CIMENT P/TVX BRANCHT AEP	12/04/2018	30/9/19	59,00	59
	POIRES DE NIVEAU STEP ET POSTES DE RELEVAGES	20/04/2018	30/9/19	240,00	240
	MELANGE A BETON GRAVE ROUTIERE SABLE A TRANCHEE POUR TVX AEP	20/04/2018	30/9/19	512,66	513
	BRIDE MANCHON COLLET	02/05/2018	30/9/19	86,53	87
	ROULEAUX FILM PLASTIQUE GRILLE RONDE SUPPORTS COQUE PILES BROCHES	22/05/2018	30/9/19	95,36	95
	CASQUES MONTEUR SACS MARIN COQUILLES ENTIBRUIT GANTS ANTI COUPURE	22/05/2018	30/9/19	654,12	654
	ENROBES A FROID P/ TRVX BRCHT AEP DIVERS	24/05/2018	30/9/19	838,97	839
	FOURNITURES BN AEP	24/05/2018	30/9/19	103,80	104
	FOURNITURES P/RES AEP BN	24/05/2018	30/9/19	591,64	592
	GANTS LATEX	30/05/2018	30/9/19	204,00	204
	FIL NYLON TETE CIVA	05/06/2018	30/9/19	76,76	77
	JOINTS PLATS TEFLON STATION FOUX	05/06/2018	30/9/19	364,80	365
	REACTIFS POUR TRAVAUX ANALYSES RESEAU AEP	05/06/2018	30/9/19	205,00	205
	CARTE SOFREL RESERVOIR DE SAURIN	06/06/2018	30/9/19	350,00	350
	POIRES DE NIVEAU	06/06/2018	30/9/19	217,50	218
	SONDE DE CONDUCTIVITE STE	15/06/2018	30/9/19	641,00	641
	ELECTROVANNE STEP	15/06/2018	30/9/19	87,00	87
	REACTIFS AUTOSURVEILLANCE STEP	15/06/2018	30/9/19	3 051,17	3 051
	FOURNITURES P/RESERVOIR DEFEND	12/06/2018	30/9/19	333,95	334
	ELINGUE TUBULAIRE PLATEAUX A LAMELLE ROBINETS DE PUISAGE	21/06/2018	30/9/19	60,12	60
	ENROULEUR TAMISE REMPLACEMENT STORES BUREAU RME	21/06/2018	30/9/19	182,19	182
	FOURNITURES P/ANALYSES STEP	13/07/2018	30/9/19	302,90	303
	FOURNITURES ANALYSES STEP	13/07/2018	30/9/19	91,16	91
	FOURNITURES ANALYSES STEP	13/07/2018	30/9/19	91,16	91
	BATTERIES	13/07/2018	30/9/19	132,12	132
	FOURNITURES ANALYSES STEP	13/07/2018	30/9/19	117,57	118
	KIT P/ANALYSES CL2 ET DURETE	29/06/2018	30/9/19	1 066,00	1 066
	BLOC LUMINAIRE STATION FOUX	03/07/2018	30/9/19	104,10	104
	FOURNITURES STABILISATEUR PRESSION FOUX	03/07/2018	30/9/19	503,10	503
	PETITES SONDES DE MESURES STEP	26/07/2018	30/9/19	904,48	904
	BATTERIE P/APPAREIL DE MESURE STEP	02/08/2018	30/9/19	57,03	57
	CIMENT POUR TRAVAUX BRANCHEMENT AEP DIVERS	17/07/2018	30/9/19	59,00	59
	PILES COMPTEURS HORAIRES FUSIBLES LED CABLES ALIM POUR TRAVAUX EXPLOITATION AEP	17/07/2018	30/9/19	198,98	199
	TRANSMETTEUR DE PRESSION POUR TRAVAUX ELECTRICITE EXPLOITATION FOUX	17/07/2018	30/9/19	77,00	77
	ENROBES A FROID POUR TRAVAUX BRANCHEMENT AEP DIVERS	17/07/2018	30/9/19	846,86	847
	BRIQUETTES POUR TRAVAUX BRANCHEMENT AEP DIVERS	17/07/2018	30/9/19	1 402,50	1 403
	REMPLACEMENT CADENAS SERVICE EXPLOITATION	17/07/2018	30/9/19	135,54	136
	TUBES EAU POTABLE POUR REPARATION RESEAUX AEP JARDINS VALLEE DE LA SIAGNE	17/07/2018	30/9/19	268,47	268
	FOURNITURES P/BN AEP	25/07/2018	30/9/19	214,03	214
	FOURNITURE P/BN AEP	25/07/2018	30/9/19	100,72	101
	FOURNITURES RESEAUX PARTIE EAU MDT 365 BD 152-18	12/09/2018	30/9/19	84,58	85
	PIECES /REPLACT VANNES PNEUMATIQUES	07/08/2018	30/9/19	269,53	270
	ENROBES A FROID P/ TRVX BRCHT AEP DIVERS	07/08/2018	30/9/19	791,63	792
	FOURNITURES REP CABLES	07/08/2018	30/9/19	780,00	780
	BOBINE ESSUIES MAINS FROTTOIRINSECTIDES	19/09/2018	30/9/19	332,36	332
	CHEVRONS POUR TRAVAUX BRANCHEMENT AEP	28/08/2018	30/9/19	125,60	126
	CHEVILLETTES TUBES POUR TRAVAUX EXPLOITATION RESEAUX AEP	12/09/2018	30/9/19	168,34	168
	FOURN SONDE POUR BACHE BIOXYDE CHLORE FOUX	12/09/2018	30/9/19	421,72	422
	EAU +PDTs ENTRETIEN PARTIE CNE MDT N°2219 BD 314-18	21/09/2018	30/9/19	29,86	30
	COURROIES POUR TRAVAUX MAINTENANCE SURPRESSEUR AIR STEP	30/11/2018	30/9/19	515,10	515
	ADHESIF EMBALLAGE LAME SECATEUR	30/11/2018	30/9/19	24,75	25
	BOITES DE DERIVATION FLEXIBLE GIGANTE MASTIC SILICONE TEINTE BLEU MASTIC COLLE	30/11/2018	30/9/19	78,42	78
	PVC ORANGE FOURNIT AEP	25/09/2018	30/9/19	12,35	12
	ENROBES A FROID P/ TRVX BN	19/10/2018	30/9/19	794,26	794
	FOURNITURES PVC COUDE CH FOUX	19/10/2018	30/9/19	142,53	143
	ROBINET VANNES RESERVOIR DE SAURIN	19/10/2018	30/9/19	442,04	442
	COLLE GRAISSE...	12/12/2018	30/9/19	238,17	238

	CLAPET SOUPAPE	30/10/2018	30/9/19	727,25	727
	PASSE TUYAU P/PONTAGES RESEAUX	30/10/2018	30/9/19	660,00	660
	DEMAREUR P/STAT FOUX	13/11/2018	30/9/19	156,16	156
	KITS P/TVX REPARATION VANNES STEPSELON DEVIS N°QU O-988041-F5Y4 DU 03/11/2016	31/12/2018	30/9/19	226,00	226
	MASQUES + CARTOUCHES (EPI) RME18F01 LOT 6SELON DEVIS N°70010253 DU 03/09/2018	31/12/2018	30/9/19	579,52	580
	FOURNITURE EPI 2018 - AC - RME18F01 LOT 6SELON DE VIS N° DU	31/12/2018	30/9/19	866,73	867
	FOURN. P/TVX ENTRETIEN EXPLOITATION STEPSELON DEVI S N°12082 DU 24/10/2018	31/12/2018	30/9/19	271,53	272
	FOURN. P/TRV RACCORDT. EU RME18F01 LOT 1SELON DEVI S N°024-6915 DU 11/10/2018	31/12/2018	30/9/19	713,53	714
	FOURNITURES P/TVX REMPL. CABLE TREUIL PALE BANANE STEPSELON DEVIS N° 3808 DU 14/11/2018	31/12/2018	30/9/19	49,50	50
	KIT BALISAGE VEHICULE 347 BMZ	31/12/2018	30/9/19	240,00	240
	CHAINES LAMES AEP	19/11/2018	30/9/19	62,81	63
	KITS JOINT PVANNES STATION FOUX	19/11/2018	30/9/19	483,00	483
	CHAPES FEUILLARDS POUR MANCHE INCENDIE FOUX PARTIE ASST MDT 419	30/11/2018	30/9/19	163,39	163
	FOURNITURES ELECTRIQUES AEP	07/12/2018	30/9/19	635,00	635
	PIECES P/DESHYDRATEUR	21/12/2018	30/9/19	320,00	320
	PIECE P/ECLAIRAGE STATION FOUX	21/12/2018	30/9/19	267,51	268
	BROSSE MANCHE TEFLON	21/12/2018	30/9/19	188,56	189
	VIDE CAVE FOURN. P/TRAV. EXPLOITATION FOUXSELON DEVIS N°92318-204406-94611 DU 13/09/2018	31/12/2018	30/9/19	162,43	162
	ENROBES A FROID P/ TRUX BROCHT AEP DIVERS	31/12/2018	30/9/19	789,00	789
	FOURN. P/TVX REVISION COMPRESSEUR STATION FOUX	31/12/2018	30/9/19	181,49	181
	ACHAT CIMENT P/TVX BRANCHT AEP DIVERSSELON DEVIS N° 024938 DU 30/11/2018	31/12/2018	30/9/19	320,40	320
	FOURN. AGREGATS DECEMBRE 2018	31/12/2018	30/9/19	1 343,00	1 343
	Bouche à clé PAVA 10kg télescopique ronde	31/12/2018	30/9/19	1 225,73	1 226
	Bouche à clé PAVA 10kg télescopique carré	31/12/2018	30/9/19	451,58	452
	Bouche à clé PAVA 10kg télescopique hexagonale	31/12/2018	30/9/19	419,33	419
	Canalisation fonte standard 2GS (P.A.M. ou similaire) DN 60 sans joint	31/12/2018	30/9/19	53,82	54
	Canalisation fonte standard 2GS (P.A.M. ou similaire) DN 80 sans joint	31/12/2018	30/9/19	30,40	30
	Canalisation fonte standard 2GS (P.A.M. ou similaire) DN 100 sans joint	31/12/2018	30/9/19	248,57	249
	Canalisation fonte standard 2GS (P.A.M. ou similaire) DN 125 sans joint	31/12/2018	30/9/19	172,65	173
	Canalisation fonte standard 2GS (P.A.M. ou similaire) DN 150 sans joint	31/12/2018	30/9/19	227,86	228
	Canalisation fonte standard 2GS (P.A.M. ou similaire) DN 200 sans joint	31/12/2018	30/9/19	74,78	75
	Canalisation fonte standard 2GS (P.A.M. ou similaire) DN 250 sans joint	31/12/2018	30/9/19	97,82	98
	Canalisation fonte standard 2GS (P.A.M. ou similaire) DN 300 sans joint	31/12/2018	30/9/19	62,45	62
	Joint emboitement fonte standard diamètre 60	31/12/2018	30/9/19	11,57	12
	Joint emboitement fonte standard diamètre 80	31/12/2018	30/9/19	45,63	46
	Joint emboitement fonte standard diamètre 100	31/12/2018	30/9/19	20,19	20
	Joint emboitement fonte standard diamètre 125	31/12/2018	30/9/19	64,97	65
	Joint emboitement fonte standard diamètre 150	31/12/2018	30/9/19	105,90	106
	Joint emboitement fonte standard diamètre 200	31/12/2018	30/9/19	116,49	116
	Joint emboitement fonte standard diamètre 250	31/12/2018	30/9/19	33,31	33
	Joint emboitement fonte standard diamètre 300	31/12/2018	30/9/19	100,89	101
	Joint emboitement fonte standard Vi diamètre 60	31/12/2018	30/9/19	61,86	62
	Joint emboitement fonte standard Vi diamètre 100	31/12/2018	30/9/19	115,52	116
	Joint emboitement fonte standard Vi diamètre 125	31/12/2018	30/9/19	195,75	196
	Joint emboitement fonte standard Vi diamètre 150	31/12/2018	30/9/19	112,90	113
	Joint emboitement fonte standard Vi diamètre 200	31/12/2018	30/9/19	394,46	394
	Joint emboitement fonte standard Vi diamètre 250	31/12/2018	30/9/19	254,58	255
	Joint plat percé DN 40 caoutchouc naturel ép.4mm	31/12/2018	30/9/19	8,49	8
	Joint plat percé DN 50 caoutchouc naturel ép.4mm	31/12/2018	30/9/19	21,15	21
	Joint plat percé DN 60 caoutchouc naturel ép.4mm	31/12/2018	30/9/19	46,40	46
	Joint plat percé DN 65 caoutchouc naturel ép.4mm	31/12/2018	30/9/19	35,27	35
	Joint plat percé DN 80 caoutchouc naturel ép.4mm	31/12/2018	30/9/19	29,86	30
	Joint plat percé DN 100 caoutchouc naturel ép.4mm	31/12/2018	30/9/19	40,98	41
	Joint plat percé DN 125 caoutchouc naturel ép.4mm	31/12/2018	30/9/19	64,07	64
	Joint plat percé DN 150 caoutchouc naturel ép.4mm	31/12/2018	30/9/19	149,86	150
	Joint plat percé DN 200 caoutchouc naturel ép.4mm	31/12/2018	30/9/19	257,80	258
	Joint plat percé DN 250 caoutchouc naturel ép.4mm	31/12/2018	30/9/19	131,37	131
	Joint plat percé DN 300 caoutchouc naturel ép.4mm	31/12/2018	30/9/19	156,49	156
	Joint plat bleu fibre DN 50 ép. 2 mm	31/12/2018	30/9/19	13,44	13
	Joint plat bleu fibre DN 65 ép. 2 mm	31/12/2018	30/9/19	44,00	44
	Joint plat bleu fibre DN 80 ép. 2 mm	31/12/2018	30/9/19	22,40	22
	Joint plat bleu fibre DN 100 ép. 2 mm	31/12/2018	30/9/19	31,99	32
	Joint plat bleu fibre DN 125 ép. 2 mm	31/12/2018	30/9/19	5,54	6
	Joint plat bleu fibre DN 150 ép. 2 mm	31/12/2018	30/9/19	66,42	66
	Joint plat bleu fibre DN 200 ép. 2 mm	31/12/2018	30/9/19	58,24	58
	Joint plat bleu fibre DN 250 ép. 2 mm	31/12/2018	30/9/19	37,11	37
	Boulons acier zingués filetés 12x50	31/12/2018	30/9/19	4,60	5
	Boulons acier zingués filetés 16x70	31/12/2018	30/9/19	36,00	36
	Boulons acier zingués filetés 16x90	31/12/2018	30/9/19	34,00	34
	Boulons acier zingués filetés 20x80	31/12/2018	30/9/19	65,00	65
	Boulons acier zingués filetés 20x100	31/12/2018	30/9/19	22,50	23
	Rondelle fonte diamètre 60 New	31/12/2018	30/9/19	10,41	10
	Rondelle fonte diamètre 80 New	31/12/2018	30/9/19	8,76	9
	Rondelle fonte diamètre 100 New	31/12/2018	30/9/19	16,63	17
	Rondelle fonte diamètre 125 New	31/12/2018	30/9/19	14,13	14
	Rondelle fonte diamètre 150 New	31/12/2018	30/9/19	13,39	13
	Rondelle fonte diamètre 200	31/12/2018	30/9/19	24,32	24
	Rondelle fonte diamètre 250	31/12/2018	30/9/19	23,53	24
	Rondelle fonte diamètre 300	31/12/2018	30/9/19	45,33	45

Contre bride express pour fonte DN 60 New	31/12/2018	30/9/19	68,39	68
Contre bride express pour fonte DN 80 New	31/12/2018	30/9/19	80,20	80
Contre bride express pour fonte DN 100 New	31/12/2018	30/9/19	310,36	310
Contre bride express pour fonte DN 125 New	31/12/2018	30/9/19	133,40	133
Contre bride express pour fonte DN 150 New	31/12/2018	30/9/19	295,17	295
Contre bride express pour fonte DN 200	31/12/2018	30/9/19	218,80	219
Contre bride express pour fonte DN 250	31/12/2018	30/9/19	155,43	155
Contre bride express pour fonte DN 300	31/12/2018	30/9/19	355,17	355
Boulons et écrous pour fonte express 60 à 150 mm New	31/12/2018	30/9/19	107,54	108
Boulons et écrous pour fonte express 200 à 300 mm	31/12/2018	30/9/19	45,16	45
Ensemble de joint verrouillé express Vi pour raccords Natural DN 60 New en kit	31/12/2018	30/9/19	197,42	197
Ensemble de joint verrouillé express Vi pour raccords Natural DN 100 New en kit	31/12/2018	30/9/19	437,31	437
Ensemble de joint verrouillé express Vi pour raccords Natural DN 125 New en kit	31/12/2018	30/9/19	317,50	317
Ensemble de joint verrouillé express Vi pour raccords Natural DN 200 en kit	31/12/2018	30/9/19	681,63	682
Ensemble de joint verrouillé express Vi pour raccords Natural DN 250 en kit	31/12/2018	30/9/19	382,36	382
Coude Natural à deux emboîtures express 1/8 DN 60 seul	31/12/2018	30/9/19	268,05	268
Coude Natural à deux emboîtures express 1/8 DN 80 seul	31/12/2018	30/9/19	127,47	127
Coude Natural à deux emboîtures express 1/8 DN 100 seul	31/12/2018	30/9/19	624,33	624
Coude Natural à deux emboîtures express 1/8 DN 125 seul	31/12/2018	30/9/19	187,12	187
Coude Natural à deux emboîtures express 1/8 DN 150 seul	31/12/2018	30/9/19	321,04	321
Coude Natural à deux emboîtures express 1/8 DN 200 seul	31/12/2018	30/9/19	1 318,76	1 319
Coude Natural à deux emboîtures express 1/8 DN 250 seul	31/12/2018	30/9/19	369,18	369
Coude Natural à deux emboîtures express 1/16 DN 60 seul	31/12/2018	30/9/19	134,03	134
Coude Natural à deux emboîtures express 1/16 DN 80 seul	31/12/2018	30/9/19	191,21	191
Coude Natural à deux emboîtures express 1/16 DN 100 seul	31/12/2018	30/9/19	858,46	858
Coude Natural à deux emboîtures express 1/16 DN 125 seul	31/12/2018	30/9/19	93,56	94
Coude Natural à deux emboîtures express 1/16 DN 150 seul	31/12/2018	30/9/19	107,01	107
Coude Natural à deux emboîtures express 1/16 DN 200 seul	31/12/2018	30/9/19	879,17	879
Coude Natural à deux emboîtures express 1/16 DN 250 seul	31/12/2018	30/9/19	184,59	185
Coude Natural à deux emboîtures express 1/16 DN 300 seul	31/12/2018	30/9/19	290,03	290
Coude Natural à deux emboîtures express 1/32 DN 60 seul	31/12/2018	30/9/19	134,03	134
Coude Natural à deux emboîtures express 1/32 DN 80 seul	31/12/2018	30/9/19	382,42	382
Coude Natural à deux emboîtures express 1/32 DN 100 seul	31/12/2018	30/9/19	390,21	390
Coude Natural à deux emboîtures express 1/32 DN 125 seul	31/12/2018	30/9/19	93,56	94
Coude Natural à deux emboîtures express 1/32 DN 150 seul	31/12/2018	30/9/19	214,02	214
Coude Natural à deux emboîtures express 1/32 DN 200 seul	31/12/2018	30/9/19	586,12	586
Coude Natural à deux emboîtures express 1/32 DN 250 seul	31/12/2018	30/9/19	184,59	185
Té égal Natural emboîture/bride/emboîture DN 80 seul	31/12/2018	30/9/19	63,74	64
Té égal Natural emboîture/bride/emboîture DN 150 seul	31/12/2018	30/9/19	314,91	315
Té réduit Natural emboîture/bride/emboîture 125/40/125 seul	31/12/2018	30/9/19	93,56	94
Té réduit Natural emboîture/bride/emboîture 150/60/150 seul	31/12/2018	30/9/19	209,94	210
Té réduit Natural emboîture/bride/emboîture 200/100/200 seul	31/12/2018	30/9/19	146,53	147
Té réduit Natural emboîture/bride/emboîture 250/60/250 seul	31/12/2018	30/9/19	189,91	190
Manchon Natural à emboîtures express DN 60 seul	31/12/2018	30/9/19	255,14	255
Manchon Natural à emboîtures express DN 80 seul	31/12/2018	30/9/19	216,09	216
Manchon Natural à emboîtures express DN 100 seul	31/12/2018	30/9/19	321,40	321
Manchon Natural à emboîtures express DN 125 seul	31/12/2018	30/9/19	390,11	390
Manchon Natural à emboîtures express DN 150 seul	31/12/2018	30/9/19	611,58	612
Manchon Natural à emboîtures express DN 200 seul	31/12/2018	30/9/19	489,64	490
Manchon Natural à emboîtures express DN 250 seul	31/12/2018	30/9/19	305,71	306
Manchon Natural à emboîtures express DN 300 seul	31/12/2018	30/9/19	832,54	833
BE Natural PN 10 DN 80 seul	31/12/2018	30/9/19	41,58	42
BE Natural PN 10 DN 100 seul	31/12/2018	30/9/19	257,35	257
BE Natural PN 10 DN 125 seul	31/12/2018	30/9/19	62,32	62
BE Natural PN 10 DN 150 seul	31/12/2018	30/9/19	71,43	71
BE Natural PN 10 DN 200 seul	31/12/2018	30/9/19	963,36	963
BE Natural PN 10 DN 250 seul	31/12/2018	30/9/19	124,06	124
BU Natural PN 10 DN 80	31/12/2018	30/9/19	60,53	61
BU Natural PN 10 DN 100	31/12/2018	30/9/19	65,85	66
BU Natural PN 10 DN 150	31/12/2018	30/9/19	94,66	95
BU Natural PN 10 DN 200	31/12/2018	30/9/19	130,27	130
BU Natural PN 10 DN 250	31/12/2018	30/9/19	139,95	140
Cône Natural à emboîtures express DN 100/60 seul	31/12/2018	30/9/19	74,97	75
Cône Natural à emboîtures express DN 150/80 seul	31/12/2018	30/9/19	102,76	103
Cône Natural à emboîtures express DN 150/100 seul	31/12/2018	30/9/19	205,52	206
Cône Natural à emboîtures express DN 300/150 seul	31/12/2018	30/9/19	235,25	235
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/8 DN 60	31/12/2018	30/9/19	96,77	97
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/8 DN 100	31/12/2018	30/9/19	133,10	133
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/8 DN 125	31/12/2018	30/9/19	106,28	106
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/8 DN 150	31/12/2018	30/9/19	234,19	234
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/8 DN 300	31/12/2018	30/9/19	358,98	359
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/16 DN 60	31/12/2018	30/9/19	31,41	31
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/16 DN 100	31/12/2018	30/9/19	42,06	42
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/16 DN 125	31/12/2018	30/9/19	48,28	48
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/16 DN 150	31/12/2018	30/9/19	65,60	66
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/16 DN 200	31/12/2018	30/9/19	192,32	192
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/16 DN 300	31/12/2018	30/9/19	295,24	295
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/32 DN 60	31/12/2018	30/9/19	63,44	63
Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/32 DN 125	31/12/2018	30/9/19	96,56	97

	Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/32 DN 150	31/12/2018	30/9/19	65,61	66
	Coude PN10 à 2 brides tournantes 1/32 DN 200	31/12/2018	30/9/19	190,49	190
	Té égal PN10 à brides tournantes DN 80	31/12/2018	30/9/19	113,07	113
	Té égal PN10 à brides tournantes DN 100	31/12/2018	30/9/19	60,89	61
	Té égal PN10 à brides tournantes DN 200	31/12/2018	30/9/19	151,12	151
	Tés réduit PN10 à brides tournantes DN 150/80/150	31/12/2018	30/9/19	100,03	100
	Tés réduit PN10 à brides tournantes DN 200/100/200	31/12/2018	30/9/19	149,62	150
	Cône PN10 à brides tournantes DN 80/60	31/12/2018	30/9/19	28,20	28
	Cône PN10 à brides tournantes DN 100/60	31/12/2018	30/9/19	37,88	38
	Cône PN10 à brides tournantes DN 125/60	31/12/2018	30/9/19	50,25	50
	Cône PN10 à brides tournantes DN 150/100	31/12/2018	30/9/19	178,68	179
	Cône PN10 à brides tournantes DN 200/100	31/12/2018	30/9/19	84,01	84
	Plaque pleine PN10 DN 60/65	31/12/2018	30/9/19	88,25	88
	Plaque pleine PN10 DN 80	31/12/2018	30/9/19	36,03	36
	Plaque pleine PN10 DN 100	31/12/2018	30/9/19	15,38	15
	Plaque pleine PN10 DN 125	31/12/2018	30/9/19	38,27	38
	Plaque pleine PN10 DN 150	31/12/2018	30/9/19	67,62	68
	Plaque pleine PN10 DN 200	31/12/2018	30/9/19	61,90	62
	Plaque pleine PN10 DN 250	31/12/2018	30/9/19	56,88	57
	Plaque pleine PN10 DN 300	31/12/2018	30/9/19	75,69	76
	Plaque taraudée PN10 PB (40/300) DN 60/65	31/12/2018	30/9/19	31,81	32
	Plaque taraudée PN10 PB (40/300) DN 80	31/12/2018	30/9/19	56,76	57
	Plaque taraudée PN10 PB (40/300) DN 100	31/12/2018	30/9/19	87,32	87
	Plaque taraudée PN10 PB (40/300) DN 125	31/12/2018	30/9/19	105,53	106
	Plaque taraudée PN10 PB (40/300) DN 150	31/12/2018	30/9/19	257,33	257
	Plaque taraudée PN10 PB (40/300) DN 200	31/12/2018	30/9/19	128,42	128
	Plaque taraudée PN10 PB (40/300) DN 300	31/12/2018	30/9/19	109,83	110
	Plaque taraudée PN10 GB (55/300) DN 60/65	31/12/2018	30/9/19	47,72	48
	Plaque taraudée PN10 GB (55/300) DN 80	31/12/2018	30/9/19	56,76	57
	Plaque taraudée PN10 GB (55/300) DN 100	31/12/2018	30/9/19	87,32	87
	Plaque taraudée PN10 GB (55/300) DN 125	31/12/2018	30/9/19	52,77	53
	Plaque taraudée PN10 GB (55/300) DN 150	31/12/2018	30/9/19	160,83	161
	Plaque taraudée PN10 GB (55/300) DN 200	31/12/2018	30/9/19	128,42	128
	Plaque taraudée PN10 GB (55/300) DN 300	31/12/2018	30/9/19	109,83	110
	Plaque taraudée PN10 2" (50/60) DN 60	31/12/2018	30/9/19	16,12	16
	Plaque taraudée PN10 2" (50/60) DN 80	31/12/2018	30/9/19	19,37	19
	Plaque taraudée PN10 2" (50/60) DN 100	31/12/2018	30/9/19	22,34	22
	Bride de réduction PN10 avec goujons et écrous DN 100/80	31/12/2018	30/9/19	197,61	198
	Bride de réduction PN10 avec goujons et écrous DN 125/60	31/12/2018	30/9/19	51,75	52
	Bride de réduction PN10 avec goujons et écrous DN 125/80	31/12/2018	30/9/19	57,78	58
	Bride de réduction PN10 avec goujons et écrous DN 125/100	31/12/2018	30/9/19	64,61	65
	Bride de réduction PN10 avec goujons et écrous DN 150/60	31/12/2018	30/9/19	75,45	75
	Bride de réduction PN10 avec goujons et écrous DN 150/80	31/12/2018	30/9/19	78,28	78
	Bride de réduction PN10 avec goujons et écrous DN 150/100	31/12/2018	30/9/19	162,59	163
	Bride de réduction PN10 avec goujons et écrous DN 200/60	31/12/2018	30/9/19	82,36	82
	Bride de réduction PN10 avec goujons et écrous DN 200/80	31/12/2018	30/9/19	83,22	83
	Bride de réduction PN10 avec goujons et écrous DN 200/150	31/12/2018	30/9/19	339,81	340
	Bride de réduction PN10 avec goujons et écrous DN 250/100	31/12/2018	30/9/19	123,69	124
	Adaptateur de bride très large tolérance Ultraquick (DE 49/71) DN 50/60	31/12/2018	30/9/19	126,48	126
	Adaptateur de bride très large tolérance Ultraquick (DE 62/84) DN 50/60/65/80	31/12/2018	30/9/19	104,94	105
	Adaptateur de bride très large tolérance Ultraquick (DE 80/102) DN 65/80	31/12/2018	30/9/19	301,56	302
	Adaptateur de bride très large tolérance Ultraquick (DE 97/127) DN 100	31/12/2018	30/9/19	101,64	102
	Adaptateur de bride très large tolérance Ultraquick (DE 123/153) DN 125/150	31/12/2018	30/9/19	207,18	207
	Adaptateur de bride très large tolérance Ultraquick (DE 151/181) DN 150	31/12/2018	30/9/19	138,36	138
	Manchon très large tolérance Ultralink (DE 49/71) DN 50	31/12/2018	30/9/19	155,52	156
	Manchon très large tolérance Ultralink (DE 62/84) DN 60	31/12/2018	30/9/19	117,00	117
	Manchon très large tolérance Ultralink (DE 80/102) DN 80	31/12/2018	30/9/19	171,84	172
	Manchon très large tolérance Ultralink (DE 97/127) DN 100	31/12/2018	30/9/19	213,12	213
	Manchon très large tolérance Ultralink (DE 123/153) DN 125	31/12/2018	30/9/19	388,44	388
	Manchon très large tolérance Ultralink (151/181) DN 150	31/12/2018	30/9/19	137,28	137
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L140mm (DE 52-64) DN 50	31/12/2018	30/9/19	308,21	308
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L140mm (DE 71-84) DN 60/80	31/12/2018	30/9/19	285,30	285
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L210mm (DE 87-109) DN 80	31/12/2018	30/9/19	380,09	380
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L210mm (DE 108-131) DN 100	31/12/2018	30/9/19	261,28	261
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L210mm (DE 138-160) DN 125	31/12/2018	30/9/19	453,94	454
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L210mm (DE 164-186) DN 150	31/12/2018	30/9/19	561,45	561
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L210mm (DE 207-229) DN 200	31/12/2018	30/9/19	195,99	196
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L210mm (DE 310-332) DN 300	31/12/2018	30/9/19	653,38	653
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L280mm (DE 87-109) DN 80	31/12/2018	30/9/19	161,99	162
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L280mm (DE 108-131) DN 100	31/12/2018	30/9/19	344,92	345
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L280mm (DE 138-160) DN 125	31/12/2018	30/9/19	183,63	184
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L280mm (DE 164-186) DN 150	31/12/2018	30/9/19	455,86	456
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L280mm (DE 207-229) DN 200	31/12/2018	30/9/19	249,87	250
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L280mm (DE 260-282) DN 250	31/12/2018	30/9/19	331,72	332
	Manchon pression de réparation inox Hydroflex L210mm (DE 121-144) DN 100 (ACIER 125mm)	31/12/2018	30/9/19	423,85	424
	Raccord UltraGrip nouvelle génération Viking Johnson DN 125	31/12/2018	30/9/19	553,28	553
	Raccord UltraGrip nouvelle génération Viking Johnson DN 250	31/12/2018	30/9/19	672,12	672
	Raccord UltraGrip nouvelle génération Viking Johnson DN 300	31/12/2018	30/9/19	798,95	799
	Graisse alimentaire pour joints d'embouteillages tuyau fonte	31/12/2018	30/9/19	75,28	75

Coude 90° type 119 PE 25 écrou prisonnier 3/4	31/12/2018	30/9/19	326,46	326
Coude 90° type 119 PE 25 écrou prisonnier 1"	31/12/2018	30/9/19	102,46	102
Coude 90° type 119 PE 32 écrou prisonnier 3/4	31/12/2018	30/9/19	547,24	547
Coude 90° type 119 PE 32 écrou prisonnier 1"	31/12/2018	30/9/19	164,16	164
Coude 90° type 119 PE 40 écrou prisonnier 1"1/4	31/12/2018	30/9/19	621,72	622
Coude 90° type 119 PE 50 écrou prisonnier 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	195,58	196
Coude 90° type 119 PE 50 écrou prisonnier 2"	31/12/2018	30/9/19	113,93	114
Coude égal 90° type 120 PE 25	31/12/2018	30/9/19	112,22	112
Coude égal 90° type 120 PE 32	31/12/2018	30/9/19	126,04	126
Coude égal 90° type 120 PE 40	31/12/2018	30/9/19	220,04	220
Coude égal 90° type 120 PE 50	31/12/2018	30/9/19	77,19	77
Coude égal 90° type 120 PE 63	31/12/2018	30/9/19	111,53	112
Coude égal 45° type 123 PE 25	31/12/2018	30/9/19	63,83	64
Coude égal 45° type 123 PE 32	31/12/2018	30/9/19	259,12	259
Coude égal 45° type 123 PE 40	31/12/2018	30/9/19	262,25	262
Coude égal 45° type 123 PE 50	31/12/2018	30/9/19	355,60	356
Coude égal 45° type 123 PE 63	31/12/2018	30/9/19	685,92	686
Coude 90° type 122 PE 25 femelle 3/4	31/12/2018	30/9/19	79,10	79
Coude 90° type 122 PE 25 femelle 1	31/12/2018	30/9/19	196,14	196
Coude 90° type 122 PE 32 femelle 3/4	31/12/2018	30/9/19	205,31	205
Coude 90° type 122 PE 32 femelle 1"	31/12/2018	30/9/19	99,31	99
Coude 90° type 122 PE 40 femelle 1"1/4	31/12/2018	30/9/19	27,86	28
Coude 90° type 122 PE 50 femelle 1"1/4	31/12/2018	30/9/19	26,24	26
Coude 90° type 122 PE 50 femelle 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	210,10	210
Coude 90° type 122 PE 63 femelle 2"	31/12/2018	30/9/19	212,98	213
Té égal 3emboitures type 125 PE 25	31/12/2018	30/9/19	8,52	9
Té égal 3emboitures type 125 PE 32	31/12/2018	30/9/19	26,81	27
Té égal 3emboitures type 125 PE 40	31/12/2018	30/9/19	107,26	107
Té égal 3emboitures type 125 PE 50	31/12/2018	30/9/19	222,55	223
Té égal 3emboitures type 125 PE 63	31/12/2018	30/9/19	269,50	270
Té femelle type 132 - 50x1"1/2x50	31/12/2018	30/9/19	41,54	42
Té femelle type 132 - 63x2"x63	31/12/2018	30/9/19	151,93	152
Bouchon type 145 PE 25	31/12/2018	30/9/19	13,58	14
Bouchon type 145 PE 32	31/12/2018	30/9/19	18,90	19
Bouchon type 145 PE 40	31/12/2018	30/9/19	21,86	22
Bouchon type 145 PE 50	31/12/2018	30/9/19	21,50	22
Bouchon type 145 PE 63	31/12/2018	30/9/19	25,68	26
Élément de jonction type 141 - 25x15/22	31/12/2018	30/9/19	118,51	119
Élément de jonction type 141 - 32x23/30	31/12/2018	30/9/19	145,54	146
Collier de serrage type 1302 - 20/29	31/12/2018	30/9/19	17,26	17
Collier de serrage type 1303 - 28/35	31/12/2018	30/9/19	24,16	24
Manchon PE ES 16b D 25	31/12/2018	30/9/19	36,94	37
Manchon PE ES 16b D 32	31/12/2018	30/9/19	38,28	38
Manchon PE ES 16b D 40	31/12/2018	30/9/19	38,53	39
Manchon PE ES 16b D 50	31/12/2018	30/9/19	37,93	38
Manchon PE ES 16b D 63	31/12/2018	30/9/19	45,79	46
Manchon PE ES 16b D 75	31/12/2018	30/9/19	69,86	70
Manchon PE ES 16b D 90	31/12/2018	30/9/19	31,36	31
Manchon PE ES 16b D 125	31/12/2018	30/9/19	35,98	36
Manchon réduit PE ES 32x25	31/12/2018	30/9/19	85,31	85
Manchon réduit PE ES 40x25	31/12/2018	30/9/19	6,71	7
Manchon réduit PE ES 40x32	31/12/2018	30/9/19	60,37	60
Manchon réduit PE ES 50x25	31/12/2018	30/9/19	16,44	16
Manchon réduit PE ES 50x32	31/12/2018	30/9/19	24,65	25
Manchon réduit PE ES 50x40	31/12/2018	30/9/19	115,05	115
Manchon réduit PE ES 63x32	31/12/2018	30/9/19	26,13	26
Manchon réduit PE ES 63x40	31/12/2018	30/9/19	26,13	26
Manchon réduit PE ES 63x50	31/12/2018	30/9/19	60,97	61
Manchon de transition PE ES 16b D 25 femelle 3/4	31/12/2018	30/9/19	169,90	170
Manchon de transition PE ES 16b D 32 femelle 3/4	31/12/2018	30/9/19	89,54	90
Manchon de transition PE ES 16b D 32 femelle 1"	31/12/2018	30/9/19	358,16	358
Manchon de transition PE ES 16b D 32 femelle 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	89,54	90
Manchon de transition PE ES 16b D 40 femelle 1"	31/12/2018	30/9/19	119,15	119
Manchon de transition PE ES 16b D 40 femelle 1"1/4	31/12/2018	30/9/19	268,10	268
Manchon de transition PE ES 16b D 40 femelle 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	119,15	119
Manchon de transition PE ES 16b D 50 femelle 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	430,06	430
Manchon de transition PE ES 16b D 50 femelle 2"	31/12/2018	30/9/19	155,33	155
Manchon de transition PE ES 16b D 63 femelle 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	177,64	178
Manchon de transition PE ES 16b D 63 femelle 2"	31/12/2018	30/9/19	266,47	266
Coude 90° PE ES 16b D 25 écrou prisonnier 3/4	31/12/2018	30/9/19	1 339,96	1 340
Coude 90° PE ES 16b D 32 écrou prisonnier 1"	31/12/2018	30/9/19	1 036,21	1 036
Coude 90° PE ES 16b D 32 écrou prisonnier 1"1/4	31/12/2018	30/9/19	98,69	99
Coude 90° PE ES 16b D 50 écrou prisonnier 2"	31/12/2018	30/9/19	167,54	168
Coude 90° PE ES 16b D 63 écrou prisonnier 2"	31/12/2018	30/9/19	54,00	54
Coude W90° PE ES 16b D 25	31/12/2018	30/9/19	70,50	70
Coude W90° PE ES 16b D 32	31/12/2018	30/9/19	53,47	53
Coude W90° PE ES 16b D 40	31/12/2018	30/9/19	116,09	116
Coude W90° PE ES 16b D 50	31/12/2018	30/9/19	96,57	97
Coude W90° PE ES 16b D 63	31/12/2018	30/9/19	179,69	180

Coude W90° PE ES 16b D 75	31/12/2018	30/9/19	59,81	60
Coude W90° PE ES 16b D 90	31/12/2018	30/9/19	87,67	88
Coude W90° PE ES 16b D 125	31/12/2018	30/9/19	130,18	130
Coude W45° PE ES 16b D 32	31/12/2018	30/9/19	101,58	102
Coude W45° PE ES 16b D 40	31/12/2018	30/9/19	123,35	123
Coude W45° PE ES 16b D 50	31/12/2018	30/9/19	160,95	161
Coude W45° PE ES 16b D 63	31/12/2018	30/9/19	130,76	131
Coude W45° PE ES 16b D 75	31/12/2018	30/9/19	16,19	16
Coude W45° PE ES 16b D 125	31/12/2018	30/9/19	520,72	521
Coude de transition 90° PEES 16b D 25 femelle 3/4	31/12/2018	30/9/19	87,69	88
Coude de transition 90° PEES 16b D 32 femelle ¾	31/12/2018	30/9/19	221,94	222
Coude de transition 90° PEES 16b D 32 femelle 1"	31/12/2018	30/9/19	221,94	222
Coude de transition 90° PEES 16b D 40 femelle 1"	31/12/2018	30/9/19	218,58	219
Coude de transition 90° PEES 16b D 40 femelle 1"1/4	31/12/2018	30/9/19	211,97	212
Coude de transition 90° PEES 16b D 40 femelle 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	184,08	184
Coude de transition 90° PEES 16b D 50 femelle 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	281,05	281
Coude de transition 90° PEES 16b D 50 femelle 2"	31/12/2018	30/9/19	140,53	141
Coude de transition 90° PEES 16b D 63 femelle 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	217,52	218
Coude de transition 90° PEES 16b D 63 femelle 2"	31/12/2018	30/9/19	543,79	544
Bouchon PE ES femelle 25	31/12/2018	30/9/19	50,58	51
Bouchon PE ES femelle 32	31/12/2018	30/9/19	44,81	45
Bouchon PE ES femelle 40	31/12/2018	30/9/19	73,53	74
Bouchon PE ES femelle 50	31/12/2018	30/9/19	26,33	26
Bouchon PE ES femelle 63	31/12/2018	30/9/19	41,43	41
Vanne PE ¼ de tour à boisseau sphérique PE100 PN16 FSIH D 63	31/12/2018	30/9/19	516,44	516
Collet bride complet anti-fluage PEES 16b PE d63 bride DN 50-60-65 boulonnerie inox	31/12/2018	30/9/19	161,68	162
Collet bride complet anti-fluage PEES 16b PE d75 bride DN 60-65-80 boulonnerie inox	31/12/2018	30/9/19	63,83	64
Collet bride complet anti-fluage PEES 16b PE d125 bride DN 100 boulonnerie inox	31/12/2018	30/9/19	139,85	140
Lingettes décapant PE	31/12/2018	30/9/19	40,50	41
Tube PVC bleu D90mm manchonné (barre 4m)	31/12/2018	30/9/19	6,90	7
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 50 petit bossage (40/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	132,16	132
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 65 petit bossage (40/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	130,92	131
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 80 petit bossage (40/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	171,51	172
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 100 petit bossage (40/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	151,04	151
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 125 petit bossage (40/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	157,35	157
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 150 petit bossage (40/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	238,95	239
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 200 petit bossage (40/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	179,12	179
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 250 petit bossage (40/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	110,27	110
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 300 petit bossage (40/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	368,51	369
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 50 gros bossage (55/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	123,19	123
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 65 gros bossage (55/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	62,48	62
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 80 gros bossage (55/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	501,26	501
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 100 gros bossage (55/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	294,06	294
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 125 gros bossage (55/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	269,98	270
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 150 gros bossage (55/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	207,21	207
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 200 gros bossage (55/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	274,70	275
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 250 gros bossage (55/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	112,22	112
Collier LP88 de PEC Fonte/PE/PVC DN 300 gros bossage (55/300) et vis de blocage inox	31/12/2018	30/9/19	439,55	440
Collier LP389 de PEC borgne Fonte/PE/PVC DN 50	31/12/2018	30/9/19	66,08	66
Collier LP389 de PEC borgne Fonte/PE/PVC DN 65	31/12/2018	30/9/19	34,10	34
Collier LP389 de PEC borgne Fonte/PE/PVC DN 80	31/12/2018	30/9/19	82,01	82
Collier LP389 de PEC borgne Fonte/PE/PVC DN 100	31/12/2018	30/9/19	66,08	66
Collier LP389 de PEC borgne Fonte/PE/PVC DN 125	31/12/2018	30/9/19	75,52	76
Collier LP389 de PEC borgne Fonte/PE/PVC DN 150	31/12/2018	30/9/19	96,47	96
Collier LP389 de PEC borgne Fonte/PE/PVC DN 200	31/12/2018	30/9/19	109,74	110
Collier LP389 de PEC borgne Fonte/PE/PVC DN 300	31/12/2018	30/9/19	188,80	189
Robinet PEC YACUO SE5402 petit bossage DN20 sortie 25	31/12/2018	30/9/19	541,92	542
Robinet PEC YACUO SE5402 petit bossage DN27 sortie 32	31/12/2018	30/9/19	553,42	553
Robinet PEC YACUO SE5402 gros bossage DN32 sortie 40	31/12/2018	30/9/19	722,16	722
Robinet PEC YACUO SE5402 gros bossage DN40 sortie 50	31/12/2018	30/9/19	977,04	977
Robinet PEC YACUO SE5402 gros bossage DN40 sortie 63	31/12/2018	30/9/19	755,20	755
Garniture SE24 Robinet PEC YACUO 25-9024.25 sortie 25	31/12/2018	30/9/19	28,60	29
Garniture SE24 Robinet PEC YACUO 32-9024.32A sortie 32	31/12/2018	30/9/19	45,45	45
Garniture SE24 Robinet PEC YACUO 40-9024.40 sortie 40	31/12/2018	30/9/19	52,86	53
Garniture SE24 Robinet PEC YACUO 50-9024.50 sortie 50	31/12/2018	30/9/19	7,91	8
Garniture SE24 Robinet PEC YACUO 63-9024.63 sortie 63	31/12/2018	30/9/19	111,86	112
Embase 5488 de tube allonge robinet Yacuo de 20 new	31/12/2018	30/9/19	56,01	56
Embase 5486 de tube allonge robinet Yacuo de 25	31/12/2018	30/9/19	153,46	153
Embase 5486 de tube allonge robinet Yacuo de 32	31/12/2018	30/9/19	207,98	208
Embase 5486 de tube allonge robinet Yacuo de 40	31/12/2018	30/9/19	97,88	98
Raccord laiton SR7 en sortie femelle avec joint Polyéthylène 25-3/4	31/12/2018	30/9/19	40,00	40
Raccord laiton SR7 en sortie femelle avec joint Polyéthylène 25-1"	31/12/2018	30/9/19	50,98	51
Raccord laiton SR7 en sortie femelle avec joint Polyéthylène 32-1"	31/12/2018	30/9/19	36,11	36
Raccord laiton SR7 en sortie femelle avec joint Polyéthylène 63-2"	31/12/2018	30/9/19	64,07	64
Réduction concentrique R7 55/300M-40/300F	31/12/2018	30/9/19	7,55	8
Mamelon 1410/B égal M40/300-F40/300	31/12/2018	30/9/19	19,82	20
Mamelon 1410/B égal M55/300-F55/300	31/12/2018	30/9/19	140,18	140
Réduction 1410/R M40/300-F55/300	31/12/2018	30/9/19	14,75	15
Forêt carbure pour tuyaux fonte 3089.BF20	31/12/2018	30/9/19	75,52	76

Forêt carbure pour tuyaux fonte 3089.BF25	31/12/2018	30/9/19	84,37	84
Forêt carbure pour tuyaux fonte 3089.BF32	31/12/2018	30/9/19	100,89	101
Forêt carbure pour tuyaux fonte 3089.BF40	31/12/2018	30/9/19	119,18	119
Robinet avant compteur ¾ longueur 67 mm	31/12/2018	30/9/19	2 108,08	2 108
Robinet avant compteur 1" longueur 77 mm	31/12/2018	30/9/19	456,23	456
Robinet avant compteur 1"1/4 longueur 82 mm	31/12/2018	30/9/19	72,03	72
Robinet avant compteur 1"1/2 longueur 104 mm	31/12/2018	30/9/19	528,70	529
Robinet avant compteur 2" longueur 113 mm	31/12/2018	30/9/19	196,46	196
Robinet équerre avant compteur PE 25 écrou prisonnier 3/4	31/12/2018	30/9/19	62,73	63
Robinet équerre avant compteur PE 32 écrou prisonnier 1"	31/12/2018	30/9/19	102,24	102
Robinet équerre avant compteur PE 40 écrou prisonnier 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	116,42	116
Robinet équerre avant compteur PE 50 écrou prisonnier 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	152,03	152
Clapet antipollution ¾ BB longueur 80 mm	31/12/2018	30/9/19	1 397,77	1 398
Clapet antipollution 1" BB longueur 80 mm	31/12/2018	30/9/19	320,65	321
Clapet antipollution 1"1/4 BB longueur 89 mm	31/12/2018	30/9/19	108,93	109
Clapet antipollution 1"1/2 BB longueur 110 mm	31/12/2018	30/9/19	131,82	132
Clapet antipollution 2" BB longueur 140 mm	31/12/2018	30/9/19	126,30	126
Clapet antipollution incorporé pour compteur de 15	31/12/2018	30/9/19	86,29	86
Clapet antipollution incorporé pour compteur de 20	31/12/2018	30/9/19	92,24	92
Clapet antipollution incorporé pour compteur de 25	31/12/2018	30/9/19	5,10	5
Joint plat téflon diamètre 1/2" (15/21) épaisseur 2mm	31/12/2018	30/9/19	32,26	32
Joint plat téflon diamètre 3/4" (21/27) épaisseur 2mm	31/12/2018	30/9/19	91,20	91
Joint plat téflon diamètre 1" (26/34) épaisseur 2mm	31/12/2018	30/9/19	87,54	88
Joint plat téflon diamètre 1"1/4 (33/42) épaisseur 2mm	31/12/2018	30/9/19	83,78	84
Joint plat téflon diamètre 1"1/2 (40/49) épaisseur 2mm	31/12/2018	30/9/19	48,28	48
Joint plat téflon diamètre 2" (50/60) épaisseur 2mm	31/12/2018	30/9/19	66,62	67
Raccord droit 2 pièces à douille fileté mâle 1/2-écrou prisonnier 3/4	31/12/2018	30/9/19	18,92	19
Raccord droit 2 pièces à douille fileté mâle 3/4-écrou prisonnier 3/4	31/12/2018	30/9/19	60,42	60
Raccord droit 2 pièces à douille fileté mâle 3/4-écrou prisonnier 1"	31/12/2018	30/9/19	57,26	57
Raccord droit 2 pièces à douille fileté mâle 1"-écrou prisonnier 1"	31/12/2018	30/9/19	83,59	84
Raccord droit 2 pièces à douille fileté mâle 1"-écrou prisonnier 1"1/4	31/12/2018	30/9/19	192,66	193
Raccord droit 2 pièces à douille fileté mâle 1"1/4-écrou prisonnier 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	14,49	14
Té égal laiton 3/4"F	31/12/2018	30/9/19	47,04	47
Té égal laiton 1"F	31/12/2018	30/9/19	29,35	29
Té égal laiton 1"1/4F	31/12/2018	30/9/19	86,60	87
Té égal laiton 1"1/2F	31/12/2018	30/9/19	190,41	190
Té égal laiton 2"F	31/12/2018	30/9/19	277,24	277
Croix laiton 3/4"F	31/12/2018	30/9/19	11,54	12
Croix laiton 1"F	31/12/2018	30/9/19	176,82	177
Croix laiton 1"1/4F	31/12/2018	30/9/19	418,86	419
Croix laiton 1"1/2F	31/12/2018	30/9/19	324,81	325
Bobine laiton 0,1m 3/4"M	31/12/2018	30/9/19	41,04	41
Bobine laiton 0,1m 1"M	31/12/2018	30/9/19	56,35	56
Bobine laiton 0,1m 1"1/4M	31/12/2018	30/9/19	173,98	174
Bobine laiton 0,1m 1"1/2M	31/12/2018	30/9/19	201,84	202
Bobine laiton 0,1m 2"M	31/12/2018	30/9/19	446,49	446
Coude laiton 3/4"F	31/12/2018	30/9/19	14,44	14
Coude laiton 1"F	31/12/2018	30/9/19	28,95	29
Coude laiton 1"1/4F	31/12/2018	30/9/19	67,73	68
Coude laiton 1"1/2F	31/12/2018	30/9/19	115,97	116
Coude laiton 2"F	31/12/2018	30/9/19	165,47	165
Mamelon M-M laiton ¾"	31/12/2018	30/9/19	1,39	1
Mamelon M-M laiton 3/8"	31/12/2018	30/9/19	0,43	0
Mamelon M-M laiton 1/2"	31/12/2018	30/9/19	7,13	7
Mamelon M-M laiton ¾"	31/12/2018	30/9/19	19,91	20
Mamelon M-M laiton 1"	31/12/2018	30/9/19	20,47	20
Mamelon M-M laiton 1"1/4	31/12/2018	30/9/19	52,24	52
Mamelon M-M laiton 1"1/2	31/12/2018	30/9/19	31,78	32
Mamelon M-M laiton 2"	31/12/2018	30/9/19	64,16	64
Mamelon réduit M-M laiton 1/2"-1"	31/12/2018	30/9/19	3,98	4
Mamelon réduit M-M laiton 3/4"-1"	31/12/2018	30/9/19	10,49	10
Mamelon réduit M-M laiton 3/4"-1"1/4	31/12/2018	30/9/19	39,26	39
Mamelon réduit M-M laiton 3/4"-1"1/2	31/12/2018	30/9/19	57,34	57
Mamelon réduit M-M laiton 1"-1"1/4	31/12/2018	30/9/19	15,35	15
Mamelon réduit M-M laiton 1"-1"1/2	31/12/2018	30/9/19	64,68	65
Mamelon réduit M-M laiton 1"-2"	31/12/2018	30/9/19	167,40	167
Mamelon réduit M-M laiton 1"1/4-1"1/2	31/12/2018	30/9/19	60,98	61
Mamelon réduit M-M laiton 1"1/4-2"	31/12/2018	30/9/19	51,13	51
Mamelon réduit M-M laiton 1"1/2-2"	31/12/2018	30/9/19	50,79	51
Mamelon réduit M-M laiton 2"-2"1/2	31/12/2018	30/9/19	57,85	58
Manchon F-F laiton ¾" sans butée	31/12/2018	30/9/19	2,63	3
Manchon F-F laiton 3/4" sans butée	31/12/2018	30/9/19	1,89	2
Manchon F-F laiton 1" sans butée	31/12/2018	30/9/19	6,86	7
Manchon F-F laiton 1"1/4 sans butée	31/12/2018	30/9/19	27,05	27
Manchon F-F laiton 1"1/2 sans butée	31/12/2018	30/9/19	46,31	46
Manchon F-F laiton 2" sans butée	31/12/2018	30/9/19	103,12	103
Manchon réduit F-F laiton 1/2"-1"	31/12/2018	30/9/19	11,66	12
Manchon réduit F-F laiton 3/4"-1"	31/12/2018	30/9/19	8,02	8
Manchon réduit F-F laiton 3/4"-1"1/4	31/12/2018	30/9/19	92,23	92

Biens non cédés à la SEML réintégrés dans le patrimoine de la Commune

EAU POTABLE											
N° immobilisation	N° inventaire	Libellé	Montant	Date D'acquisition	Classe	Durée	Date début Amortissement	Nature	Nature Définitive	Amortissement dépenses : Nature	Amortissement Recettes : nature
980000004-02	2635	LOGICIEL WINDETTE	1 192,61	21/11/1997	2051	5		205	-	6811	2805
0800000080	0800000080	LOGICIEL GESTION FINANCIERE	1 489,50	03/12/2008	2051	5	03/12/2008	205	-	6811	2805
0800000081	0800000081	LOGICIEL GESTION GRH	1 580,75	03/12/2008	2051	5	03/12/2008	205	-	6811	2805
9800000033-02	2836	LOGICIEL MODIFICATION PROGRAMME	1 753,16	07/12/1998	2051	5	01/01/1998	205	-	6811	2805
9800000021	2755	LOGICIEL DES RESSOURCES HUMAINES	3 878,30	02/09/1998	2051	5	01/01/1998	205	-	6811	2805
0800000023	0800000023	LOGICIEL GESTION FINANCIERE	4 179,00	13/10/2008	2051	5	13/10/2008	205	-	6811	2805
0800000024	0800000024	LOGICIEL RESSOURCES HUMAINES	6 145,50	13/10/2008	2051	5	13/10/2008	205	-	6811	2805
0400000088-02	BAT23	SUPERVISION	86,13	21/10/2004	2051	50	01/11/2004	21311	-	6811	281311
0400000080-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	321,31	07/09/2004	2051	50	01/10/2004	21311	-	6811	281311
0400000091-02	BAT26	3 MAS II	420,00	19/08/2004	2051	50	01/09/2004	21311	-	6811	281311
0400000075-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	573,68	07/06/2004	2051	50	01/07/2004	21311	-	6811	281311
0400000074-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	585,00	13/05/2004	2051	50	01/06/2004	21311	-	6811	281311
0400000079-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	682,29	07/09/2004	2051	50	01/10/2004	21311	-	6811	281311
0400000070-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	804,00	09/03/2004	2051	50	01/04/2004	21311	-	6811	281311
0500000031-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	813,00	02/08/2005	2051	50	01/09/2005	21311	-	6811	281311
0300000030-02	BAT48	AMENAGT MAISON GIORDANO	899,29	01/04/1994	2051	41	01/04/2003	21311	-	6811	281311
0400000081-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	1 100,00	21/10/2004	2051	50	01/11/2004	21311	-	6811	281311
0400000076-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	1 309,60	29/06/2004	2051	50	01/07/2004	21311	-	6811	281311
0400000083-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	1 384,40	01/12/2004	2051	50	01/12/2004	21311	-	6811	281311
0500000038-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	1 403,00	18/10/2005	2051	50	01/11/2005	21311	-	6811	281311
0400000078-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	1 413,88	07/09/2004	2051	50	01/10/2004	21311	-	6811	281311
0300000032-02	BAT5	ATELIER RME	1 501,22	01/04/2003	2051	50	01/01/2003	21311	-	6811	281311
0400000073-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	1 503,90	08/04/2004	2051	50	01/05/2004	21311	-	6811	281311
0400000071-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	1 641,84	16/03/2004	2051	50	01/04/2004	21311	-	6811	281311
0300000047-02	BAT52	CENTRALE ELECTRICITE	2 613,74	01/01/1996	2051	43	01/01/2003	21311	-	6811	281311
0500000075-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	2 690,00	04/04/2005	2051	50	01/05/2005	21311	-	6811	281311
0400000072-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	2 900,00	08/04/2004	2051	50	01/05/2004	21311	-	6811	281311
0500000073-02	BAT23	SUPERVISION	3 100,00	11/04/2005	2051	50	01/12/2005	21311	-	6811	281311
0500000041-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	3 600,00	18/10/2005	2051	50	01/11/2005	21311	-	6811	281311
0300000042-02	BAT50	LAVOIR MUNICIPAL	4 366,14	01/01/1966	2051	17	01/01/2003	21311	-	6811	281311
0500000074-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	4 400,00	20/01/2005	2051	50	01/02/2005	21311	-	6811	281311
0400000069-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	4 697,00	24/02/2004	2051	50	01/03/2004	21311	-	6811	281311
0400000090-02	BAT26	3 MAS II	6 277,00	06/05/2004	2051	50	01/06/2004	21311	-	6811	281311
0400000092-02	BAT28	SURPRESSEUR DU DEFENDS	6 415,00	29/10/2004	2051	50	01/12/2004	21311	-	6811	281311
0300000041-02	BAT54E	HANGAR FOUX	7 158,34	01/01/1984	2051	46	01/01/2003	21311	-	6811	281311
0400000086-02	BAT23	SUPERVISION	9 951,36	04/10/2004	2051	50	01/11/2004	21311	-	6811	281311
0400000084-02	BAT23	SUPERVISION	12 860,00	07/06/2004	2051	50	01/07/2004	21311	-	6811	281311
0400000085-02	BAT23	SUPERVISION	12 860,00	17/06/2004	2051	50	01/07/2004	21311	-	6811	281311
0500000078-02	BAT23	SUPERVISION	13 373,52	18/10/2005	2051	50	01/11/2005	21311	-	6811	281311
0500000077-02	BAT23	SUPERVISION	14 106,40	10/03/2005	2051	50	01/04/2006	21311	-	6811	281311
0400000089-02	BAT23	SUPERVISION	14 809,92	01/12/2004	2051	50	01/12/2004	21311	-	6811	281311
0500000097-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	16 949,46	31/12/2005	2051	50	01/01/2006	21311	-	6811	281311
0400000077-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	17 000,00	24/08/2004	2051	50	01/09/2004	21311	-	6811	281311
0500000076-02	BAT23	SUPERVISION	20 024,80	18/01/2005	2051	50	01/02/2005	21311	-	6811	281311
0400000082-02	BAT4	USINE TRAITEMENT FOUX	22 638,07	30/11/2004	2051	50	01/01/2005	21311	-	6811	281311
0400000114-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	24 459,66	01/01/2004	2051	50	01/01/2004	21311	-	6811	281311
0400000087-02	BAT23	SUPERVISION	30 614,00	04/10/2004	2051	50	01/11/2004	21311	-	6811	281311
0300000051-02	BAT35	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-03	31 052,95	01/01/1971	2051	18	01/01/2003	21311	-	6811	281311
0300000034-02	BAT45	RESERVOIR CATELLARAS	138 036,48	01/01/1970	2051	43	01/01/2003	21311	-	6811	281311
0300000049-02	BAT51E	LAITERIE	558 206,35	01/01/1988	2051	43	01/01/2003	21311	-	6811	281311
0300000054-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	2 296 494,50	01/01/1969	2051	50	01/01/2003	21311	-	6811	281311
0400000101-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	61,00	22/07/2004	2315	60	01/08/2004	21531	-	6811	281531
0500000094-02	RES38	AV MARCEL JOURNET	78,62	07/04/2005	2315	60	01/05/2005	21531	-	6811	281531

0500000052-02	RES22	ALLEE DES CYPRES	102,34	22/11/2005	2315	60	01/12/2005	21531	-	6811	281531
0500000089-02	RES32	PROJET BOUGON	218,40	10/03/2005	2315	60	01/04/2005	21531	-	6811	281531
0500000092-02	RES38	AV MARCEL JOURNET	218,40	10/03/2005	2315	60	01/04/2005	21531	-	6811	281531
0500000090-02	RES32	PROJET BOUGON	234,00	07/04/2005	2315	60	01/05/2005	21531	-	6811	281531
0400000102-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	245,70	22/07/2004	2315	60	01/08/2004	21531	-	6811	281531
0500000086-02	RES18	ROSE DE MAI	249,60	10/03/2005	2315	60	01/04/2005	21531	-	6811	281531
0400000109-02	RES34	LES HAUTS DE PLASCASSIER	261,80	13/07/2004	2315	60	01/08/2004	21531	-	6811	281531
0500000024-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	302,36	23/06/2005	2315	60	01/07/2005	21531	-	6811	281531
0500000051-02	RES32	PROJET BOUGON	313,72	22/11/2005	2315	60	01/12/2005	21531	-	6811	281531
0500000053-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	439,80	22/11/2005	2315	60	01/12/2005	21531	-	6811	281531
0500000036-02	RES18	ROSE DE MAI	481,50	03/10/2005	2315	60	01/11/2005	21531	-	6811	281531
0500000022-02	RES38	AV MARCEL JOURNET	580,00	14/06/2005	2315	60	01/07/2005	21531	-	6811	281531
0500000012-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	652,16	24/05/2005	2315	60	01/06/2005	21531	-	6811	281531
0400000099-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	685,80	22/07/2004	2315	60	01/08/2004	21531	-	6811	281531
0500000015-02	RES38	AV MARCEL JOURNET	722,87	24/05/2005	2315	60	01/06/2005	21531	-	6811	281531
0500000017-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	753,40	14/06/2005	2315	60	01/07/2005	21531	-	6811	281531
0500000035-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	753,40	13/09/2005	2315	60	01/10/2005	21531	-	6811	281531
0500000013-02	RES32	PROJET BOUGON	829,64	24/05/2005	2315	60	01/06/2005	21531	-	6811	281531
0400000108-02	RES20	CH NARTASSIERE	853,93	27/01/2004	2315	60	01/02/2004	21531	-	6811	281531
0400000097-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	871,44	17/06/2004	2315	60	01/08/2004	21531	-	6811	281531
0400000098-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	871,44	17/06/2004	2315	60	01/08/2004	21531	-	6811	281531
0400000105-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	871,44	28/10/2004	2315	60	01/12/2004	21531	-	6811	281531
0500000044-02	RES22	ALLEE DES CYPRES	879,98	10/11/2005	2315	60	01/12/2005	21531	-	6811	281531
0500000085-02	RES13	RUES PEGOMAS PAIX BASTION	883,65	01/08/2005	2315	60	01/08/2005	21531	-	6811	281531
0500000084-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	904,08	21/04/2005	2315	60	01/05/2005	21531	-	6811	281531
0500000083-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	1 001,74	04/04/2005	2315	60	01/05/2005	21531	-	6811	281531
0500000081-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	1 011,45	10/03/2005	2315	60	01/04/2005	21531	-	6811	281531
0400000100-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	1 034,53	22/07/2004	2315	60	01/08/2004	21531	-	6811	281531
0500000034-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	1 055,60	13/09/2005	2315	60	01/10/2005	21531	-	6811	281531
0500000021-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	1 076,74	14/06/2005	2315	60	01/07/2005	21531	-	6811	281531
0500000032-02	RES32	PROJET BOUGON	1 100,00	09/08/2005	2315	60	01/09/2005	21531	-	6811	281531
0400000093-02	RES6	PLAINE DES CANEBIERS	1 280,03	12/02/2004	2315	60	01/03/2004	21531	-	6811	281531
0400000096-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	1 407,10	09/03/2004	2315	60	01/04/2004	21531	-	6811	281531
0400000095-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	1 586,75	27/01/2004	2315	60	01/02/2004	21531	-	6811	281531
0500000091-02	RES34	LES HAUTS DE PLASCASSIER	2 000,00	04/04/2005	2315	60	01/05/2005	21531	-	6811	281531
0500000080-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	2 203,13	15/02/2005	2315	60	01/03/2005	21531	-	6811	281531
0500000095-02	RES38	AV MARCEL JOURNET	2 728,42	07/04/2005	2315	60	01/05/2005	21531	-	6811	281531
0500000082-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	2 903,88	29/03/2005	2315	60	01/04/2005	21531	-	6811	281531
0500000055-02	RES22	ALLEE DES CYPRES	3 162,90	22/11/2005	2315	60	01/12/2005	21531	-	6811	281531
0400000104-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	3 200,00	01/12/2004	2315	60	01/12/2004	21531	-	6811	281531
0500000088-02	RES18	ROSE DE MAI	5 644,85	07/04/2005	2315	60	01/05/2005	21531	-	6811	281531
0400000094-02	RES6	PLAINE DES CANEBIERS	7 452,23	25/11/2004	2315	60	01/12/2004	21531	-	6811	281531
0500000079-02	RES2	RESEAU EAUX CORNICHE BENARD	7 500,00	10/11/2005	2315	60	01/12/2005	21531	-	6811	281531
0500000045-02	RES6	PLAINE DES CANEBIERS	7 809,11	21/10/2005	2315	60	01/11/2005	21531	-	6811	281531
0500000048-02	RES18	ROSE DE MAI	8 543,20	10/11/2005	2315	60	01/12/2005	21531	-	6811	281531
0500000087-02	RES18	ROSE DE MAI	10 781,85	07/04/2005	2315	60	01/05/2005	21531	-	6811	281531
0500000093-02	RES38	AV MARCEL JOURNET	11 900,00	07/04/2005	2315	60	01/05/2005	21531	-	6811	281531
0500000054-02	RES32	PROJET BOUGON	13 391,12	22/11/2005	2315	60	01/12/2005	21531	-	6811	281531
0500000050-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	15 377,40	22/11/2005	2315	60	01/12/2005	21531	-	6811	281531
0400000110-02	RES34	LES HAUTS DE PLASCASSIER	15 573,00	12/10/2004	2315	60	01/11/2004	21531	-	6811	281531
0400000112-02	RES13	RUES PEGOMAS PAIX BASTION	25 498,14	01/01/2004	2315	60	01/01/2004	21531	-	6811	281531
0400000107-02	RES15	VOIRIE COMMUNALE	25 617,47	11/03/2004	2315	60	01/04/2004	21531	-	6811	281531
0400000103-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	37 290,77	30/11/2004	2315	60	01/01/2005	21531	-	6811	281531
0400000106-02	RES13	RUES PEGOMAS PAIX BASTION	38 084,26	10/02/2004	2315	60	01/03/2004	21531	-	6811	281531
0500000096-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	42 972,55	31/12/2005	2315	60	01/01/2006	21531	-	6811	281531
0500000033-02	RES32	PROJET BOUGON	59 766,00	09/08/2005	2315	60	01/09/2005	21531	-	6811	281531
0300000048-02	RES2	DIVERS RESEAUX EAUX	6 335 346,22	01/01/1996	2315	60	01/01/2003	21531	-	6811	281531
12000000201	12000000201	CHENILLES	1 000,00	20/07/2012	2154	10	20/07/2012	2154	-	6811	28154
0700000014-02	5018	RAMPE	1 065,00	15/11/2007	2154	10	15/11/2007	2154	-	6811	28154

16000000381	16000000381	DISJONCTEUR PRINCIPAL	1 088,68	07/10/2016	2154	10	07/10/2016	2154	-	6811	28154
16000000396	16000000396	POMPEUSE DOSEUSE	1 107,75	19/10/2016	2154	10	19/10/2016	2154	-	6811	28154
1800000158	1800000158	POMPE DOSEUSE	1 140,95	26/07/2018	2154	10	26/07/2018	2154	-	6811	28154
190200007	5578	POMPE	1 220,00	19/02/2019	2154	10	19/02/2019	2154	-	6811	28154
09000000460	09000000460	1 TAMPON+CADRE CP 5356	1 298,20	25/11/2009	2154	10	25/11/2009	2154	-	6811	28154
190200003	5574	REGULATEUR DE NIVEAU	1 419,09	08/02/2019	2154	10	08/02/2019	2154	-	6811	28154
0700000013-02	5021	ONDULEUR	1 470,00	14/08/2007	2154	10	14/08/2007	2154	-	6811	28154
9600000003-02	2444	POSTES RADIOS	1 676,94	01/11/1996	2154	10	01/01/1996	2154	-	6811	28154
16000000507	16000000507	POMPE MONOCELLULAIRE	1 720,00	02/12/2016	2154	10	02/12/2016	2154	-	6811	28154
1800000450	1800000450	GENERATEUR	1 803,50	30/11/2018	2154	10	30/11/2018	2154	-	6811	28154
17000000107	17000000107	CABLE IMMERGE	1 850,00	05/05/2017	2154	10	05/05/2017	2154	-	6811	28154
0200000021-02	1995EMAT	1995 MATERIEL DIVERS	1 872,88	01/01/1995	2154	1	01/01/1995	2154	-	6811	28154
09000000266	09000000266	1 POTEAU INCENDIE	1 917,30	22/09/2009	2154	10	22/09/2009	2154	-	6811	28154
1800000075	1800000075	AGITATEUR BACHE	2 010,00	14/05/2018	2154	10	14/05/2018	2154	-	6811	28154
17000000338	17000000338	POMPE EXHAURE	2 059,00	24/10/2017	2154	10	24/10/2017	2154	-	6811	28154
0200000022-02	1994EMAT	1994 MATERIEL DIVERS	2 127,46	01/01/1994	2154	1	01/01/1994	2154	-	6811	28154
1800000145	1800000145	GROUPES	2 250,00	18/07/2018	2154	10	18/07/2018	2154	-	6811	28154
9600000002-02	2339	POSTES RADIOS	2 286,74	01/08/1996	2154	10	01/01/1996	2154	-	6811	28154
100000001	100000001	TAMPON CADRE VERIN CP5362	2 596,42	12/01/2010	2154	10	12/01/2010	2154	-	6811	28154
09000000319	09000000319	POTEAUX INCENDIE CP 5229	2 865,50	26/10/2009	2154	10	26/10/2009	2154	-	6811	28154
1800000066	1800000066	SUPRESSEUR	3 375,00	03/05/2018	2154	10	03/05/2018	2154	-	6811	28154
18000000405	18000000405	POMPE FORAGE	3 398,80	05/06/2018	2154	10	05/06/2018	2154	-	6811	28154
0200000019-02	1993EMAT	1993 MATERIEL DIVERS EAU	3 674,02	01/01/1993	2154	1	01/01/1993	2154	-	6811	28154
9900000015-02	3938	GROUPE POMPE PLEUGER NB 85/10+36-600	3 811,23	30/06/1999	2154	10	30/06/1999	2154	-	6811	28154
190200005	5576	PRE LOCALISATEUR	5 300,00	12/02/2019	2154	10	12/02/2019	2154	-	6811	28154
17000000121	17000000121	DESHUMIDIFICATEUR D AIR	5 360,50	10/05/2017	2154	10	10/05/2017	2154	-	6811	28154
9700000007-02	2626	DESHYDRATEUR	6 543,87	30/09/1997	2154	10	01/01/1997	2154	-	6811	28154
09000000441	09000000441	2 CONTAINERS CP5348	11 600,00	24/11/2009	2154	10	24/11/2009	2154	-	6811	28154
190200012	5589	FAC. 19040327 DU 25/04/2019 GPS SIG	11 690,29	21/05/2019	2154	10	21/05/2019	2154	-	6811	28154
1300000020	1300000020	MODULES ULTRAFILTRATION	12 795,00	19/02/2013	2154	10	19/02/2013	2154	-	6811	28154
1300000068	1300000068	MODULES D UTRAFILTRATION	12 835,00	16/04/2013	2154	10	16/04/2013	2154	-	6811	28154
17000000389	17000000389	POMPES DE REFOULEMENT	14 392,00	29/11/2017	2154	10	29/11/2017	2154	-	6811	28154
1500000065	1500000065	MODULES D ULTRAFILTRATION	24 803,00	13/04/2015	2154	10	01/05/2015	2154	-	6811	28154
09000000223	09000000223	4 MODULES ULTRA FILTRATION CP 5210	25 060,00	01/09/2009	2154	10	01/09/2009	2154	-	6811	28154
0400000007-02	4520	ECELLE ET ECHAFFAUDAGE	1 191,73	24/02/2004	2155	10	24/02/2004	2155	-	6811	28155
0200000045-02	1983EOUTIL	1983 OUTILLAGE	1 273,36	01/01/1983	2155	1	01/01/1983	2155	-	6811	28155
0200000058-02	1993EOUTIL	1993 OUTILLAGE	1 345,09	01/01/1993	2155	1	01/01/1993	2155	-	6811	28155
0200000056-02	1991EOUTIL	1991 OUTILLAGE	1 632,30	01/01/1991	2155	1	01/01/1991	2155	-	6811	28155
0200000054-02	1990EOUTIL	1990 OUTILLAGE	2 401,64	01/01/1990	2155	1	01/01/1990	2155	-	6811	28155
9800000035-02	2706	OUTILLAGE INDUST CPI VANNE BOUCHON	2 436,90	24/04/1998	2155	10	24/04/1998	2155	-	6811	28155
0200000057-02	1992EOUTIL	1992 OUTILLAGE	2 955,30	01/01/1992	2155	1	01/01/1992	2155	-	6811	28155
0200000043-02	1981EOUTIL	1981 OUTILLAGE	3 333,75	01/01/1981	2155	1	01/01/1981	2155	-	6811	28155
0300000018-02	4481	1 MACHINE A SOUDER FRIAMAT 1 GROUPE	3 962,30	26/11/2003	2155	10	26/11/2003	2155	-	6811	28155
0400000027-02	4592	DETECTEUR ACOUSTIQUE	4 700,00	07/10/2004	2155	10	07/10/2004	2155	-	6811	28155
0200000052-02	1988EOUTIL	OUTILLAGE	4 857,33	01/01/1988	2155	1	01/01/1988	2155	-	6811	28155
0200000053	1989EOUTIL	OUTILLAGE	5 069,29	01/01/1989	2155	1	01/01/1989	2155	-	6811	28155
0200000047-02	1985EOUTIL	OUTILLAGE	7 524,41	01/01/1985	2155	1	01/01/1985	2155	-	6811	28155
0200000050-02	1986EOUTIL	OUTILLAGE	12 017,69	01/01/1986	2155	1	01/01/1986	2155	-	6811	28155
0200000046-02	1984EOUTIL	OUTILLAGE	16 278,66	01/01/1984	2155	1	01/01/1984	2155	-	6811	28155
0200000051-02	1987EOUTIL	OUTILLAGE	26 241,82	01/01/1987	2155	1	01/01/1987	2155	-	6811	28155
14000000165	14000000165	MAT DIVERS	1 008,86	23/07/2014	21561	10	23/07/2014	21561	-	6811	281561
09000000073	09000000073	MAT DIVERS	1 088,04	16/04/2009	21561	15	16/04/2009	21561	-	6811	281561
0700000032-02	5048	MAT DIVERS	1 091,12	03/12/2007	21561	15	03/12/2007	21561	-	6811	281561
9700000011-02	2631	MAT DIVERS	1 245,13	28/10/1997	21561	15	28/10/1997	21561	-	6811	281561
12000000200	12000000200	MAT DIVERS	1 281,63	20/07/2012	21561	10	20/07/2012	21561	-	6811	281561
110000006	110000006	MAT DIVERS	1 353,32	20/01/2011	21561	10	01/02/2011	21561	-	6811	281561
9800000018-02	2749	MAT DIVERS	1 358,28	27/05/1998	21561	15	27/05/1998	21561	-	6811	281561
9800000036-02	2739	MAT DIVERS	1 454,21	07/07/1998	21561	15	07/07/1998	21561	-	6811	281561
1600000071	1600000071	MAT DIVERS	1 630,00	29/02/2016	21561	10	29/02/2016	21561	-	6811	281561

17000000429	17000000429	MAT DIVERS	2 240,00	14/12/2017	21561	10	14/12/2017	21561	-	6811	281561
0200000002-02	4275	MAT DIVERS	2 349,09	07/02/2002	21561	15	07/02/2002	21561	-	6811	281561
1500000063	1500000063	MAT DIVERS	2 546,80	10/04/2015	21561	10	10/04/2015	21561	-	6811	281561
0200000001-02	4286	MAT DIVERS	2 729,00	11/02/2002	21561	15	11/02/2002	21561	-	6811	281561
9800000011-02	2722	MAT DIVERS	2 809,64	11/05/1998	21561	15	11/05/1998	21561	-	6811	281561
0300000007-02	4442	MAT DIVERS	2 817,40	22/07/2003	21561	15	22/07/2003	21561	-	6811	281561
13000000212	13000000212	MAT DIVERS	2 891,66	20/09/2013	21561	10	20/09/2013	21561	-	6811	281561
11000000401	11000000401	MAT DIVERS	2 917,00	08/11/2011	21561	10	15/11/2011	21561	-	6811	281561
9900000016-02	3976	MAT DIVERS	3 111,18	30/11/1999	21561	15	30/11/1999	21561	-	6811	281561
17000000167	17000000167	MAT DIVERS	3 150,00	22/06/2017	21561	10	22/06/2017	21561	-	6811	281561
14000000167	14000000167	MAT DIVERS	3 279,00	24/07/2014	21561	10	24/07/2014	21561	-	6811	281561
10000000199	10000000199	MAT DIVERS	3 396,72	06/07/2010	21561	10	06/07/2010	21561	-	6811	281561
9600000008-02	2505	MAT DIVERS	3 643,53	01/12/1996	21561	15	01/12/1996	21561	-	6811	281561
11000000323	11000000323	MAT DIVERS	3 867,32	12/09/2011	21561	10	15/09/2011	21561	-	6811	281561
0300000023-02	4501	MAT DIVERS	3 906,25	11/12/2003	21561	15	11/12/2003	21561	-	6811	281561
15000000104	15000000104	MAT DIVERS	4 350,00	21/05/2015	21561	10	21/05/2015	21561	-	6811	281561
0000000024-02	4093	MAT DIVERS	4 930,43	05/10/2000	21561	15	01/01/2001	21561	-	6811	281561
0200000016-02	4343B	MAT DIVERS	5 106,73	12/12/2002	21561	15	12/12/2002	21561	-	6811	281561
0300000011-02	4451	MAT DIVERS	5 318,00	29/07/2003	21561	15	29/07/2003	21561	-	6811	281561
0700000030-02	5008	MAT DIVERS	5 517,70	01/08/2007	21561	15	01/08/2007	21561	-	6811	281561
0000000002-02	3988	MAT DIVERS	5 547,62	27/04/2000	21561	15	01/01/2001	21561	-	6811	281561
17000000302	17000000302	MAT DIVERS	5 878,00	02/10/2017	21561	10	02/10/2017	21561	-	6811	281561
0200000101-02	1994COMPT	MAT DIVERS	6 044,86	01/01/1994	21561	15	01/01/1994	21561	-	6811	281561
14000000399	14000000399	MAT DIVERS	6 417,00	26/11/2014	21561	10	26/11/2014	21561	-	6811	281561
12000000193	12000000193	MAT DIVERS	6 588,00	19/07/2012	21561	10	19/07/2012	21561	-	6811	281561
0700000033-02	5060	MAT DIVERS	6 725,58	04/12/2007	21561	15	04/12/2007	21561	-	6811	281561
0400000034-02	4613	MAT DIVERS	6 885,81	07/12/2004	21561	15	07/12/2004	21561	-	6811	281561
9800000031	2824	MAT DIVERS	7 001,22	15/10/1998	21561	15	15/10/1998	21561	-	6811	281561
0200000100-02	1995COMPT	MAT DIVERS	7 026,24	01/01/1995	21561	15	01/01/1995	21561	-	6811	281561
16000000388	16000000388	MAT DIVERS	7 109,65	13/10/2016	21561	10	13/10/2016	21561	-	6811	281561
170000006	170000006	MAT DIVERS	7 352,25	31/01/2017	21561	10	31/01/2017	21561	-	6811	281561
15000000443	15000000443	MAT DIVERS	7 820,00	30/11/2015	21561	10	30/11/2015	21561	-	6811	281561
0600000060-02	4934	MAT DIVERS	8 000,00	01/09/2006	21561	15	02/10/2006	21561	-	6811	281561
190200017	5260	MAT DIVERS	8 476,00	06/08/2019	21561	10	06/08/2019	21561	-	6811	281561
0600000001-02	4842	MAT DIVERS	9 150,00	02/12/2005	21561	15	30/01/2006	21561	-	6811	281561
0100000005-02	4164	MAT DIVERS	9 551,92	22/03/2001	21561	15	22/03/2001	21561	-	6811	281561
11000000491	11000000491	MAT DIVERS	11 170,10	06/12/2011	21561	10	15/12/2011	21561	-	6811	281561
130000009	130000009	MAT DIVERS	12 020,64	28/01/2013	21561	10	28/01/2013	21561	-	6811	281561
09000000410	09000000410	MAT DIVERS	12 923,14	16/11/2009	21561	15	16/11/2009	21561	-	6811	281561
0800000055	0800000055	MAT DIVERS	13 444,32	05/12/2008	21561	15	05/12/2008	21561	-	6811	281561
10000000449	10000000449	MAT DIVERS	14 178,48	02/12/2010	21561	10	02/12/2010	21561	-	6811	281561
13000000308	13000000308	MAT DIVERS	16 924,76	21/11/2013	21561	10	01/01/2014	21561	-	6811	281561
0700000011-02	5039	461ABJ06 RENAULT KANGOO	2 508,36	01/01/2007	2182	10	01/01/2007	2182	-	6811	28182
0100000014-02	4239	49ARV06 BERLINGO ESSENCE BLANC	8 069,23	01/01/2001	2182	10	01/01/2001	2182	-	6811	28182
9600000010-02	2199	NORTON ANTIVIRUS IMPRIMANTE CANON	1 005,86	01/01/1996	2183	10	01/01/1996	2183	-	6811	28183
0400000032	4603	ORDINATEUR	1 025,00	22/11/2004	2183	10	22/11/2004	2183	-	6811	28183
0400000028	4596	IMPRIMANTES LASER LEXMARK E332N EXTENS	1 046,00	21/10/2004	2183	10	21/10/2004	2183	-	6811	28183
9900000009-02	3898	MICRO ORDINATEUR PC 500H/X	1 064,10	22/09/1999	2183	10	22/09/1999	2183	-	6811	28183
0400000024-02	4583	ORDINATEUR PROSENTIO 2000	1 080,03	16/09/2004	2183	10	16/09/2004	2183	-	6811	28183
0900000082	0900000082	1 ORDINATEUR PORTABLE 2CLES USB CP 5192	1 093,99	05/05/2009	2183	10	05/05/2009	2183	-	6811	28183
9700000013-02	2522	LOGICIELS INFO MAJ PACK OFFICE + MS WORK	1 187,26	06/01/1997	2183	10	01/01/1997	2183	-	6811	28183
0400000012-02	4548	1 ORDINATEUR OPTIPLEX GX270 ECRAN PLAT	1 200,00	13/05/2004	2183	10	13/05/2004	2183	-	6811	28183
0400000025-02	4584	ORDINATEUR PROSENTIA 2000	1 220,00	16/09/2004	2183	10	16/09/2004	2183	-	6811	28183
1200000026	1200000026	2 ORDINATEURS OPTIPLEX ET VOSTRO 1 IMPRIMANTE	1 398,16	24/01/2012	2183	5	24/01/2012	2183	-	6811	28183
1000000018	1000000018	2 ORDINATEURS OPTIPLEX VOSTO CP5364	1 436,00	20/01/2010	2183	5	20/01/2010	2183	-	6811	28183
9800000012-02	2732	COPIEUR RICOH S1 MAT.3475620788	1 600,71	19/06/1998	2183	10	19/06/1998	2183	-	6811	28183
0400000035-02	4617	IMAC G5/1.6-OFFICE COMPLE-NORTON ANTI-	1 638,85	06/12/2004	2183	10	06/12/2004	2183	-	6811	28183
0100000007-02	4169	ORDINATEUR PORTABLE SOLITON EV	1 702,86	02/04/2001	2183	10	02/04/2001	2183	-	6811	28183
0400000036-02	4618	BOITIER FIREWALL ANTI VIRUS	1 756,64	10/12/2004	2183	10	10/12/2004	2183	-	6811	28183

0400000037-02	4622	2 ORDINATEURS OPTIFLEX	1 840,00	15/12/2004	2183	10	15/12/2004	2183	-	6811	28183
0400000033	4608	ORDINATEUR OPTIFLEX GX280	2 071,10	06/12/2004	2183	10	06/12/2004	2183	-	6811	28183
0300000004-02	4432	2 ORDINATEURS I845G P4 2.4 GHZ	2 100,00	12/05/2003	2183	10	12/05/2003	2183	-	6811	28183
9900000008-02	3888	2 ORDINATEURS MINI TOUR 6000 I	2 134,29	24/02/1999	2183	10	24/02/1999	2183	-	6811	28183
0000000017-02	4051	ORDINATEUR PRO SENTIA 2000	2 279,11	08/08/2000	2183	10	01/01/2001	2183	-	6811	28183
9800000017	2745	5 IMPRIMANTES 2 LASERJET 6L 1 LASERJET	2 523,04	25/06/1998	2183	10	25/06/1998	2183	-	6811	28183
1902000015	5613	ORDINATEUR ECRANS DELL	2 542,38	09/07/2019	2183	5	09/07/2019	2183	-	6811	28183
9800000016-02	2743	2 ORDINATEURS PC500H-X	2 695,60	24/06/1998	2183	10	24/06/1998	2183	-	6811	28183
0800000040	0800000040	ONDULEUR	2 800,00	01/12/2008	2183	10	01/12/2008	2183	-	6811	28183
0200000030-02	1986EBUR	1986 MATERIEL BUREAU	2 851,00	01/01/1986	2183	1	01/01/1986	2183	-	6811	28183
9800000019-02	2751	2 PCP 0002 MINI TOUR PT 6000-1	2 997,84	02/07/1998	2183	10	02/07/1998	2183	-	6811	28183
0600000031-02	4878	3 ORDINATEURS	3 000,00	13/04/2006	2183	10	30/05/2006	2183	-	6811	28183
9900000014-02	3931	3 ECRANS 15 SVGA COULEUR NE 3SUPPORTS PC	3 045,93	30/06/1999	2183	10	30/06/1999	2183	-	6811	28183
9900000004-02	3872	MICRO ORDINATEUR MINI TOUR PROCESSEUR	3 331,01	02/02/1999	2183	10	02/02/1999	2183	-	6811	28183
0700000019-02	5052	5 ORDINATEURS+5 ECRAN	3 475,00	26/11/2007	2183	10	26/11/2007	2183	-	6811	28183
9900000013-02	3930	3 ECRANS 15 SVGA COULEUR NE 3SUPPORTS PC	3 568,83	30/06/1999	2183	10	30/06/1999	2183	-	6811	28183
10000000408	10000000408	3 ORDINATEURS+ 1 IMPRIMANTE CP5150	3 618,39	29/11/2010	2183	5	29/11/2010	2183	-	6811	28183
9600000019-02	2443	MICROPROCESSEUR MODEM FRONTAL ALMA	3 628,29	01/11/1996	2183	10	01/01/1996	2183	-	6811	28183
9900000017-02	3843	UNITE CENTRALE	3 777,08	19/10/1999	2183	10	19/10/1999	2183	-	6811	28183
9600000013-02	2225	IMPRIMANTE LASER ET BAC	4 730,49	01/05/1996	2183	10	01/01/1996	2183	-	6811	28183
0600000054-02	4921	1 TRACEUR HP DESIGNJET	4 885,00	20/07/2006	2183	10	16/08/2006	2183	-	6811	28183
0700000017-02	5055	1 SERVEUR/SERVEUR WINDOWS2003/ERCRAN TFT	5 335,00	26/11/2007	2183	10	26/11/2007	2183	-	6811	28183
9600000016-02	2436	MASSICOT BOWE 355A	5 640,61	01/10/1996	2183	10	01/01/1996	2183	-	6811	28183
10000000317	10000000317	SERVEUR CP EN CHARGE N5413	5 805,91	01/10/2010	2183	5	01/10/2010	2183	-	6811	28183
0600000012-02	4860	SERVEUR D APPLICATION	6 100,00	13/02/2006	2183	10	21/03/2006	2183	-	6811	28183
9600000020-02	2448	MICRO ORDINATEURS + IMPRIMANTES	6 590,37	01/12/1996	2183	10	01/01/1996	2183	-	6811	28183
0200000034-02	1989EBUR	1989 MATERIEL BUREAU EAU	7 862,83	01/01/1989	2183	1	01/01/1989	2183	-	6811	28183
0600000052-02	4917	1 PHOTOCOPIEUR COULEUR NASHUATEC	8 500,00	30/06/2006	2183	10	03/08/2006	2183	-	6811	28183
0000000030-02	4120	TRACEUR HP	9 346,88	29/06/2000	2183	10	29/06/2000	2183	-	6811	28183
0600000050-02	4915	APPAREIL DE MISE SOUS PLI MSP DS 70	9 607,00	29/06/2006	2183	10	18/07/2006	2183	-	6811	28183
0400000014-02	4552	SERVEUR INFORMATIQUE NET SENTIA 5000-PRO	9 615,00	07/06/2004	2183	10	07/06/2004	2183	-	6811	28183
0200000042-02	1990EBUR	1990 MATERIEL BUREAU	10 204,15	01/01/1990	2183	1	01/01/1990	2183	-	6811	28183
0200000025-02	1991EBUR	1991 MATERIEL BUREAU	18 059,95	01/01/1991	2183	1	01/01/1991	2183	-	6811	28183
0200000037-02	1993EBUR	1993 MATERIEL BUREAU EAU	18 288,52	01/01/1993	2183	1	01/01/1993	2183	-	6811	28183
0200000038	1994EBUR	1994 MATERIEL BUREAU EAU	26 314,16	01/01/1994	2183	1	01/01/1994	2183	-	6811	28183
0200000032-02	1987EBUR	1987 MATERIEL BUREAU EAU	29 557,39	01/01/1987	2183	1	01/01/1987	2183	-	6811	28183
0200000040-02	1995EBUR	1995 MATERIEL BUREAU EAU	31 314,50	01/01/1995	2183	1	01/01/1995	2183	-	6811	28183
0200000036-02	1992EBUR	1992 MATERIEL BUREAU EAU	37 717,40	01/01/1992	2183	1	01/01/1992	2183	-	6811	28183
0200000088-02	1989EMOB	1989 MOBILIER EAU	1 171,23	01/01/1989	2184	1	01/01/1989	2184	-	6811	28184
0200000099-02	1995EMOB	1995 MOBILIER EAU	1 192,76	01/01/1995	2184	1	01/01/1995	2184	-	6811	28184
0200000096-02	1993EMOB	1993 MOBILIER EAU	1 473,51	01/01/1993	2184	1	01/01/1993	2184	-	6811	28184
0200000079-02	1982EMOB	1982 MOBILIER EAU	2 185,28	01/01/1982	2184	1	01/01/1982	2184	-	6811	28184
0200000098-02	1994EMOB	1994 MOBILIER EAU	2 453,67	01/01/1994	2184	1	01/01/1994	2184	-	6811	28184
0200000083-02	1985EMOB	1985 MOBILIER EAU	3 003,08	01/01/1985	2184	1	01/01/1985	2184	-	6811	28184
0200000094-02	1992EMOB	1992 MOBILIER EAU	3 461,84	01/01/1992	2184	1	01/01/1992	2184	-	6811	28184
0200000076-02	1979EMOB	1979 MOBILIER EAU	4 568,30	01/01/1979	2184	1	01/01/1979	2184	-	6811	28184
0200000087-02	1988EMOB	1988 MOBILIER EAU	4 896,16	01/01/1988	2184	1	01/01/1988	2184	-	6811	28184
0200000077-02	1980EMOB	1980 MOBILIER EAU	6 286,15	01/01/1980	2184	1	01/01/1980	2184	-	6811	28184
0200000084-02	1986EMOB	1986 MOBILIER EAU	7 055,12	01/01/1986	2184	1	01/01/1986	2184	-	6811	28184
0200000078-02	1981EMOB	1981 MOBILIER EAU	8 016,61	01/01/1981	2184	1	01/01/1981	2184	-	6811	28184
0200000090-02	1990EMOB	1990 MOBILIER EAU	13 534,88	01/01/1990	2184	1	01/01/1990	2184	-	6811	28184
0200000080-02	1983EMOB	1983 MOBILIER EAU	21 341,50	01/01/1983	2184	1	01/01/1983	2184	-	6811	28184
11000000343	11000000343	ATELIER RME BAT5-11	21,00	22/09/2011	2313	50	01/10/2011	2313	21311	6811	281311
12000000212	12000000212	ATELIER RME BAT5-12	85,35	07/08/2012	2313	50	01/09/2012	2313	21311	6811	281311
120000000159	120000000159	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	144,92	26/06/2012	2313	50	01/07/2012	2313	21311	6811	281311
1100000068	1100000068	ATELIER RME BAT5-11	150,00	29/03/2011	2313	50	01/04/2011	2313	21311	6811	281311
12000000438	12000000438	STATION FOUX BAT4-12	156,00	27/09/2012	2313	50	01/10/2012	2313	21311	6811	281311
09000000492	09000000492	ATELIER RME BAT5-09	220,00	01/12/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
11000000432	11000000432	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	246,00	25/11/2011	2313	50	01/12/2011	2313	21311	6811	281311

110000009	110000009	ATELIER RME BAT5-11	300,00	20/01/2011	2313	50	01/02/2011	2313	21311	6811	281311
1200000082	1200000082	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	302,20	30/03/2012	2313	50	01/04/2012	2313	21311	6811	281311
1100000067	1100000067	ATELIER RME BAT5-11	304,82	28/03/2011	2313	50	01/04/2011	2313	21311	6811	281311
1000000134	1000000134	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	321,15	01/06/2010	2313	50	01/06/2010	2313	21311	6811	281311
1000000157	1000000157	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	321,22	21/06/2010	2313	50	01/07/2010	2313	21311	6811	281311
1000000256	1000000256	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	322,05	09/08/2010	2313	50	01/09/2010	2313	21311	6811	281311
1000000275	1000000275	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	322,69	31/08/2010	2313	50	01/09/2010	2313	21311	6811	281311
1000000307	1000000307	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	322,69	24/09/2010	2313	50	01/10/2010	2313	21311	6811	281311
1000000357	1000000357	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	323,01	02/11/2010	2313	50	01/12/2010	2313	21311	6811	281311
1000000452	1000000452	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	323,62	02/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
1100000056	1100000056	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	325,50	14/03/2011	2313	50	01/04/2011	2313	21311	6811	281311
1100000081	1100000081	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	326,46	05/04/2011	2313	50	01/05/2011	2313	21311	6811	281311
1100000121	1100000121	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	326,94	02/05/2011	2313	50	01/06/2011	2313	21311	6811	281311
1000000338	1000000338	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	331,09	21/10/2010	2313	50	01/11/2010	2313	21311	6811	281311
1000000435	1000000435	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE RES35-10	331,09	29/11/2010	2313	50	01/12/2010	2313	21311	6811	281311
1100000018	1100000018	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	331,09	27/01/2011	2313	50	01/02/2011	2313	21311	6811	281311
1100000034	1100000034	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	331,09	18/02/2011	2313	50	01/03/2011	2313	21311	6811	281311
1100000057	1100000057	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	331,09	15/03/2011	2313	50	01/04/2011	2313	21311	6811	281311
1100000007	1100000007	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	331,09	20/01/2011	2313	50	01/02/2011	2313	21311	6811	281311
11000000115	11000000115	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	331,10	21/04/2011	2313	50	01/05/2011	2313	21311	6811	281311
1700000106	BAT4-17	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-17	370,00	05/05/2017	2313	50	05/05/2017	2313	21311	6811	281311
1100000108	1100000108	ATELIER RME BAT5-11	377,21	18/04/2011	2313	50	01/05/2011	2313	21311	6811	281311
1000000312	1000000312	ATELIER RME BAT5-10	420,00	01/10/2010	2313	50	01/10/2010	2313	21311	6811	281311
11000000394	11000000394	ATELIER RME BAT5-11	440,08	07/11/2011	2313	50	01/12/2011	2313	21311	6811	281311
1200000012	1200000012	ATELIER RME BAT5-12	485,00	10/01/2012	2313	50	01/02/2012	2313	21311	6811	281311
12000000176	12000000176	ATELIER RME BAT5-12	495,00	06/07/2012	2313	50	01/08/2012	2313	21311	6811	281311
1400000070	1400000070	USINE TRIATEMENT FOUX BAT4-14	499,00	15/04/2014	2313	50	15/04/2014	2313	21311	6811	281311
11000000107	11000000107	ATELIER RME BAT5-11	502,96	18/04/2011	2313	50	01/05/2011	2313	21311	6811	281311
10000000279	10000000279	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	520,00	11/05/2010	2313	50	01/06/2010	2313	21311	6811	281311
11000000391	11000000391	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-11	530,00	07/11/2011	2313	50	01/12/2011	2313	21311	6811	281311
1800000273	BAT4-18	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-18	541,00	12/11/2018	2313	50	12/11/2018	2313	21311	6811	281311
15000000170	BAT4-15	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-15	550,00	09/07/2015	2313	50	01/08/2015	2313	21311	6811	281311
1400000056	1400000056	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-14	551,00	10/04/2014	2313	50	15/04/2014	2313	21311	6811	281311
17000000134	BAT4-17	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-17	580,00	31/05/2017	2313	50	31/05/2017	2313	21311	6811	281311
10000000373	10000000373	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-10	586,40	16/11/2010	2313	50	01/12/2010	2313	21311	6811	281311
0800000046	0800000046	FORAGE PINCHINADE	587,00	31/10/2008	2313	50	01/11/2008	2313	21311	6811	281311
12000000105	12000000105	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-12	587,21	18/04/2012	2313	50	01/05/2012	2313	21311	6811	281311
15000000395	BAT49-15	FORAGE PINCHINADE BAT49-15	590,18	19/11/2015	2313	50	01/12/2015	2313	21311	6811	281311
1200000036	1200000036	FORAGE PINCHINADE BAT49-12	605,00	02/02/2012	2313	50	01/03/2012	2313	21311	6811	281311
15000000201	BAT4-15	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-15	609,30	31/07/2015	2313	50	31/07/2015	2313	21311	6811	281311
12000000113	12000000113	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	621,67	07/05/2012	2313	50	01/06/2012	2313	21311	6811	281311
13000000294	13000000294	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-13	624,00	15/11/2013	2313	50	01/12/2013	2313	21311	6811	281311
10000000339	10000000339	RESERVOIR DE CASTELLARAS BAT71-10	638,00	21/10/2010	2313	50	01/11/2010	2313	21311	6811	281311
15000000233	BAT4-15	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-15	648,33	12/08/2015	2313	50	01/09/2015	2313	21311	6811	281311
0900000048	0900000048	RESERVOIR DU DEFENDS BAT39-09	648,60	02/03/2009	2313	50	01/04/2009	2313	21311	6811	281311
1100000021	1100000021	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	648,90	28/01/2011	2313	50	01/02/2011	2313	21311	6811	281311
12000000143	12000000143	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	650,00	12/06/2012	2313	50	01/07/2012	2313	21311	6811	281311
09000000504	09000000504	ATELIER RME BAT5-09	660,00	01/12/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
10000000278	10000000278	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-10	715,33	20/04/2010	2313	50	01/05/2010	2313	21311	6811	281311
11000000461	11000000461	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-11	720,00	01/12/2011	2313	50	01/12/2011	2313	21311	6811	281311
09000000327	09000000327	ATELIER RME BAT5-09	721,88	27/10/2009	2313	50	01/11/2009	2313	21311	6811	281311
09000000329	09000000329	ATELIER RME BAT5-09	721,88	27/10/2009	2313	50	01/11/2009	2313	21311	6811	281311
14000000440	BAT39-14	RESERVOIR DU DEFENDS BAT39-14	739,00	08/12/2014	2313	50	15/12/2014	2313	21311	6811	281311
1100000065	1100000065	ATELIER RME BAT5-11	744,91	28/03/2011	2313	50	01/04/2011	2313	21311	6811	281311
1100000050	1100000050	ATELIER RME BAT5-11	756,00	14/03/2011	2313	50	01/04/2011	2313	21311	6811	281311
11000000402	11000000402	ATELIER RME BAT5-11	769,91	08/11/2011	2313	50	01/12/2011	2313	21311	6811	281311
12000000132	12000000132	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	778,00	25/05/2012	2313	50	01/06/2012	2313	21311	6811	281311
1200000095	1200000095	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	780,00	10/04/2012	2313	50	01/05/2012	2313	21311	6811	281311
10000000273	10000000273	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-10	784,00	31/08/2010	2313	50	01/09/2010	2313	21311	6811	281311

0600000008-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	786,00	14/02/2006	2313	50	01/03/2006	2313	21311	6811	281311
12000000198	12000000198	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	806,60	20/07/2012	2313	50	01/08/2012	2313	21311	6811	281311
10000000488	10000000488	ATELIER RME BAT5-10	808,46	06/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
1700000058	BAT4-17	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-17	812,00	07/03/2017	2313	50	07/03/2017	2313	21311	6811	281311
13000000162	13000000162	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-13	837,00	06/08/2013	2313	50	01/09/2013	2313	21311	6811	281311
1100000066	1100000066	ATELIER RME BAT5-11	847,78	28/03/2011	2313	50	01/04/2011	2313	21311	6811	281311
13000000102	13000000102	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-13	850,56	03/06/2013	2313	50	01/07/2013	2313	21311	6811	281311
09000000490	09000000490	ATELIER RME BAT5-09	880,00	01/12/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
090000005	090000005	RESERVOIR DU DEFENDS BAT39-09	902,10	29/01/2009	2313	50	01/02/2009	2313	21311	6811	281311
12000000108	12000000108	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	910,19	24/04/2012	2313	50	01/05/2012	2313	21311	6811	281311
120000007	120000007	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	913,00	10/01/2012	2313	50	01/02/2012	2313	21311	6811	281311
16000000233	BAT26-16	3 MAS II BAT26-16	920,00	19/07/2016	2313	50	19/07/2016	2313	21311	6811	281311
1800000225	BAT4-18	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-18	920,00	22/10/2018	2313	50	22/10/2018	2313	21311	6811	281311
09000000465	09000000465	RESERVOIR DU DEFENDS BAT39-09	935,50	25/11/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
10000000363	10000000363	USINE DE TRAITEMENT FOUX BAT4-10	960,00	09/11/2010	2313	50	01/12/2010	2313	21311	6811	281311
10000000208	10000000208	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	972,00	08/07/2010	2313	50	01/08/2010	2313	21311	6811	281311
09000000429	09000000429	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-09	973,42	20/11/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
12000000219	12000000219	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	994,75	08/08/2012	2313	50	01/09/2012	2313	21311	6811	281311
12000000199	12000000199	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	1 005,40	20/07/2012	2313	50	01/08/2012	2313	21311	6811	281311
10000000158	10000000158	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	1 021,71	21/06/2010	2313	50	01/07/2010	2313	21311	6811	281311
11000000392	11000000392	ATELIER RME BAT5-11	1 049,73	07/11/2011	2313	50	01/12/2011	2313	21311	6811	281311
12000000131	12000000131	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	1 057,95	25/05/2012	2313	50	01/06/2012	2313	21311	6811	281311
0600000036-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	1 102,00	22/06/2006	2313	50	01/07/2006	2313	21311	6811	281311
1300000012	1300000012	FORAGE PINCHINADE BAT49-13	1 112,00	29/01/2013	2313	50	01/02/2013	2313	21311	6811	281311
12000000289	12000000289	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	1 139,81	09/10/2012	2313	50	01/11/2012	2313	21311	6811	281311
10000000324	10000000324	ATELIER RME BAT5-10	1 155,00	07/10/2010	2313	50	01/11/2010	2313	21311	6811	281311
11000000160	11000000160	ATELIER RME BAT5-11	1 155,00	26/05/2011	2313	50	01/06/2011	2313	21311	6811	281311
12000000290	12000000290	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	1 181,81	09/10/2012	2313	50	01/11/2012	2313	21311	6811	281311
1100000011	1100000011	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	1 197,26	21/01/2011	2313	50	01/02/2011	2313	21311	6811	281311
10000000485	10000000485	ATELIER RME BAT5-10	1 232,57	06/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
0900000053	0900000053	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-09	1 300,00	20/03/2009	2313	50	01/04/2009	2313	21311	6811	281311
0600000013-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	1 321,34	21/03/2006	2313	50	01/04/2006	2313	21311	6811	281311
10000000318	10000000318	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	1 324,36	04/10/2010	2313	50	01/11/2010	2313	21311	6811	281311
11000000360	11000000360	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-11	1 338,00	10/10/2011	2313	50	01/11/2011	2313	21311	6811	281311
1300000046	1300000046	3 MAS II BAT26-13	1 345,00	25/03/2013	2313	50	01/04/2013	2313	21311	6811	281311
09000000324	09000000324	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-09	1 350,00	25/10/2009	2313	50	01/11/2009	2313	21311	6811	281311
1200000068	1200000068	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	1 375,00	20/03/2012	2313	50	01/04/2012	2313	21311	6811	281311
13000000322	13000000322	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-13	1 395,00	26/11/2013	2313	50	01/12/2013	2313	21311	6811	281311
09000000105	09000000105	RESERVOIR EAU COMPLEMENTAIRE BAT35-09	1 400,00	17/03/2009	2313	50	01/04/2009	2313	21311	6811	281311
0800000044	0800000044	USINE TRAITEMENT FOUX	1 461,70	21/10/2008	2313	50	01/11/2008	2313	21311	6811	281311
12000000253	12000000253	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	1 479,00	10/09/2012	2313	50	01/10/2012	2313	21311	6811	281311
0700000022-02	BAT4E-07	USINE TRAITEMENT FOUX	1 527,17	15/11/2007	2313	50	01/12/2007	2313	21311	6811	281311
10000000325	10000000325	ATELIER RME BAT5-10	1 540,00	11/10/2010	2313	50	01/11/2010	2313	21311	6811	281311
10000000322	10000000322	ATELIER RME BAT5-10	1 595,00	11/10/2010	2313	50	01/11/2010	2313	21311	6811	281311
11000000356	11000000356	ATELIER RME BAT5-11	1 600,00	06/10/2011	2313	50	01/11/2011	2313	21311	6811	281311
11000000433	11000000433	ATELIER RME BAT5-11	1 600,00	25/11/2011	2313	50	01/12/2011	2313	21311	6811	281311
120000006	120000006	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	1 666,65	10/01/2012	2313	50	01/02/2012	2313	21311	6811	281311
15000000134	BAT4-15	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-15	1 740,00	11/06/2015	2313	50	01/07/2015	2313	21311	6811	281311
110000008	110000008	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-11	1 802,00	20/01/2011	2313	50	01/02/2011	2313	21311	6811	281311
1100000043	1100000043	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-11	1 820,51	10/03/2011	2313	50	01/04/2011	2313	21311	6811	281311
09000000461	09000000461	RESERVOIR DU DEFENDS BAT39-09	1 841,20	25/11/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
12000000262	12000000262	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	1 856,99	17/09/2012	2313	50	01/10/2012	2313	21311	6811	281311
17000000178	BAT4-17	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-17	1 857,00	30/06/2017	2313	50	30/06/2017	2313	21311	6811	281311
10000000477	10000000477	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-10	1 890,00	03/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
10000000164	10000000164	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-10	1 900,25	29/06/2010	2313	50	01/07/2010	2313	21311	6811	281311
0600000025-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	1 950,00	15/05/2006	2313	50	01/06/2006	2313	21311	6811	281311
10000000451	10000000451	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	2 006,08	02/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
1200000023	1200000023	ATELIER RME BAT5-12	2 008,87	24/01/2012	2313	50	01/02/2012	2313	21311	6811	281311
1300000019	1300000019	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-13	2 038,00	19/02/2013	2313	50	01/03/2013	2313	21311	6811	281311

0600000051-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	2 100,00	13/09/2006	2313	50	01/10/2006	2313	21311	6811	281311
10000000361	10000000361	PARTITEUR DES GYPIERES BAT78-10	2 118,00	05/11/2010	2313	50	01/12/2010	2313	21311	6811	281311
12000000400	12000000400	FORAGE PINCHINADE BAT49-12	2 189,25	07/12/2012	2313	50	16/12/2012	2313	21311	6811	281311
10000000489	10000000489	ATELIER RME BAT5-10	2 219,92	06/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
15000000373	BAT5-15	ATELIER RME BAT5-15	2 250,00	12/11/2015	2313	50	01/12/2015	2313	21311	6811	281311
0600000044-02	BAT5	ATELIER RME	2 276,00	06/07/2006	2313	50	01/08/2006	2313	21311	6811	281311
10000000323	10000000323	ATELIER RME BAT5-10	2 310,00	11/10/2010	2313	50	01/11/2010	2313	21311	6811	281311
1800000169	BAT4-18	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BT4-18	2 392,76	03/08/2018	2313	50	03/08/2018	2313	21311	6811	281311
17000000420	BAT4-17	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-17	2 450,00	29/11/2017	2313	50	29/11/2017	2313	21311	6811	281311
14000000271	14000000271	FORAGE PINCHINADE BAT49-14	2 470,00	15/09/2014	2313	50	16/09/2014	2313	21311	6811	281311
0900000052	0900000052	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-09	2 490,00	20/03/2009	2313	50	01/04/2009	2313	21311	6811	281311
0800000047	0800000047	STATION 3 MAS II	2 496,00	31/10/2008	2313	50	01/11/2008	2313	21311	6811	281311
10000000257	10000000257	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	2 499,11	10/08/2010	2313	50	01/09/2010	2313	21311	6811	281311
14000000396	BAT49-14	FORAGE PINCHINADE BAT49-14	2 545,00	25/11/2014	2313	50	01/12/2014	2313	21311	6811	281311
14000000280	14000000280	RESERVOIR DU DEFENDS BAT39-14	2 576,00	22/09/2014	2313	50	01/10/2014	2313	21311	6811	281311
17000000366	BAT39-17	RESERVOIR DU DEFENDS BAT39-17	2 620,00	15/11/2017	2313	50	15/11/2017	2313	21311	6811	281311
09000000491	09000000491	ATELIER RME BAT5-09	2 640,00	01/12/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
09000000328	09000000328	ATELIER RME BAT5-09	2 681,25	27/10/2009	2313	50	01/11/2009	2313	21311	6811	281311
13000000321	13000000321	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-13	2 692,83	26/11/2013	2313	50	01/12/2013	2313	21311	6811	281311
11000000264	11000000264	ATELIER RME BAT5-11	2 800,00	08/08/2011	2313	50	01/09/2011	2313	21311	6811	281311
12000000161	12000000161	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	2 835,11	26/06/2012	2313	50	01/07/2012	2313	21311	6811	281311
1200000025	1200000025	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-12	2 991,86	24/01/2012	2313	50	01/02/2012	2313	21311	6811	281311
11000000106	11000000106	ATELIER RME BAT5-11	3 017,74	18/04/2011	2313	50	01/05/2011	2313	21311	6811	281311
1200000034	1200000034	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-12	3 033,59	23/01/2012	2313	50	01/02/2012	2313	21311	6811	281311
1100000076	1100000076	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	3 049,80	13/04/2011	2313	50	01/05/2011	2313	21311	6811	281311
10000000313	10000000313	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-10	3 090,00	01/10/2010	2313	50	01/10/2010	2313	21311	6811	281311
10000000487	10000000487	ATELIER RME BAT5-10	3 094,66	06/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
15000000396	BAT49-15	FORAGE PINCHINADE BAT4-15	3 162,42	19/11/2015	2313	50	01/12/2015	2313	21311	6811	281311
11000000133	11000000133	ATELIER RME BAT5-11	3 300,00	12/05/2011	2313	50	01/06/2011	2313	21311	6811	281311
12000000204	12000000204	SOURCE SAURIN BAT89-12	3 330,00	25/07/2012	2313	50	01/08/2012	2313	21311	6811	281311
12000000335	12000000335	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	3 343,00	26/11/2012	2313	50	01/12/2012	2313	21311	6811	281311
13000000305	13000000305	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-13	3 385,50	19/11/2013	2313	50	01/12/2013	2313	21311	6811	281311
1000000044	1000000044	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-10	3 520,00	08/03/2010	2313	50	01/04/2010	2313	21311	6811	281311
14000000397	BAT71-14	RESERVOIRS CASTALLARAS BAT71-14	3 525,00	25/11/2014	2313	50	01/12/2014	2313	21311	6811	281311
1100000064	1100000064	ATELIER RME BAT5-11	3 596,90	28/03/2011	2313	50	01/04/2011	2313	21311	6811	281311
11000000120	11000000120	ATELIER RME BAT5-11	3 614,63	03/05/2011	2313	50	01/06/2011	2313	21311	6811	281311
0600000030-02	BAT49	FORAGE PINCHINADE	3 630,00	24/04/2006	2313	50	01/05/2006	2313	21311	6811	281311
10000000453	10000000453	RESERVOIR DE CASTELLARAS II BAT71-10	3 990,00	02/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
11000000335	11000000335	RESERVOIR CASTELLARAS II BAT71-11	3 990,00	15/09/2011	2313	50	01/10/2011	2313	21311	6811	281311
13000000319	13000000319	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-13	4 331,05	22/11/2013	2313	50	01/12/2013	2313	21311	6811	281311
11000000134	11000000134	ATELIER RME BAT5-11	4 400,00	12/05/2011	2313	50	10/06/2011	2313	21311	6811	281311
09000000464	09000000464	USINE DE TRAITEMENT FOUX BAT4-09	4 547,60	25/11/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
10000000486	10000000486	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-10	4 617,20	06/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
11000000393	11000000393	ATELIER RME BAT5-11	4 654,63	07/11/2011	2313	50	01/12/2011	2313	21311	6811	281311
11000000497	11000000497	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-11	4 673,20	08/12/2011	2313	50	15/12/2011	2313	21311	6811	281311
190200016	BAT49-19	FORAGE PINCHINADE BAT49-19	4 734,00	23/07/2019	2313	50	23/07/2019	2313	21311	6811	281311
0800000045	0800000045	FORAGE PINCHINADE	4 818,28	05/09/2008	2313	50	01/10/2008	2313	21311	6811	281311
17000000388	BAT26-17	STATION 3 MASII BAT26-17	4 875,00	29/11/2017	2313	50	29/11/2017	2313	21311	6811	281311
0300000036-02	BAT49	FORAGE PINCHINADE	5 186,22	01/01/1996	2313	46	01/01/2003	2313	21311	6811	281311
09000000106	09000000106	RESERVOIR EAU COMPLEMENTAIRE BAT35-09	5 210,00	16/04/2009	2313	50	01/05/2009	2313	21311	6811	281311
11000000372	11000000372	ATELIER RME BAT5-11	5 280,90	17/10/2011	2313	50	01/11/2011	2313	21311	6811	281311
11000000492	11000000492	ATELIER RME BAT5-11	5 416,24	12/09/2011	2313	50	01/10/2011	2313	21311	6811	281311
09000000312	09000000312	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-09	5 611,00	07/07/2009	2313	50	01/08/2009	2313	21311	6811	281311
1300000011	1300000011	FORAGE PINCHINADE BAT49-13	5 848,00	29/01/2013	2313	50	01/02/2013	2313	21311	6811	281311
0700000041-02	BAT4-07	USINE TRAITEMENT FOUX	5 877,07	31/12/2007	2313	50	01/01/2008	2313	21311	6811	281311
11000000244	11000000244	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	6 289,72	21/07/2011	2313	50	01/08/2011	2313	21311	6811	281311
09000000268	09000000268	RESERVOIR DU DEFENDS BAT39-09	6 580,50	22/09/2009	2313	50	01/10/2009	2313	21311	6811	281311
09000000104	09000000104	RESERVOIR EAU COMPLEMENTAIRE BAT35-09	6 643,00	07/04/2009	2313	50	01/05/2009	2313	21311	6811	281311
11000000207	11000000207	FORAGE QUARTIER CHATEAU BAT61-11	6 839,00	04/07/2011	2313	50	01/08/2011	2313	21311	6811	281311

0900000051	0900000051	FORAGE QUARTIER CHATEAU BAT61-09	6 901,00	19/03/2009	2313	50	01/04/2009	2313	21311	6811	281311
11000000493	11000000493	ATELIER RME BAT5-11	6 911,15	12/09/2011	2313	50	01/10/2011	2313	21311	6811	281311
190200001	BAT4-19	STATION FOUX BAT4-19	7 058,21	22/01/2019	2313	50	22/01/2019	2313	21311	6811	281311
1200000035	1200000035	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-12	7 099,55	19/01/2012	2313	50	01/02/2012	2313	21311	6811	281311
09000000356	09000000356	RESERVOIR DU CASTELLARAS BAT71-09	7 143,49	05/11/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
1100000039	1100000039	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-11	7 150,00	25/02/2011	2313	50	01/03/2011	2313	21311	6811	281311
12000000101	12000000101	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-12	7 457,59	17/04/2012	2313	50	01/05/2012	2313	21311	6811	281311
0600000075-02	BAT4E-07	USINE TRAITEMENT FOUX	7 745,29	29/12/2006	2313	50	01/01/2007	2313	21311	6811	281311
11000000199	11000000199	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	8 011,28	23/06/2011	2313	50	01/07/2011	2313	21311	6811	281311
11000000262	11000000262	ATELIER RME BAT5-11	8 400,40	08/08/2011	2313	50	01/09/2011	2313	21311	6811	281311
1300000042	1300000042	FORAGE PINCHINADE BAT49-13	9 000,00	21/03/2013	2313	50	01/04/2013	2313	21311	6811	281311
10000000276	10000000276	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	9 094,60	31/08/2010	2313	50	01/09/2010	2313	21311	6811	281311
09000000390	09000000390	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-09	9 120,00	12/11/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
0700000023-02	BAT61-07E	FORAGE QUARTIER CHATEAU	9 283,00	09/10/2007	2313	50	01/11/2007	2313	21311	6811	281311
11000000265	11000000265	ATELIER RME BAT5-11	9 702,00	08/08/2011	2313	50	01/09/2011	2313	21311	6811	281311
11000000130	11000000130	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	10 005,80	10/05/2011	2313	50	01/06/2011	2313	21311	6811	281311
0700000020-02	BAT4E-07	USINE TRAITEMENT FOUX	10 242,00	15/06/2007	2313	50	01/07/2007	2313	21311	6811	281311
11000000179	11000000179	RESERVOIR CASTELLARAS I BAT71-11	10 250,00	12/06/2011	2313	50	01/07/2011	2313	21311	6811	281311
11000000190	11000000190	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	10 387,03	21/06/2011	2313	50	01/07/2011	2313	21311	6811	281311
11000000260	11000000260	ATELIER RME BAT5-11	10 703,78	08/08/2011	2313	50	01/09/2011	2313	21311	6811	281311
12000000102	12000000102	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-12	10 835,58	17/04/2012	2313	50	01/05/2012	2313	21311	6811	281311
11000000494	11000000494	ATELIER RME BAT5-11	11 005,00	03/05/2011	2313	50	01/06/2011	2313	21311	6811	281311
0600000014-02	BAT4E	USINE TRAITEMENT FOUX	11 630,00	31/03/2006	2313	50	01/04/2006	2313	21311	6811	281311
10000000293	10000000293	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	11 692,00	13/09/2010	2313	50	01/10/2010	2313	21311	6811	281311
0800000042	0800000042	RESERVOIR DU DEFENDS	12 000,00	01/07/2008	2313	50	01/01/2008	2313	21311	6811	281311
10000000109	10000000109	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	12 150,00	10/05/2010	2313	50	01/06/2010	2313	21311	6811	281311
11000000168	11000000168	ATELIER RME BAT5-11	12 499,99	06/06/2011	2313	50	01/07/2011	2313	21311	6811	281311
12000000439	12000000439	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-12	12 561,84	18/12/2012	2313	50	01/01/2013	2313	21311	6811	281311
11000000099	11000000099	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	13 732,27	07/04/2011	2313	50	01/05/2011	2313	21311	6811	281311
17000000440	BAT4-17	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-17	13 733,05	20/12/2017	2313	50	20/12/2017	2313	21311	6811	281311
16000000506	BAT4-16	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-16	14 280,00	02/12/2016	2313	50	02/12/2016	2313	21311	6811	281311
11000000261	11000000261	ATELIER RME BAT5-11	14 628,39	08/08/2011	2313	50	01/09/2011	2313	21311	6811	281311
11000000357	11000000357	ATELIER RME BAT5-11	14 826,20	04/10/2011	2313	50	01/11/2011	2313	21311	6811	281311
11000000259	11000000259	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	16 320,00	08/08/2011	2313	50	01/09/2011	2313	21311	6811	281311
0700000021-02	BAT4E-07	USINE TRAITEMENT FOUX	17 415,00	24/09/2007	2313	50	01/10/2007	2313	21311	6811	281311
11000000325	11000000325	ATELIER RME BAT5-11	18 079,85	12/09/2011	2313	50	01/10/2011	2313	21311	6811	281311
10000000292	10000000292	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	18 235,00	13/09/2010	2313	50	01/10/2010	2313	21311	6811	281311
10000000024	10000000024	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-10	19 030,00	15/02/2010	2313	50	01/03/2010	2313	21311	6811	281311
09000000372	09000000372	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-09	19 399,00	10/11/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
08000000601	08000000601	USINE TRAITEMENT FOUX	19 998,80	30/12/2008	2313	50	30/12/2008	2313	21311	6811	281311
09000000503	09000000503	RESEVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-09	20 200,00	01/12/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
0800000043	0800000043	USINE TRAITEMENT FOUX	21 518,00	10/06/2008	2313	50	01/07/2008	2313	21311	6811	281311
1200000011	1200000011	ATELIER RME BAT5-12	21 697,26	10/01/2012	2313	50	01/02/2012	2313	21311	6811	281311
11000000223	11000000223	ATELIER RME BAT5-11	22 213,98	07/07/2011	2313	50	01/08/2011	2313	21311	6811	281311
16000000531	BAT4-16	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-16	22 734,62	22/12/2016	2313	50	22/12/2016	2313	21311	6811	281311
15000000519	BAT4-15	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-15	23 744,26	28/12/2015	2313	50	28/12/2015	2313	21311	6811	281311
13000000386	13000000386	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-13	24 372,27	12/12/2013	2313	50	16/12/2013	2313	21311	6811	281311
0900000006	0900000006	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-09	24 613,00	23/01/2009	2313	50	01/02/2009	2313	21311	6811	281311
1400000009	1400000009	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-14	24 629,00	11/02/2014	2313	50	15/02/2014	2313	21311	6811	281311
11000000525	11000000525	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-11	25 862,84	28/12/2011	2313	50	01/01/2012	2313	21311	6811	281311
11000000483	11000000483	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	26 019,87	05/12/2011	2313	50	15/12/2011	2313	21311	6811	281311
10000000510	10000000510	USINE TRAITEMENT FOUX BAT4-10	26 394,42	23/12/2010	2313	50	25/12/2010	2313	21311	6811	281311
11000000245	11000000245	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	27 170,00	21/07/2011	2313	50	01/08/2011	2313	21311	6811	281311
11000000195	11000000195	ATELIER RME BAT5-11	28 545,40	23/06/2011	2313	50	01/07/2011	2313	21311	6811	281311
11000000131	11000000131	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	28 822,27	10/05/2011	2313	50	01/06/2011	2313	21311	6811	281311
1800000462	BAT4-18	STATION FOUX BAT4-18	29 506,69	20/12/2018	2313	50	20/12/2018	2313	21311	6811	281311
09000000558	09000000558	USINE TRAITEMENT STATION FOUX BAT4-09	29 986,16	01/01/2010	2313	50	01/01/2010	2313	21311	6811	281311
12000000090	12000000090	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-12	30 049,00	05/04/2012	2313	50	01/05/2012	2313	21311	6811	281311
11000000495	11000000495	ATELIER RME BAT5-11	30 247,94	03/05/2011	2313	50	01/06/2011	2313	21311	6811	281311

11000000119	11000000119	ATELIER RME BAT5-11	30 769,67	03/05/2011	2313	50	01/06/2011	2313	21311	6811	281311
11000000110	11000000110	ATELIER RME BAT5-11	31 969,34	18/04/2011	2313	50	01/05/2011	2313	21311	6811	281311
1100000024	1100000024	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	33 748,00	31/01/2011	2313	50	01/02/2011	2313	21311	6811	281311
09000000311	09000000311	RESERVOIR DU DEFENDS BAT39-09	35 270,00	07/07/2009	2313	50	01/08/2009	2313	21311	6811	281311
14000000444	BAT4-14	STATION FOUX BAT4-14	35 637,94	22/12/2014	2313	50	22/12/2014	2313	21311	6811	281311
1100000012	1100000012	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	38 560,50	21/01/2011	2313	50	01/02/2011	2313	21311	6811	281311
11000000194	11000000194	ATELIER RME BAT5-11	42 406,53	23/06/2011	2313	50	01/07/2011	2313	21311	6811	281311
11000000109	11000000109	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	42 461,91	18/04/2011	2313	50	01/05/2011	2313	21311	6811	281311
1100000041	1100000041	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	43 706,18	28/02/2011	2313	50	01/03/2011	2313	21311	6811	281311
11000000352	11000000352	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	43 865,30	03/10/2011	2313	50	01/11/2011	2313	21311	6811	281311
0700000035-02	BAT4E-07	USINE TRAITEMENT FOUX	48 485,00	04/12/2007	2313	50	01/12/2007	2313	21311	6811	281311
11000000246	11000000246	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	50 057,70	21/07/2011	2313	50	01/08/2011	2313	21311	6811	281311
1100000075	1100000075	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	54 316,87	31/03/2011	2313	50	01/04/2011	2313	21311	6811	281311
10000000291	10000000291	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	60 000,00	13/09/2010	2313	50	01/10/2010	2313	21311	6811	281311
11000000286	11000000286	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	61 450,20	12/08/2011	2313	50	01/09/2011	2313	21311	6811	281311
16000000293	BAT4-16	USINE DE TRAITEMENT FOUX BAT4-16	78 800,00	03/08/2016	2313	50	03/08/2016	2313	21311	6811	281311
10000000351	10000000351	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	83 143,14	28/10/2010	2313	50	01/11/2010	2313	21311	6811	281311
11000000200	11000000200	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-11	100 236,06	23/06/2011	2313	50	01/07/2011	2313	21311	6811	281311
1200000024	1200000024	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-12	102 782,97	24/01/2012	2313	50	01/02/2012	2313	21311	6811	281311
10000000350	10000000350	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	105 583,00	22/10/2010	2313	50	01/11/2010	2313	21311	6811	281311
10000000450	10000000450	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-10	220 392,50	02/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
0800000048	0800000048	QUARTIER NARTASSIERE	37,35	17/06/2008	2315	50	01/07/2008	2315	21531	6811	281531
0600000071-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP	92,16	07/12/2006	2315	60	01/12/2006	2315	21531	6811	281531
0600000059-02	RES31	QUARTIER NARTASSIERE	145,20	13/09/2006	2315	60	01/10/2006	2315	21531	6811	281531
0600000072-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP	176,44	07/12/2006	2315	60	01/12/2006	2315	21531	6811	281531
14000000136	14000000136	RUE DE VERDUN RES87-14	206,30	12/06/2014	2315	60	15/06/2014	2315	21531	6811	281531
14000000175	14000000175	RUE DE VERDUN RES87-14	219,40	01/08/2014	2315	60	01/08/2014	2315	21531	6811	281531
14000000101	14000000101	RUE DE VERDUN RES87-14	287,10	22/05/2014	2315	60	01/06/2014	2315	21531	6811	281531
0600000056-02	RES42	RD209	300,00	25/09/2006	2315	60	01/10/2006	2315	21531	6811	281531
16000000455	RES94-16	CHEMIN DE SARTOUX RES94-16	300,00	21/11/2016	2315	60	21/11/2016	2315	21531	6811	281531
1700000038	RES96-17	REHABILITATION FEEDER CORNICHE BENARD RES96-17	320,00	17/02/2017	2315	60	17/02/2017	2315	21531	6811	281531
1200000050	1200000050	QUARTIER DES CALADES RES60-12	458,04	09/03/2012	2315	60	01/04/2012	2315	21531	6811	281531
10000000377	10000000377	RUES PEGOMAS PAIX BASTION RES13-10	587,88	16/11/2010	2315	60	01/12/2010	2315	21531	6811	281531
0600000019-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAUX AEP	620,00	31/03/2006	2315	60	01/04/2006	2315	21531	6811	281531
0600000046-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAUX	630,00	06/07/2006	2315	60	01/08/2006	2315	21531	6811	281531
0600000002-02	RES21	TRAVERSEE SNCF	750,00	30/01/2006	2315	60	01/02/2006	2315	21531	6811	281531
0600000027-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP	775,00	30/05/2006	2315	60	01/06/2006	2315	21531	6811	281531
0600000029-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAUX AEP	775,00	30/05/2006	2315	60	01/06/2006	2315	21531	6811	281531
10000000349	10000000349	ALLEE DU REDON RES72-10	790,00	22/10/2010	2315	60	01/11/2010	2315	21531	6811	281531
1300000075	1300000075	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES7-13	800,00	03/05/2013	2315	60	01/06/2013	2315	21531	6811	281531
14000000338	RES7-14	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES7-14	800,00	30/10/2014	2315	60	01/11/2014	2315	21531	6811	281531
1700000050	RES96-17	REHABILITATION FEEDER CORNICHE BENARD RES96-17	823,00	06/03/2017	2315	60	06/03/2017	2315	21531	6811	281531
10000000174	10000000174	PLAINE DES CANEBIERS RES6-10	850,00	01/07/2010	2315	60	01/07/2010	2315	21531	6811	281531
1500000061	RES38-15	AVENUE MARCEL JOURNET RES38-15	850,00	07/04/2015	2315	60	01/05/2015	2315	21531	6811	281531
16000000329	RES94-16	CHEMIN DE SARTOUX RES94-16	850,00	01/09/2016	2315	60	01/09/2016	2315	21531	6811	281531
17000000205	RES94-17	CHEMIN DE SARTOUX RES94-17	860,00	12/07/2017	2315	60	12/07/2017	2315	21531	6811	281531
09000000501	09000000501	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP RES7-09	890,00	07/12/2009	2315	60	10/12/2009	2315	21531	6811	281531
15000000441	RES7-15	BRANCHEMENT NOUVEAU RES7-15	905,00	30/11/2015	2315	60	01/12/2015	2315	21531	6811	281531
11000000225	11000000225	PLAINES DES CANEBIERS RES6-11	950,00	11/07/2011	2315	60	01/08/2011	2315	21531	6811	281531
12000000249	12000000249	PLAINE DES CANEBIERS RES6-12	950,00	06/09/2012	2315	60	01/10/2012	2315	21531	6811	281531
11000000340	11000000340	ROND POINT AVENUE DE GRASSE RES83-11	980,00	20/09/2011	2315	60	01/10/2011	2315	21531	6811	281531
17000000315	RES15-17	VOIRIE COMMUNALE RES15-17	980,00	10/10/2017	2315	60	10/10/2017	2315	21531	6811	281531
0600000066-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAU	982,76	07/12/2006	2315	60	01/12/2006	2315	21531	6811	281531
16000000318	RES15-16	VOIRIE COMMUNALE RES15-16	1 100,00	11/08/2016	2315	60	11/08/2016	2315	21531	6811	281531
14000000337	RES7-14	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES7-14	1 200,00	30/10/2014	2315	60	01/11/2014	2315	21531	6811	281531
0600000055-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAU	1 240,00	01/05/2006	2315	60	01/05/2006	2315	21531	6811	281531
0700000006-02	RES7-07	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP	1 240,00	09/02/2007	2315	60	01/03/2007	2315	21531	6811	281531
190200009	RES94-19	CHEMIN DE SARTOUX RES94-19	1 280,00	26/03/2019	2315	60	26/03/2019	2315	21531	6811	281531
0700000028-02	RES31-07	QUARTIER NARTASSIERE	1 296,58	04/12/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281531

17000000365	RES98-17	AVENUE DE CANNES PN6 RES98-17	1 312,00	15/11/2017	2315	60	15/11/2017	2315	21531	6811	281531
0800000085	0800000085	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	1 325,97	27/10/2008	2315	60	01/11/2008	2315	21531	6811	281531
13000000151	13000000151	PLAINE DES CANEBIERS RES6-13	1 375,00	18/07/2013	2315	60	01/08/2013	2315	21531	6811	281531
1400000090	1400000090	PLAINE DES CANEBIERS RES6-14	1 375,00	06/05/2014	2315	60	15/05/2014	2315	21531	6811	281531
1500000093	RES6-15	PLAINE DES CANEBIERS RES6-15	1 375,00	07/05/2015	2315	60	01/06/2015	2315	21531	6811	281531
17000000161	RES6-17	PLAINE DES CANEBIERS RES6-17	1 375,00	15/06/2017	2315	60	15/06/2017	2315	21531	6811	281531
18000000134	RES6-18	PLAINE DES CANEBIERS RES6-18	1 375,00	16/07/2018	2315	60	16/07/2018	2315	21531	6811	281531
0600000070-02	RES42	RD209	1 416,20	31/07/2006	2315	60	01/12/2006	2315	21531	6811	281531
09000000466	09000000466	RUES PEGOMAS PAIX BASTION RES13-09	1 443,49	25/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281531
11000000379	11000000379	ALLEE DU HAUT BASTION RES85-11	1 450,00	24/10/2011	2315	60	01/11/2011	2315	21531	6811	281531
16000000447	RES96-16	REHABILITATION FEEDER CORNICHE BENARD RES96-16	1 500,00	17/11/2016	2315	60	17/11/2016	2315	21531	6811	281531
16000000226	RES96-16	REHABILITATION FEEDER CORNICHE BENARD RES96-16	1 590,00	29/06/2016	2315	60	29/06/2016	2315	21531	6811	281531
0700000001-02	RES15-07	VOIRIE COMMUNALE	1 600,00	20/02/2007	2315	60	01/03/2007	2315	21531	6811	281531
0600000062-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAU	1 616,18	07/12/2006	2315	60	01/12/2006	2315	21531	6811	281531
0700000029-02	RES42-07	RD 209	1 700,00	15/11/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281531
0800000084	0800000084	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	1 723,50	27/05/2008	2315	60	01/06/2008	2315	21531	6811	281531
09000000498	09000000498	AVENUE DES SOURCES RES40-09	1 766,02	07/12/2009	2315	60	10/12/2009	2315	21531	6811	281531
0600000067-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAU	1 880,23	07/12/2006	2315	60	01/12/2006	2315	21531	6811	281531
0800000078	0800000078	RUE DURAND DE SARTOUX	1 940,25	25/07/2008	2315	60	01/08/2008	2315	21531	6811	281531
17000000364	RES98-17	AVENUE DE CANNES PN6 RES98-17	1 956,00	15/11/2017	2315	60	15/11/2017	2315	21531	6811	281531
18000000321	RES6-18	PLAINES DES CANEBIERS RES6-18	2 037,14	26/11/2018	2315	60	26/11/2018	2315	21531	6811	281531
16000000200	RES96-16	REHABILITATION FEEDER CORNICHE BENARD RESEAUX	2 200,00	26/05/2016	2315	60	26/05/2016	2315	21531	6811	281531
17000000301	RES15-17	VOIRIE COMMUNALE RES15-17	2 200,00	29/09/2017	2315	60	29/09/2017	2315	21531	6811	281531
13000000112	13000000112	VOIRIE COMMUNALE RES15-13	2 340,00	18/06/2013	2315	60	01/07/2013	2315	21531	6811	281531
0700000005-02	RES7-07	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	2 393,00	30/01/2007	2315	60	01/02/2007	2315	21531	6811	281531
0600000069-02	RES57	ROND POINT CASTELLARAS	2 485,51	07/12/2006	2315	60	01/12/2006	2315	21531	6811	281531
0600000076-02	RES2	EAUX	2 535,13	30/01/2006	2315	60	01/02/2006	2315	21531	6811	281531
16000000174	RES6-16	PLAINES DES CANEBIERS RES6-16	2 650,00	11/05/2016	2315	60	11/05/2016	2315	21531	6811	281531
14000000171	14000000171	RUE DE VERDUN RES87-17	2 660,00	01/08/2014	2315	60	01/08/2014	2315	21531	6811	281531
10000000376	10000000376	RUES PEGOMAS PAIX BASTIONS RES13-10	2 707,96	16/11/2010	2315	60	01/12/2010	2315	21531	6811	281531
14000000256	14000000256	RUE DE VERDUN RES87-14	2 864,42	02/09/2014	2315	60	15/09/2014	2315	21531	6811	281531
1800000127	RES15-18	VOIRIE COMMUNALE RES15-18	2 900,00	02/07/2018	2315	60	02/07/2018	2315	21531	6811	281531
1800000174	RES90-18	CHEMIN DU PUITTS DU PLAN RES90-18	2 937,50	08/08/2018	2315	60	08/08/2018	2315	21531	6811	281531
16000000222	RES15-16	VOIRIE COMMUNALE RES15-16	2 946,00	22/06/2016	2315	60	22/06/2016	2315	21531	6811	281531
09000000220	09000000220	VOIRIE COMMUNALE RES15-09	2 950,00	17/08/2009	2315	60	01/09/2009	2315	21531	6811	281531
11000000459	11000000459	VOIRIE COMMUNALE RES15-11	2 990,00	01/12/2011	2315	60	01/12/2011	2315	21531	6811	281531
0700000025-02	RES7-07	BRANCHEMENTS NOUVEAU AEP	3 102,50	23/11/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281531
11000000236	11000000236	RUE DU 11 NOVEMBRE RES80-11	3 192,80	19/07/2011	2315	60	01/08/2011	2315	21531	6811	281531
13000000279	13000000279	BRANCHEMENTS NOUVEAUX RES7-13	3 500,00	13/11/2013	2315	60	01/12/2013	2315	21531	6811	281531
12000000210	12000000210	QUARTIER DES CALADES RES60-12	3 546,13	07/08/2012	2315	60	01/09/2012	2315	21531	6811	281531
11000000310	11000000310	QUARTIER DES CALADES RES60-11	3 655,30	05/09/2011	2315	60	01/10/2011	2315	21531	6811	281531
0700000036-02	RES7-07	BRANCHEMENTS NOUVEAU AEP	3 800,00	06/12/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281531
11000000417	11000000417	GIRATOIRE ROUGON RES83-11	3 850,00	17/11/2011	2315	60	01/12/2011	2315	21531	6811	281531
0800000083	0800000083	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	3 869,00	11/04/2008	2315	60	01/05/2008	2315	21531	6811	281531
10000000387	10000000387	VOIRIE COMMUNALE RES15-10	3 982,39	23/11/2010	2315	60	01/12/2010	2315	21531	6811	281531
12000000220	12000000220	VOIRIE COMMUNALE RES15-12	3 984,00	08/08/2012	2315	60	01/09/2012	2315	21531	6811	281531
17000000104	RES8-17	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES8-17	4 175,00	02/05/2017	2315	60	02/05/2017	2315	21531	6811	281531
1800000124	RES15-18	VOIRIE COMMUNALE RES15-18	4 300,00	27/06/2018	2315	60	27/06/2018	2315	21531	6811	281531
12000000403	12000000403	VOIRIE COMMUNALE RES15-12	4 470,00	07/12/2012	2315	60	16/12/2012	2315	21531	6811	281531
1000000026	1000000026	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES7-10	4 545,00	16/02/2010	2315	60	01/03/2010	2315	21531	6811	281531
14000000301	RES7-14	BRANCHEMENTS NOUVEAU AEP RES7-14	4 729,09	07/10/2014	2315	60	15/10/2014	2315	21531	6811	281531
190200006	RES15-19	VOIRIE COMMUNALE RES15-19	4 760,00	19/02/2019	2315	60	19/02/2019	2315	21531	6811	281531
14000000139	14000000139	RUE DE VERDUN RES87-14	4 770,40	12/06/2014	2315	60	15/06/2014	2315	21531	6811	281531
0800000076	0800000076	RUE DURAND DE SARTOUX	4 861,79	28/04/2008	2315	60	01/05/2008	2315	21531	6811	281531
10000000139	10000000139	AVENUE DES SOURCES RES40-10	4 894,40	08/06/2010	2315	60	01/07/2010	2315	21531	6811	281531
09000000310	09000000310	PRISE SICASIL RES69-09	4 900,00	31/08/2009	2315	60	01/09/2009	2315	21531	6811	281531
17000000248	RES15-17	VOIRIE COMMUNALE RES15-17	5 180,00	07/08/2017	2315	60	07/08/2017	2315	21531	6811	281531
1200000059	1200000059	QUARTIER DES CALADES RES60-12	5 651,36	12/03/2012	2315	60	01/04/2012	2315	21531	6811	281531
1700000010	RES8-17	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES8-17	5 800,00	31/01/2017	2315	60	31/01/2017	2315	21531	6811	281531

1800000026	RES15-18	VOIRIE COMMUNALE RES15-18	5 950,00	02/03/2018	2315	60	02/03/2018	2315	21531	6811	281531
15000000338	RES6-15	PLAINE DES CANEBIERS RES6-15	6 000,00	14/10/2015	2315	60	01/11/2015	2315	21531	6811	281531
14000000278	14000000278	PLAINE DES CANEBIERS RES6-14	6 050,00	22/09/2014	2315	60	01/10/2014	2315	21531	6811	281531
060000006-02	RES2	RESEAU EAUX DIVERS LIEUX	6 705,00	14/02/2006	2315	60	01/03/2006	2315	21531	6811	281531
15000000440	RES7-15	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES7-15	6 873,00	30/11/2015	2315	60	01/12/2015	2315	21531	6811	281531
0700000003-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAU	7 000,00	20/02/2007	2315	60	01/03/2007	2315	21531	6811	281531
16000000353	RES93-16	LOTISSEMENT CANTAGRILLOU RES93-16	7 065,60	19/09/2016	2315	60	19/09/2016	2315	21531	6811	281531
0600000053-02	RES33	ALLEE DU DOMAINE	7 164,83	12/10/2006	2315	60	01/11/2006	2315	21531	6811	281531
09000000473	09000000473	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES7-09	7 165,00	27/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281531
11000000484	11000000484	QUARTIER DES CALADES RES60-11	7 424,62	05/12/2011	2315	60	15/12/2011	2315	21531	6811	281531
09000000330	09000000330	PRISE SICASIL RES69-09	7 545,00	27/10/2009	2315	60	01/11/2009	2315	21531	6811	281531
0900000080	0900000080	VOIRIE COMMUNALE ROUTE DE PEGOMAS RES62-09	7 690,40	30/04/2009	2315	60	01/05/2009	2315	21531	6811	281531
11000000378	11000000378	PLAINE DES CANEBIERS	8 003,35	24/10/2011	2315	60	01/11/2011	2315	21531	6811	281531
180000051	RES98-18	PN6 AVENUE DE CANNES RES98-18	8 200,00	11/04/2018	2315	60	11/04/2018	2315	21531	6811	281531
0600000061-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAU	8 381,40	07/12/2006	2315	60	01/12/2006	2315	21531	6811	281531
0800000049	0800000049	PLAINE DES CANEBIERS	8 566,57	01/12/2008	2315	60	01/12/2008	2315	21531	6811	281531
15000000295	RES15-15	VOIRIE COMMUNALE RES15-15	8 578,00	14/09/2015	2315	60	01/10/2015	2315	21531	6811	281531
0700000004-02	RES6-07	PLAINE DES CANNEBIERS	8 584,06	09/02/2007	2315	60	01/03/2007	2315	21531	6811	281531
0700000024-02	RES6-07	PLAINE DES CANNEBIERS	8 666,45	15/11/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281531
17000000135	RES15-17	VOIRIE COMMUNALE RES15-17	8 850,00	01/06/2017	2315	60	01/06/2017	2315	21531	6811	281531
09000000391	09000000391	PLAINE DES CANEBIERS RES6-09	8 897,00	12/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281531
0700000027-02	RES31-07	QUARTIER NARTASSIERE	8 984,51	20/11/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281531
09000000107	09000000107	VOIRIE COMMUNALE ROUTE DE PEGOMAS RES62-09	9 274,48	17/03/2009	2315	60	01/04/2009	2315	21531	6811	281531
14000000104	14000000104	RUE DE VERDUN RES87-14	9 320,42	22/05/2014	2315	60	01/06/2014	2315	21531	6811	281531
16000000453	RES8-16	REHABILITATION RESEAUX RES8-16	9 656,00	17/11/2016	2315	60	17/11/2016	2315	21531	6811	281531
190200008	RES8-19	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES38-19	10 173,00	07/03/2019	2315	50	07/03/2019	2315	21531	6811	281531
1400000048	1400000048	RUE DE VERDUN RES87-14	10 229,23	03/04/2014	2315	60	15/04/2014	2315	21531	6811	281531
10000000386	10000000386	PLAINE CANEBIERS RES6-10	10 366,21	19/11/2010	2315	60	01/12/2010	2315	21531	6811	281531
1300000023	1300000023	VOIRIE COMMUNALE RES15-13	10 447,45	08/03/2013	2315	60	01/04/2013	2315	21531	6811	281531
1100000054	1100000054	RUE DU 11 NOVEMBRE RES80-11	10 599,26	15/03/2011	2315	60	01/04/2011	2315	21531	6811	281531
0800000077	0800000077	RUE DURAND DE SARTOUX	10 698,60	18/07/2008	2315	60	01/08/2008	2315	21531	6811	281531
11000000399	11000000399	QUARTIER DES CALADES RES60-11	10 798,15	07/11/2011	2315	60	01/12/2011	2315	21531	6811	281531
09000000326	09000000326	RUES PEGOMAS PAIX BASTION RES13-09	10 947,93	30/10/2009	2315	60	01/11/2009	2315	21531	6811	281531
090000007	090000007	VOIRIE COMMUNALE ROUTE DE PEGOMAS RES62-09	10 981,66	16/02/2009	2315	60	01/03/2009	2315	21531	6811	281531
12000000302	12000000302	PLAINE CANEBIERS RES6-12	11 000,00	23/10/2012	2315	60	01/11/2012	2315	21531	6811	281531
13000000269	13000000269	PLAINE DES CANEBIERS RES6-13	11 000,00	12/11/2013	2315	60	01/12/2013	2315	21531	6811	281531
16000000395	RES6-16	PLAINES DES CANEBIERS RES6-16	11 000,00	19/10/2016	2315	60	19/10/2016	2315	21531	6811	281531
17000000343	RES6-17	PLAINE DES CANEBIERS RES6-17	11 000,00	27/10/2017	2315	60	27/10/2017	2315	21531	6811	281531
18000000235	RES6-18	PLAINES DES CANEBIERS RES6-18	11 000,00	30/10/2018	2315	60	30/10/2018	2315	21531	6811	281531
11000000188	11000000188	RUE DU 11 NOVEMBRE RES80-11	11 530,66	21/06/2011	2315	60	01/07/2011	2315	21531	6811	281531
1300000029	1300000029	VOIRIE COMMUNALE RES15-13	11 559,69	11/03/2013	2315	60	01/04/2013	2315	21531	6811	281531
13000000347	13000000347	RUE DE VERDUN RES87-13	11 599,75	02/12/2013	2315	60	16/12/2013	2315	21531	6811	281531
190200018	RES6-19	PLAINE DES CANEBIERS RES6-19	11 654,40	07/08/2019	2315	60	07/08/2019	2315	21531	6811	281531
0700000040-02	RES7-07	RD POINT CASTELLARAS	12 500,00	03/04/2007	2315	60	01/05/2007	2315	21531	6811	281531
190200014	RES103-19	FOND DES FADES	12 500,00	09/07/2019	2315	60	09/07/2019	2315	21531	6811	281531
09000000257	09000000257	RUE PASTEUR RES68-09	12 671,17	27/07/2009	2315	60	01/08/2009	2315	21531	6811	281531
0600000064-02	RES7	BRANCHEMENT NOUVEAU	12 753,44	07/12/2006	2315	60	01/12/2006	2315	21531	6811	281531
11000000117	11000000117	RUE DU 11 NOVEMBRE RES80-11	13 434,35	26/04/2011	2315	60	01/05/2011	2315	21531	6811	281531
16000000438	RES96-16	CHEMIN DE SARTOUX RES94-16	13 445,00	15/11/2016	2315	60	15/11/2016	2315	21531	6811	281531
09000000447	09000000447	RUE PASTEUR RES68-09	13 550,33	24/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281531
09000000401	09000000401	PRISE SICASIL RES69-09	13 723,10	13/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281531
11000000351	11000000351	QUARTIER DES CALADES RES60-11	14 522,70	03/10/2011	2315	60	01/11/2011	2315	21531	6811	281531
1500000060	RES38-15	AVENUE MARCEL JOURNET RES38-15	14 667,50	07/04/2015	2315	60	01/05/2015	2315	21531	6811	281531
0600000057-02	RES42	RD209	14 900,00	07/12/2006	2315	60	01/12/2006	2315	21531	6811	281531
09000000505	09000000505	RUE PEGOMAS PAIX BASTIONS BAT13-09	14 925,22	01/12/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281531
0800000075	0800000075	RUE DURAND DE SARTOUX	15 060,49	27/03/2008	2315	60	01/04/2008	2315	21531	6811	281531
0800000074	0800000074	RUE DURAND DE SARTOUX	15 190,93	04/03/2008	2315	60	05/04/2008	2315	21531	6811	281531
0700000037-02	RES43-07	LES CEDRES	15 220,00	15/11/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281531
17000000129	RES94-17	CHEMIN DE SARTOUX RES94-17	15 479,00	17/05/2017	2315	60	17/05/2017	2315	21531	6811	281531

11000000149	11000000149	RUE DU 11 NOVEMBRE RES80-11	15 664,43	19/05/2011	2315	60	01/06/2011	2315	21531	6811	281531
09000000467	09000000467	RUES PEGOMAS PAIX BASTION RES13-09	15 956,58	25/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281531
10000000365	10000000365	ALLEE DU REDON RES72-10	16 452,50	09/11/2010	2315	60	01/12/2010	2315	21531	6811	281531
17000000349	RES97-17	PN5 LA GARE RES97-17	16 469,50	07/11/2017	2315	60	07/11/2017	2315	21531	6811	281531
0900000008	0900000008	VOIRIE COMMUNALE ROUTE DE PEGOMAS RES62-09	16 659,71	16/02/2009	2315	60	01/03/2009	2315	21531	6811	281531
0600000063-02	RES57	ROND POINT CASTELLARAS	17 272,05	07/12/2006	2315	60	01/12/2006	2315	21531	6811	281531
14000000031	14000000031	RUE DE VERDUN RES87-14	17 397,57	21/03/2014	2315	60	01/04/2014	2315	21531	6811	281531
11000000477	11000000477	QUARTIER DES CALADES RES60-11	17 730,03	05/12/2011	2315	60	15/12/2011	2315	21531	6811	281531
1700000063	RES96-17	REHABILITATION FEEDER CORNICHE BENARD RES96-17	17 858,00	20/03/2017	2315	60	20/03/2017	2315	21531	6811	281531
0700000026-02	RES31-07	QUARTIER NARTASSIERE	18 069,88	20/11/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281531
11000000431	11000000431	ALLEE DU HAUT BASTION RES85-11	19 452,00	25/11/2011	2315	60	01/12/2011	2315	21531	6811	281531
09000000309	09000000309	PRISE SICASIL RES69-09	21 352,50	31/08/2009	2315	60	01/09/2009	2315	21531	6811	281531
11000000458	11000000458	LA MOURACHONNE RES86-11	21 950,00	01/12/2011	2315	60	01/12/2011	2315	21531	6811	281531
1800000168	RES90-18	CHEMIN DU PUIS DU PLAN RES90-18	24 995,00	03/08/2018	2315	60	03/08/2018	2315	21531	6811	281531
09000000493	09000000493	AVENUE DES SOURCES RES40-09	25 648,00	01/12/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281531
10000000478	10000000478	PRISE SICASIL RES69-10	27 024,70	03/12/2010	2315	60	15/12/2010	2315	21531	6811	281531
10000000057	10000000057	AVENUE DES SOURCES RES40-10	27 417,00	23/03/2010	2315	60	01/04/2010	2315	21531	6811	281531
09000000308	09000000308	RUE PASTEUR RES68-09	30 100,79	20/05/2009	2315	60	01/06/2009	2315	21531	6811	281531
13000000388	13000000388	RUE DE VERDUN RES87-13	30 595,22	12/12/2013	2315	60	12/12/2013	2315	21531	6811	281531
190200004	RES99-19	CHEMIN DE CASTELLARAS RES99-19	32 992,00	12/02/2019	2315	60	12/02/2019	2315	21531	6811	281531
09000000292	09000000292	PRISE SICASIL RES69-09	34 313,40	06/10/2009	2315	60	01/11/2009	2315	21531	6811	281531
09000000502	09000000502	COTEAUX DE MOUANS RES70-09	40 846,60	08/12/2009	2315	60	10/12/2009	2315	21531	6811	281531
16000000437	RES96-16	FEEDER CORNICHE BENARD RES96-16	42 530,00	15/11/2016	2315	60	15/11/2016	2315	21531	6811	281531
0700000010-02	RES59-07	TRAVERSE DU FOUR	50 375,90	05/07/2007	2315	60	01/08/2007	2315	21531	6811	281531
18000000331	RES99-18	REHABILITATION CHEMIN CASTELLARAS RES99-18	51 515,00	27/11/2018	2315	60	27/11/2018	2315	21531	6811	281531
0600000077-02	RES7	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	52 249,82	29/12/2006	2315	60	01/01/2007	2315	21531	6811	281531
0600000049-02	RES42	RD209	53 008,50	13/09/2006	2315	60	01/10/2006	2315	21531	6811	281531
0700000042-02	RES7-07	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	54 120,36	31/12/2007	2315	60	01/01/2008	2315	21531	6811	281531
09000000281	09000000281	RUES PEGOMAS PAIX BASTION RES13-09	55 128,69	29/09/2009	2315	60	01/10/2009	2315	21531	6811	281531
08000000602	08000000602	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP	59 998,14	30/12/2008	2315	60	30/12/2008	2315	21531	6811	281531
13000000387	13000000387	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP RES7-13	65 000,00	12/12/2013	2315	60	16/12/2013	2315	21531	6811	281531
09000000559	09000000559	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP RES7-09	69 998,03	01/01/2010	2315	60	01/01/2010	2315	21531	6811	281531
10000000511	10000000511	BRANCHEMENTS NOUVEAU AEP RES7-10	73 534,03	23/12/2010	2315	60	25/12/2010	2315	21531	6811	281531
11000000526	11000000526	BRANCHEMENT NOUVEAU RES7-11	74 002,15	28/12/2011	2315	60	01/01/2012	2315	21531	6811	281531
12000000440	12000000440	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES7-12	87 377,50	18/12/2012	2315	60	01/01/2013	2315	21531	6811	281531
14000000445	RES7-14	BRANCHEMENTS NOUVEAUX AEP RES7-14	104 320,64	22/12/2014	2315	60	22/12/2014	2315	21531	6811	281531
15000000520	RES7-15	BRANCHEMENTS NOUVEAU AEP RES7-15	116 153,73	28/12/2015	2315	60	28/12/2015	2315	21531	6811	281531
18000000463	RES7-18	BRANCHEMENT AEP RES7-18	140 400,46	20/12/2018	2315	60	20/12/2018	2315	21531	6811	281531
16000000532	RES7-16	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES7-16	147 179,71	22/12/2016	2315	60	22/12/2016	2315	21531	6811	281531
17000000441	RES7-17	BRANCHEMENT NOUVEAU AEP RES7-17	156 067,28	20/12/2017	2315	60	20/12/2017	2315	21531	6811	281531
10000000116	10000000116	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE BAT35-238	45 500,00	17/05/2010	238	0	01/06/2010	238	2138	-	-
0300000045-02	PART1	PARTS SOCIALES CA	152,45	18/09/1975	1318	0	-	271	-	-	-
13000000389	13000000389	CONSIGNES DEPOT DE GARANTIE	2 475,00	19/12/2013	275	0	-	275	-	-	-

ASSAINISSEMENT

N° immobilisation	N° inventaire	Libellé	Montant	Date D'acquisition	Classe	Durée	Date début Amortissement	Nature	Nature Définitive	Amortissement dépenses : Nature	Amortissement Recettes : nature
0300000027-02	4505	LOGICIEL AUTOCAD MISE A JOUR	1431,12	12/12/2003	2051	10	12/12/2003	205	-	6811	2805
09000000041	09000000041	LOGICIEL SPECIFIQUE TARIFICATION RESEAU EU CP 5172	1750	26/02/2009	2051	5	26/02/2009	205	-	6811	2805
0500000100-02	4810B	LOGICIEL FILEMAKER PRO7	3009,6	01/12/2005	2051	10	01/01/2006	205	-	6811	2805
080000001	080000001	LOGICIEL	4179	13/10/2008	2051	5	13/10/2008	205	-	6811	2805
080000002	080000002	LOGICIEL	6145,5	13/10/2008	2051	5	13/10/2008	205	-	6811	2805
0300000046-02	BAT53	WC PUBLICS	1765,14	01/01/1968	21311	51	01/01/1968	21311	-	6811	281311
0300000053-02	BAT4A	USINE TRAITEMENT FOUX	135071,15	01/01/2006	2313	50	01/01/2007	21311	-	6811	281311
190300011	5643	POMPE	1080	07/08/2019	2154	10	07/08/2019	2154	-	6811	28154
0500000006-02	4650	THERMOSTAT REACTEUR LT200-2	1115	28/06/2005	2154	10	28/06/2005	2154	-	6811	28154
1800000126	1800000126	MAT DIVERS	1233,6	02/07/2018	2154	10	02/07/2018	2154	-	6811	28154
0700000003-03	4996	POMPE	1632,2	19/06/2007	2154	10	19/06/2007	2154	-	6811	28154
1800000025	1800000025	POMPE	1689	27/02/2018	2154	10	27/02/2018	2154	-	6811	28154

1800000063	1800000063	POMPE	1700	03/05/2018	2154	10	03/05/2018	2154	-	6811	28154
190300007	5627	POMPE	1780	06/09/2019	2154	10	06/09/2019	2154	-	6811	28154
15000000158	15000000158	COMPACTEUR	1805	01/07/2015	2154	10	01/07/2015	2154	-	6811	28154
000000008-02	4024	SPECTRO DR 2010	1829,39	03/04/2000	2154	10	03/04/2000	2154	-	6811	28154
1800000077	1800000077	POMPE DE RELEVAGE	1865,8	14/05/2018	2154	10	14/05/2018	2154	-	6811	28154
0500000023-02	4770	MACHINE A REPRODUCTION DE CLE BRAVO	1900	28/06/2005	2154	10	28/06/2005	2154	-	6811	28154
0600000042-02	4895	CREPINE / PLAUQE D'USURE /MIS SANS AME	2020	05/05/2006	2154	10	12/06/2006	2154	-	6811	28154
0500000001-02	4641	TRACTEUR HUSQVARNA YTH 150 P	2223,25	29/03/2005	2154	10	29/03/2005	2154	-	6811	28154
190300005	5625	COMPACTEUR	2698,46	06/09/2019	2154	10	06/09/2019	2154	-	6811	28154
15000000374	15000000374	VANNE DE DEMARRAGE	2706	12/11/2015	2154	10	12/11/2015	2154	-	6811	28154
16000000513	16000000513	VANNES	2716,45	12/12/2016	2154	10	12/12/2016	2154	-	6811	28154
17000000435	17000000435	POMPE ABS STATION DU REDON	2765,88	20/03/2017	2154	10	20/03/2017	2154	-	6811	28154
0000000101-02	4031	6 POSTES RADIO ICOM IFC3	3049,59	31/07/2000	2154	10	01/08/2000	2154	-	6811	28154
190300003	5582	MATERIEL INDUSTRIEL	3170	13/03/2019	2154	10	13/03/2019	2154	-	6811	28154
1800000147	1800000147	POMPES DE RELEVAGE	3754	18/07/2018	2154	10	18/07/2018	2154	-	6811	28154
0700000004-03	5056	3 POMPES MULTICELLULAIRE	3825,9	29/11/2007	2154	10	29/11/2007	2154	-	6811	28154
0200000020	1993AMAT	1993 MATERIEL DIVERS	4202,1	01/01/1993	2154	10	01/01/1993	2154	-	6811	28154
1600000096	1600000096	DISJONCTEUR PREFERENTIEL	4381,78	21/03/2016	2154	10	21/03/2016	2154	-	6811	28154
16000000511	16000000511	POMPE DE RELEVAGE	4460	08/12/2016	2154	10	08/12/2016	2154	-	6811	28154
0300000003-02	4430	BENNE	5488	07/04/2003	2154	10	07/04/2003	2154	-	6811	28154
190300006	5626	POMPES POSTE RELEVAGE	6116	06/09/2019	2154	10	06/06/2019	2154	-	6811	28154
09000000443	09000000443	2 CONTAINERS CP 5349	11600	24/11/2009	2154	10	24/11/2009	2154	-	6811	28154
0000000021-02	4069	ODOMETRE M10 + DETECTEUR METAUX MASTER	1070,19	08/08/2000	2155	10	01/01/2001	2155	-	6811	28155
0300000026-02	4504	1 DEBROUSSAILLEUSE F550 1PERCEUSE 6347DW	1172,28	11/12/2003	2155	10	11/12/2003	2155	-	6811	28155
0400000008-02	4522	DEBOUCHEUR COBRA 22 REF 172011	1207	24/02/2004	2155	10	24/02/2004	2155	-	6811	28155
0700000005-03	5016	1 GROUPE DE SOUDAGE/1 POSTE ONDULEUR	1328	03/08/2007	2155	10	03/08/2007	2155	-	6811	28155
0500000008-02	4656	CONGELATEUR ELECTRIQUE SIBERIA 221070	1402,98	02/06/2005	2155	10	01/01/2005	2155	-	6811	28155
0200000055-02	1990AOUTIL	1990 OUTILLAGE ASST	1460,46	01/01/1990	2155	10	01/01/1990	2155	-	6811	28155
080000008	080000008	MULTIMETRE	1517,5	09/09/2008	2155	10	09/09/2008	2155	-	6811	28155
0400000001-02	4509	DECOUPEUR PLASMA COMP TXP	1645	12/02/2004	2155	10	12/02/2004	2155	-	6811	28155
0400000017-02	4565	NETTOYEUR HAUTE PRESSION EC 140B	1650	13/07/2004	2155	10	01/01/2005	2155	-	6811	28155
0800000010	0800000010	APPAREIL DE RADIODETECTION FLEXITRACE	1883	01/12/2008	2155	10	01/12/2008	2155	-	6811	28155
0700000007-03	5009	NIVEAU LASER	2004	09/08/2007	2155	10	09/08/2007	2155	-	6811	28155
0600000043-02	4896	1 BRISE BETON / 1 PLAQUE VIBRANTE	2130	30/04/2006	2155	10	12/07/2006	2155	-	6811	28155
0700000006-03	5015	POSTE DE DECOUPAGE	2267,32	03/08/2007	2155	10	03/08/2007	2155	-	6811	28155
080000009	080000009	PRELEVEUR	3747	21/10/2008	2155	10	21/10/2008	2155	-	6811	28155
0200000048-02	1985AOUTIL	1985 OUTILLAGE	3898,12	01/01/1985	2155	10	01/01/1985	2155	-	6811	28155
11000000162	11000000162	369 BRH 06 TRANSFERT VEHICULE DE L ANC VERS ASST	6000	24/05/2011	2182	10	25/05/2011	2182	-	6811	28182
0500000004-02	4646	597BKZ06 RENAULT MASTER	9182,87	01/01/2005	2182	10	01/01/2005	2182	-	6811	28182
0200000070-02	1905/93	2970YJ06	10942,45	01/01/1993	2182	10	01/01/1993	2182	-	6811	28182
0600000015-02	4863	461 BPN 06 RENAULT TRAFIC	12696,49	28/02/2006	2182	10	01/01/2006	2182	-	6811	28182
0500000056-02	4826	976 BPF 06 CAMIONNETTE NISSAN	23352,84	01/01/2005	2182	10	01/01/2005	2182	-	6811	28182
0600000032-02	4879	1 ORDINATEUR	1000	13/04/2006	2183	10	01/06/2006	2183	-	6811	28183
0400000018-02	4567	ORDINATEUR PROSENTIA 2000	1060	29/06/2004	2183	10	29/06/2004	2183	-	6811	28183
0000000025-02	4094	ORDINATEUR CELERON 566 NOVOTEC	1185,43	02/10/2000	2183	10	02/10/2000	2183	-	6811	28183
9900000018-02	3880	MICRO ORDINATEUR	1219,59	23/02/1999	2183	10	23/02/1999	2183	-	6811	28183
0300000006-02	4437	LECTEUR SAUVEGARDE HP SURESTORE	1270	03/07/2003	2183	10	03/07/2003	2183	-	6811	28183
0200000026-02	1991ABUR	1991 MATERIEL BUREAU ASST	1524,49	01/01/1991	2183	10	01/01/1991	2183	-	6811	28183
0300000010-02	4449	1 ORDINATEUR PRO SENTIA 2000 I845G	1565	31/07/2003	2183	10	01/08/2003	2183	-	6811	28183
0200000039-02	1994ABUR	1994 MATERIEL BUREAU ASST	1578,53	01/01/1994	2183	10	01/01/1994	2183	-	6811	28183
090000009	090000009	2 ORDINATEURS OPTIPLEX CP 5180	1590	16/02/2009	2183	10	16/02/2009	2183	-	6811	28183
9900000006-02	3876	IMPRIMANTES LASER JET HP6 4MO 600DPI	1590,22	20/02/1999	2183	10	20/02/1999	2183	-	6811	28183
9900000002-02	3863	IMPRIMANTES MONITEUR MODULE INTEL	1633,19	28/01/1999	2183	10	28/01/1999	2183	-	6811	28183
0500000030-02	4778	1 ORDINATEUR INSPIRON PENTIUM M740	1650	02/08/2005	2183	10	02/08/2005	2183	-	6811	28183
0500000029-02	4776	2 ORDINATEURS OPTIPLEX 170L	1820	02/08/2005	2183	10	02/08/2005	2183	-	6811	28183
0800000013	0800000013	PROJECTEUR DELL	1836,75	22/05/2008	2183	10	22/05/2008	2183	-	6811	28183
0300000012-02	4452	ORDINATEUR PORTABLE SOLITON SX/15-M	1910	31/07/2003	2183	10	01/08/2003	2183	-	6811	28183
0000000022-02	4081	2 MICRO ORDINATEURS CELERON 533	2131,24	18/09/2000	2183	10	18/09/2000	2183	-	6811	28183
0200000029-02	1978ABUR	1978 MATERIEL BUREAU ASST	2236,18	01/01/1978	2183	10	01/01/1978	2183	-	6811	28183

000000005-02	4012	2 ORDINATEURS ET 1 IMPRIMANTE	2567,24	28/03/2000	2183	10	01/01/2001	2183	-	6811	28183
980000015-02	2742	2 ORDINATEURS PC500H-X	2591,33	24/06/1998	2183	10	24/06/1998	2183	-	6811	28183
010000006-02	4168	2 ORDINATEURS ATHLON T BIRD 20GO +	3084,16	02/04/2001	2183	10	20/04/2001	2183	-	6811	28183
0600000047-02	4906	TERMINAL PORTABLE	3361	18/05/2006	2183	10	01/11/2006	2183	-	6811	28183
0300000008	4447	IMPRIMANTE LASER COULEUR HP 4600 DN	3408	24/07/2003	2183	10	24/07/2003	2183	-	6811	28183
030000019-02	4485	4 ORDINATEURS PRO SENTIA 2000 I845G	3500	27/11/2003	2183	10	27/11/2003	2183	-	6811	28183
050000018-02	4666	5 ORDINATEURS OPTIPLEX 170L	4147,65	23/06/2005	2183	10	23/06/2005	2183	-	6811	28183
0000000006	4016	ONDULEUR	4191,52	27/04/2000	2183	11	01/01/2001	2183	-	6811	28183
020000035-02	1990ABUR	1990 MATERIEL BUREAU ASST	4840,25	01/01/1990	2183	10	01/01/1990	2183	-	6811	28183
040000019-02	4570	COPIEUR NASHUATEC DSM622	5000	13/07/2004	2183	10	13/07/2004	2183	-	6811	28183
1600000117	1600000117	SERVEUR	5511,36	01/04/2016	2183	5	01/04/2016	2183	-	6811	28183
970000022-02	2579	4 PC + 1CD ROM	5846,42	24/04/1997	2183	10	01/01/1997	2183	-	6811	28183
1800000019	1800000019	SERVEUR	8000	13/02/2018	2183	5	13/02/2018	2183	-	6811	28183
020000014-02	4390	PHOTOCOPIEUR NASHUA N4	9142	09/12/2002	2183	10	09/12/2002	2183	-	6811	28183
0200000089-02	1989AMOB	1989 MOBILIER	1157,55	01/01/1989	2184	1	01/01/1989	2184	-	6811	28184
0200000091-02	1990AMOB	1990 MOBILIER	1894,74	01/01/1990	2184	1	01/01/1990	2184	-	6811	28184
0200000093-02	1991AMOB	1991 MOBILIER	2221,99	01/01/1991	2184	1	01/01/1991	2184	-	6811	28184
0200000086-02	1987AMOB	1987 MOBILIER	2307,45	01/01/1987	2184	1	01/01/1987	2184	-	6811	28184
0200000095-02	1992AMOB	1992 MOBILIER	2463,55	01/01/1992	2184	1	01/01/1992	2184	-	6811	28184
0200000082-02	1984AMOB	1984 MOBILIER	5419,26	01/01/1984	2184	1	01/01/1984	2184	-	6811	28184
0500000046-02	4814	ONDULEUR	2500	10/11/2005	2188	10	10/11/2005	2188	-	6811	28188
040000010-02	4541	100 BARRIERES CIRCULATION	5400	13/05/2004	2188	10	13/05/2004	2188	-	6811	28188
060000016-02	BAT027	STATION RELEVAGE E U REDON BAT 027	223,6	27/03/2006	2313	50	01/04/2006	2313	21311	6811	281311
0500000057-02	BAT027	STATION RELEVAGE E U REDON BAT 027	234	29/11/2005	2313	50	01/12/2005	2313	21311	6811	281311
1200000160	1200000160	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	261,67	03/07/2012	2313	50	01/08/2012	2313	21311	6811	281311
100000002	100000002	NOUVELLE STATION EPURATION BAT3-10	289	12/01/2010	2313	50	01/02/2010	2313	21311	6811	281311
1300000058	1300000058	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	542,03	09/04/2013	2313	50	01/05/2013	2313	21311	6811	281311
1500000141	BAT3-15	STATION EPURATION NVELLE BAT3-15	575,38	16/06/2015	2313	50	01/07/2015	2313	21311	6811	281311
13000000273	13000000273	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	610	12/11/2013	2313	50	01/12/2013	2313	21311	6811	281311
12000000223	12000000223	STATION RELEVAGE EU REDON BAT027-12	617,13	08/08/2012	2313	50	01/09/2012	2313	21311	6811	281311
180300196	BAT3-18	STATION EPURATION NVELLE BAT3-18	655	19/10/2018	2313	50	19/10/2018	2313	21311	6811	281311
17000000289	BAT3-17	STATION EPURATION NVELLE BAT3-17	676	14/09/2017	2313	50	14/09/2017	2313	21311	6811	281311
13000000248	13000000248	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	714	18/10/2013	2313	50	01/11/2013	2313	21311	6811	281311
13000000171	13000000171	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	726	09/08/2013	2313	50	01/09/2013	2313	21311	6811	281311
12000000337	12000000337	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	735,78	26/11/2012	2313	50	01/12/2012	2313	21311	6811	281311
1800000037	BAT3-18	STATION EPURATION NVELLE BAT3-18	740	28/03/2018	2313	50	28/03/2018	2313	21311	6811	281311
0300000033-02	BAT39	RESERVOIR DEFENDS	762,24	01/01/1970	2313	50	01/01/1970	2313	21311	6811	281311
13000000174	13000000174	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	850	12/08/2013	2313	50	01/09/2013	2313	21311	6811	281311
14000000163	14000000163	STATION EPURATION NVELLE BAT3-14	944	22/07/2014	2313	50	01/08/2014	2313	21311	6811	281311
0400000044-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	945	02/09/2004	2313	50	01/10/2004	2313	21311	6811	281311
10000000159	10000000159	NOUVELLE STATION EPURATION BAT3-10	950	21/06/2010	2313	50	01/07/2010	2313	21311	6811	281311
12000000330	12000000330	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	957	22/11/2012	2313	50	01/12/2012	2313	21311	6811	281311
15000000438	BAT3-15	STATION EPURATION NVELLE BAT3-15	990	30/11/2015	2313	50	01/12/2015	2313	21311	6811	281311
1300000001	1300000001	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	1067,15	25/01/2013	2313	50	01/02/2013	2313	21311	6811	281311
0500000060-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	1099,3	18/01/2005	2313	50	01/02/2005	2313	21311	6811	281311
0600000023-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	1100	24/04/2006	2313	50	01/05/2006	2313	21311	6811	281311
13000000205	13000000205	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	1106,83	13/09/2013	2313	50	01/10/2013	2313	21311	6811	281311
0800000015	0800000015	STATION EPURATION Nvelle	1162,03	09/06/2008	2313	50	01/07/2008	2313	21311	6811	281311
14000000312	BAT27-14	STATION RELEVAGE EU EMBUT BAT27-14	1245,66	16/10/2014	2313	50	16/10/2014	2313	21311	6811	281311
0400000043-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	1255,13	17/06/2004	2313	50	01/07/2004	2313	21311	6811	281311
10000000340	10000000340	NOUVELLE STATION EPURATION BAT3-10	1306,27	21/10/2010	2313	50	01/11/2010	2313	21311	6811	281311
0600000009-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	1500	02/03/2006	2313	50	01/04/2006	2313	21311	6811	281311
1700000064	BAT3-17	STATION EPURATION NOUVELLE BAT3-17	1500,67	20/03/2017	2313	50	20/03/2017	2313	21311	6811	281311
15000000131	BAT3-15	STATION EPURATION NVELLE BAT3-15	1511,33	09/06/2015	2313	50	01/07/2015	2313	21311	6811	281311
14000000412	BAT90-14	STATION RELEVAGE CASINO BAT90-14	1550	27/11/2014	2313	50	01/12/2014	2313	21311	6811	281311
16000000207	BAT3-16	STATION EPURATION NVELLE BAT3-16	1555	07/06/2016	2313	50	07/06/2016	2313	21311	6811	281311
10000000281	10000000281	NOUVELLE STATION EPURATION BAT3-10	1644,8	27/04/2010	2313	50	01/05/2010	2313	21311	6811	281311
0300000044-02	BAT54A	HANGAR FOUX	1773,29	01/01/1992	2313	50	01/01/1992	2313	21311	6811	281311
0300000031-02	BAT27	STATION RELEVAGE EMBUT BAT 27	1845,24	01/01/1994	2313	50	01/01/1994	2313	21311	6811	281311

0800000017	0800000017	STATION EPURATION Nvelle	1887,69	18/09/2008	2313	50	01/10/2008	2313	21311	6811	281311
12000000221	12000000221	STATION RELEVAGE EU EMBUT BAT27-12	1902	08/08/2012	2313	50	01/09/2012	2313	21311	6811	281311
16000000508	BAT3-16	STATION EPURATION NVELLE BAT3-16	1970	06/12/2016	2313	50	06/12/2016	2313	21311	6811	281311
11000000460	11000000460	NOUVELLE STATION EPURATION BAT3-11	1990	01/12/2011	2313	50	01/12/2011	2313	21311	6811	281311
1800000195	BAT03-18	ANCIENNE STEP LOCAL BAT03-18	1991	17/09/2018	2313	50	17/09/2018	2313	21311	6811	281311
1200000063	1200000063	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	2027,85	20/03/2012	2313	50	01/04/2012	2313	21311	6811	281311
15000000413	BAT3-15	STATION EPURATION NVELLE BAT3-15	2207,85	24/11/2015	2313	50	01/12/2015	2313	21311	6811	281311
12000000257	12000000257	STATION EPURATION NVELE BAT3-12	2309	12/09/2012	2313	50	01/10/2012	2313	21311	6811	281311
14000000287	BAT3-14	NVELLE STATION EPURATION BAT3-14	2310	29/09/2014	2313	50	01/10/2014	2313	21311	6811	281311
14000000206	14000000206	STATION EPURATION NVELLE BAT3-14	2354,79	06/08/2014	2313	50	15/08/2014	2313	21311	6811	281311
13000000156	13000000156	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	2487,2	19/07/2013	2313	50	01/08/2013	2313	21311	6811	281311
12000000338	12000000338	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	2680,1	26/11/2012	2313	50	01/12/2012	2313	21311	6811	281311
0800000016	0800000016	STATION EPURATION Nvelle	2927,69	18/09/2008	2313	50	01/10/2008	2313	21311	6811	281311
10000000296	10000000296	NOUVELLE STATION EPURATION BAT3-10	2945	16/09/2010	2313	50	01/10/2010	2313	21311	6811	281311
15000000439	BAT3-15	STATION EPURATION NVELLE BAT3-15	2950	30/11/2015	2313	50	01/12/2015	2313	21311	6811	281311
14000000336	BAT3-14	STATION EPURATION NVELLE BAT3-14	3070	30/10/2014	2313	50	15/11/2014	2313	21311	6811	281311
0500000062-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	3160	07/04/2005	2313	50	01/05/2005	2313	21311	6811	281311
13000000320	13000000320	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	3297	26/11/2013	2313	50	01/12/2013	2313	21311	6811	281311
16000000510	BAT3-16	NVELLE STATION EPURATION STEP BAT3-16	3362,87	08/12/2016	2313	50	08/12/2016	2313	21311	6811	281311
0700000011-03	BAT3-07	STATION EPURATION Nvelle	3398	22/11/2007	2313	50	01/12/2007	2313	21311	6811	281311
12000000155	12000000155	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	3427,53	03/07/2012	2313	50	01/08/2012	2313	21311	6811	281311
12000000301	12000000301	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	3565,69	23/10/2012	2313	50	01/11/2012	2313	21311	6811	281311
1300000017	1300000017	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	3672,82	18/02/2013	2313	50	01/03/2013	2313	21311	6811	281311
09000000472	BAT27	STATION DE RELEVAGE EU BAT27-09	3976	27/11/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311
10000000217	10000000217	NOUVELLE STATION EPURATION BAT3-10	3989	16/07/2010	2313	50	01/08/2010	2313	21311	6811	281311
0500000061-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	4050,38	22/03/2005	2313	50	01/04/2005	2313	21311	6811	281311
0400000039-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	4123,63	05/02/2004	2313	50	01/03/2004	2313	21311	6811	281311
14000000303	BAT3-14	NVELLE STATION D EPURATION BAT3-14	4307,8	13/10/2014	2313	50	15/10/2014	2313	21311	6811	281311
10000000211	10000000211	NOUVELLE STATION EPURATION BAT3-10	4480	15/07/2010	2313	50	01/08/2010	2313	21311	6811	281311
12000000402	12000000402	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	4493	07/12/2012	2313	50	16/12/2012	2313	21311	6811	281311
0400000047-02	BAT27	STATION RELEVAGE E U EMBUT BAT 27	4684,86	02/09/2004	2313	50	01/10/2004	2313	21311	6811	281311
120000002	120000002	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	4687,68	10/01/2012	2313	50	01/02/2012	2313	21311	6811	281311
10000000454	10000000454	STATION EPURATION NVELLE BAT3-10	4960	02/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
0400000042-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	5008,1	15/03/2004	2313	50	01/04/2004	2313	21311	6811	281311
0500000011-02	BAT27	STATION RELEVAGE E U EMBUT BAT 27	5043,15	28/06/2005	2313	50	01/07/2005	2313	21311	6811	281311
0400000041	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	5418,04	15/03/2004	2313	50	01/04/2004	2313	21311	6811	281311
1800000272	BAT3-18	STATION EPURATION NVELLE BAT3-18	5491	12/11/2018	2313	50	12/11/2018	2313	21311	6811	281311
11000000298	11000000298	STATION EPURATION NVELLE BAT3-11	5565	21/07/2011	2313	50	01/08/2011	2313	21311	6811	281311
1600000097	BAT3-16	STATION EPURATION NVELLE STEP BAT3-16	5655	21/03/2016	2313	50	21/03/2016	2313	21311	6811	281311
0500000063-02	BAT027	STATION RELEVAGE E U REDON BAT 027	5823,56	25/02/2005	2313	50	01/03/2005	2313	21311	6811	281311
0400000045-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	6000	16/09/2004	2313	50	01/10/2004	2313	21311	6811	281311
14000000369	BAT3-14	NVELLE STATION EPURATION BAT3-14	6360	18/11/2014	2313	50	01/12/2014	2313	21311	6811	281311
10000000455	10000000455	STATION EPURATION NVELLE BAT3-10	6605,96	02/12/2010	2313	50	15/12/2010	2313	21311	6811	281311
14000000335	BAT3-14	STATION EPURATION NVELLE BAT3-14	6900	30/10/2014	2313	50	15/11/2014	2313	21311	6811	281311
1100000069	1100000069	STATION EPURATION NOUVELLE BAT3-11	7145	28/03/2011	2313	50	01/04/2011	2313	21311	6811	281311
0600000024-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	7240,6	21/07/2006	2313	50	01/08/2006	2313	21311	6811	281311
13000000199	13000000199	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	7770	13/09/2013	2313	50	01/10/2013	2313	21311	6811	281311
0600000020-02	BAT027	STATION RELEVAGE E U REDON 027	7863,07	31/03/2006	2313	50	01/04/2006	2313	21311	6811	281311
0400000048-02	BAT027	STATION RELEVAGE E U REDON BAT 027	8412	12/10/2004	2313	50	01/11/2004	2313	21311	6811	281311
0700000034-03	BAT27	STATION RELEVAGE E U EMBUT BAT 27	8809	03/12/2007	2313	50	01/12/2007	2313	21311	6811	281311
12000000164	12000000164	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	10104,82	12/07/2012	2313	50	01/08/2012	2313	21311	6811	281311
190300001	BAT3-19	USINE TRAITEMENT STEP BAT3-19	11504,46	21/01/2019	2313	50	21/01/2019	2313	21311	6811	281311
15000000397	BAT3-15	STATION EPURATION NVELLE BAT3-15	12511,15	19/11/2015	2313	50	01/12/2015	2313	21311	6811	281311
0800000018	BAT27	STATION DE RELEVAGE EMBUT BAT 27	12765	02/12/2008	2313	50	01/12/2008	2313	21311	6811	281311
1100000022	1100000022	STATION EPURATION NVELLE BAT3-10	13977	28/01/2011	2313	50	01/02/2011	2313	21311	6811	281311
0500000059-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	13992,98	18/01/2005	2313	50	01/02/2005	2313	21311	6811	281311
0700000012-03	BAT3-07	STATION EPURATION Nvelle	14700	22/11/2007	2313	50	01/12/2007	2313	21311	6811	281311
12000000437	12000000437	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	15100	06/12/2012	2313	50	16/12/2012	2313	21311	6811	281311
09000000393	09000000393	STATION EPURATION Nvelle BAT3-09	15713	12/11/2009	2313	50	01/12/2009	2313	21311	6811	281311

12000000441	12000000441	STATION EPURATION NVELLE BAT3-12	17377,19	18/12/2012	2313	50	01/01/2013	2313	21311	6811	281311
10000000513	10000000513	STATION EPURATION NVELLE BAT3-10	17378,79	23/10/2010	2313	50	25/12/2010	2313	21311	6811	281311
11000000527	11000000527	NOUVELLE STATION EPURATION BAT3-11	17488,36	28/12/2011	2313	50	01/01/2012	2313	21311	6811	281311
15000000534	BAT3-15	STATION EPURATION NVELLE BAT3-15	26054	28/12/2015	2313	50	28/12/2015	2313	21311	6811	281311
0300000035-02	BAT03	STATION EPURATION Ancienne	35522,67	01/01/1970	2313	50	01/01/1970	2313	21311	6811	281311
13000000384	13000000384	STATION EPURATION NVELLE BAT3-13	37546,95	12/12/2013	2313	50	16/12/2013	2313	21311	6811	281311
16000000533	BAT3-16	STATION EPURATION NVELLE BAT3-16 E	38684,21	22/12/2016	2313	50	22/12/2016	2313	21311	6811	281311
14000000446	BAT3-14	STATION EPURATION NVELLE BAT3-14	39406,64	22/12/2014	2313	50	22/12/2014	2313	21311	6811	281311
0400000113-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	40719,11	01/01/2004	2313	50	01/01/2004	2313	21311	6811	281311
0700000039-03	BAT3-07	STATION EPURATION Nvelle	43737,38	31/12/2007	2313	50	01/01/2008	2313	21311	6811	281311
0600000074-02	BAT3-06	STATION EPURATION Nvelle	44022,89	29/12/2006	2313	50	01/01/2007	2313	21311	6811	281311
1800000464	BAT3-18	STATION EPURATION BAT3-18	51565,52	20/12/2018	2313	50	20/12/2018	2313	21311	6811	281311
0400000040-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	54752,71	15/03/2004	2313	50	01/01/2005	2313	21311	6811	281311
0500000098-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	55713,18	31/12/2005	2313	50	01/01/2006	2313	21311	6811	281311
0300000040-02	BAT027	STATION RELEVAGE E U REDON BAT 027	59932,44	01/01/2001	2313	50	01/01/2001	2313	21311	6811	281311
0400000046-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle (PROD)	60128,92	30/11/2004	2313	50	01/01/2005	2313	21311	6811	281311
17000000438	BAT3-17	STATION EPURATION NVELLE BAT3-17	60260,51	20/12/2017	2313	50	20/12/2017	2313	21311	6811	281311
0300000050-02	BAT51A	LAITERIE	169106,12	01/01/1988	2313	50	01/01/1988	2313	21311	6811	281311
0000000039-02	BAT3	STATION EPURATION Nvelle	2909881,16	01/01/1999	2313	50	01/01/1999	2313	21311	6811	281311
0800000064	0800000064	RUE DURAND DE SARTOUX	12,25	25/07/2008	2315	60	01/08/2008	2315	21531	6811	281532
0800000063	0800000063	RUE DURAND DE SARTOUX	116,22	18/07/2008	2315	60	01/08/2008	2315	21531	6811	281532
0400000059-02	RES12	QUARTIER DES GROULLES	184,8	13/07/2004	2315	60	01/08/2004	2315	21531	6811	281532
0400000066-02	RES29	STATION RELEVAGE MIMOSAS	184,8	07/09/2004	2315	60	01/10/2004	2315	21531	6811	281532
0400000067-02	RES29	STATION RELEVAGE MIMOSAS	200,2	07/09/2004	2315	60	01/10/2004	2315	21531	6811	281532
0900000045	0900000045	CHEMIN THOMAS PALLANCAS RES64-09	200,32	26/02/2009	2315	60	01/03/2009	2315	21531	6811	281532
0500000067	RES9	CHEMIN FONT DES FADES	218,4	10/03/2005	2315	60	01/04/2005	2315	21531	6811	281532
0500000065-02	RES13	RUES PEGOMAS PAIX BASTION	231	15/02/2005	2315	60	01/03/2005	2315	21531	6811	281532
0500000072-02	RES36	LE SANTOUN	293,5	22/03/2005	2315	60	01/04/2005	2315	21531	6811	281532
10000000379	10000000379	RUES PEGOMAS PAIX BASTIONS RES13-10	300,5	16/11/2010	2315	60	01/12/2010	2315	21531	6811	281532
0900000097	0900000097	RUE PASTEUR RES68-09	341,44	12/05/2009	2315	60	01/06/2009	2315	21531	6811	281532
0800000059	0800000059	REHABILITATION CANALISATION VILLAGE	345,78	16/10/2008	2315	60	01/11/2008	2315	21531	6811	281532
0500000070-02	RES29	STATION RELEVAGE MIMOSAS	350	07/04/2005	2315	60	01/05/2005	2315	21531	6811	281532
0400000049	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	368,28	09/03/2004	2315	60	01/04/2004	2315	21531	6811	281532
0500000068	RES29	STATION RELEVAGE MIMOSAS	389	15/02/2005	2315	60	01/03/2005	2315	21531	6811	281532
0800000070	0800000070	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU	409,5	14/08/2008	2315	60	01/09/2008	2315	21531	6811	281532
09000000468	09000000468	RUES PEGOMAS PAIX BASTIONS RES13-09	423,49	25/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281532
0800000071	0800000071	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU	441,05	21/10/2008	2315	60	01/11/2008	2315	21531	6811	281532
0400000054-02	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	450	08/04/2004	2315	60	01/05/2004	2315	21531	6811	281532
0400000061-02	RES12	QUARTIER DES GROULLES	463	01/12/2004	2315	60	01/12/2004	2315	21531	6811	281532
13000000211	13000000211	RESEAU GARE SNCF RES86-13	500	20/09/2013	2315	60	01/10/2013	2315	21531	6811	281532
0700000021-03	RES45-07	CASTELLARAS	541	19/06/2007	2315	60	01/07/2007	2315	21531	6811	281532
0700000035-03	RES8-07	BRANCHEMENTS NOUVEAU AEP	558,02	06/12/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281532
0700000014-03	RES8-07	BRANCHEMENT NOUVEAU E U	625	14/08/2007	2315	60	01/09/2007	2315	21531	6811	281532
0700000015-03	RES8-07	BRANCHEMENT NOUVEAU E U	650	26/09/2007	2315	60	01/10/2007	2315	21531	6811	281532
0700000016-03	RES8-07	BRANCHEMENT NOUVEAU E U	650	26/09/2007	2315	60	01/10/2007	2315	21531	6811	281532
10000000341	10000000341	VOIRIE COMMUNALE RES15-10	690	21/10/2010	2315	60	01/11/2010	2315	21531	6811	281532
0500000019-02	RES9	CHEMIN FONT DES FADES	739	26/07/2005	2315	60	01/08/2005	2315	21531	6811	281532
0500000069-02	RES29	STATION RELEVAGE MIMOSAS	747	10/03/2005	2315	60	01/04/2005	2315	21531	6811	281532
09000000371	09000000371	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU RES8-09	780	09/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281532
09000000114	09000000114	AVENUE DES SOURCES RES40-09	790	04/06/2009	2315	60	01/07/2009	2315	21531	6811	281532
0800000019	0800000019	ROND POINT DES PLAINES	793,9	21/10/2008	2315	60	01/11/2008	2315	21531	6811	281532
0400000064-02	RES17	REHABILITATION E U TIRAGON	814	09/03/2004	2315	60	01/04/2004	2315	21531	6811	281532
14000000102	14000000102	RUE DE VERDUN RES87-14	837,9	22/05/2014	2315	60	01/06/2014	2315	21531	6811	281532
0700000030-03	RES56-07	RN 85	840	24/09/2007	2315	60	01/10/2007	2315	21531	6811	281532
0700000024-03	RES47-07	QUARTIER SENEQUIERE	887,5	26/06/2007	2315	60	01/07/2007	2315	21531	6811	281532
1000000081	1000000081	CHEMIN FOND DES FADES RES9-10	900	08/04/2010	2315	60	01/05/2010	2315	21531	6811	281532
0800000020	0800000020	QUARTIER NARTASSIERE	900,37	17/06/2008	2315	60	01/07/2008	2315	21531	6811	281532
0500000016-02	RES37	BASTIONS PLAINES	937	28/06/2005	2315	60	01/07/2005	2315	21531	6811	281532
0400000053-02	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	940	08/04/2004	2315	60	01/05/2004	2315	21531	6811	281532

16000000136	RES15-16	VOIRIE COMMUNALE RES15-16	999,98	19/04/2016	2315	60	19/04/2016	2315	21531	6811	281532
0700000038-03	RES47-07	QUARTIER SENEQUIERE	1000	01/12/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281532
14000000137	14000000137	RUE DE VERDUN RES87-14	1019,7	12/06/2014	2315	60	15/06/2014	2315	21531	6811	281532
10000000378	10000000378	RUES PEGOMAS PAIX BASTIONS RES13-10	1023,8	16/11/2010	2315	60	01/12/2010	2315	21531	6811	281532
13000000223	13000000223	CHEMIN DU BIVOUAC 82-13	1060,61	24/09/2013	2315	60	01/10/2013	2315	21531	6811	281532
09000000469	09000000469	RUES PEGOMAS PAIX BASTIONS RES13-09	1248,38	25/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281532
0700000013-03	RES8-07	BRANCHEMENT NOUVEAU E U	1270	22/06/2007	2315	60	01/07/2007	2315	21531	6811	281532
0400000056-02	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	1300	04/10/2004	2315	60	01/11/2004	2315	21531	6811	281532
14000000176	14000000176	RUE DE VERDUN RES87-14	1322,8	01/08/2014	2315	60	01/08/2014	2315	21531	6811	281532
0700000036-03	RES8-07	BRANCHEMENTS NOUVEAU AEP	1398,5	06/12/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281532
12000000225	12000000225	CHEMIN DU BIVOUAC RES82-12	1480	10/08/2012	2315	60	01/09/2012	2315	21531	6811	281532
0500000043-02	RES1	TRAV. EAUX USEES CH. CARDELIN	1541,51	10/11/2005	2315	60	01/01/2006	2315	21531	6811	281532
0600000018-02	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	1675	31/03/2006	2315	60	01/04/2006	2315	21531	6811	281532
10000000436	10000000436	BRANCHEMENTS NOUVEAU EU RES8-10	1740	29/11/2010	2315	60	01/12/2010	2315	21531	6811	281532
0700000002-03	RES8-07	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E.U	1755,5	30/01/2007	2315	60	01/02/2007	2315	21531	6811	281532
13000000185	13000000185	RESEAU GARE SNCF RES86-13	1832,08	14/08/2013	2315	60	01/09/2013	2315	21531	6811	281532
0400000051-02	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	1850	29/03/2004	2315	60	01/04/2004	2315	21531	6811	281532
0700000022-03	RES45-07	CASTELLARAS	1928	15/11/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281532
12000000248	12000000248	RESEAU GARE SNCF RES86-12	1929,2	20/08/2012	2315	60	01/09/2012	2315	21531	6811	281532
0800000066	0800000066	GIRATOIRE RN 85	1934,2	05/09/2008	2315	60	01/10/2008	2315	21531	6811	281532
18000000194	RES76-18	CHEMIN DES BAUMETTES RES76-18	1952,5	17/09/2018	2315	60	17/09/2018	2315	21531	6811	281532
0700000001-03	RES56-07	RN 85	2000	30/01/2007	2315	60	01/01/2007	2315	21531	6811	281532
0800000072	0800000072	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU	2224,04	14/11/2008	2315	60	01/12/2008	2315	21531	6811	281532
0400000050-02	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	2235,85	11/03/2004	2315	60	01/04/2004	2315	21531	6811	281532
18000000146	RES97-18	MARCEL JOURNET RES97-18	2310	18/07/2018	2315	60	18/07/2018	2315	21531	6811	281532
12000000051	12000000051	QUARTIER DES CALADES RES60-12	2376,81	09/03/2012	2315	60	01/04/2012	2315	21531	6811	281532
0800000073	0800000073	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU	2395	20/11/2008	2315	60	01/12/2008	2315	21531	6811	281532
13000000261	13000000261	VOIRIE COMMUNALE RES15-13	2400	04/11/2013	2315	60	01/12/2013	2315	21531	6811	281532
11000000237	11000000237	RUE DU 11 NOVEMBRE RES80-11	2405,68	19/07/2011	2315	60	01/08/2011	2315	21531	6811	281532
14000000172	14000000172	RUE DE VERDUN RES87-14	2480	01/08/2014	2315	60	01/08/2014	2315	21531	6811	281532
12000000343	12000000343	RESEAU GARE SNCF RES86-12	2560	26/11/2012	2315	60	01/12/2012	2315	21531	6811	281532
09000000316	09000000316	CHEMIN FONT DES FADES RES9-09	2719,4	01/09/2009	2315	60	01/09/2009	2315	21531	6811	281532
09000000331	09000000331	AVENUE DES SOURCES RES40-09	2860	28/10/2009	2315	60	01/11/2009	2315	21531	6811	281532
11000000511	11000000511	QUARTIER DES CALADES RES60-11	2870,2	05/09/2011	2315	60	01/10/2011	2315	21531	6811	281532
14000000330	RES8-14	BRANCHEMENT NOUVEAU EU RES8-14	2998,94	30/10/2014	2315	60	01/11/2014	2315	21531	6811	281532
0800000079	0800000079	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU	3055	21/07/2008	2315	60	01/08/2008	2315	21531	6811	281532
0700000028-03	RES56-07	RN 85	3201,43	22/06/2007	2315	60	01/07/2007	2315	21531	6811	281532
14000000257	14000000257	RUE DE VERDUN RES87-14	3269,67	02/09/2014	2315	60	15/09/2014	2315	21531	6811	281532
0700000017-03	RES8-07	BRANCHEMENT NOUVEAU E U	3315	15/11/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281532
10000000230	10000000230	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU RES8-10	3325	03/08/2010	2315	60	01/09/2010	2315	21531	6811	281532
0800000067	0800000067	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU	3404,05	15/02/2008	2315	60	01/03/2008	2315	21531	6811	281532
0400000055-02	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	3418	02/09/2004	2315	60	01/10/2004	2315	21531	6811	281532
0600000026-02	RES29	STATION RELEVAGE MIMOSAS	3500	24/04/2006	2315	60	01/05/2006	2315	21531	6811	281532
0700000031-03	RES56-07	RN 85	3692,79	19/10/2007	2315	60	01/11/2007	2315	21531	6811	281532
0800000069	0800000069	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU	3805	21/07/2008	2315	60	01/08/2008	2315	21531	6811	281532
09000000370	09000000370	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU RES8-09	4000	09/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281532
1300000006	1300000006	RESEAU GARE SNCF RES86-12	4005	28/01/2013	2315	60	01/02/2013	2315	21531	6811	281532
09000000221	09000000221	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU RES8-09	4205	17/08/2009	2315	60	01/09/2009	2315	21531	6811	281532
0400000052-02	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	4822	06/04/2004	2315	60	01/05/2004	2315	21531	6811	281532
11000000481	11000000481	VOIRIE COMMUNALE RES15-11	4939,5	05/12/2011	2315	60	15/12/2011	2315	21531	6811	281532
12000000060	12000000060	QUARTIER DES CALADES RES60-12	4984,76	12/03/2012	2315	60	01/04/2012	2315	21531	6811	281532
09000000438	09000000438	PISTE DES COLLES RES72-09	4990	20/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281532
0400000065-02	RES17	REHABILITATION E U TIRAGON	5599,59	09/03/2004	2315	60	01/04/2004	2315	21531	6811	281532
0700000029-03	RES56-07	RN 85	6003,55	11/09/2007	2315	60	01/10/2007	2315	21531	6811	281532
0400000063-02	RES17	REHABILITATION E U TIRAGON	6175,46	09/03/2004	2315	60	01/04/2004	2315	21531	6811	281532
14000000140	14000000140	RUE DE VERDUN RES87-14	6191,9	12/06/2014	2315	60	15/06/2014	2315	21531	6811	281532
0500000066-02	RES1	TRAV. RESEAU EAUX USEES GRAND PIECE	6265	07/04/2004	2315	60	01/05/2005	2315	21531	6811	281532
09000000437	09000000437	PISTE DES COLLES RES72-09	6550	20/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281532
0400000058-02	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	6653,73	01/12/2004	2315	60	01/12/2004	2315	21531	6811	281532

09000000282	09000000282	RUES PEGOMAS PAIX BASTION RES13-09	6957,7	29/09/2009	2315	60	01/10/2009	2315	21531	6811	281532
1500000021	RES91-15	CORNICHE BENARD RES91-15	7169,8	02/03/2015	2315	60	01/04/2015	2315	21531	6811	281532
09000000489	09000000489	RUES PEGOMAS PAIX BASTIONS RES13-09	7263,86	01/12/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281532
11000000485	11000000485	QUARTIER DES CALADES RES60-11	7436,27	05/12/2011	2315	60	15/12/2011	2315	21531	6811	281532
14000000300	RES15-14	VOIRIE COMMUNALE RES15-14	7469,5	07/10/2014	2315	60	15/10/2014	2315	21531	6811	281532
09000000314	09000000314	CHEMIN FONT DES FADES RES9-09	7578,4	02/07/2009	2315	60	01/08/2009	2315	21531	6811	281532
09000000459	09000000459	BRANCHEMENT NOUVEAU EU RES8-09	7911,6	25/11/2009	2315	60	01/01/2010	2315	21531	6811	281532
09000000333	09000000333	RUES PEGOMAS PAIX BASTION RES13-09	7981,48	30/10/2009	2315	60	01/11/2009	2315	21531	6811	281532
13000000324	13000000324	VOIRIE COMMUNALE RES15-13	8000	26/11/2013	2315	60	01/12/2013	2315	21531	6811	281532
12000000211	12000000211	QUARTIER DES CALADES RES60-12	8160,48	07/08/2012	2315	60	01/09/2012	2315	21531	6811	281532
190300002	RES76-19	CHEMIN DE LA FOUX RES76-19	8400	05/02/2019	2315	60	05/02/2019	2315	21531	6811	281532
0700000032-03	RES58-07	TRAVERSE NARTASSIERE	8413,5	22/06/2007	2315	60	01/07/2007	2315	21531	6811	281532
0800000068	0800000068	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU	8945,5	11/04/2008	2315	60	01/05/2008	2315	21531	6811	281532
13000000267	13000000267	LES COTEAUX DE MOUANS RES70-13	9161	12/11/2013	2315	60	01/12/2013	2315	21531	6811	281532
17000000439	RES8-17	BRANCHEMENT NOUVEAU EAU USEES RES8-17	9511,01	20/12/2017	2315	60	20/12/2017	2315	21531	6811	281532
130000007	130000007	RESEAU GARE SNCF RES86-13	9880	28/01/2013	2315	60	01/02/2013	2315	21531	6811	281532
09000000258	09000000258	RUE PASTEUR RES68-09	10019,19	27/07/2009	2315	60	01/08/2009	2315	21531	6811	281532
1800000465	RES8-18	BRANCHEMENT EAUX USEES RES8-18	10132,82	20/12/2018	2315	60	20/12/2018	2315	21531	6811	281532
0900000010	0900000010	RN85 RES56-09	10330	15/01/2009	2315	60	01/02/2009	2315	21531	6811	281532
11000000350	11000000350	QUARTIER DES CALADES RES97-11	10498,8	03/10/2011	2315	60	01/11/2011	2315	21531	6811	281532
0500000071-02	RES36	LE SANTOUN	11505,25	10/03/2005	2315	60	01/04/2005	2315	21531	6811	281532
0700000019-03	RES31-07	QUARTIER NARTASSIERE	12457,38	20/11/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281532
0800000021	0800000021	CHEMIN THOMAS PALLANCA	12655,4	02/12/2008	2315	60	01/12/2008	2315	21531	6811	281532
09000000446	09000000446	RUE PASTEUR RES68-09	12717,78	24/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281532
09000000439	09000000439	CHEMIN FOND DES FADES RES9-09	13774	20/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281532
0700000018-03	RES31-07	QUARTIER NARTASSIERE	14168,9	20/11/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281532
11000000118	11000000118	RUE DU 11 NOVEMBRE RES80-11	14280,74	26/04/2011	2315	60	01/05/2011	2315	21531	6811	281532
13000000348	13000000348	RUE DE VERDUN RES87-13	14350	02/12/2013	2315	60	16/12/2013	2315	21531	6811	281532
12000000401	12000000401	PASSAGE INFERIEUR PIBOULE SNCF	14662,5	13/12/2012	2315	60	16/12/2012	2315	21531	6811	281532
11000000478	11000000478	CHEMIN DES CALADES RES60-11	15126,53	05/12/2011	2315	60	15/12/2011	2315	21531	6811	281532
11000000189	11000000189	RUE DU 11 NOVEMBRE RES80-11	15290,66	21/06/2011	2315	60	01/07/2011	2315	21531	6811	281532
1300000054	1300000054	RESEAU GARE SNCF RES86-13	15495	04/04/2013	2315	60	01/05/2013	2315	21531	6811	281532
14000000105	14000000105	RUE DE VERDUN RES87-14	15529,17	22/05/2014	2315	60	01/06/2014	2315	21531	6811	281532
0600000080-02	RES8-06	BRANCHEMENT NOUVEAU E.U	15967,47	29/12/2006	2315	60	01/01/2007	2315	21531	6811	281532
1100000055	1100000055	RUE DU 11 NOVEMBRE RES80-11	16214,3	15/03/2011	2315	60	01/04/2011	2315	21531	6811	281532
0700000040-03	RES8-07	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU	16251,6	31/12/2007	2315	60	01/01/2008	2315	21531	6811	281532
0700000027-03	RES56-07	RN 85	17097,1	07/06/2007	2315	60	01/07/2007	2315	21531	6811	281532
0800000065	0800000065	RN 85	17155	12/02/2008	2315	60	01/03/2008	2315	21531	6811	281532
14000000281	14000000281	RUE DE VERDUN RES87-14	17545,11	21/03/2014	2315	60	01/04/2014	2315	21531	6811	281532
10000000493	10000000493	ROUTE DE PEGOMAS RES73-10	18957	02/12/2010	2315	60	15/12/2010	2315	21531	6811	281532
11000000400	11000000400	QUARTIER DES CALADES RES60-11	19000,64	08/11/2011	2315	60	01/12/2011	2315	21531	6811	281532
0400000062-02	RES17	REHABILITATION E U TIRAGON	19400,41	05/02/2004	2315	60	01/03/2004	2315	21531	6811	281532
0700000037-03	RES31-07	QUARTIER NARTASSIERE	19729,45	01/12/2007	2315	60	01/12/2007	2315	21531	6811	281532
0800000060	0800000060	RUE DURAND DE SARTOUX	19802,31	04/03/2008	2315	60	01/04/2008	2315	21531	6811	281532
12000000364	12000000364	RESEAU ASST VALLON ROUGON RES24-12	19995,59	03/12/2012	2315	60	16/12/2012	2315	21531	6811	281532
14000000447	RES8-14	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU RES8-14	20528,11	22/12/2014	2315	60	22/12/2014	2315	21531	6811	281532
1400000049	1400000049	RUE DE VERDUN RES87-14	20665,18	03/04/2014	2315	60	15/04/2014	2315	21531	6811	281532
0400000068-02	RES29	STATION RELEVAGE MIMOSAS	21026	01/12/2004	2315	60	01/12/2004	2315	21531	6811	281532
09000000315	09000000315	CHEMIN FONT DES FADES RES9-09	21172,7	16/07/2009	2315	60	01/08/2009	2315	21531	6811	281532
0800000062	0800000062	RUE DURAND DE SARTOUX	22126,33	28/04/2008	2315	60	01/05/2008	2315	21531	6811	281532
13000000385	13000000385	BRANCHEMENT NOUVEAU EU RES8-13	22440,07	12/12/2013	2315	60	16/12/2013	2315	21531	6811	281532
09000000302	09000000302	AVENUE DES SOURCES RES40-09	22678	14/10/2009	2315	60	01/11/2009	2315	21531	6811	281532
09000000313	09000000313	RUE PASTEUR RES68-09	24782,55	20/05/2009	2315	60	01/06/2009	2315	21531	6811	281532
0400000060-02	RES12	QUARTIER DES GROULLES	25203,3	19/11/2004	2315	60	01/12/2004	2315	21531	6811	281532
0800000061	0800000061	RUE DURAND DE SARTOUX	26635,65	27/03/2008	2315	60	01/04/2008	2315	21531	6811	281532
09000000332	09000000332	CHEMIN FONT DES FADES RES9-09	27068	28/10/2009	2315	60	01/11/2009	2315	21531	6811	281532
11000000150	11000000150	RUE DU 11 NOVEMBRE RES80-11	28780,52	19/05/2011	2315	60	01/06/2011	2315	21531	6811	281532
0400000057-02	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	29848,92	30/11/2004	2315	60	01/01/2005	2315	21531	6811	281532
16000000534	RES8-16	BRANCHEMENT NOUVEAU EU RES8-16	31222,72	22/12/2016	2315	60	22/12/2016	2315	21531	6811	281532

0700000026-03	RES56-07	RN 85	32871,6	10/05/2007	2315	60	01/06/2007	2315	21531	6811	281532
15000000533	RES8-15	BRANCHEMENT NOUVEAU EU RES8-15	33861,69	28/12/2015	2315	60	28/12/2015	2315	21531	6811	281532
0500000099-02	RES8	BRANCHEMENTS NOUVEAUX E U	34285,97	31/12/2005	2315	60	01/01/2006	2315	21531	6811	281532
0500000064-02	RES29	STATION RELEVAGE MIMOSAS	34461,87	13/01/2005	2315	60	01/02/2005	2315	21531	6811	281532
1800000330	RES76-18	LES BAUMETTES (CH DE LA FOUX) RES76-18	34546,8	27/11/2018	2315	60	27/11/2018	2315	21531	6811	281532
13000000297	13000000297	CHEMIN DU BIVOUAC RES82-13	34722	15/11/2013	2315	60	01/12/2013	2315	21531	6811	281532
0700000023-03	RES47-07	QUARTIER SENEQUIERE	35675	07/06/2007	2315	60	01/07/2007	2315	21531	6811	281532
0700000025-03	RES47-07	QUARTIER SENEQUIERE	36090	01/08/2007	2315	60	01/08/2007	2315	21531	6811	281532
0400000111-02	RES10	CHEMIN DE LA CHAPELLE	38467,82	01/01/2004	2315	60	01/01/2004	2315	21531	6811	281532
0600000028-02	RES38	AV MARCEL JOURNET	39600	30/05/2006	2315	60	01/06/2006	2315	21531	6811	281532
0700000020-03	RES45-07	CASTELLARAS	40072	10/05/2007	2315	60	01/06/2007	2315	21531	6811	281532
11000000528	11000000528	BRANCHEMENT NOUVEAU RES8-11	42500,36	28/12/2011	2315	60	01/01/2012	2315	21531	6811	281532
12000000442	12000000442	BRANCHEMENT NOUVEAU EU RES8-12	42594,22	18/12/2012	2315	60	01/01/2013	2315	21531	6811	281532
10000000514	10000000514	BRANCHEMENT NOUVEAU EU RES8-10	42598,15	23/12/2010	2315	60	25/12/2010	2315	21531	6811	281532
190300004	RES76-19	CHEMIN DE LA FOUX LES BAUMETTES RES76-19	43190,25	21/03/2019	2315	60	21/03/2019	2315	21531	6811	281532
0500000014-02	RES37	BASTIONS PLAINES	49710,3	23/06/2005	2315	60	01/07/2005	2315	21531	6811	281532
08000000603	08000000603	BRANCHEMENTS NOUVEAU EU	49947,92	30/12/2008	2315	60	01/01/2009	2315	21531	6811	281532
09000000560	09000000560	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU RES8-09	49985,87	01/01/2010	2315	60	01/01/2010	2315	21531	6811	281532
09000000402	09000000402	PISTE DES COLLES RES72-09	50364	13/11/2009	2315	60	01/12/2009	2315	21531	6811	281532
0500000026-02	RES9	CHEMIN FONT DES FADES	59601	12/07/2005	2315	60	01/08/2005	2315	21531	6811	281532
0300000038-02	RES55	RESEAUX ASST STAT EPURAT°	217911,91	01/01/1979	2315	60	01/01/1979	2315	21531	6811	281532
0300000052-02	RES1	RESEAUX DIVERS ASST	4548046,61	01/01/1998	2315	60	01/01/2003	2315	21531	6811	281532
09000000325	09000000325	BRANCHEMENTS NOUVEAUX EU RES8-09	2559,87	26/10/2009	2315	0		2315	21531		

Biens de faible valeur à sortir du patrimoine

EAU POTABLE														
N° immobilisation	N° inventaire	Libellé	Montant	Date d'acquisition	Valeur Brute	Type	Catégorie	Classe	Durée	Date début Amortissement	Montant À amortir	Acquisition Nature	Amortissement Dépenses : nature	Amortissement Recettes : nature
0200000102-02	1974COMPT	1974 COMPTEUR	30,49	01/01/1995	30,49	03	IC	21561	1	01/01/1995	30,49	21561	6811	281561
9700000015-02	2563	REPONDEUR	45,58	27/03/1997	45,58	02	IC	2183	10	01/01/1997	45,58	2183	6811	28183
0200000028-02	1974EBUR	1974 MATERIEL BUREAU EAU	50,49	01/01/1974	50,49	03	IC	2183	1	01/01/1974	50,49	2183	6811	28183
9600000005-02	2338	COMPTEURS	68,82	01/08/1996	68,82	03	IC	21561	15	01/08/1996	68,82	21561	6811	281561
9800000025	2772	COFFRET OLA NOKIA	87,22	19/08/1998	87,22	02	IC	2154	10	19/08/1998	87,22	2154	6811	28154
9800000034-02	2839	1 COFFRET OLA NOKIA N 490520203043082	87,22	12/11/1998	87,22	02	IC	2154	10	12/11/1998	87,22	2154	6811	28154
9700000008-02	2536	ALPHAPAGE	91,47	25/02/1997	91,47	02	IC	2155	10	01/01/1997	91,47	2155	6811	28155
0200000009-02	4352	DISQUE DUR 20 GO 7200 T	96,15	01/08/2002	96,15	02	IC	2183	10	01/08/2002	96,15	2183	6811	28183
1800000193	1800000193	BOITIER FIN DE COURSE	104,00	14/09/2018	104,00	04	IC	2154	1	14/09/2018	104,00	2154	6811	28154
9600000021-02	2198	TABLE POLYVALENTE GRISE 3 PLATEAUX	109,76	01/01/1996	109,76	02	IC	2184	10	01/01/1996	109,76	2184	6811	28184
9800000024	2764	TELEPHONE SANS FIL	112,50	29/07/1998	112,50	02	IC	2154	10	29/07/1998	112,50	2154	6811	28154
0200000027-02	1972EBUR	1972 MATERIEL BUREAU EAU	121,97	01/01/1972	121,97	03	IC	2183	1	01/01/1972	121,97	2183	6811	28183
0400000003-02	4513	SCIE A RUBAN D200MM+LAMES	129,59	29/01/2004	129,59	02	IC	2155	10	29/01/2004	129,59	2155	6811	28155
9800000032	2825	DISQUE DUR W DIGITAL HD 2.1 GO U DMA	130,20	15/10/1998	130,20	02	IC	2183	10	15/10/1998	130,20	2183	6811	28183
0000000001-02	3986	IMPRIMANTE HP DESKJET 710C	140,31	07/03/2000	140,31	02	218	2183	10	01/01/2001	140,31	2183	6811	28183
1300000082	1300000082	BAGUE GRISE	141,00	16/05/2013	141,00	02	IC	21561	1	16/05/2013	141,00	21561	6811	281561
0000000018-02	4052	TONDEUSE	150,43	20/06/2000	150,43	02	IC	2154	10	20/06/2000	150,43	2154	6811	28154
9700000004-02	2569	MEULEUSES	150,92	31/05/1997	150,92	02	IC	2154	10	01/01/1997	150,92	2154	6811	28154
0200000081-02	1984EMOB	1984 MOBILIER EAU	156,00	01/01/1984	156,00	03	IC	2184	1	01/01/1984	156,00	2184	6811	28184
9800000013-02	2736	PORTABLE ERICSSON GH 337	191,32	02/07/1998	191,32	02	IC	2154	10	02/07/1998	191,32	2154	6811	28154
0400000029-02	4600	COMPTEUR CORONA 40	191,70	04/11/2004	191,70	03	IC	21561	15	04/11/2004	191,70	21561	6811	281561
0800000035	0800000035	COMPTEUR	192,36	10/06/2008	192,36	02	IC	21561	15	10/06/2008	192,36	21561	6811	281561
9900000005-02	3849	SCIE SAUTEUSE GST 100BCE	194,67	30/11/1999	194,67	02	IC	2155	10	30/11/1999	194,67	2155	6811	28155
16000000505	16000000505	COMPTEURS	196,00	02/12/2016	196,00	02	IC	21561	1	02/12/2016	196,00	21561	6811	281561
0100000012-02	4233	4 COMPTEURS EAU AQUARIUS DN25	197,42	08/10/2001	197,42	03	IC	21561	15	08/10/2001	197,42	21561	6811	281561
0700000018-02	5054	IPC AXIM	213,75	26/11/2007	213,75	02	IC	2183	10	26/11/2007	213,75	2183	6811	28183
16000000134	16000000134	COMPTEURS	220,00	19/04/2016	220,00	02	IC	21561	1	19/04/2016	220,00	21561	6811	281561
9600000014-02	2334	MODEM	227,15	01/06/1996	227,15	02	IC	2183	10	01/01/1996	227,15	2183	6811	28183
9600000018-02	2437	DEVELOPPEMENT LOGICIEL EAU	228,67	01/11/1996	228,67	02	IC	2183	10	01/01/1996	228,67	2183	6811	28183
9700000003-02	2566	POSTE RADIO	228,67	28/03/1997	228,67	02	IC	2154	10	01/01/1997	228,67	2154	6811	28154
0800000038	0800000038	SERVEUR	237,00	31/01/2008	237,00	02	IC	2183	10	31/01/2008	237,00	2183	6811	28183
9600000017-02	2433	CARTE D'EMULATION P/PC	238,58	01/11/1996	238,58	02	IC	2183	10	01/01/1996	238,58	2183	6811	28183
9900000012-02	3918	PERCEUSE VIS SANS FIL 14V4 15 SBA75KA	238,91	30/04/1999	238,91	02	IC	2155	10	30/04/1999	238,91	2155	6811	28155
0200000008-02	4335	MEULEUSE VISSEUSE	239,60	30/04/2002	239,60	03	IC	2155	10	25/06/2002	239,60	2155	6811	28155
0900000001	0900000001	LOGICIEL GRH CP 5175	242,00	20/01/2009	242,00	02	II	2051	5	20/01/2009	242,00	205	6811	2805
09000000442	09000000442	3 COMPTEURS CP 5352	249,11	24/11/2009	249,11	02	IC	21561	15	24/11/2009	249,11	21561	6811	281561
9800000010-02	2717	CARTE DE CONNEXION	249,53	13/05/1998	249,53	02	IC	2183	10	13/05/1998	249,53	2183	6811	28183
0000000028-02	4107	PERCEUSE SPIT 322 SDS	255,52	11/12/2000	255,52	02	215	2155	11	01/01/2001	255,52	2155	6811	28155
11000000425	11000000425	COMPTAGE BAGUES PLOMBAGE CP5237	257,34	22/11/2011	257,34	02	IC	21561	1	01/01/2011	257,34	21561	6811	281561
9700000016-02	2563B	LECTEUR DISQUETTES + DISQUE DUR	264,20	06/06/1997	264,20	03	IC	2183	10	01/01/1997	264,20	2183	6811	28183
0200000061-02	1995EOUTIL	1995 OUTILLAGE EAU	270,73	01/01/1995	270,73	03	IC	2155	1	01/01/1995	270,73	2155	6811	28155
0200000103-02	1973COMPT	1973 COMPTEUR	274,88	01/01/1995	274,88	03	IC	21561	1	01/01/1995	274,88	21561	6811	281561
0300000017-02	4477	IMPRIMANTE LASER HP1015	275,00	16/10/2003	275,00	02	IC	2183	10	16/10/2003	275,00	2183	6811	28183
0000000013-02	4041	PLAN DE TRAVAIL OSMOSE SIEGE	282,49	30/05/2000	282,49	02	218	2184	10	30/05/2000	282,49	2184	6811	28184
9800000020-02	2752	TRANSCRIPTEUR DT 1000T DICTAPHONE	308,72	26/06/1998	308,72	02	IC	2183	10	26/06/1998	308,72	2183	6811	28183
9800000023	2759	MECANISME DE COMPTEUR HELIX 80	315,57	17/07/1998	315,57	02	IC	21561	15	17/07/1998	315,57	21561	6811	281561
9800000030	2814	CARTE D'EMULATION 5250 ISA IBM AVEC T	320,14	30/09/1998	320,14	02	IC	2183	10	30/09/1998	320,14	2183	6811	28183
0100000013-02	4235	AS/400 ADVANCED SYSTEM MOD 200	325,97	21/09/2001	325,97	02	IC	2183	10	21/09/2001	325,97	2183	6811	28183
0400000026-02	4585	ECRAN PLAT TFT	330,00	16/09/2004	330,00	02	IC	2183	10	16/09/2004	330,00	2183	6811	28183
9600000012-02	2204	CD BOITE ANGLAIS	332,35	01/03/1996	332,35	02	IC	2183	10	01/01/1996	332,35	2183	6811	28183
0200000074-02	1973EMOB	1973 MOBILIER EAU	345,45	01/01/1973	345,45	03	IC	2184	1	01/01/1973	345,45	2184	6811	28184
17000000228	17000000228	POMPE DOSEUSE	356,00	24/07/2017	356,00	04	IC	2154	1	24/07/2017	356,00	2154	6811	28154
0200000105-02	1960COMPT	1960 COMPTEUR	374,64	01/01/1995	374,64	03	IC	21561	1	01/01/1995	374,64	21561	6811	281561
170000007	170000007	COMPTEURS	380,00	31/01/2017	380,00	04	IC	21561	1	31/01/2017	380,00	21561	6811	281561
9700000001-02	2535	POSTES RADIOS	381,12	28/02/1997	381,12	02	IC	2154	10	01/01/1997	381,12	2154	6811	28154
0200000059-02	1994EOUTIL	1994 OUTILLAGE EAU	382,09	01/01/1994	382,09	03	IC	2155	1	01/01/1994	382,09	2155	6811	28155
0400000030-02	4601	APPAREIL PHOTOS NUMERIQUE PENTAX	383,61	04/11/2004	383,61	02	IC	2183	10	04/11/2004	383,61	2183	6811	28183
0400000031-02	4602	ECRAN PLAT TFT 17"	395,00	04/11/2004	395,00	02	IC	2183	10	04/11/2004	395,00	2183	6811	28183
1000000056	1000000056	1 COMPTEUR WOLTMAN CP5371	407,50	22/03/2010	407,50	02	IC	21561	1	22/03/2010	407,50	21561	6811	281561
0100000011-02	4206	PINCE POUR BUSE	411,61	10/07/2001	411,61	02	IC	2155	10	10/07/2001	411,61	2155	6811	28155
9900000001-02	3846	COMPTEURS HELIX 4000DN80 LG200	414,81	01/01/1999	414,81	03	IC	21561	15	01/01/1999	414,81	21561	6811	281561

0300000016-02	4476	1 APPAREIL PHOTO NUMERIQUE CANON A70	418,00	16/10/2003	418,00	02	IC	2183	10/16/10/2003	418,00	2183	6811	28183
1300000060	1300000060	LICENCE MAP 2013	420,00	15/04/2013	420,00	02	II	2051	1/01/05/2013	420,00	2051	6811	2805
0300000029-02	4488B	POSITIONNEUR SUPERCLAMP	432,65	26/11/2003	432,65	02	IC	2155	10/26/11/2003	432,65	2155	6811	28155
16000000133	16000000133	COMPTEURS	440,00	19/04/2016	440,00	02	IC	21561	1/19/04/2016	440,00	21561	6811	281561
190200011	5588	FAC. 19030002 DU 04/03/2019 LICENCE AUTOCAD	450,00	21/05/2019	450,00	04	II	2051	1/21/05/2019	450,00	2051	6811	2805
960000006-02	2412	COMPTEURS	452,26	01/09/1996	452,26	03	IC	21561	15/01/09/1996	452,26	21561	6811	281561
9700000014-02	2557	CARTE D'EMULSION	465,73	17/03/1997	465,73	02	IC	2183	10/01/01/1997	465,73	2183	6811	28183
9800000022	2756	PORTATIFS RPS ICOM	470,46	30/07/1998	470,46	02	IC	2154	10/30/07/1998	470,46	2154	6811	28154
0200000104-02	1964	COMPT 1964 COMPTEUR	474,12	01/01/1995	474,12	03	IC	21561	1/01/01/1995	474,12	21561	6811	281561
9600000009-02	2514	COMPTEURS	480,52	01/12/1996	480,52	03	IC	21561	15/01/12/1996	480,52	21561	6811	281561
9600000001-02	2216	MOTEUR	497,79	01/02/1996	497,79	02	IC	2154	10/01/01/1996	497,79	2154	6811	28154
0200000007-02	4336	APPAREIL PHOTO NUMERIQUE EPSON	500,42	02/07/2002	500,42	02	IC	2183	10/02/07/2002	500,42	2183	6811	28183
0300000001-02	4419	COMPTEUR AQUILA DN65	501,00	27/02/2003	501,00	03	IC	21561	15/27/02/2003	501,00	21561	6811	281561
9800000029	2813	LOGICIEL CLIENT ACCESS P/WINDOWS 95/AS	503,09	18/11/1998	503,09	02	II	2051	5/01/01/1998	503,09	205	6811	2805
9800000028	2794	POSTE RADIO ASCOM SE160 CHARGEUR	503,39	24/09/1998	503,39	02	IC	2154	10/24/09/1998	503,39	2154	6811	28154
14000000269	14000000269	COMPTEURS	519,70	12/09/2014	519,70	02	IC	21561	1/12/09/2014	519,70	21561	6811	281561
0600000003-02	4843	COMPTEURS EMETTEURS-CAPTEURS	521,28	28/10/2005	521,28	03	IC	21561	15/30/01/2006	521,28	21561	6811	281561
0300000022-02	4489	1 COMPTEUR WESAN PDN100	524,03	26/11/2003	524,03	02	IC	21561	15/26/11/2003	524,03	21561	6811	281561
0100000001-02	4137	SONDE DE NIVEAU 0+250MBA	528,54	08/02/2001	528,54	02	IC	2154	10/08/02/2001	528,54	2154	6811	28154
0400000004-02	4515	TERMINAL DE PAIEMENT CB ELITE 510-16	535,00	03/02/2004	535,00	02	IC	2183	10/03/02/2004	535,00	2183	6811	28183
09000000187	09000000187	1 ORDINATEUR OPTIPLEX 360 MT CP 5206	556,00	27/07/2009	556,00	02	IC	2183	10/27/07/2009	556,00	2183	6811	28183
0600000038-02	4889	MOTOPOMPE/TUYAU ASPIRATION	560,00	12/04/2006	560,00	02	IC	2154	10/08/06/2006	560,00	2154	6811	28154
9800000027	2793	OBJECTIF LECTEUR MICRO FICHES	561,01	28/09/1998	561,01	02	IC	2183	10/28/09/1998	561,01	2183	6811	28183
0400000023-02	4581	COMPRESSEUR 22M3/H R150L	561,25	07/09/2004	561,25	02	IC	2155	10/07/09/2004	561,25	2155	6811	28155
9800000037	2774	CARTE MERE MICROPROCESSEUR VENTILATEUR	565,30	25/08/1998	565,30	02	IC	2183	10/25/08/1998	565,30	2183	6811	28183
9700000009-02	2573	COMPTEURS EAU	566,43	25/04/1997	566,43	03	IC	21561	15/25/04/1997	566,43	21561	6811	281561
9800000002-02	2656	COMPTEURS KENT-VITESSE KMM15	572,52	01/01/1998	572,52	03	IC	21561	15/01/01/1998	572,52	21561	6811	281561
1700000011	1700000011	COMPTEURS	575,65	31/01/2017	575,65	04	IC	21561	1/31/01/2017	575,65	21561	6811	281561
0400000016-02	4564	COMPTEUR WESAN PDN 125 ET EMETTEUR	586,02	17/06/2004	586,02	03	IC	21561	15/17/06/2004	586,02	21561	6811	281561
9600000011-02	2210	FILTRES ECRANS	594,55	01/04/1996	594,55	03	IC	2183	10/01/01/1996	594,55	2183	6811	28183
17000000362	17000000362	SUPRESSEUR	595,00	14/11/2017	595,00	04	IC	2154	1/14/11/2017	595,00	2154	6811	28154
0800000037	0800000037	SERVEUR	600,00	31/01/2008	600,00	02	IC	2183	10/31/01/2008	600,00	2183	6811	28183
0000000003-02	3995	ECRAN 19 POUCES	609,80	27/04/2000	609,80	02	218	2183	10/01/01/2001	609,80	2183	6811	28183
0300000009	4448	MARTEAU PIQUEUR GBH5 40DE	610,83	22/07/2003	610,83	02	IC	2155	10/22/07/2003	610,83	2155	6811	28155
9700000018-02	2620	CARTE PENTIUM CABLE	612,84	27/10/1997	612,84	03	IC	2183	10/01/01/1997	612,84	2183	6811	28183
9900000003-02	3867	COMPTEURS KMMD20 1 LOT DE 20	613,45	11/01/1999	613,45	03	IC	21561	15/11/01/1999	613,45	21561	6811	281561
09000000267	09000000267	1 COMPTEUR COMBINE CP 5221	619,54	22/09/2009	619,54	02	IC	21561	15/22/09/2009	619,54	21561	6811	281561
17000000190	17000000190	COMPTEURS D EAU	620,00	04/07/2017	620,00	04	IC	21561	1/04/07/2017	620,00	21561	6811	281561
9600000015-02	2413	LOGICIEL VISUAL BASIC	625,04	01/08/1996	625,04	02	IC	2183	10/01/01/1996	625,04	2183	6811	28183
0200000015-02	4403	1 RADIO SERVICE WAR SU RAPID REMOTE	632,00	11/12/2002	632,00	02	IC	2154	10/11/12/2002	632,00	2154	6811	28154
190200010	5583	VANNE MOTORISEE	639,28	26/03/2019	639,28	04	IC	2154	1/26/03/2019	639,28	2154	6811	28154
9900000011-02	3909	CASSETTE P/TURBIDIMETRE	639,81	06/05/1999	639,81	02	IC	2155	10/06/05/1999	639,81	2155	6811	28155
15000000296	15000000296	SURPRESSEUR DE CHLORE	650,00	14/09/2015	650,00	04	IC	2154	1/14/09/2015	650,00	2154	6811	28154
14000000263	14000000263	ORDINATEUR	652,00	05/09/2014	652,00	02	IC	2183	1/05/09/2014	652,00	2183	6811	28183
0800000036	0800000036	COMPTEUR	653,92	01/12/2008	653,92	02	IC	21561	15/01/12/2008	653,92	21561	6811	281561
0100000003-02	4152	DETECTEURS DE METAUX 38578.38566	657,05	20/02/2001	657,05	03	IC	2155	10/20/02/2001	657,05	2155	6811	28155
0300000002-02	4420	COMPTEURS AQUARIUS	657,42	27/02/2003	657,42	03	IC	21561	15/27/02/2003	657,42	21561	6811	281561
14000000055	14000000055	LICENCE LOGICIEL AUTOCAD	667,25	10/04/2014	667,25	04	II	2051	1/10/04/2014	667,25	2051	6811	2805
1500000012	1500000012	SONDE DE NIVEAU	670,00	12/02/2015	670,00	02	IC	2154	1/01/03/2015	670,00	2154	6811	28154
02000000085-02	1987	EMOB 1987 MOBILIER EAU	676,86	01/01/1987	676,86	03	IC	2184	1/01/01/1987	676,86	2184	6811	28184
02000000092-02	1991	EMOB 1991 MOBILIER EAU	681,45	01/01/1991	681,45	03	IC	2184	1/01/01/1991	681,45	2184	6811	28184
0000000020	4066	IMPRIMANTE LASERJET 2100	685,87	08/08/2000	685,87	02	218	2183	10/01/01/2001	685,87	2183	6811	28183
0900000004	0900000004	1 ORDINATEUR OPTIPLEX CP5179	695,00	16/02/2009	695,00	02	IC	2183	10/16/02/2009	695,00	2183	6811	28183
9600000004-02	2504	DEBROUSSAILLEUSE	696,51	01/12/1996	696,51	02	IC	2154	10/01/01/1996	696,51	2154	6811	28154
9700000002-02	2556	MARTEAU PERFORATEUR	699,54	28/02/1997	699,54	02	IC	2154	10/01/01/1997	699,54	2154	6811	28154
1500000041	1500000041	LICENCE LOGICIEL	701,04	20/03/2015	701,04	04	II	2051	1/20/03/2015	701,04	2051	6811	2805
16000000135	16000000135	LOGICIEL AUTOCAD	701,25	20/04/2016	701,25	04	II	2051	1/20/04/2016	701,25	2051	6811	2805
09000000412	09000000412	1 ORDINATEUR VOSTRO 1720 3CLES USB CP5344	704,12	19/11/2009	704,12	02	IC	2183	10/19/11/2009	704,12	2183	6811	28183
15000000184	15000000184	ORDINATEUR PORTABLE	705,57	21/07/2015	705,57	04	IC	2183	1/21/07/2015	705,57	2183	6811	28183
9600000007-02	2503	COMPTEURS	720,78	01/12/1996	720,78	03	IC	21561	15/01/12/1996	720,78	21561	6811	281561
1800000128	1800000128	POMPE DOSEUSE	730,00	02/07/2018	730,00	04	IC	2154	1/02/07/2018	730,00	2154	6811	28154
0500000003-02	4645	COMPTEUR COMBINE WPN MFD 226 DN80-2	731,91	07/04/2005	731,91	03	IC	21561	15/07/04/2005	731,91	21561	6811	281561
1700000067	1700000067	LOGICIEL AUTOCAD	765,00	20/03/2017	765,00	04	II	2051	1/20/03/2017	765,00	2051	6811	2805
16000000102	16000000102	COMPTEUR	770,00	25/03/2016	770,00	02	IC	21561	1/25/03/2016	770,00	21561	6811	281561
1600000021	1600000021	COMPTEUR	770,00	01/02/2016	770,00	02	IC	21561	1/01/02/2016	770,00	21561	6811	281561
0300000020-02	4486	COMPTEUR WPD DN 125	793,49	26/11/2003	793,49	02	IC	21561	15/26/11/2003	793,49	21561	6811	281561

0100000009-02	4196	DISQUEUSE THERMIQUE K 650A12	795,03	10/07/2001	795,03	02	IC	2155	10	10/07/2001	795,03	2155	6811	28155
0400000009-02	4525	EXTINCTEURS ASTRAL P9 ABC	796,00	02/03/2004	796,00	02	IC	2188	10	02/03/2004	796,00	2188	6811	28188
0500000005-02	4649	PROJECTEUR 200 MP EUR	800,00	24/05/2005	800,00	02	IC	2183	10	24/05/2005	800,00	2183	6811	28183
11000000167	11000000167	1 ORDI VOSTRO CP 5188	800,00	06/06/2011	800,00	02	IC	2183	1	01/01/2011	800,00	2183	6811	28183
1800000056	1800000056	LOGICIEL AUTOCAD	803,25	24/04/2018	803,25	04	II	2051	1	24/04/2018	803,25	2051	6811	2805
9800000014	2741	2 ECRANS PC 17	811,03	15/07/1998	811,03	03	IC	2183	10	15/07/1998	811,03	2183	6811	28183
0100000004-02	4161	COMPTEUR VEZAN DN60+MATERIEL	814,65	19/03/2001	814,65	03	IC	21561	15	19/03/2001	814,65	21561	6811	281561
9800000007-02	2690	MODEMS ARNDXNOA HAYES OPTIMA 336 REMOTE	827,80	24/03/1998	827,80	02	IC	2183	10	24/03/1998	827,80	2183	6811	28183
9800000001-02	2655	COMPTEURS KMM DN 15	830,08	01/01/1998	830,08	03	IC	21561	15	01/01/1998	830,08	21561	6811	281561
0200000075-02	1978EMOB	1978 MOBILIER EAU	832,17	01/01/1978	832,17	03	IC	2184	1	01/01/1978	832,17	2184	6811	28184
190200013	5594	COMPTEURS	833,78	03/06/2019	833,78	04	IC	21561	1	03/06/2019	833,78	21561	6811	281561
9700000010-02	2574B	COMPTEURS EAU	839,61	27/06/1997	839,61	03	IC	21561	15	27/06/1997	839,61	21561	6811	281561
1800000130	1800000130	VANNES PAPILLON	844,00	04/07/2018	844,00	04	IC	2154	1	04/07/2018	844,00	2154	6811	28154
0600000005-02	4847	COMPTEURS COMBINE	846,83	10/02/2006	846,83	03	IC	21561	15	10/02/2006	846,83	21561	6811	281561
09000000222	09000000222	1 COMPTEUR COMBINE CP5209	848,19	31/08/2009	848,19	02	IC	21561	10	01/09/2009	848,19	21561	6811	281561
0600000039-02	4890	DESHUMIDIFICATEUR	851,65	21/04/2006	851,65	02	IC	2154	10	08/06/2006	851,65	2154	6811	28154
1800000144	1800000144	ACTIONNEUR PNEUMATIQUE	862,00	18/07/2018	862,00	04	IC	2154	1	18/07/2018	862,00	2154	6811	28154
11000000209	11000000209	COMPTEUR CP5200	868,49	05/07/2011	868,49	02	IC	21561	1	01/01/2011	868,49	21561	6811	281561
11000000324	11000000324	COMPTEURS CP5217	868,49	12/09/2011	868,49	02	IC	21561	1	01/01/2011	868,49	21561	6811	281561
9700000006-02	2590	TRONCONEUSE	868,96	31/07/1997	868,96	02	IC	2154	10	01/01/1997	868,96	2154	6811	28154
190200019	5633	POSTE A SOUDURE ATELIE	884,88	19/09/2019	884,88	02	IC	2154	10	19/09/2019	884,88	2154	6811	28154
0600000058-02	4931	UNITE CLIMATISATION	895,00	30/06/2006	895,00	02	IC	2154	10	13/09/2006	895,00	2154	6811	28154
9700000017-02	2567B	LOGICIEL WIN	899,45	13/06/1997	899,45	02	IC	2183	10	01/01/1997	899,45	2183	6811	28183
0200000010-02	4354	COMPTEURS AQUARIUS DN15 170	900,57	01/08/2002	900,57	03	IC	21561	15	01/08/2002	900,57	21561	6811	281561
9700000005-02	2580B	PORTATIFS	904,63	23/06/1997	904,63	02	IC	2154	10	01/01/1997	904,63	2154	6811	28154
9900000010-02	3900	PORTATIFS ICOMICF3	905,55	17/03/1999	905,55	03	IC	2154	10	17/03/1999	905,55	2154	6811	28154
09000000235	09000000235	1 ORDINATEUR OPTIPLEX CP 5207	927,00	08/09/2009	927,00	02	IC	2183	10	08/09/2009	927,00	2183	6811	28183
9800000003-02	2654	POSTES RADIO ICOM ICF3 N 514-518	930,24	01/01/1998	930,24	03	IC	2154	10	01/01/1998	930,24	2154	6811	28154
0000000012-02	4035	2 RADIOS ICOM IFC3 2 CHARGEURS	940,38	30/05/2000	940,38	03	215	2154	10	30/05/2000	940,38	2154	6811	28154
0900000081	0900000081	1 ORDINATEUR OPTIPLEX 740 1 IMPRIMANTE CP5190	956,75	30/04/2009	956,75	02	IC	2156	10	01/05/2009	956,75	2183	6811	28183
0700000031-02	5014	1 COMPTEUR	957,02	02/08/2007	957,02	02	IC	21561	15	02/08/2007	957,02	21561	6811	281561
0500000037-02	4787	COMPTEUR COMBINE DN65-20MM	973,85	18/10/2005	973,85	03	IC	21561	15	18/10/2005	973,85	21561	6811	281561
0200000033-02	1988EBUR	1988 MATERIEL BUREAU EAU	990,93	01/01/1988	990,93	03	IC	2183	1	01/01/1988	990,93	2183	6811	28183
0200000044	1982EOUTIL	1982 OUTILLAGE EAU	992,11	01/01/1982	992,11	03	IC	2155	1	01/01/1982	992,11	2155	6811	28155

ASSAINISSEMENT

N° immobilisation	N° inventaire	Libellé	Montant	Date D'acquisition	Valeur Brute	Type	Catégorie	Classe	Durée	Date début Amortissement	Montant À amortir	Acquisition Nature	Amortissement Dépenses : nature	Amortissement Recettes : nature
0000000004-02	4010	IMPRIMANTE DESKJET 710CI	144,10	28/03/2000	144,10	02	IC	2183	10	01/01/2001	144,10	2183	6811	28183
0200000012-02	4367	2 DISQUES DURS	167,22	04/09/2002	167,22	03	IC	2183	10	04/09/2002	167,22	2183	6811	28183
0100000008-02	4170	SCANNER EPSON 1240U	178,45	05/04/2001	178,45	02	IC	2183	10	05/04/2001	178,45	2183	6811	28183
0700000009-03	5024	1 IMPRIMANTE DELL 1720	190,50	04/09/2007	190,50	02	218	2183	10	01/01/2008	190,50	2183	6811	28183
0000000027-02	4103	FAX 920	228,67	11/06/2000	228,67	02	IC	2183	10	01/01/2001	228,67	2183	6811	28183
0200000023-02	1994AMAT	1994 MATERIEL DIVERS ASST	228,67	01/01/1994	228,67	03	IC	2154	1	01/01/1994	228,67	2154	6811	28154
0200000071-02	1939/93	2970YJ06 POSTE TALCO	251,54	01/01/1993	251,54	02	IC	2182	1	01/01/1993	251,54	2182	6811	28182
9700000023-02	2566B	SIEGE DACTYLO	270,14	11/06/1997	270,14	02	IC	2183	10	01/01/1997	270,14	2183	6811	28183
0400000005-02	4517	IMPRIMANTE HP LASERJET 1015	275,00	26/02/2004	275,00	02	IC	2183	10	26/02/2004	275,00	2183	6811	28183
9700000019-02	2575	CUVE POUR HYDROCUREUSE	294,23	25/04/1997	294,23	02	IC	2154	10	01/01/1997	294,23	2154	6811	28154
0200000049-02	1986AOUTIL	1986 OUTILLAGE ASST	301,67	01/01/1986	301,67	03	IC	2155	1	01/01/1986	301,67	2155	6811	28155
0900000075	0900000075	1 ECRAN 20 POUCE CP 5187	329,25	16/04/2009	329,25	02	IC	2183	10	16/04/2009	329,25	2183	6811	28183
0200000017-02	4283	514AJH06 CONFECTION COFFRE OUTILS	381,12	01/01/2002	381,12	02	IC	2182	10	01/01/2002	381,12	2182	6811	28182
0000000019-02	4065	IMPRIMANTE HP LASERJET 1100 8PPM	389,96	08/08/2000	389,96	02	IC	2183	10	08/08/2000	389,96	2183	6811	28183
0000000029-02	4119	2 ARMOIRES BASSES	436,61	11/12/2000	436,61	03	IC	2184	10	11/12/2000	436,61	2184	6811	28184
0600000004-02	4844	COMPRESSEUR	444,50	30/11/2005	444,50	02	IC	2154	10	01/02/2006	444,50	2154	6811	28154
0200000041-02	1995ABUR	1995 MATERIEL BUREAU ASST	450,81	01/01/1995	450,81	03	IC	2183	1	01/01/1995	450,81	2183	6811	28183
0000000007-02	4017	SONOMETRE	490,89	03/04/2000	490,89	02	IC	2154	10	03/04/2000	490,89	2154	6811	28154
9700000021-02	2575B	2970XJ06 FIXATION MECANO-SOUDEE P/CITERN	533,57	01/01/1997	533,57	02	IC	2182	10	01/01/1997	533,57	2182	6811	28182
0700000008-03	5013	3 IMPRIMANTES	545,00	04/09/2007	545,00	02	IC	2183	10	04/09/2007	545,00	2183	6811	28183
0000000010-02	4029	REACTEUR POUR MESURE LAD C O	561,01	27/04/2000	561,01	02	IC	2154	10	27/04/2000	561,01	2154	6811	28154
0200000031-02	1986ABUR	1986 MATERIEL BUREAU ASST	576,26	01/01/1986	576,26	03	IC	2183	1	01/01/1986	576,26	2183	6811	28183
17000000284	17000000284	ORDINATEUR OPTIPLEX 3050	577,50	14/09/2017	577,50	04	IC	2183	1	14/09/2017	577,50	2183	6811	28183
0200000011-02	4365	IMPRIMANTE LASER LEXMARK E322N	600,00	04/09/2002	600,00	02	IC	2183	10	04/09/2002	600,00	2183	6811	28183
17000000407	17000000407	MOTEUR VENTILATEUR DESODORISANT	607,00	05/12/2017	607,00	04	IC	2154	1	05/12/2017	607,00	2154	6811	28154
0000000023-02	4091	2 ARMOIRES	607,36	18/09/2000	607,36	03	218	2184	10	18/09/2000	607,36	2184	6811	28184
15000000297	15000000297	VENTILATEUR SURPRESSEUR	635,00	14/09/2015	635,00	02	IC	2154	1	14/09/2015	635,00	2154	6811	28154
0000000026-02	4095	POSTE TALCO RADIO MOTOROLA	640,29	31/10/2000	640,29	02	IC	2154	10	01/11/2000	640,29	2154	6811	28154

0400000020-02	4572	DEBROUSSAILLEUSE	651,67	07/09/2004	651,67	02	IC	2155	10/07/09/2004	651,67	2155	6811	28155
0100000010-02	4203	BUREAU ARMOIRES CAISSON	679,73	16/07/2001	679,73	02	IC	2184	10/16/07/2001	679,73	2184	6811	28184
0000000009	4025	REACTIFS PH METRE SULFAVER	715,96	03/04/2000	715,96	03	215	2154	10/03/04/2000	715,96	2154	6811	28154
17000000065	17000000065	POMPE GAVEUSE CENTRIFUGEUSE	729,60	20/03/2017	729,60	04	IC	2154	1/20/03/2017	729,60	2154	6811	28154
0200000060-02	1994AOUTIL	1994 OUTILLAGE ASST	738,08	01/01/1994	738,08	03	IC	2155	1/01/01/1994	738,08	2155	6811	28155
190300010	5637	GAVEUSE DESYDRATION STEP	755,63	27/09/2019	755,63	04	IC	2154	1/27/09/2019	755,63	2154	6811	28154
0200000024-02	1969ATER	1969 USINE EPURATION ASST	766,81	01/01/1969	766,81	01	IC	2115	0		2115	6811	281311
9800000006-02	2689	IMPRIMANT LASER HP JET 6P 8PPM	790,45	01/01/1998	790,45	02	IC	2183	10/01/01/1998	790,45	2183	6811	28183
0400000021-02	4577	1 TONDEUSE	817,22	02/09/2004	817,22	02	IC	2155	10/02/09/2004	817,22	2155	6811	28155
9700000024-02	2608	IMPRIMANTE LASERJET	838,47	06/10/1997	838,47	02	IC	2183	10/01/01/1997	838,47	2183	6811	28183
0400000038-02	4624	ORDINATEUR DELL OPTIPLEX	861,00	15/12/2004	861,00	02	IC	2183	10/15/12/2004	861,00	2183	6811	28183
0600000065-02	4940	1 AXE SOUDURE P/COMPACTEUR	944,00	08/09/2006	944,00	02	IC	2154	10/12/10/2006	944,00	2154	6811	28154
0200000097-02	1993AMOB	1993 MOBILIER ASST	953,34	01/01/1993	953,34	03	IC	2184	1/01/01/1993	953,34	2184	6811	28184
0700000010-03	5051	1 PC MULTI MEDIA+1 ECRAN 20PCE	960,00	26/11/2007	960,00	02	IC	2183	10/26/11/2007	960,00	2183	6811	28183
16000000418	16000000418	CREPINE DE COMPACTAGE	970,00	26/10/2016	970,00	02	IC	2154	1/26/10/2016	970,00	2154	6811	28154
1800000082	1800000082	CREPINE DE COMPACTAGE	970,00	22/05/2018	970,00	04	IC	2154	1/22/05/2018	970,00	2154	6811	28154
0700000033-03	5017	CLIMATISEURS	971,74	09/08/2007	971,74	02	IC	2155	10/09/08/2007	971,74	2155	6811	28155
0500000002-02	4642	PHOTOCOPIEUR TRIUMPH ADLER DC2015	980,00	05/04/2005	980,00	02	IC	2183	10/05/04/2005	980,00	2183	6811	28183

CA 2019 BUDGET EAU

FONCTIONNEMENT DEPENSES		PREVU	REALISE
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 166 870,00	309 842,61
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	781 080,00	429 055,27
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	414 000,00	145 423,00
022	DEPENSES IMPREVUES	90 000,00	0,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	800 000,00	0,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	352 350,00	246 443,93
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	72 620,00	1 492,45
66	CHARGES FINANCIERES	48 500,00	-1 215,75
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	38 980,00	34 408,15
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	5 000,00	0,00
DEPENSES DE L'EXERCICE		3 769 400,00	1 165 449,66

FONCTIONNEMENT RECETTES		PREVU	REALISE
002	RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE	482 101,63	482 101,63
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	3 500,00	6 061,95
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	211 482,00	30 232,96
70	PRODUITS DE SERVICES, DOMAINE & VENTES DIVERSES	2 849 650,00	847 496,87
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	222 647,00	28 785,00
75	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	19,37	1,66
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	0,00	85 937,94
RECETTES DE L'EXERCICE		3 769 400,00	1 480 618,01

FONCTIONNEMENT DEPENSES		PREVU	REALISE
604	ACHATS ETUDES PREST. EQUIPT	19 360,00	
6061	FOURNIT.NON STOCK. (Edf,Eau)	600 000,00	142 645,49
6062	PRODUITS DE TRAITEMENT	20 450,00	7 777,30
6063	FOURN.ENTRET. PETIT EQUIPT	8 432,52	6 688,96
6064	FOURNITURE ADMINISTRATIVE	1 160,00	739,71
6066	CARBURANTS	5 000,00	288,97
6068	AUTRES MATIERES & FOURNITURES	170 198,48	56 475,99
611	SOUS TRAITANCE GENERALE	20 980,00	12 864,81
6135	LOCATIONS MOBILIERES	7 000,00	2 246,84
6137	REDEVANCES, DROITS DE PASSAGE ET SERVITUDES	1 000,00	
61521	BATIMENTS PUBLICS	12 325,00	6 392,80
61523	RESEAUX	2 626,00	2 105,00
61528	AUTRES	1 500,00	
61551	ENTRET. REPAR. S/MAT. ROULANT	3 150,00	3 793,24
61558	ENTR. REPAR. AUTRES BIENS MOBILIER	1 700,00	
6156	ENTRET. REP. S/MAINTENANCE	7 100,00	4 125,68
6161	PRIMES D'ASSURANCES MULTIRISQUES	5 500,00	4 885,85
617	ETUDES & RECHERCHES	4 600,00	1 812,11
618	SERVICES EXTERIEURS-DIVERS	12 133,00	1 049,17
6226	HONORAIRES	5 000,00	690,00
6227	FRAIS ACTES ET CONTENTIEUX	1 500,00	
6231	ANNONCES & INSERTIONS	1 000,00	90,00
6236	CATALOGUES & IMPRIMES	1 650,00	693,60
6238	DIVERS	200,00	90,00
6241	TRANSPORTS SUR ACHATS	200,00	38,03
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	580,00	687,22
6256	MISSIONS		
6257	RECEPTIONS	300,00	
627	SERVICES BANCAIRES & ASSIMILES	1 500,00	832,40
6281	CONCOURS DIVERS	825,00	122,44
6287	REMBOURST DE FRAIS	248 800,00	
6354	DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE		
6358	AUTRES DROITS	1 100,00	276,00
6371	RED.AG.BASSIN PRELEVTE EAU		52 431,00
6378	AUTRES TAXES ET REDEVANCES		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 166 870,00	309 842,61

6215	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COLLECTIVITE	120 000,00	
6331	VERST DE TRANSPORT TITULAIRE	6 250,00	4 054,00
6332	COTIS. VERSEES FNAL TITULAIRE	1 790,00	1 160,00
6336	COTISATIONS CDG ET CNFPT	8 210,00	5 328,70
6411	REMUNERATION PERSONNEL TITULAIRE	325 970,00	227 677,60
64111	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRES	44 240,00	22 242,62
6413	PRIMES DIVERSES TITULAIRES	15 410,00	2 015,68
64131	PRIMES DIVERSES AUXILIAIRES	2 100,00	503,31
6414	INDEMNITES DIVERSES TITULAIRES	76 650,00	40 347,32
64141	INDEMNITES DIVERSES AUXILIAIRES	2 240,00	3 533,81
6415	SUPPLEMENT FAMILIAL TITULAIRES	7 580,00	5 123,98
64151	SUPPLEMENT FAMILIAL AUXILIAIRE		5,80

FONCTIONNEMENT DEPENSES		PREVU	REALISE
6451	COTISATIONS URSSAF	59 450,00	39 463,00
6452	COTISATIONS AUX MUTUELLES		
6453	COTISATIONS CAISSES DE RETRAITE	103 380,00	72 074,46
6454	COTISATIONS ASSEDIC	1 930,00	994,00
6458	COTISATIONS AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	5 730,00	4 480,99
6475	MEDECINE TRAVAIL & PHARMACIE	150,00	50,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	781 080,00	429 055,27
701249	REVERS.AGENCE EAU REDEVANCE PR POLLUTION ORIGINE DOM	414 000,00	145 423,00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	414 000,00	145 423,00
022	DEPENSES IMPREVUES	90 000,00	0,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	800 000,00	0,00
6811	DOTATION AMORT.IMMO.CORP.&INCORP.	352 350,00	246 443,93
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	352 350,00	246 443,93
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES	1 791,00	1 491,75
6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEURS	63 809,00	
6542	CREANCES ETEINTES	7 000,00	
658	CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	20,00	0,70
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	72 620,00	1 492,45
66111	INTERETS EMPRUNTS DETTES	48 500,00	18 220,38
66112	INTERETS – RATTACHEMENT DES ICNE		-19 436,13
6688	AUTRES		
66	CHARGES FINANCIERES	48 500,00	-1 215,75
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	150,00	150,00
673	TITRES ANNULES	10 000,00	5 473,15
6742	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES D'EQUIPEMENT		
6743	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	28 830,00	28 785,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	38 980,00	34 408,15
6815	DOTATION PROVISION P/RISQUES ET CHARGES EXCEPT	2 000,00	
6865	DOTATION PROV. PR RISQUES ET CHARGES FINANCIERES	3 000,00	
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	5 000,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		3 769 400,00	1 165 449,66

FONCTIONNEMENT RECETTES		PREVU	REALISE
002	RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE	482 101,63	482 101,63
64198	AUTRES REMBOURSEMENTS	3 500,00	6 061,95
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	3 500,00	6 061,95
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	170 000,00	
777	QUOTE PART SUBV. D'INVEST.TRANSFEREES	41 482,00	30 232,96
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	211 482,00	30 232,96
70111	VENTE D'EAU	2 163 000,00	572 098,06
701241	REDEVANCE P/POLLUTION D'ORIGINE DOMESTIQUE	340 000,00	174 864,49
70128	AUTRES TAXES & REDEVANCES	84 000,00	49 965,23
704	TRAVAUX P/COMPTE TIERS	259 500,00	50 569,09
7084	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTUREE	2 500,00	
7087	REMBOURSEMENT DE FRAIS	650,00	
70	PRODUITS DE SERVICES, DOMAINE & VENTES DIVERSES	2 849 650,00	847 496,87
748	AUTRES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	222 647,00	28 785,00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	222 647,00	28 785,00
7588	AUTRES	19,37	1,66
75	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	19,37	1,66
7714	RECOUVREMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR		
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS/OPERATIONS DE GEST		85 925,33
778	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS		12,61
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	0,00	85 937,94
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		3 769 400,00	1 480 618,01

CA 2019 BUDGET EAU

INVESTISSEMENT DEPENSES		PREVU	REALISE
001	RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	13 425,94	13 425,94
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	211 482,00	30 232,96
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	118 000,00	37 594,50
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	41 984,00	450,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	95 669,00	33 005,70
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 202 339,06	85 151,61
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0,00	0,00
DEPENSES DE L'EXERCICE		1 682 900,00	199 860,71

INVESTISSEMENT RECETTES		PREVU	REALISE
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	0,00	0,00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	800 000,00	0,00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	352 350,00	246 443,93
10	DOTATION, FONDS DIVERS ET RESERVES	500 000,00	500 000,00
13	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	30 550,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		1 682 900,00	746 443,93

INVESTISSEMENT DEPENSES		PREVU	REALISE
001	RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	13 425,94	13 425,94
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	13 425,94	13 425,94
139111	SUBVENTION EQUIPEMENT AGENCE DE L'EAU	3 260,00	2 061,10
139118	SUBVENTION EQUIPEMENT AUTRE	300,00	216,13
13912	SUBVENTION EQUIPEMENT REGIONS	22,00	16,25
13913	SUBVENTION EQUIPEMENT DEPARTEMENTS	23 400,00	17 144,38
13918	SUBVENTION EQUIPEMENTT AUTRES	14 500,00	10 795,10
2313	CONSTRUCTIONS	50 000,00	
2315	INSTALLATIONS,MATERIEL & OUTILLAGE	120 000,00	
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	211 482,00	30 232,96
1641	EMPRUNTS	118 000,00	37 594,50
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	118 000,00	37 594,50
2051	CONCESS. DROITS SIMILAIRES BREVETS, LICENCES	41 984,00	450,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	41 984,00	450,00
2115	TERRAIN BATIS	7 500,00	
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	47 241,00	21 153,54
21561	MATERIEL SERVICE DISTRIBUTION D'EAU	14 400,00	9 309,78
2182	MATERIEL DE TRANSPORT	20 000,00	
2183	MATERIEL DE BUREAU ET D'INFORMATIQUE	6 528,00	2 542,38
2184	MOBILIER		
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	95 669,00	33 005,70
2313	CONSTRUCTIONS DIVERS	815 639,85	
4	USINE TRAITEMENT FOUX	51 873,21	7 058,21
5	ATELIER RME	1 550,00	
26	3 MAS II	900,00	
35	RESERVOIR COMPLEMENTAIRE (SAURIN)	10 955,00	
39	RESERVOIR DU DEFENDS	8 060,00	
49	FORAGE PINCHINADE	5 584,00	4 734,00
64	3 MAS II	3 160,00	
78	PARTITEUR DES GIPIERES	4 250,00	
2315	INST.TEC.MAT.OUTIL.IND.-TRAV.	14 278,00	
6	PLAINE DES CANEBIERS	21 002,00	11 654,40
8	REHAB. RESEAU	10 200,00	10 173,00
15	VOIRIE COMMUNALE	69 360,00	4 760,00
38	AVENUE MARCEL JOURNET	10 000,00	
94	CHEMIN DE SARTOUX		1 280,00
96	REHAB RES CORNICHE BENARD	8 000,00	
99	REHAB ET EXTENS RES CH CASTELLARAS	34 527,00	32 992,00
101	FOULON MAILLAGE	11 000,00	
102	CASTEL 1	11 000,00	
103	FONT DES FADES T1	59 500,00	12 500,00
104	FONT DES FADES T2	22 500,00	
105	LES JASMIN	13 000,00	
106	CLOS DE LA FOUX	13 000,00	
107	GALERIE TECHNIQUE CH DES PLAINES	3 000,00	

23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 202 339,06	85 151,61
275	DEPOTS ET CAUTIONNEMENT VERSES	0,00	0,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0,00	0,00
<u>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</u>		1 682 900,00	186 434,77

INVESTISSEMENT RECETTES		PREVU	REALISE
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE		
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	800 000,00	
2805	AMORTISSEMENT LOGICIELS	8 800,00	351,69
281311	AMORTISSEMENT BATIMENTS	120 000,00	88 671,77
281531	AMORTISSEMENT RESEAUX EAUX	160 800,00	118 088,47
28154	AMORTISSEMENT MATERIEL INDUSTRIEL	22 500,00	14 514,10
28155	AMORTISSEMENT OUTILLAGE INDUSTRIEL	200,00	129,75
281561	AMORT. MAT. SPECIF .SERV. DISTRIBUTION EAU	21 600,00	15 413,35
28182	AMORTISSEMENT MATERIEL TRANSPORT	13 500,00	8 481,75
28183	AMORTISST MATERIEL BUREAU & INFORMATIQUE	4 700,00	622,80
28184	AMORTISSEMENT MOBILIER	250,00	170,25
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	352 350,00	246 443,93
1068	AUTRES RESERVES	500 000,00	500 000,00
10	DOTATION, FONDS DIVERS ET RESERVES	500 000,00	500 000,00
13111	AGENCE DE L'EAU	30 550,00	
1313	DEPARTEMENTS		
13	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	30 550,00	0,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		1 682 900,00	746 443,93

CA 2019 BUDGET ASST

		ASSAINISSEMENT COLLECTIF		ANC	
		PREVU	REALISE	PREVU	REALISE
FONCTIONNEMENT DEPENSES					
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	544 040,00	177 811,40	5 190,00	1 033,11
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	635 820,00	450 262,31	2 500,00	0,00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	165 000,00	84 666,00		
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	110 000,00	0,00	0,00	0,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	239 550,00	170 611,64	0,00	0,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	19 020,00	0,09	10,00	1,40
66	CHARGES FINANCIERES	17 500,00	1 083,61	0,00	0,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	35 150,00	8 293,66	900,00	0,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	8 500,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE L'EXERCICE		1 774 580,00	892 728,71	8 600,00	1 034,51

		ASSAINISSEMENT COLLECTIF		ANC	
		PREVU	REALISE	PREVU	REALISE
FONCTIONNEMENT RECETTES					
002	RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE	140 299,79	140 299,79	6 211,63	6 211,63
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	0,00	1 118,98	0,00	0,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	146 695,00	56 155,91	0,00	0,00
70	PRODUITS DE SERVICES, DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 412 500,00	652 451,58	2 378,37	882,12
74	SUBVENTION D'EXPLOITATION	75 000,00	61 946,85	0,00	0,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	85,21	0,00	10,00	0,43
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	0,00	21 687,67	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		1 774 580,00	933 660,78	8 600,00	7 094,18

		ASSAINISSEMENT COLLECTIF		ANC	
FONCTIONNEMENT DEPENSES		PREVU	REALISE	PREVU	REALISE
604	ACHATS ETUDES PREST. EQUIPT	17 640,00			
6061	FOURNIT.NON STOCK. (Edf,Eau)	65 000,00	18 986,88		
6062	PRODUITS DE TRAITEMENT	27 610,00	8 043,00		
6063	FOURN.ENTRET. PETIT EQUIPT	17 100,00	6 676,78	4 090,00	1 033,11
6064	FOURNITURE ADMINISTRATIVE	600,00	498,20	800,00	
6066	CARBURANTS	10 000,00	4 128,64		
6068	AUTRES MATIERES & FOURNITURES	23 693,00	9 667,37		
611	SOUS TRAITANCE GENERALE	91 050,00	50 192,34		
6135	LOCATIONS MOBILIERES	3 300,00	593,98		
6137	REDEVANCES,DROITS DE PASSAGE ET SERV	1 000,00			
61521	BATIMENT PUBLIC	29 500,00	24 041,63		
61523	RESEAUX	6 000,00	5 015,30		
61551	ENTRET. REPAR. S/MAT. ROULANT	5 200,00	2 327,46		
61558	ENTR. REPAR. AUTRES BIENS MOBILIER	2 427,00			
6156	ENTRET. REP. S/MAINTENANCE	29 350,00	14 298,18		
6161	PRIMES D'ASSURANCES MULTI.	6 600,00	4 981,22		
617	ETUDES ET RECHERCHES	19 310,00			
618	SERVICES EXTERIEURS-DIVERS	5 900,00	481,81		
6226	HONORAIRES	1 000,00			
6227	FRAIS ACTES & CONTENTIEUX	1 500,00			
6231	ANNONCES & INSERTIONS	1 110,00	1 080,00		
6236	CATALOGUES & IMPRIMES	750,00	276,00		
6238	DIVERS	600,00	450,00		
6241	TRANSPORTS S/ACHATS	45 000,00	26 064,11		
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENT	150,00	8,50		
6256	MISSIONS				
6257	RECEPTIONS	300,00			
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	500,00			
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	150,00			
6281	CONCOURS DIVERS	1 100,00			
6287	REMBOURST DE FRAIS	130 600,00		300,00	
6358	AUTRES DROITS				
6378	AUTRES TAXES ET REDEVANCES				
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	544 040,00	177 811,40	5 190,00	1 033,11

6215	PERSONNEL AFFECTE P/COLLECTIVITE	60 000,00		2 500,00	
6331	VERST DE TRANSPORT TITULAIRE	5 220,00	3 945,00		
6332	COTIS. VERSEES FNAL TITULAIRE	1 490,00	1 127,00		
6336	COTISATIONS CDG ET CNFPT	6 860,00	5 186,83		
6411	REMUNERATION PERSO. TITULAIRE	313 050,00	239 430,64		
6413	PRIMES DIVERSES TITULAIRES	13 660,00			
6414	INDEMNITES DIVERSES TITULAIRES	67 420,00	68 185,75		
6415	SUPPLEMENT FAMILIAL TITULAIRES	980,00	751,09		
64151	SUPPLEMENT FAMILIAL AUXILIAIRE	800,00	600,84		
6451	COTISATIONS URSSAF	46 050,00	34 793,00		
6452	COTISATIONS AUX MUTUELLES	290,00	23,50		
6453	COTISATIONS CAISSES DE RETRAITE	115 020,00	92 118,10		

FONCTIONNEMENT DEPENSES		ASSAINISSEMENT COLLECTIF		ANC	
		PREVU	REALISE	PREVU	REALISE
6458	COTIS. AUTRES ORGANISMES SOC.	4 980,00	4 100,56		
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	635 820,00	450 262,31	2 500,00	0,00
706129	REVERS.AGENCE EAU REDEV.POUR MODERNISATION RESEAUX	165 000,00	84 666,00		
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	165 000,00	84 666,00		
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	110 000,00		0,00	
675	VALEURS COMPTABLES DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES				
6811	DOTATION AMORT.IMMO.CORP.&INCORP.	239 550,00	170 611,64		
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	239 550,00	170 611,64	0,00	0,00
6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEURS	17 000,00			
6542	CREANCES ETEINTES	2 000,00			
658	CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	20,00	0,09	10,00	1,40
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	19 020,00	0,09	10,00	1,40
66111	INTERETS EMPRUNTS DETTES	17 500,00	14 525,78		
66112	INTERET RATTACHEMENT ICNE		-13 442,17		
6688	AUTRE				
66	CHARGES FINANCIERES	17 500,00	1 083,61	0,00	0,00
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	150,00			
673	TITRES ANNULES	35 000,00	8 293,66	900,00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	35 150,00	8 293,66	900,00	0,00
6815	DOTATION PROVISION P/RISQUES ET CHARGES EXCEPT	500,00			
6865	DOTATION PROV. PR RISQUES ET CHARGES FINANCIERES	8 000,00			
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	8 500,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		1 774 580,00	892 728,71	8 600,00	1 034,51

FONCTIONNEMENT RECETTES		ASSAINISSEMENT COLLECTIF		ANC	
		PREVU	REALISE	PREVU	REALISE
002	RESULTAT FONCTIONNEMENT REPORTE	140 299,79	140 299,79	6 211,63	6 211,63
64198	AUTRES REMBOURSEMENTS				
6459	REMBOURST S/CHARGES DE S.S ET PREVOYANCE		1 118,98		
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	0,00	1 118,98	0,00	0,00
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	70 000,00			
777	QUOTE PART SUBV. D'INVEST.TRANSFEREES	76 695,00	56 155,91		
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	146 695,00	56 155,91	0,00	0,00
704	TRAVAUX P/COMPTE TIERS	318 500,00	251 722,87	478,37	387,23
70611	REDEVANCES D' ASSAINISST S/ROLE	929 000,00	311 771,56		
706121	REDEV.MODERNISATION DES RESEAUX	165 000,00	88 957,15		
7062	REDEVANCES ASST NON COLLECTIF			1 900,00	494,89
70	PRODUITS DE SERVICES, DOMAINE & VENTES DIVERSES	1 412 500,00	652 451,58	2 378,37	882,12
741	PRIMES D'EPURATION	75 000,00	61 946,85		
748	AUTRES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION				
74	SUBVENTION D'EXPLOITATION	75 000,00	61 946,85	0,00	0,00
7588	AUTRES	85,21		10,00	0,43
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	85,21	0,00	10,00	0,43
7714	RECOUVREMENT SUR CREANCES ADMISES EN NON VALEUR				
7718	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS		21 529,79		
773	MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS		157,88		
775	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS				
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	0,00	21 687,67	0,00	0,00
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		1 774 580,00	933 660,78	8 600,00	7 094,18

CA 2019 BUDGET ASST

		ASSAINISSEMENT COLLECTIF	
		PREVU	REALISE
INVESTISSEMENT DEPENSES			
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	146 695,00	56 155,91
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	27 500,00	20 271,69
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	24 000,00	0,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 330,00	15 600,09
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	685 675,00	63 094,71
DEPENSES DE L'EXERCICE		919 200,00	155 122,40

		ASSAINISSEMENT COLLECTIF	
		PREVU	REALISE
INVESTISSEMENT RECETTES			
001	EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	445 134,19	445 134,19
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	110 000,00	0,00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	239 550,00	170 611,64
10	DOTATION, FONDS DIVERS ET RESERVES	120 000,00	120 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4 515,81	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		919 200,00	735 745,83

		ASSAINISSEMENT COLLECTIF	
INVESTISSEMENT DEPENSES		PREVU	REALISE
139111	SUBVENT° EQUIPT AGENCE DE L'EAU	9 310,00	6 081,43
13912	SUBVENT° EQUIPT REGIONS	8 265,00	6 195,65
13913	SUBVENT° EQUIPT DEPARTEMENTS	25 205,00	18 686,29
13916	AUTRES ETABLISST PUBLIC LOCAUX	320,00	
13918	SUBVENT° EQUIPT AUTRES	33 595,00	25 192,54
2313	CONSTRUCTIONS	35 000,00	
2315	INST.TEC.MAT.OUTIL.IND.-TRAV.	35 000,00	
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	146 695,00	56 155,91
1641	EMPRUNTS	27 500,00	20 271,69
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	27 500,00	20 271,69
2051	CONCESSIONS ET DROITS ASSIMILES	24 000,00	0,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	24 000,00	0,00
2154	MATERIEL INDUSTRIEL	31 030,00	15 600,09
2182	MATERIEL DE TRANSPORT		
2183	MAT. DE BUREAU ET MAT.INFORM	3 000,00	
2184	MOBILIER	1 300,00	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35 330,00	15 600,09
2313	CONSTRUCTIONS DIVERS	451 690,65	
3	STATION EPURATION	100 158,35	11 504,46
27	STATION DE RELEVAGE EU	1 200,00	
2315	INST.TEC.MAT.OUTIL.IND.-TRAV.	10 000,00	
5	ATELIER RME	1 900,00	
15	VOIRIE COMMUNALE	2 000,00	
76	LES BEAUMETTES	52 226,00	51 590,25
96	PARKING DU CHATEAU	60 000,00	
100	PARKING MULTIMODAL	1 500,00	
108	REDON	5 000,00	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	685 675,00	63 094,71
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		919 200,00	155 122,40

		ASSAINISSEMENT COLLECTIF	
INVESTISSEMENT RECETTES		PREVU	REALISE
001	EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE	445 134,19	445 134,19
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	110 000,00	
2182	MATERIEL DE TRANSPORT		
2805	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, ...	4 800,00	
281311	AMORTISST BATIMENTS	85 300,00	64 277,28
281532	AMORTISST RESEAUX ASST	112 900,00	83 539,44
28154	AMORTISST MAT. INDUSTRIEL	20 100,00	12 961,35
28155	AMORTISST OUTIL. INDUSTRIEL		
28182	AMORTISST MAT. TRANSPORT	7 900,00	5 857,46
28183	AMORTISST MAT. BUR. & INFORMIQUE	7 500,00	3 337,69
28184	AMORTISST MOBILIER	1 050,00	638,42
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	239 550,00	170 611,64
1068	AUTRES RESERVES	120 000,00	120 000,00
10	DOTATION, FONDS DIVERS ET RESERVES	120 000,00	120 000,00
1313	DEPARTEMENTS	4 515,81	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4 515,81	0,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		919 200,00	735 745,83

ANNEXE

Conditions de remboursement des frais d'hébergement, de transport et de restauration des participants au Comité de Pilotage de la Maison d'Éducation à l'Alimentation Durable (MEAD)

Types de frais	Montant maximal autorisé	Pièces justificatives requises
<i>Transport</i>	450 EUR	- Billets, cartes d'embarquement - Factures
<i>Hébergement</i>	150 EUR (par nuitée)	- Factures
<i>Frais journaliers (incluant frais de restauration et transports en commun)</i>	90 EUR (par jour)	- Tickets de caisse, justificatifs d'achats